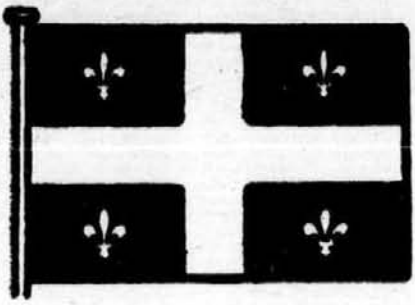
TOME 93, No 16 1831 VOL. 93, No. 16



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 22 AVRIL 1961

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 22, 1961

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 décembre 1960. 53551 — 1-53-o

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1 per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, December 5, 1960. 53551 — 1-53-o

Lettres patentes

(P.G. 10541-61)

A 1 Auto Electric Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1961, constituant en corporation: André Dupuis, mécanicien, de Montréal, Albert Nadeau, de Dosquet, Gaudias Nadeau, de St-Patrice-de-Beaurivage, et Alfred Nadeau, de St-Jacques-de-Leeds, ces trois derniers industriels, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties; faire affaires comme garagistes, sous le nom de « A 1 Auto Electric Limited », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1566, rue Church, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

(A.G. 10541-61)

A 1 Auto Electric Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of February, 1961, incorporating: André Dupuis, mechanic, of Montreal, Albert Nadeau, of Dosquet, Gaudias Nadeau, of St-Patrice-de-Beaurivage, and Alfred Nadeau, of St-Jacques-de-Leeds, the latter three industrialists, for the following purposes:

To deal in automobiles, motors, machines and their accessories and parts; to act as garagekeepers, under the name of "A 1 Auto Electric Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1566 Church St., Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10548-61)

Abe Sternthal Garage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1961, constituant en corporation: Allan Marcus, de Montréal, David Kirshenblatt, de Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Blagdon, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des garages et faire le commerce d'automobiles, sous le nom de « Abe Sternthal Garage Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10177-61)

A. & G. Fabrics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit janvier 1961, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, de Verdun, Clifford George Meek, comptable, et Theodore William Martinson, commis, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lainages de toutes sortes, substances fibreuses, textiles et leurs sous-produits, sous le nom de « A. & G. Fabrics Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10536-61)

Airlines Food Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1961, constituant en corporation: François Francoeur, Raymond Boucher, avocats, et St-Georges Drouin, comptable, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'aliments et de breuvages de toutes sortes, sous le nom de « Airlines Food Ltd. », avec un capital divisé en 400 actions sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations, sera de $2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10548-61)

Abe Sternthal Garage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day, of February, 1961, incorporating: Allan Marcus, of Montreal, David Kirshenblatt, of Côte-St-Luc, both advocates, and Lucille Blagdon, secretary, wife separate as to property of Pierre Blagdon, of Montreal, for the following purposes:

To operate garages and to deal in automobiles, under the name of "Abe Sternthal Garage Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10177-61)

A. & G. Fabrics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1961, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St-Lambert, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, of Verdun, Clifford George Meek, accountant, and Theodore William Martinson, clerk, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in woollens of all kinds, fibrous substances, textiles and their by-products, under the name of "A. & G. Fabrics Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each and 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10536-61)

Airlines Food Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of February, 1961, incorporating: François Francoeur, Raymond Boucher, advocates, and St-Georges Drouin, accountant, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kind of food and beverages, under the name of "Airlines Food Ltd.", with a capital stock divided into 400 shares of no par value, and the amount with which the company will begin its operations is $2,000.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10146-61)

A. J. Knapp Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour de janvier 1961, constituant en corporation: Alfred J. Knapp, agent d'immeubles, de Rosemère, Julius Briskin, avocat, de Hampstead, et Claire Culhane, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « A. J. Knapp Realty Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10664-61)

Albert Alary Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1961, constituant en corporation: Bernard Alary, Jean-Paul Alary et André Alary, tous industriels, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de « Albert Alary Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 385 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3485, rue Ontario, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15388-60)

A. Monette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1961, constituant en corporation: André Monette, camionneur, Juliette Brunet Monette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Monette, et Monique Laflamme Pétin, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Pétin, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de transport, sous le nom de « A. Monette Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7435, rue St-André, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10146-61)

A. J. Knapp Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1961, incorporating: Alfred J. Knapp, realtor, of Rosemère, Julius Briskin, advocate, of Hampstead, and Claire Culhane, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "A. J. Knapp Realty Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 9,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10664-61)

Albert Alary Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of February, 1961, incorporating: Bernard Alary, Jean-Paul Alary and André Alary, all industrialists, of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Albert Alary Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 385 preferred shares of a par value of $100 each and 150 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 3485 Ontario St., east, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15388-60)

A. Monette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1961, incorporating: André Monette, trucker, Juliette Brunet Monette, housewife, wife separate contractually as to property of the said André Monette, and Monique Laflamme Pétin, secretary, wife contractually separate as to property of Roger Pétin, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a transportation business under the name of "A. Monette Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7435 St-André Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15500-60)

Anatole L. Schaefer Structural Steel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Anatole L. Schaefer, commerçant, Libby Bier Schaefer, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Anatole L. Schaefer, tous deux de Drummondville, et Jean Ostigny, comptable, de Drummondville-Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, en gros et au détail, de fer à structure, vieux fer, peaux et rebuts; exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction et en érection de charpentes métalliques, sous le nom de « Anatole L. Schaefer Structural Steel Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 15500-60)

Anatole L. Schaefer Structural Steel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of January, 1961, incorporating: Anatole L. Schaefer, trader, Libby Bier Schaefer, housewife, wife contractually separate as to property of the said Anatole L. Schaefer, both of Drummondville, and Jean Ostigny, accountant, of Drummondville-West, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business, dealing in structural steel, old iron, skins and scrap; to act as general contractors in building and in the erection of steel frameworks, under the name of "Anatole L. Schaefer Structural Steel Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 600 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10019-61)

Angelo Jelmini Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Angelo Jelmini, commerçant, Yolande Jelmini, sténographe, épouse séparée de biens dudit Angelo Jelmini, et Georges-Henri Leblanc, comptable agréé, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce de métaux utilisés et utilisables dans la construction et la fabrication d'oeuvres d'art, sous le nom de « Angelo Jelmini Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le 19e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10019-61)

Angelo Jelmini Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of January, 1961, incorporating: Angelo Jelmini, trader, Yolande Jelmini, stenographer, wife separate as to property of the said Angelo Jelmini, and Georges-Henri Leblanc, chartered accountant, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in metals used or usable in the construction and making of works of art, under the name of "Angelo Jelmini Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10220-61)

Anglo-Colonial Exploration, Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1961, constituant en corporation: Lionel Lefebvre, comptable, Henry Padulo, agent, et Peppe De Vincenzo, industriel, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'une compagnie minière, sous le nom de « Anglo-Colonial Exploration, Limited » (No Personal Liability), avec

(A.G. 10220-61)

Anglo-Colonial Exploration, Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1961, incorporating: Lionel Lefebvre, accountant, Henry Padulo, agent, and Peppe De Vincenzo, industrialist, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of a mining company, under the name of "Anglo-Colonial Exploration, Limited" (No Personal Liability),

un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10612-61)

Anjou Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1961, constituant en corporation: Alphonse Giguère, marchand, Lucien Morissette, entrepreneur, tous deux de Buckland, et Gérard Maheux, cultivateur, de St-Philémon, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Anjou Construction Limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions communes de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Buckland, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le 6e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10191-61)

A. & R. Dress Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 janvier 1961, constituant en corporation: Jack Rudner, de Côte-St-Luc, Lawrence Capelovitch, de St-Martin, Joseph Mendelson, tous trois avocats, et Donald Hahamovitch, étudiant en droit, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « A. & R. Dress Co. Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10659-61)

Armandy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouvereneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3 février 1961, constituant en corporation: Jon Kosorwich, Julian Kotler et Harold W. Ashenmil, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de voitures-taxi et vendre, louer et engager des véhicules-moteurs et automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Armandy Inc. », avec un capital total de

with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10612-61)

Anjou Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of February, 1961, incorporating: Alphonse Giguère, merchant, Lucien Morissette, contractor, both of Buckland, and Gérard Maheux, farmer, of St-Philémon, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Anjou Construction Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Buckland, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10191-61)

A. & R. Dress Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of January, 1961, incorporating: Jack Rudner, of Côte-St-Luc, Lawrence Capelovitch, of St. Martin, Joseph Mendelson, all three advocates, and Donald Hahamovitch, law-student, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "A. & R. Dress Co. Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10659-61)

Armandy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of February, 1961, incorporating: Jon Kosorwich, Julian Kotler and Harold W. Ashenmil, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a taxi-cab business and to sell, rent, lease and hire motor cars and automobiles of all kinds, under the name of "Armandy Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into

$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6480 rue Lemay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10551-61)

Asselin Home Builders Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1961, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, C.R., Jack B. Bobrove, tous deux avocats, de Montréal, et George Asselin, constructeur, de Ste-Geneviève, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Asselin Home Builders Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(P.G. 15792-60)

Association de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation, Unité 296 de Rimouski

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Ouellet, gérant de département, Dr Marcel Boudreau, médecin-chirurgien, J.-Guy Pelletier, commis de bureau, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Unir fraternellement toutes personnes ayant servi sous le drapeau britannique ou canadien et former une société indépendante de toute liaison politique et religieuse et ayant pour but de développer des liens de bonne camaraderie, d'assistance mutuelle et de faciliter l'accomplissement des devoirs patriotiques envers le Canada et le Commonwealth, sous le nom de « Association de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation, Unité 296 de Rimouski ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $75,000.

Le siège social de la corporation sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15673-60)

Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Inc.
Chiropractors of the Province of Quebec Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6480 Lemay Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10551-61)

Asselin Home Builders Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of February, 1961, incorporating: Isidore M. Bobrove, Q.C., Jack B. Bobrove, both advocates, of Montreal, and George Asselin, builder, of St. Geneviève, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Asselin Home Builders Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15792-60)

Association de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation, Unité 296 de Rimouski

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Ouellet, departmental manager, Dr. Marcel Boudreau, surgeon-physician, J.-Guy Pelletier, office clerk, all of Rimouski, for the following purposes:

To fraternally group together all persons having served under the British or Canadian flag and to form a society independant of all political and religious ties and having for purpose to develop the ties of good comradeship, mutual assistance and to facilitate the accomplishment of patriotic duties towards Canada and the Commonwealth, under the name of "Association de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation, Unité 296 de Rimouski".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15673-60)

Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Inc.
Chiropractors of the Province of Quebec Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Colleret, de Montréal, Jean-Marie Dubreuil, d'Outremont, et Roland Caty, de la cité de St-Michel, tous chiropraticiens, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres de l'association, sous le nom de « Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Inc.— Chiropractors of the Province of Quebec Association Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10678-61)

Association des Propriétaires du Lac Swell

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Édouard Daigle, « stockman », Jacques Miron, Gérard Brouillard, assureurs-vie, Yves Meilleur, dessinateur, Hervé Allaire, opérateur, René Villecourt, vendeur, tous six de Montréal, et Roger Lefebvre, nettoyeur-teinturier, de la ville de Saint-Pierre, pour les objets suivants:

Promouvoir et favoriser directement ou indirectement les intérêts en général des citoyens du Lac Swell de Sainte-Lucie de Doncaster, district de Terrebonne, sous le nom de « Association des Propriétaires du Lac Swell ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15280-60)

Association Sportive N.D.A. (St-Jean, Qué) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Lymburner, agent-vendeur, Léonide Daunais, Paul-B. Dubé, J.-Léon Doyon, tous trois gérants, Alfred-T. Dion, marchand, Fernand Roy, photograveur, Guy Roy, Étienne St-Laurent, tous deux commis, J.-Charles Lefebvre, voyageur de commerce, et René Morin, ingénieur, tous de St-Jean, pour les objets suivants:

Établir et diriger une association ayant pour but d'organiser les loisirs des jeunes gens et des adultes, sous le nom de « Association Sportive N.D.A. (St-Jean, Qué) Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Colleret, of Montreal, Jean-Marie Dubreuil, of Outremount, and Roland Caty, of the city of St-Michel, all chiropractors, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all ways the economical, social and professional interests of the members of the association, under the name of "Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Inc.— Chiropractors of the Province of Quebec Association Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10678-61)

Association des Propriétaires du Lac Swell

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Édouard Daigle, stockman, Jacques Miron, Gérard Brouillard, life insurers, Yves Meilleur, draughtsman, Hervé Allaire, operator, René Villecourt, salesman, all six of Montreal, and Roger Lefebvre, cleaner-dyer, of the town of Saint-Pierre, for the following purposes:

To promote and favor, directly or indirectly, the interests, in general, of the citizens of Lac Swell de Sainte-Lucie de Doncaster, district of Terrebonne, under the name of "Association des Propriétaires du Lac Swell".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15280-60)

Association Sportive N.D.A. (St-Jean, Qué) Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Michel Lymburner, agent-salesman, Léonide Daunais, Paul-B. Dubé, J.-Léon Doyon, all three managers, Alfred-T. Dion, merchant, Fernand Roy, photo-engraver, Guy Roy, Étienne St-Laurent, both clerks, J.-Charles Lefebvre, commercial traveller, and René Morin, engineer, all of St. John, for the following purposes:

To establish and direct an association having for end the organizing of recreational centers for youth and adults, under the name of "Association Sportive N.D.A. (St-Jean, Qué) Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le 27e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10502-61)

Au Lutin qui Bouffe Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Julius Rosenblum, avocat, de Mont-Royal, Colombe Paré et Gladys MacLoed, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer un commerce de restaurant, sous le nom de « Au Lutin qui Bouffe Restaurant Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10176-61)

Balmo Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1961, constituant en corporation: Raymond Lette, avocat, de Hampstead, Jean Carouzet, commis, et Rolande Rech, célibataire, secrétaire, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et en faire le commerce; importer, exporter, acheter, vendre des articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette, et parfums, sous le nom de « Balmo Ltd. », avec un capital total de $15,000, divisé en 1,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 13e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10840-61)

Barnvick Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1961, constituant en corporation: Jacob Harold Blumenstein, conseil en loi de la Reine, Harry Yohalem Garber, tous

The head office of the corporation will be at Saint John, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10502-61)

Au Lutin qui Bouffe Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of January, 1961, incorporating: Julius Rosenblum, advocate, of Mount Royal, Colombe Paré and Gladys MacLeod, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on a restaurant business, under the name of "Au Lutin qui Bouffe Restaurant Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 250 common shares of a par value of $10 each and 750 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10176-61)

Balmo Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of February, 1961, incorporating: Raymond Lette, lawyer, of Hampstead, Jean Carouzet, clerk, and Rolande Rech, spinster, secretary, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Balmo Ltd.", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10840-61)

Barnvick Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of February, 1961, incorporating: Jacob Harold Blumenstein, Queen's Counsel, Harry Yohalem Garber, both advocates, and Irene Rubin,

deux avocats, et Irène Rubin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Barnvick Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 15179-60)

BC Trading Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour de janvier 1961, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Irving L. Adessky, avocats, et Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « BC Trading Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10540-61)

Beaurivage Hosiery Limited
Filature Beaurivage Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1961, constituant en corporation: Philippe Croteau, marchand, de St-Patrice-de-Beaurivage, Boniface Corrigan, vendeur, de Dorchester, Mass., U.S.A., et Paul Carrier, employé dans les textiles, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de la toile, du coton, de la laine et autres substances fibreuses, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Beaurivage Hosiery Limited — Filature Beaurivage Limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Patrice-de-Beaurivage, Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10098-61)

Belleau Auto Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1961, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, avocat, d'Outremont, Fran-

secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Barnvick Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15179-60)

BC Trading Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1961, incorporating: Daniel Kingstone, Irving L. Adessky, advocates, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "BC Trading Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10540-61)

Beaurivage Hosiery Limited
Filature Beaurivage Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of February, 1961, incorporating: Philippe Croteau, merchant, of St-Patrice-de-Beaurivage, Boniface Corrigan, salesman, of Dorchester, Mass. U.S.A., and Paul Carrier, textiles employee, of Montreal, for the following purposes:

To deal in linen, cotton, wool and other fibrous substances, their products and by-products, under the name of "Beaurivage Hosiery Limited — Filature Beaurivage Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Patrice-de-Beaurivage, Lotbinière, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10098-61)

Belleau Auto Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1961, incorporating: Adrien-R. Paquette, advocate, of Outremont, Françoise

çoise Frégeau, d'Ahuntsic, et Micheline Simard, de Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Belleau Auto Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10388-61)

Bermac Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2 février 1961, constituant en corporation: Lewis Batshaw, Irving Adessky, avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de linge de toute nature et description, sous le nom de « Bermac Sportswear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10451-61)

Bétons Richelieu Inc.
Richelieu Ready-Mix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: Alphonse Barbeau, de Montréal, Antoine Paré, de St-André-Est, et Pothier Ferland, de Longueuil, tous avocats, pour les objets suivants:

Commerce du ciment et de ses sous produits, sous le nom de « Bétons Richelieu Inc.— Richelieu Ready-Mix Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 14746-60)

Bigras Lions Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Kenneth C. Cutting, lithographe, Peter King, surintendant d'usine, Laurie Clarkson, ingénieur, Pierre Forest, courtier d'assurances, Jacques Sevigny, épicier, Richard Dutton, quincaillier détaillant, Edward Rowett, courtier de douanes, Anthony

Frégeau, of Ahuntsic, and Micheline Simard, of Montreal, the latter two secretaries, spinsters for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and to act as garage-keepers, under the name of "Belleau Auto Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10388-61)

Bermac Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of February, 1961, incorporating: Lewis Batshaw, Irving Adessky, advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing of every nature and description, under the name of "Bermac Sportswear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10451-61)

Bétons Richelieu Inc.
Richelieu Ready-Mix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Alphonse Barbeau, of Montreal, Antoine Paré, of St-André-East, and Pothier Ferland, of Longueuil, all advocates, for the following purposes:

To deal in cement and its by-products, under the name of "Bétons Richelieu Inc.— Richelieu Ready-Mix Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hilaire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General*

(A.G. 14746-60)

Bigras Lions Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Kenneth C. Cutting, lithographer, Peter King, plant superintendent, Laurie Clarkson, engineer, Pierre Forest, insurance broker, Jacques Sevigny, grocer, Richard Dutton, hardware retailer, Edward Rowett, custom broker, Anthony Leclerc, salesman, all

Leclerc, vendeur, tous de Laval Islands, Yvon Lambert, de Ste-Dorothée, et Claude-J. Dionne, de Val-Laurin, ces deux derniers vendeurs, pour les objets suivants:

Créer et encourager un esprit de généreuse considération parmi les citoyens de la province par une étude des problèmes des relations nationales au point de vue des affaires et de l'éthique professionnel, sous le nom de « Bigras Lions Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10505-61)

B.L.R. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Claude Guérin, avocat, de Laval-sur-le-Lac, Laurence Ostiguy et Jeanne Le Sieur, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « B.L.R. Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15791-60)

Bob & Chris Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30 janvier 1961, constituant en corporation: Bobby Moshonas, Christos Lazaris et Andreas Ferentinos, tous vendeurs, de Ville LeMoyne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Bob & Chris Restaurant Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions privilégiées d'un valeur au pair de $100 chacune et 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à la cité de St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 15743-60)

Boivin Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

of Laval Islands, Yvon Lambert, of Ste-Dorothée, and Claude-J. Dionne, of Val-Laurin, the latter two salesmen, for the following purposes:

To create and foster a spirit of generous consideration among the citizens of the Province through a study of the problems of national relationships from the standpoint of business and professional ethics, under the name of "Bigras Lions Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at 132 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10505-61)

B.L.R. Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of January, 1961, incorporating: Claude Guérin, advocate, of Laval-sur-le-Lac, Laurence Ostiguy and Jeanne Le Sieur, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "B.L.R. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $10 each and 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of January, 1961.

—P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15791-60)

Bob & Chris Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of January, 1961, incorporating: Bobby Moshonas, Christos Lazaris and Andreas Ferentinos, all salesmen, of Ville LeMoyne, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Bob & Chris Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 preferred shares of a par value of $100 each and 250 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at the city of St. Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15743-60)

Boivin Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Jacques Lapointe, Guy des Rivières et Jean Bérubé, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Boivin Automobiles Ltée », avec un capital total de $15,000, divisé en 150 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2450, 1ère avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the 20th day of January, 1961, incorporating: Jacques Lapointe, Guy des Rivières and Jean Bérubé, all advocates, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and to act as garage-keepers, under the name of "Boivin Automobiles Ltée", with a total capital stock of $15,000, divided into 150 shares of $100 each.

The head office of company will be at 2450 1st Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Date at the office of the Attorney General, this 20th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10178-61)

Book Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31 janvier 1961, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, Maynard B. Gold, avocats, et Barbara Garrett Hopkins, secrétaire, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériels de lecture, papeterie, cadeaux, fournitures de bureau et articles apparentés, sous le nom de « Book Center Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 31 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10178-61)

Book Center Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of January, 1961, incorporating: Moses Samuel Yelin, Maynard B. Gold, advocates, and Barbara Garrett Hopkins, secretary, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of reading material, stationery, gifts, office supplies and kindred articles, under the name of "Book Center Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10132-61)

Bowling Papineau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Gabriel Lapointe, avocat, Pauline Daigneault et Julienne Des Rochers, secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Bowling Papineau Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 18e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10132-61)

Bowling Papineau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of January, 1961, incorporating: Gabriel Lapointe, advocate, Pauline Daigneault and Julienne Des Rochers, secretaries, spinsters of the full age of majority in use of their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business which consists in furnishing the public with amusement, under the name of "Bowling Papineau Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10665-61)

Bruneau & Frères Ltée
Bruneau Brothers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 10665-61)

Bruneau & Frères Ltée
Bruneau Brothers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1961, constituant en corporation: André Bruneau, Armand Bruneau, commerçants, et Philippe Bruneau, aide-technicien, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits de beauté, d'accessoires de coiffure et de tous autres produits et articles connexes, sous le nom de « Bruneau & Frères Ltée — Bruneau Brothers Ltd. », avec un capital total de $15,000, divisé en 1,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15427-60)

Cambridge Lithographing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30 janvier 1961, constituant en corporation: Edward I. Auerback, Mark Edmund Gordon, tous deux de Westmount, et Rolland Blais, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le métier ou commerce d'imprimeurs généraux, éditeurs, lithograveurs, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractères et agents de publicité, sous le nom de « Cambridge Lithographing Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10250-61)

Canadian Aero Service Quebec Limited
Service Aéronautique Canadien du Québec Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation: Roger Savard, avocat, Jean-Pierre Goyer, secrétaire, tous deux de St-Laurent, et Guy Rouleau, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce d'un service de cartographie aérienne, sous le nom de « Canadian Aero Service Quebec Limited — Service Aéronautique Canadien du Québec Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 15597-60)

Canadian Coating Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of February, 1961, incorporating: André Bruneau, Armand Bruneau, traders, and Philippe Bruneau, technician's aide, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in beauty products, accessories for hairdressing and other products and articles pertaining thereto, under the name of "Bruneau & Frères Ltée — Bruneau Brothers Ltd.", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15427-60)

Cambridge Lithographing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of January, 1961, incorporating: Edward I. Auerback, Mark Edmund Gordon, both of Westmount, and Rolland Blais, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the trade or business of general printers, publishers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type founders and advertising agents, under the name of "Cambridge Lithographing Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10250-61)

Canadian Aero Service Quebec Limited
Service Aéronautique Canadien du Québec Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, incorporating: Roger Savard, lawyer, Jean-Pierre Goyer, secretary, both of St-Laurent, and Guy Rouleau, lawyer, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of aerial surveying in all its branches, under the name of "Canadian Aero Service Quebec Limited — Service Aéronautique Canadien du Québec Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15597-60)

Canadian Coating Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Etienne Menegoz, industriel, de Montréal, Sid Miyashita, ingénieur, et Armand Gelatto, industriel, ces deux derniers de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Canadian Coating Industries Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7733, 18e avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 31e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15420-60)

Canadian Institute of Psychoanalysis
Institut Canadien de Psychanalyse

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Gottfriede Aufreiter, médecin, de Westmount, Johann Aufreiter, médecin, Jean-Baptiste Boulanger, Nathan B. Epstein, Alastair W. MacLeod, Miguel Prados, W. Clifford M. Scott, Erit D. Wittkower, psychiâtres, André Lussier, psychologue, tous de Montréal, Théodore Chentrier, psychologue, d'Outremont, Alan Parkin, Irvine Schiffer, tous deux de Toronto, province d'Ontario, Bruche Ruddick, de New York, E.U.A., George Zavitzianos, d'Englewood, N.J., E.U.A., et Donald Watterson, de Vancouver, province de la Colombie Britannique, ces cinq derniers psychiâtres, pour les objets suivants:

Fournier un enseignement théorique et pratique en psychanalyse afin de former des élèves compétents; favoriser et diriger des recherches en psychanalyse, sous le nom de « Canadian Institute of Psychoanalysis — Institut Canadien de Psychanalyse ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 10e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10494-61)

Canadrex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Maurice Sirantoine, agent-manufacturier, Pierrette B. Sirantoine, secrétaire, et Pamphile Blais, hôtelier, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Canadrex Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5 Côte Dinan, Québec, district judiciaire de Québec.

Province of Quebec, bearing date the 31st day of January, 1961, incorporating: Etienne Menegoz, industrialist, of Montreal, Sid Miyashita, engineer, and Armand Gelatto, industrialist, the latter two of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on a business dealing in plastic substances of all kinds, under the name of "Canadian Coating Industries Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7733, 18th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15420-60)

Canadian Institute of Psychoanalysis
Institut Canadien de Psychanalyse

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Gottfriede Aufreiter, physician, of Westmount, Johann Aufreiter, physician, Jean-Baptiste Boulanger, Nathan B. Epstein, Alastair W. MacLeod, Miguel Prados, W. Clifford M. Scott, Eric D. Wittkower, psychiatrists, André Lussier, psychologist, all of Montreal, Théodore Chentrier, psychologist, of Outremont, Alan Parkin, Irvine Schiffer, both of Toronto, Province of Ontario, Bruche Ruddick, of New York U.S.A., George Zavitzianos, of Englewood, N.J., U.S.A., and Donald Watterson, of Vancouver, Province of British Columbia, the latter five Psychiatrists, for the following purposes:

To provide teoretical and practical training in psychoanalysis for competent students; to promote and conduct research in psychoanalysis, under the name of "Canadian Institute of Psychoanalysis — Institut Canadien de Psychanalyse".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10494-61)

Canadrex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of January, 1961, incorporating: Maurice Sirantoine, agent-manufacturer, Pierrette B. Sirantoine, secretary, and Pamphile Blais, innkeeper, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Canadrex Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 200 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of company will be at 5 Dinan Hill, Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10194-61)

Capitol Watch Bands Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1961, constituant en corporation: Leon Levine, marchand, Shirley Schaffer, teneuse de livres, fille majeure, tous deux de Montréal, Peter Maclan, marchand, de Côte-St-Luc, et Martha Bent, secrétaire, fille majeure, de Montréal-Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de « Capitol Watch Bands Inc. », avec un capital total de $2,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10419-61)

Cappy's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26 janvier 1961, constituant en corporation: Reuben Resin, Samuel Godinsky, avocats, et Carl Rosen, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Obtenir des restaurants et des établissements d'approvisionnement de nourriture, sous le nom de « Cappy's Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10512-61)

Cazar Tower Erectors (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31 janvier 1961, constituant en corporation: Wendell Howard Laidley, Joseph William Weldon, conseil en loi de la Reine, John Howard Dawson et Anatole Lesyk, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Cazar Tower Erectors (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 31 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

Date at the office of the Attorney General, this 30th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10194-61)

Capitol Watch Bands Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1961, incorporating: Leon Levine, merchant, Shirley Schaffer, book-keeper, spinster of the full age of majority, both of Montreal, Peter Maclan, merchant, of Côte-St-Luc, and Martha Bent, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal West, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, under the name of "Capitol Watch Bands Inc.", with a total capital stock of $2,000, divided into 2,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10419-61)

Cappy's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of January, 1961, incorporating: Reuben Resin, Samuel Godinsky, advocates, and Carl Rosen, student, all of Montreal, for the following purposes:

To obtain restaurants and food catering establishments, under the name of "Cappy's Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each and 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10512-61)

Cazar Tower Erectors (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of January, 1961, incorporating: Wendell Howard Laidley, Joseph William Weldon, Queen's Counsels, John Howard Dawson and Anatole Lesyk, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Cazar Tower Erectors (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10208-61)

Cenbelga Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10 janvier 1961, constituant en corporation: Louis Drazin, étudiant, Maurice Jonathan Garmaise, Mortimer Dolman, tous deux notaires, et Jennie Garmaise, teneuse de livres, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Cenbelga Holdings Inc. », avec un capital total de $500, divisé en 500 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 12, 410 rue St-Nicholas, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10208-61)

Cenbelga Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of January, 1961, incorporating: Louis Drazin, student, Maurice Jonathan Garmaise, Mortimer Dolman, both notaries, and Jennie Garmaise, book-keeper, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Cenbelga Holdings Inc.", with a total capital stock of $500, divided into 500 shares of $1 each.

The head office of the company will be at room 12, 410 St. Nicholas Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10518-61)

Central Labrador Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1 février 1961, constituant en corporation: Jacques de Billy, conseil en loi de la Reine, J.-Maurice Cantin et René-W. Dionne, tous avocats, de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les opérations d'une compagnie minière, sous le nom de « Central Labrador Mines Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Chambre 430, 100 d'Youville, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 1 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10518-61)

Central Labrador Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of February, 1961, incorporating: Jacques de Billy, Queen's Counsel, J.-Maurice Cantin and René-W. Dionne, all advocates, of Sillery, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company, under the name of "Central Labrador Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the for its shares.

The head office of the company will be at Room 430, 100 d'Youville, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10438-61)

Centre Diocésain Lacordaire de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé André Duchesne, prêtre, aumônier diocésain, Charles Baillargeon, gérant, tous deux de Québec, et Charles Lemire, bijoutier, de Ste-Croix, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes intéressées à la lutte antialcoolique; étudier, promouvoir et développer de toutes manières telle lutte antialcoolique, sous le nom de « Centre Diocésain Lacordaire de Québec Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $150,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

(A.G. 10438-61)

Centre Diocésain Lacordaire de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Father André Duchesne, priest, diocesan chaplain, Charles Baillargeon, manager, both of Quebec, and Charles Lemire, jeweller, of Ste-Croix, for the following purposes:

To group together into an association the persons interested in fighting alcoholism; to study, promote and develop in all ways such a battle against alcoholism, under the name of "Centre Diocésain Lacordaire de Québec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $150,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le 13e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10060-61)

Chantelle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1961, constituant en corporation: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, tous deux de Montréal, et Claude Paquette, de Terrebonne, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises sèches, telles que vêtements et sous-vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Chantelle Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10808-61)

Chalet Alouette Inc. — Alouette Lodge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: Georges Belzil, Armand-J. Bodin, Arthur Bouthiette, gérants, Raoul-A. Durocher, agent, et Alcédor Ménard, rentier, tous de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôtelier, sous le nom de « Chalet Alouette Inc.— Alouette Lodge Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Foster, comté de Brome, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10153-61)

Charest Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1961, constituant en corporation: Marc Jessop, avocat, de Ste-Foy, André Marceau, avocat, et Jean-Claude Dominique, comptable, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands d'automobiles et comme garagistes, sous le nom de « Charest Automobiles Inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 5,000 actions communes de $10 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10060-61)

Chantelle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1961, incorporating: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, both of Montreal, and Claude Paquette, of Terrebonne, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in drygoods such as wearing apparel and under-clothing, under the name of "Chantelle Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10808-61)

Chalet Alouette Inc. — Alouette Lodge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Georges Belzil, Armand-J. Bodin, Arthur Bouthiette, managers, Raoul-A. Durocher, agent, and Alcédor Ménard, annuitant, all of Granby, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Chalet Alouette Inc.— Alouette Lodge Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Foster, county of Brome, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10153-61)

Charest Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1961, incorporating: Marc Jessop, advocate, of Ste-Foy, André Marceau, advocate, and Jean-Claude Dominique, accountant, the latter two of Quebec, fror the following purposes:

To carry on as automobile merchants and as garage-keepers, under the name of "Charest Automobiles Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 25,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15629-60)

Château Oil Company Ltd.
La Cie d'Huile Château Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Bergeron, conseil en loi de la Reine, de Montréal-Ouest, Marcel Landry, de Belœil et François Payette, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile brute, de l'huile à chauffage, de l'essence et du gaz naturel et de leurs sous-produits, sous le nom de « Château Oil Company Ltd. — La Cie d'Huile Château Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2145, rue Fleury, est, Montréal, districts judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10154-61)

City Plumbing & Heating Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1961, constituant en corporation: Joseph Mendelson, avocat, Donald Hahamovitch, étudiant en droit, tous deux de Montréal, et Lawrence Capelovitch, avocat, de St-Martin, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « City Plumbing & Heating Co. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10394-61)

Claire Fabrics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3 février 1961, constituant en corporation: William Tetley, de Mont-Royal, André-Jean Clermont, de Préville, tous deux avocats, et Marguerite Gravel, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de tissus, sous le nom de « Claire Fabrics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(A.G. 15629-60)

Château Oil Company Ltd.
La Cie d'Huile Château Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1961, incorporating: Jean-Paul Bergeron, Queen's Counsel, of Montreal-West, Marcel Landry, of Belœil, and François Payette, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in crude oil, fuel oil, gazoline and natural gas and their by-products, under the name of "Château Oil Company Ltd. — La Cie d'Huile Château Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2145 Fleury Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10154-61)

City Plumbing & Heating Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1961, incorporating: Joseph Mendelson, advocate, Donald Hahamovitch, law-student, both of Montreal, and Lawrence Capelovitch, advocate, of St. Martin, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "City Plumbing & Heating Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10394-61)

Claire Fabrics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of February, 1961, incorporating: William Tetley, of Mount Royal, André-Jean Clermont, of Préville, both advocates, and Marguerite Gravel, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of fabrics, under the name of "Claire Fabrics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Mentreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10039-61)

Clairséjour Marie-Joseph

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Sr Thérèse des Anges (née Thérèse Piédanna), Rév. Sr Elizabeth du Sacré-Coeur (née Elizabeth Beau), et Rév. Sr Marie de Jésus (née Renée Debay), toutes faisant partie de la Congrégation religieuse des Dominicaines de Sainte-Catherine de Sienne, de Montréal, pour les objets suivants:

Maintenir et développer une oeuvre de rééducation pour les enfants inadaptés, sous le nom de « Clairséjour Marie-Joseph ».

Les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera 500, avenue Claremont, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10039-61)

Clairséjour Marie-Joseph

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Sister Thérèse des Anges, (née Thérèse Piédanna), Rev. Sister Elizabeth du Sacré-Coeur (née Elizabeth Beau), and Rev. Sister Marie de Jésus (née Renée Debay), all forming a part of the religious Congregation of the Dominicaines de Sainte-Catherine de Sienne, of Montreal, for the following purposes:

To maintain and develop a re-education center for retarded children, under the name of "Clairséjour Marie-Joseph".

The amount to whic the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at 500 Claremont Ave., Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10809-61)

Club d'Aviation de Granby Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Boulanger, voyageur, Jean-Guy Breton, comptable, Gérard Godbout, industriel, Claude Lalonde, marchand, Claudette Tremblay, secrétaire, et Fernand Normandin, agent d'assurance, tous de Granby, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif pour les fervants de l'aviation, sous le nom de « Club d'Aviation de Granby Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10809-61)

Club d'Aviation de Granby Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Gilles Boulanger, traveller, Jean-Guy Breton, accountant, Gérard Godbout, industrialist, Claude Lalonde, merchant, Claudette Tremblay, secretary, and Fernand Normandin, insurance agent, all of Granby, for the following purposes:

To form and direct a sports club for aviation enthusiasts, under the name of "Club d'Aviation de Granby Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10382-61)

Club Récréatif de Rivière des Prairies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Hamelin, Louis-Philippe Vien, Valère Higgins, Adélard Vallée, tous quatre menuisiers, et Mme Thérèse Vallée, ménagère, épouse commune en biens dudit Adélard Vallée, tous de Rivière-des-Prairies, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Club Récréatif de Rivière des Prairies Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $500,000.

(A.G. 10382-61)

Club Récréatif de Rivière des Prairies Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Albert Hamelin, Louis-Philippe Vien, Valère Higgins, Adélard Vallée, all four carpenters, and Mrs. Thérèse Vallée, housewife, wife common as to property of the said Adélard Vallée, all of Rivière-des-Prairies, for the following purposes:

To establish and direct a recteational center, under the name of "Club Récréatif de Rivière des Prairies Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Rivière-des-Prairies, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 25e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10409-61)

Club Récréatif des Loisirs Acadiens de Beauharnois Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Thériault, constable, Mme Barbara Lafleur, ménagère, épouse commune en biens d'Ernest Lafleur, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Beauharnois, et Alphonse Jean, vendeur, de Valleyfield, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et de loisirs, sous le nom de « Club Récréatif des Loisirs Acadiens de Beauharnois Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 102, rue Couillard, Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15561-60)

Comité des Loisirs de la Paroisse St-Isidore Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Duchaîne, technicien, Laurent Gauthier, commis, et Roland Gagné, entrepreneur, tous de Rivière-du-Moulin, pour les objets suivants:

Établir et diriger un comité de loisirs, sous le nom de « Comité des Loisirs de la Paroisse St-Isidore Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Rivière-du-Moulin, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15560-60)

Comité des Loisirs Saint-Nom de Jésus Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Tremblay, avocat, Léonce Morrissette, chauffeur, Georges Quenneville, commerçant, et Yvan Grenon, comptable, tous, de Rivière-du-Moulin, pour les objets suivants:

Établir et diriger un comité de loisirs, sous le nom de « Comité des Loisirs Saint-Nom de Jésus Ltée ».

The head office of the corporation will be at Rivière-des-Prairies, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10409-61)

Club Récréatif des Loisirs Acadiens de Beauharnois Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Albert Thériault, constable, Mrs. Barbara Lafleur, housewife, wife common as to property of Ernest Lafleur, and duly authorized by him for these presents, both of Beauharnois, and Alphonse Jean, salesman, of Valleyfield, for the following purposes:

To establish and diredt a social and recreational club, under the name of "Club Récréatif des Loisirs Acadiens de Beauharnois Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 102 Couillard St., Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15561-60)

Comité des Loisirs de la Paroisse St-Isidore Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Duchaîne, technician, Laurent Gauthier, clerk, and Roland Gagné, contractor, all of Rivière-du-Moulin, for the following purposes:

To establish and direct a recreational committee under the name of "Comité des Loisirs de la Paroisse St-Isidore Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Rivière-du-Moulin, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15560-60)

Comité des Loisirs Saint-Nom de Jésus Ltée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Tremblay, advocate, Léonce Morrissette, chauffeur, Georges Quenneville, tradesman, and Yvan Grenon, accountant, all of Rivière-du-Moulin, for the following purposes:

To establish and direct a recreational committee under the name of "Comité des Loisirs Saint-Nom de Jésus Ltée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Rivière-du-Moulin, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15197-60)

Compagnie de Construction Piat Ltée
Piat Construction Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1961, constituant en corporation: André-L. Dussault, comptable, Jaenne Legault, secrétaire, fille majeure, tous deux de Saint-Jérôme, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de « Compagnie de Construction Piat Ltée — Piat Construction Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15716-60)

Compagnie Nina Diaconesco Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1961, constituant en corporation: Jules Dupré, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Hélène Gélinas, célibataire majeure, Louis Vaillancourt, tous trois avocats, Jean Carouzet, clerc, et Rolande Rech, secrétaire, célibataire majeure, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtre et exercer les commerces de constructeurs, propriétaires et administrateurs de salles de théâtres, sous le nom de « Compagnie Nina Diaconesco Ltée », avec un capital total de $30,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10488-61)

Congregation Gate David of Bobov

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Salamon Goldberg, constructeur, Isidore Hurwic, fabricant, tous deux d'Outremont, Moses Zanger, Salamon Turner, Herman Karmel, marchands et Moses

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25.000.

The head office of the corporation will be at Rivière-du-Moulin, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15197-60)

Compagnie de Construction Piat Ltée
Piat Construction Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1961, incorporating: André-L. Dussault, accountant, Jeanne Legault, secretary, spinster of full age, both of Saint-Jérôme, and Jeannette Brodeur, secretary, spinster of full age, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Compagnie de Construction Piat Ltée — Piat Construction Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15716-60)

Compagnie Nina Diaconesco Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1961, incorporating: Jules Dupré, Queen's Counsel, of Outremont, Hélène Gélinas, spinster of full age, Louis Vaillancourt, all three advocates, Jean Carouzet, clerk, and Rolande Rech, secretary, spinster of full age, the letter four of Montreal, for the following purposes:

To operate an agency for theatres and to carry on a business as builders, owners and administrators, of theatre halls, under the name of "Compagnie Nina Diaconesco Ltée", with a total capital stock of $30,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10488-61)

Congregation Gate David of Bobov

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Salamon Goldberg, builder, Isidore Hurwic, manufacturer, both of Outremont, Moses Zanger, Salamon Turner, Herman Karmel, merchants, and Moses Riegler, shipper,

Riegler, expéditeur, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et entretenir une synagogue et un centre de science et d'instruction pour l'étude des humanités et de la tradition hébraïque, sous le nom de « Congregation Gate David of Bobov ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $300,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10657-61)

Contracteurs Généraux du Lac St. Jean Ltée
Lake St. John General Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1961, constituant en corporation: Brahm M. Eisenstat, Albert I. Goodstone, avocats, et Hélène Lafrenière, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Contracteurs Généraux du Lac St. Jean Ltée — Lake St. John General Contractors Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1980 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 3e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10120-61)

Cordonnerie L. Collin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1961, constituant en corporation: Lorenzo Collin, commerçant, Robert Collin, vendeur, et Nicole Blanchette, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures et articles en cuir ou en caoutchouc et de leurs accessoires, sous le nom de « Cordonnerie L. Collin Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2017, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15426-60)

Couvoir Saint-Hyacinthe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1961, constituant en corporation: Simon Matte, agronome, de St-Hyacinthe-Annexe, Éphrem Robidoux, de Marieville, et

the latter four of Montreal, for the following purposes:

To possess and maintain a synagogue and a center of scholarship and learning for the study of the humanities and of Hebrew lore, under the name of "Congregation Gate David of Bobov".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10657-61)

Contracteurs Généraux du Lac St. Jean Ltée
Lake St. John General Contractors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of February, 1961, incorporating: Brahm M. Eisenstat, Albert I. Goodstone, advocates, and Hélène Lafrenière, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Contracteurs Généraux du Lac St. Jean Ltée — Lake St. John General Contractors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1980 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10120-61)

Cordonnerie L. Collin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1961, incorporating: Lorenzo Collin, tradesman, Robert Collin, salesman, and Nicole Blanchette, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and carry on a business in all kinds of shoes and leather articles or in rubber and in their accessories, under the name of "Cordonnerie L. Collin Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2017 Rosemount Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15426-60)

Couvoir Saint-Hyacinthe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1961, incorporating: Simon Matte, agronomist, of St-Hyacinthe-Annexe, Éphrem Robidoux, of Marieville, and René

René Lacombe, de Repentigny, ces deux cerniers commerçants, pour les objets suivants:

Faire le commerce des œufs, ainsi que l'élevage et le commerce de poussins, sous le nom de « Couvoir Saint-Hyacinthe Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune, 3,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à route rurale 2, paroisse Notre-Dame, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10169-61)

Crédit Inter-Cité Incorporée
(Inter-City Credit Incorporated)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation: Marcel Rivard, comptable agréé, Jacques Lafontaine, notaire, Philippe Pothier, avocat et conseil en loi de la Reine, Yves Gagnon, comptagle, tous quatre de Saint-Hyacinthe, et J.-Laurent Gaudette, commerçant, de Saint-Damase, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Crédit Inter-Cité Incorporée — (Inter-City Credit Incorporated) », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 30,000 actions participantes de classe « A » de $10 chacune, 60,000 actions de classe « B » de $5 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10613-61)

Dali Shoes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1961, constituant en corporation: Bernard Godin, marchand de chaussures, Lucette Pagé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bernard Godin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Gilles Rocheleau, marchand de chaussures, et Rita Théorêt, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Rocheleau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Commerce de chaussures et d'articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Dali Shoes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 6e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

Lacombe, of Repentigny, the latter two traders, for the following purposes:

To carry on business dealing in eggs as well as breeding and dealing in chicks, under the name of "Couvoir Saint-Hyacinthe Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,500 preferred class "A" shares of a par value of $10 each, 3,500 preferred class "B" shares of a par value of $10 each, and 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be on Rural Route No. 2, parish of Notre-Dame, Saint Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10169-61)

Crédit Inter-Cité Incorporée
(Inter-City Credit Incorporated)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, incorporating: Marcel Rivard, chartered accountant, Jacques Lafontaine, notary, Philippe Pothier, advocate and Queen's Counsel, Yves Gagnon, accountant, all four of Saint Hyacinthe, and J.-Laurent Gaudette, trader, of Saint-Damase, for the following purposes:

To carry on business as money lenders in all and each of its specialties, under the name of "Crédit Inter-Cité Incorporée — (Inter-City Credit Incorporated)", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 30,000 participating class "A" shares of $10 each, 60,000 class "B" shares of $5 each and 4,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10613-61)

Dali Shoes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of February, 1961, incorporating: Bernard Godin, shoe merchant, Lucette Pagé, housewife, wife separate as to property of the said Bernard Godin, and duly authorized by him for these presents, Gilles Rocheleau, shoe merchant, and Rita Théorêt, housewife, wife separate as to property of the said Gilles Rocheleau, and duly authorized by him for these presents, all of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on a business dealing in shoes and leather articles and their accessories under the name of "Dali Shoes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pointe-au-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15567-60)

De Champlain Shoes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25 janvier 1961, constituant en corporation: David A. Schwartz, de Valois, Abraham Cohen, tous deux avocats et procureurs, et Yvette Martel, secrétaire, ces deux derniers de Montréal, pour les obets suivants:

Faire le commerce de bottes, souliers, articles de cuir et leurs accessoires, sous le nom de « De Champlain Shoes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 15567-60)

De Champlain Shoes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of January, 1961, incorporating: David A. Schwartz, of Valois, Abraham Cohen, both Barristers and solicitors, and Yvette Martel, secretary, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in boots, shoes, leather goods and accessories thereof, under the name of « De Champlain Shoes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10951-61)

Diane Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2 mars 1961, constituant en corporation: Morris Chaikelson, de Montréal, Jack Shayne, de Dorval, tous deux avocats, Morris Shuter, comptable, de St-Laurent, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, tanner, traiter, corroyer et faire autrement le commerce de tous sortes de pelleteries, peaux, peaux de veau, peaux vertes, cuirs et substituts naturels ou artificiels pour tous les précédents, sous le nom de « Diane Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 700 actions ordinaires de $10 chacune et 30 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10951-61)

Diane Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of March, 1961, incorporating: Morris Chaikelson, of Montreal, Jack Shayne, of Dorval, both advocates, Morris Shuter, accountant, of St-Laurent, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, of St-Bruno, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, tan, treat, curry and otherwise deal in and with all kinds of pelts, hides, kips, skins, leathers and naturel or artificial substitutes for all of the foregoing, under the name of "Diane Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 700 common shares of $10 each and 30 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10306-61)

Dominion Steel Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1961, constituant en corporation: Luc Charest, estimateur, André Charest, industriel, tous deux de la cité de St-Michel, et Gérard Coderre, surintendant, de Rivière-des-Prairies, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Dominion Steel Works Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 10306-61)

Dominion Steel Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of February, 1961, incorporating: Luc Charest, assessor, André Charest, industiralist, both of the city of St-Michel, and Gérard Coderre, superintendent of Rivière-des-Prairies, for the following purposes:

To operate a business dealing in merchandise and articles made of aluminium, enamel ware, tinware, granite, galvanized metal, sheet metal and other articles manufactured totally or partly of metal or wood, under the name of "Dominion Steel Works Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be in the city of Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10111-61)

Dondalis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Dr Gille Grignon, médecin, Dr Yvette Giroux Grignon, médecin, épouse contractuellement séparée de biens dudit Dr Gilles Grignon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jacques Duquette, avocat et conseil en loi de la Reine, tous de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Dondalis Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 980 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le 27e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10627-61)

Dorchester Terrace Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6 février 1961, constituant en corporation: Harold Lande, de Westmount, Solomon Weber, d'Outremont, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, Joseph Samuel Caplan, avocat, et Rita Mahorey, secrétaire, célibataire, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Dorchester Terrace Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10648-61)

Eastern Business College Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Quebec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation: Louis Baillargeon, notaire, de Québec, Paul-André Carrier, notaire, et André Lepage, comptable, ces deux derniers de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Diriger et administer un collège ou institution d'enseignement commercial, sous le nom de « Eastern Business College Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this 2rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10111-61)

Dondalis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of January, 1961, incorporating: Dr. Gilles Grignon, physician, Dr. Yvette Giroux Grignon, physician, wife contractually separate as to property of the said Dr. Gilles Grignon, and duly authorized by him for these presents, and Jacques Duquette, advocate and Queen's Counsel, all of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Dondalis Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each, 100 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and 980 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10627-61)

Dorchester Terrace Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of February, 1961, incorporating: Harold Lande, of Westmount, Solomon Weber, of Outremont, both advocates and Queen's Counsels, Joseph Samuel Caplan, advocate, and Rita Mahoney, secretary, spinster, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Dorchester Terrace Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10648-61)

Eastern Business College Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, incorporating: Louis Baillargeon, notary, of Quebec, Paul-André Carrier, notary, and André Lepage, accountant, the latter two of Ste-Foy, for the following purposes:

To direct and manage a college or institution of commercial learning, under the name of "Eastern Business College Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10497-61)

Elite Auto Leasing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27 janvier 1961, constituant en corporation: Isidore Buller, Max M. Teitelbaum, Maxwell Shenker et Sidney Cutler, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de voitures-taxi, et louer, engager et exploiter des véhicules-moteurs de toutes sortes, sous le nom de « Elite Auto Leasing Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2033 est, rue De Montigny, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10746-61)

Entreprises Vil-Na Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1961, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, avocat, d'Outremont, Françoise Frégeau, secrétaire, célibataire, d'Ahuntsic, et Micheline Simard, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Entreprises Vil-Na Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 1,400 actions communes de $25 chacune et en 500 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 14e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10788-61)

Far East Pearls Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1961, constituant en corporation: Morris Chaikelson, de Montréal, Morris Shuter, comptable, de St-Laurent, et Jack Shayne, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de « Far East Pearls Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10497-61)

Elite Auto Leasing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing ate the 27th day of January, 1961, incorporating: Isidore Buller, Max M. Teitelbaum, Maxwell Shenker and Sidney Cutler, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a taxicab business and to rent, lease, hire and operate motor vehicles of all kinds, under the name of "Elite Auto Leasing Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2033 De Montigny Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10746-61)

Entreprises Vil-Na Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of February, 1961, incorporating: Adrien-R. Paquette, advocate, of Outremont, Françoise Frégeau, secretary, spinster, of Ahuntsic, and Micheline Simard, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing as a company in investments under the name of "Entreprises Vil-Na Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 1,400 common shares of $25 each and into 500 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10788-61)

Far East Pearls Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of February, 1961, incorporating: Morris Chaikelson, advocate, of Montreal, Morris Shuter, accountant, of St. Laurent, and Jack Shayne, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, under the name of "Far East Pearls Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10427-61)

Fashion Fabrics & Garments International Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26 janvier 1961, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, avocats, Ethel Yussem, secrétaire, Jean McFarlane, teneuse de livres, toutes deux filles majeures, tous quatre de Montréal, Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, et Claude-Armand Sheppard, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de tissus, textiles, linge, lingerie et autres articles et marchandises faits, en entier ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, matériaux synthétiques, fourrure, verre et leurs sous-produits, sous le nom de « Fashion Fabrics & Garments International Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 90,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10639-61)

Fitzjohn Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation: John Napier Turner, avocat, Margaret I. Stewart, et Patricia Gain, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Fitzjohn Investments Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 402, 901 Carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10717-61)

Flamingo Boating Club Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1961, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, André Perreault, G. Harold Pickel, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de bateaux, moteurs, machines et leurs accessoires, sous le nom de « Flamingo Boating Club Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1136, rue Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le 9e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10427-61)

Fashion Fabrics & Garments International Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of January, 1961, incorporating: Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, advocates, Ethel Yussem, secretary, Jean McFarlane, book-keeper, both filles majeures, all four of Montreal, Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, and Claude-Armand Sheppard, advocate, of St. Laurent, for the following purposes:

To import, export, buy, sell and deal in fabrics, textiles, cloth, soft goods and other articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, synthetic materials, fur, glass and by-products of same, under the name of "Fashion Fabrics & Garments International Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 90,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10639-61)

Fitzjohn Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, incorporating: John Napier Turner, advocate, Margaret I. Stewart and Patricia Gain, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Fitzjohn Investments Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at room 402, 901 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10717-61)

Flamingo Boating Club Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 9th day of February, 1961, incorporating: Guy-E. Boisvert, André Perreault, G. Harold Pickel, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in boats, motors, machines and their accessories, under the name of "Flamingo Boating Club Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1136 Notre-Dame Street, Repentigny, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10521-61)

Flattery Fair Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1961, constituant en corporation: Melvin Salmon, de Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, d'Outremont, tous deux avocats, Shirley Josephs et Elizabeth Cochrane, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Flattery Fair Fashions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacun et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10525-61)

Forest Équipement Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, d'Outremont, Louise Bourdon et Lucille Roy, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de machinerie, instruments, outils ou autres objets nécessaires ou utiles à la fabrication, au façonnage, au raffinage, au traitement et à la manutention des métaux et alliages, des matières minérales, des matières plastiques, du celluloïde, des résines naturelles ou synthétiques, du bois et de ses sous-produits et composés, sous le nom de « Forest Équipement Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 201, rue Royale, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le 31e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10803-61)

Fredon Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1961, constituant en corporation: James Gibb Stewart, Thomas Justin McKenna et David Quain Patterson, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements sous le nom de « Fredon Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 135 Main Road, Hudson, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 9e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10521-61)

Flattery Fair Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of February, 1961, incorporating: Melvin Salmon, of Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, of Outremont, both advocates, Shirley Josephs and Elizabeth Cochrane, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Flattery Fair Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10525-61)

Forest Équipement Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of January, 1961, incorporating: Maurice Martel, advocate, of Outremont, Louise Bourdon and Lucille Roy, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in machinery, instruments, tools or other objects necessary or useful in the making, shaping, refining, treatment and handling of metals and alloys, of mineral matter, plastic matter, celluoid, of natural or synthetic resin, wood and its by-products and matter composed thereof, under the name of "Forest Équipement Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 201 Royale St., Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10803-61)

Fredon Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 9th day of February, 1961, incorporating: James Gibb Stewart, Thomas Justin McKenna and David Quain Patterson, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Fredon Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 preferred shares of a par value of $100 each and 15,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 135 Main Road, Hudson, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10385-61)

General Welding & Repair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Gaston Hébert, Pierre Maltais, avocats, et Denise Forbes, secrétaire, célibataire, tous de Hauterife, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de la réparation et de la soudure, sous le nom de « General Welding & Repair Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le 25e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10564-61)

Germain St-Amand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1961, constituant en corporation: Jean-Claude Hamel, notaire, Solange Pesant, secrétaire, fille majeure, et Guy Messier, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Germain St-Amand Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 835, rue Joliette, Longueuil, comté de Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10855-61)

Gorman Pre-Cast Concrete Unit Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3 mars 1961, constituant en corporation: Abraham Jacob Rosenstein, avocat, David Abrams, notaire, tous deux de Montréal, et Earl Kruger, notaire, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de béton, escaliers, marches, plateformes, porches et produits similaires précoulés, sous le nom de « Gorman Pre-Cast Concrete Unit Products Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10385-61)

General Welding & Repair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of January, 1961, incorporating: Gaston Hébert, Pierre Maltais, advocates, and Denise Forbes, secretary, spinster, all of Hauterive, for the following purposes:

To carry on business as repairmen and as welders, under the name of "General Welding & Repair Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10564-61)

Germain St-Amand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1961, incorporating: Jean-Claude Hamel, notary, Solange Pesant, secretary, spinster, and Guy Messier, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "Germain St-Amand Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 835 Joliette Street, Longueuil, county of Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10855-61)

Gorman Pre-Cast Concrete Unit Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of March, 1961, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, advocate, David Abrams, notary, both of Montreal, and Earl Kruger, notary, of Mount Royal, for the following purposes:

To deal in concrete products, pre-cast stairs, steps, platforms, porches and similar products, under the name of "Gorman Pre-Cast Concrete Unit Products Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 150 preferred shares of a par value of $100 each and 5,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1117 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10576-61)

Granit Bussières Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1961, constituant en corporation: René Lagassé, notaire, Monique O'Bready et Gisèle Lacasse, sténographes, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme carriers et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Granit Bussières Inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 80 actions communes de $100 chacune et en 720 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Sébastien, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le 27e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10576-61)

Granit Bussières Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of February, 1961, incorporating: René Lagassé, notary, Monique O'Bready and Gisèle Lacasse, stenographers, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on as quarriers and building contractors, under the name of "Granit Bussières Inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 80 common shares of $100 each and into 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Sébastien, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10625-61)

Grenier & Tardif Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Jobin, Louis-André Trudel, comptable, et Henri Chassé, notaire, tous de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Grenier & Tardif Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10625-61)

Grenier & Tardif Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1961, incorporating: Jean-Paul Jobin, Louis-André Trudel, accountant, and Henri Chassé, notary, all of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Grenier & Tardif Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10658-61)

Guardian Electronics Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1961, constituant en corporation: Howard Russell Baxter, Cornelis Nyhof, hommes d'affaires, et Peter Douglas Crowe, assistant-gérant, tous de Knowlton, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'outillage, appareils, pièces constituantes et matériel se rapportant à l'électricité, sous le nom de « Guardian Electronics Limited », avec un capital total de $4,000, divisé en 100 actions de $40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Main Street, boîte 217, village de Knowlton, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le 3e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10658-61)

Guardian Electronics Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of February, 1961, incorporating: Howard Russell Baxter, Cornelis Nyhof, businessmen, and Peter Douglas Crowe, assistant manager, all of Knowlton, for the following purposes:

To deal in electrical equipment, appliances, components and related materials, under the name of "Guardian Electronics Limited", with a total capital stock of $4,000, divided into 100 shares of $40 each.

The head office of the company will be at Main Street, Box 217, Village of Knowlton, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10452-61)

Guay's Import Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 10452-61)

Guay's Import Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1961, constituant en corporation: Léopold Guay, commerçant, de St-Bernard-de-Lacolle, Hyman Shenker, vendeur, de Montréal, et Jean Desmarais, notaire, de St-Jean, pour les objets suivants:

Exploiter des fonds de commerce pour l'achat et la vente au détail ou en gros des articles importés ou de fabrication locale habituellement offerts dans les magasins de cadeaux et de souvenirs, sous le nom de « Guay's Import Co. Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bernard-de-Lacolle, comté de St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1961, incorporating: Léopold Guay, trader, of St-Bernard-de-Lacolle, Hyman Shenker, salesman, of Montreal, and Jean Desmarais, notary, of St-Jean, for the following purposes:

To manage business funds for the retail or wholesale purchase and sale of importer or locally made articles usually found in gift or souvenir stores, under the name of "Guay's Import Co. Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Bernard-de-Lacolle, county of St. John, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10781-61)

Guy Massicotte Sports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1961, constituant en corporation: Charles-E. Boily, avocat, de Montmorency, Yves Potvin, comptable agréé, et Maxime Langlois, avocat, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Commerces d'articles de sport et de spécialités connexes, sous le nom de « Guy Massicotte Sports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 915, rue St-Vallier, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10781-61)

Guy Massicotte Sports Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of February, 1961 incorporating: Charles-E. Boily, advocate, of Montmorency, Yves Potvin, chartered accountant, and Maxime Langlois, advocate, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in articles of sport and in similar specialties, under the name of "Guy Massicotte Sports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 915 St-Vallier Street, East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10926-61)

Hamel & Doré Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation: Paul Doré, comptable, de Ste-Foy, Yvon Hamel, gérant, de Sillery, et Gilles Moisan, vendeur, de Beauport, pour les objets suivants:

Commerce de biens-fonds et de construction, sous le nom de « Hamel & Doré Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2744, rue Beauvoir, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10926-61)

Hamel & Doré Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, incorporating: Paul Doré, accountant, of Ste-Foy, Yvon Hamel, manager, of Sillery, and Gilles Moisan, salesman, of Beauport, for the following purposes:

To deal in real estate and construction, under the name of "Hamel & Doré Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2744 Beauvoir St., Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10793-61)

Haute Baie Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 10793-61)

Haute Baie Auto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day

du 24e jour de février 1961, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, J.-Claude Gagnon, avocats, et Lucienne Michaud, secrétaire, célibataire majeure et usant de ses droits, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Haute Baie Auto Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le 24e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15177-60)

Hôpital Power Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1961, constituant en corporation: J. Wilfrid Power, gérant, de St-Philippe d'Argenteuil, Fernand Legault, avocat et conseil en loi de la Reine, et Aline Desjardins, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Lachute, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, organiser, agrandir, développer et administrer, dans le canton de Chatham (St-Philippe d'Argenteuil), un hôpital général avec tous services appropriés, sous le nom de « Hôpital Power Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 800 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans le canton de Chatham (St-Philippe d'Argenteuil), comté d'Argenteuil, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10806-61)

Hôtel Thibault, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: Roméo Thibault, hôtelier, de St-Jean-Baptiste-de-Rouville, Jérôme Martel, commerçant, de Montréal, et André Fauteux, avocat, de Ste-Thérèse-de-Blainville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Hôtel Thibault, Incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Ange-Gardien, comté de Rouville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

of February, 1961, incorporating: Paul-Émile Gagnon, J.-Claude Gagnon, advocates, and Lucienne Michaud, secretary, spinster of the full age of majority and in use of her rights, all of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobile vehicles, and to act as garage-keepers, under the name of "Haute Baie Auto Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each and 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Baie-Comeau, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15177-60)

Hôpital Power Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of February, 1961, incorporating: J. Wilfrid Power, manager, of St-Philippe d'Argenteuil, Fernand Legault, advocate and Queen's Counsel, and Aline Desjardins, secretary, fille majeure, the latter two of Lachute, for the following purposes:

To establish, maintain, organize, enlarge, develop and manage, in the township of Chatham (St-Philippe d'Argenteuil), a general hospital with all the necessary services, under the name of "Hôpital Power Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 800 common shares of a par value of $100 each and 400 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be in the township of Chatham (St-Philippe d'Argenteuil), county of Argenteuil, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10806-61)

Hôtel Thibault, Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Roméo Thibault, innkeeper, of St-Jean-Baptiste-de-Rouville, Jérôme Martel, trader, of Montreal, and André Fauteux, advocate, of Ste-Thérèse-de-Blainville, for the following purposes:

To carry on businesses innkeepers, under the name of "Hôtel Thibault, Incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at l'Ange-Gardien, county of Rouville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10753-61)

Jaclau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1961, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Maurice Régnier, tous deux d'Outremont, et Jean-Marc Poulin, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Commerce de construction; exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Jaclau Inc. », avec un capital divisé en 7,000 actions privilégiées de $5 chacune et en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $8,500.

Le siège social de la compagnie sera 705, rue Beaumont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10753-61)

Jaclau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of March, 1961, incorporating: Henri-Paul Lemay, Maurice Régnier, both of Outremont, and Jean-Marc Poulin, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business in construction; to carry on the operations of a holding company, under the name of "Jaclau Inc.", with a capital stock divided into 7,000 preferred shares of $5 each and into 1,000 common shares of no par value, and the amount with which the company shall start its operations shall be $8,500.

The head office of the company will be at 705 Beaumont Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10623-61)

Jay Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1961, constituant en corporation: Horace Friedman, John J. Wasserman, avocats, Michelle Chagnon, tous trois de Montréal, et Wolfe Friedman, avocat, de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, fournitures, vêtements, marchandises tricotées et marchandises sèches, sous le nom de « Jay Distributors Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 190 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2775 Chemin Bedford, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 6e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10623-61)

Jay Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of February, 1961, incorporating: Horace Friedman, John J. Wasserman, advocates, Michelle Chagnon, secretary, all three of Montreal, and Wolfe Friedman, advocate, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in household furniture, furnishings, clothing, knitted goods and dry goods, under the name of "Jay Distributors Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 190 preferred shares of the par value of $100 each.

The office of the company will be at 2775 Bedford Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14893-60)

Jos. Beaulieu & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1960, constituant en corporation: Joseph Beaulieu, Henri Beaulieu, industriels, et Benoit Sylvain, comptable agréé, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Commerce de bois et autres matériaux de construction, sous le nom de « Jos. Beaulieu & Fils Inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune, 300 actions privilégiées « A » de $100 chacune et en 100 actions privilégiées « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 14893-60)

Jos. Beaulieu & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of December, 1960, incorporating: Joseph Beaulieu, Henri Beaulieu, industrialists, and Benoit Sylvain, chartered accountant, all of Rimouski, for the following purposes:

A business dealing in lumber and other construction materials under the name of "Jos. Beaulieu & Fils Inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 300 common shares of $100 each, 300 preferred "A" shares of $100 each and into 100 preferred "B" shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10522-61)

Kayle Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Ezra Leithman, conseil en loi de la Reine, Fred Kaufman, tous deux avocats, et Sidney Leithman, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Kayle Realties Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 31e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10062-61)

La Bibliothèque de Montmagny, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Réal Laberge, agent d'assurances, Gabrielle Rochefort Denault, veuve, ménagère, Thérèse Langlois Fortin, ménagère, épouse séparée de biens de Jean-Claude Fortin, M. l'abbé Luc Deschênes, prêtre, directeur, Jean-Paul Morissette, directeur d'études, Rév. Père Robert Blais, professeur, Dr Albert Dumas, médecin, Claude Rousseau, industriel, Denise Marquis, secrétaire, Thérèse Normand, assistante sociale, et Louis Morin, commis, tous de Montmagny, pour les objets suivants:

Établir et diriger une bibliothèque, sous le nom de « La Bibliothèque de Montmagny, Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15167-60)

La Bibliothèque Publique de La Tuque Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième pzrtie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Adrien Asselin, professeur, Lionel Fortin, député-protonotaire, J.-Émile Turgeon, constable, Jean Paradis, comptable, Frank Spain fils, marchand, Berchmans Métivier, assistant-gérant, Glen Harrison, assistant-ingénieur des plans, Alfred Élie, employé de la C.I.P., Steen Gillard, contremaître, C.I.P., Marcel Dufour, dessinateur, et André Savard, officier du personnel de la C.I.P., tous de La Tuque, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre bibliothécaire sous le nom de « La Bibliothèque Publique de La Tuque Incorporée ».

((A.G. 10522-61)

Kayle Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of January, 1961, incorporating: Ezra Leithman, Queen's Counsel, Fred Kaufman, both advocates, and Sidney Leithman, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Kayle Realties Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10062-61)

La Bibliothèque de Montmagny, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Réal Laberge, insurance agent, Gabrielle Rochefort Denault, widow, housewife, Thérèse Langlois Fortin, housewife, wife as to property of Jean-Claude Fortin, Father Luc Deschênes, priest, director, Jean-Paul Morissette, director, of studies, Rev. Father Robert Blais, professor, Dr. Albert Dumas, physician, Claude Rousseau, industrialist, Denise Marquis, secretary, Thérèse Normand, social assistant, and Louis Morin, clerk, all of Montmagny, for the following purposes:

To establish and direct a library, under the name of "La Bibliothèque de Montmagny, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15167-60)

La Bibliothèque Publique de La Tuque Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Adrien Asselin, professor, Lionel Fortin, deputy-prothonotary, J.-Émile Turgeon, constable, Jean Paradis, accountant, Frank Spain, jr., merchant, Berchmans Métivier, assistant-manager, Glen Harrison, assistant engineer of plans, Alfred Élie, C.I.P. employee, Steen Gillard, foreman, C.I.P., Marcel Dufour, draughtsman, and André Savard, C.I.P. head of personnel, all of La Tuque, for the following purposes:

To establish and direct a library, under the name of "La Bibliothèque Publique de La Tuque Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à La Tuque, comté de Laviolette, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 13e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10442-61)

Lachance Nettoyeur Ltée
Lachance Cleaner Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première pzrtie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Bergeron, de Montréal-Ouest, Marcel Landry, de Belœil, et François Payette, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, teinturiers et buandiers, sous le nom de « Lachance Nettoyeur Ltée — Lachance Cleaner Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4336, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 31e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10532-61)

Lachute Cable Vision Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2 février 1961, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Judith Lis Shuster, ménagère, épouse séparée de biens dudit Abraham Shuster, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Montréal, et Dorothy K. Gunston, secrétaire, fille majeure, de Westmount, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, posséder, établir, équiper, maintenir et exploiter des stations de radio, télévision, et / ou d'émission et de réception sans-fils, sous le nom de « Lachute Cable Vision Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10135-61)

La Cie de Bois Laurent Limitée
Laurent Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit janvier 1961, constituant en corporation: Rosaire Bérubé, avocat, Valmore St-Laurent, industriel, et Claire Tremblay, secré-

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at La Tuque, county of Laviolette, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10442-61)

Lachance Nettoyeur Ltée
Lachance Cleaner Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of January, 1961, incorporating: Jean-Paul Bergeron, of Montreal-West, Marcel Landry, of Belœil, and François Payette, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, dyers and laundry-men, under the name of "Lachance Nettoyeur Ltée — Lachance Cleaner Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4336 Berri St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10532-61)

Lachute Cable Vision Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of February, 1961, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Judith Lis Shuster, housewife, wife separate as to property of the said Abraham Shuster, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Montreal, and Dorothy K. Gunston, secretary, fille majeure, of Westmount, for the following purposes:

To acquire, lease, own, establish, equip, maintain and operate radio television, and / or wireless broadcasting and receiving stations, under the name of "Lachute Cable Vision Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 2,400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10135-61)

La Cie de Bois Laurent Limitée
Laurent Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1961, incorporating: Rosaire Bérubé, advocate, Valmore St-Laurent, industrialist, and Claire Tremblay, secretary, spinster

taire, fille majeure, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de « La Cie de Bois Laurent Limitée — Laurent Lumber Co. Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,500 actions communes de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7, rue Tanguay, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10003-61)

La Cie de Publications Claude Ltée Claude Publishing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois janvier 1961, constituant en corporation: J.-Jacques Beauchemin, avocat, d'Outremont, Madeleine Riel, célibataire majeure, de Montréal, et Mme Jean Ouellette, épouse séparée de biens de Jean Ouellette et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, de Ste-Geneviève, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un propriétaire de journal, sous le nom de « La Cie de Publications Claude Ltée — Claude Publishing Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions communes d'une valeur au pair de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4028, boulevard Lévesque, L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10758-61)

La Compagnie de Carcajou Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation: André Boissonneault, Marcel Simard, avocats, et Paul Robitaille, industriel, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « La Compagnie de Carcajou Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, comté du Lac St-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10013-61)

La Compagnie de Combustion Charlesbourg, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

of full age, all of Rimouski, for the following purposes:

To carry on a business as lumber merchants, under the name of "La Cie de Bois Laurent Limitée — Laurent Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,500 common shares of $10 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7 Tanguay Street, Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10003-61)

La Cie de Publications Claude Ltée Claude Publishing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1961, incorporating: J.-Jacques Beauchemin, advocate, of Outremount, Madeleine Riel, spinster of full age, of Montreal, and Mrs. Jean Ouellette, wife separate as to property of Jean Ouellette and duly authorized by the latter for these presents, of Ste-Geneviève, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on a business as a newspaper owner under the name of "La Cie de Publications Claude Ltée — Claude Publishing Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and into 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 4028 Boulevard Lévesque, L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10758-61)

La Compagnie de Carcajou Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, incorporating: André Boissonneault, Marcel Simard, advocates, and Paul Robitaille, industrialist, all of Alma, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "La Compagnie de Carcajou Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Alma, county of Lake St. John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10013-61)

La Compagnie de Combustion Charlesbourg, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1961, constituant en corporation: Alexandre Beaulieu, Raymond Beaulieu, Guy Beaulieu, garagistes, Lauréat Ouellet, contremaître, Oscar Bédard, voyageur, tous cinq de Charlesbourg, et Léo Lambert, gérant, d'Orsainville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « La Compagnie de Combustion Charlesbourg, Limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9485, boulevard Henri-Bourassa, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10697-61)

Ladomima Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1961, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, André Perreault et G. Harold Pickel, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Ladomima Cie Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4715, ruelle Christophe-Colomb, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 9e jour de février 1961.

L'Assistant procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10561-61)

La Ferme Sorel Inc. — Sorel Farm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1961, constituant en corporation: Gordon Wells, entrepreneur, de Tracy, Madeleine Cournoyer Cartier, veuve, secrétaire, et Charles Cournoyer, avocat, ces deux derniers de Sorel, pour les objets suivants:

Faire de la culture agricole et de l'élevage d'animaux, sous le nom de « La Ferme Sorel Inc.— Sorel Farm Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 43, rue Adélaïde, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10217-61)

La Maternelle au Gai Lutin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Émilien Falardeau,

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1961, incorporating: Alexandre Beaulieu, Raymond Beaulieu, Guy Beaulieu, garage-keepers, Lauréat Ouellet, foreman, Oscar Bédard, traveller, all five of Charlesbourg, and Léo Lambert, manager, of Orsainville, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of heating apparatus and systems, under the name of "La Compagnie de Combustion Charlesbourg, Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 9485 Henri-Bourassa Boulevard, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10697-61)

Ladomima Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 9th day of February, 1961, incorporating: Guy-E. Boisvert, André Perreault, and G. Harold Pickel, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate a dairy in all its specialties under the name of "Ladomima Cie Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4715 Christophe-Colomb Lane, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10561-61)

La Ferme Sorel Inc. — Sorel Farm Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1961, incorporating: Gordon Wells, contractor, of Tracy, Madeleine Cournoyer Cartier, widow, secretary, and Charles Cournoyer, advocate, the latter two of Sorel, for the following purposes:

To carry on farming and deal in animal breeding under the name of "La Ferme Sorel Inc.— Sorel Farm Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 43 Adelaide Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10217-61)

La Maternelle au Gai Lutin Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Émilien Falardeau,

professeur, Paul-S. Desautels, industriel, et Roger Lortie, préposé au transport, tous d'Arvida, pour les objets suivants:

Promouvoir l'organisation, le maintien et la direction d'une école dite maternelle pour les enfants n'étant pas d'âge scolaire, sous le nom de « La Maternelle au Gai Lutin Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera 110, rue Downing, Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

professor, Paul-S. Desautels, industrialist, and Roger Lortie, superintendent of transportation, all of Arvida, for the following purposes:

To promote the organization, the maintenance and the direction of a school called kindergarten for the children who are not of an age to attend school, under the name of "La Maternelle au Gai Lutin Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at 110 Downing St., Arvica, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10018-61)

Lar Machinery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Pierre Bergeron, Michel Cain, avocats, et Huguette Gaudreault, secrétaire, célibataire majeure, tous de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle, acier, et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Lar Machinery Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions communes de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Métabetchouan, comté de Lac-Saint-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10018-61)

Lar Machinery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of January, 1961 incorporating: Pierre Bergeron, Michel Cain, advocates, and Huguette Gaudreault, secretary, spinster of the full age of majority, all of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business dealing in marchandise and articles made of aluminum, enamelled iron, tinplate, granite, galvanized metal, sheet metal, steel, and other articles made, in whole or in part, of metals or wood, under the name of "Lar Machinery Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Metabetchouan, county of Lake St. John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10392-60)

L'Association des Employés de Travaux Publics et de Maintenance de la Ville de Greenfield Park — Town of Greenfield Park Public Works and Maintenance Employees Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Philias Labbée, Gérard Régimbald et Gerald Moores, tous camionneurs, de Greenfield Park, pour les objets suivants:

Grouper en une association, les employés civiques des départements des chemins et de l'entretien de la ville de Greenfield Park et des employés publics de tout département de ladite ville accomplissant un travail d'entretien ou travaux semblables, sous le nom de « L'Association des Employés de Travaux Publics et de Maintenance de la Ville de Greenfield Park — Town of Greenfield Park Public Works and Maintenance Employees Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $20,000.

(A.G. 10392-60)

L'Association des Employés de Travaux Publics et de Maintenance de la Ville de Greenfield Park — Town of Greenfield Park Public Works and Maintenance Employees Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Philias Labbée, Gérard Régimbald and Gerald Moores, all truckers, of Greenfield Park, for the following purposes:

To group into an association the civic employees of the Roads and Maintenance Departments of the Town of Greenfield Park and the public employees of any department of the said Town doing maintenance work or similar works, under the name of "L'Association des Employés de Travaux Publics et de Maintenance de la Ville de Greenfield Park — Town of Greenfield Park Public Works and Maintenance Employees Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 31e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 15733-60)

L'Association des Syndics de la Province de Québec
Province of Quebec Trustee's Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Blais, c.a., Rémi Lévesque, Fernand Bissonnette, Stephen Miller, Jacques Geoffrion, tous cinq de Montréal, Jules Archambault, de Mont-Royal, Maurice Boulais, de St-Jean, Rosaire Drolet, de Shawinigan, et Pierre-E. Laberge, de Chicoutimi, tous syndics, pour les objets suivants:

Grouper en association les syndics licenciés de la province de Québec: promouvoir et protéger leurs intérêts, sous le nom de « L'Association des Syndics de la Province de Québec — Province of Quebec Trustee's Association ».

Le montant des revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 10, rue St-Jacques, ouest, Suite 912, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10596-61)

L'Association Sportive de St-Grégoire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Placide Lafond, rentier, André Garon, garagiste, et René Blondin, notaire, tous de Saint-Grégoire, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « L'Association Sportive de St-Grégoire Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Grégoire, comté de Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le 8e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10772-61)

Laurentides-Nord Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14 février 1961, constituant en corporation: Roger Létourneau, de Sillery, Jacques Delisle,

The head office of the corporation will be at Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15733-60)

L'Association des Syndics de la Province de Québec
Province of Quebec Trustee's Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Blais, C.A., Rémi Lévesque, Fernand Bissonnette, Stephen Miller, Jacques Geoffrion, all five of Montreal, Jules Archambault, of Mount Royal, Maurice Boulais, of St-Jean, Rosaire Drolet, of Shawinigan, and Pierre-E. Laberge, of Chicoutimi, all trustees, for the following purposes:

To group into an association the licenced trustees of the Province of Quebec; to promote and protect their interests, under the name of "L'Association des Syndics de la Province de Québec — Province of Quebec Trustee's Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 10 St. James Street, West, suite 912, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10596-61)

L'Association Sportive de St-Grégoire Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Placide Lafond, annuitant, André Garon, garage-keeper, and René Blondin, notary, all of Saint-Grégoire, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "L'Association Sportive de St-Grégoire Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Grégoire, county of Nicolet, judicial distrist of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10772-61)

Laurentides-Nord Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of February, 1961, incorporating: Roger Létourneau, of Sillery, Jacques Delisle, Pierre LaRue,

Pierre LaRue, tous trois avocats, Thérèse des Rivières et Denise Angers, secrétaires, ces quatre derniers de Québec, pour les objets suivants:

Diriger et exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Laurentides-Nord Limitée », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 336 rue Labelle, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10155-61)

Lavoir Ahuntsic Ltée
Ahuntsic Wash-House Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1961, constituant en corporation: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, avocats, et Yvette Raymond, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et maintenir, de façon générale, un ou plusieurs établissements de lessivage, séchage, nettoyage et/ou repassage de vêtements, linges et tissus de toutes espèces, sous le nom de « Lavoir Ahuntsic Ltée — Ahuntsic Wash-House Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10156-61)

Lavoir Chabanel Ltée
Chabanel Wash-House Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix janvier 1961, constituant en corporation: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, avocats, et Yvette Raymond, secrétaire, célibataire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et maintenir, de façon générale, un ou plusieurs établissements de lessivage, séchage, nettoyage et/ou repassage de vêtements, linges et tissus de toutes espèces, sous le nom de « Lavoir Chabanel Ltée — Chabanel Wash-House Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10360-61)

L. Bercovitch Central Meat Market Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback et

all three advocates, Thérèse des Rivières and Denise Angers, secretaries, the latter four of Quebec, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Laurentides-Nord Limitée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 336 Labelle Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of Februry, 1961.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10155-61)

Lavoir Ahuntsic Ltée
Ahuntsic Wash-House Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1961, incorporating: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, advocates, and Yvette Raymond, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

The own and maintain, in a general way, one or several establishments for the washing, drying, cleaning and/or the ironing of wearing apparel, cloths and materials of all kinds, under the name of "Lavoir Ahuntsic Ltée — Ahuntsic Wash-House Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office ofthe Attorney General, this tenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10156-61)

Lavoir Chabanel Ltée
Chabanel Wash-House Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1961, incorporating: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, advocates, and Yvette Raymond, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To own and maintain, in a general way, one or several establishments for the washing, drying, clearing and/or the ironing of wearing apparel, cloths and materials of all kinds, under the name of "Lavoir Chabanel Ltée — Chabanel Wash-House Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10360-61)

L. Bercovitch Central Meat Market Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of January, 1961, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback and John Michael Schlesinger,

John Michael Schlesinger, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de troupeaux, bestiaux, viande, produits et extraits de viande, volaille, charcuterie, fricandeaux, et toutes sortes et descriptions de produits d'épicerie, sous le nom de « L. Bercovitch Central Meat Market Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1185 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 15295-60)

Le Cercle Notre-Dame-du-Sourire

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Antonio Dubé, contremaître, Donat Picard, constable, et Gérald Bouchard, menuisier, tous de Notre-Dame-du-Sourire, paroisse St-Timothée, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de résidences de la paroisse et des environs de la paroisse de Saint-Timothée, comté de Beauharnois, et promouvoir les intérêts culturels, religieux et sociaux des membres de telle association, sous le nom de « Le Cercle Notre-Dame-du-Sourire ».

Le montant auquel sont limitées les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à (Notre-Dame-du-Sourire), Saint-Timothée, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 14070-60)

Le Cercle Social des Moose d'Arvida Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Léon-D. Beaumier, Ralph Davidson, Angus McDonald, contremaîtres, Victor Delongchamp, J.-Antoine Lafrance, tous deux commis, Yvon Ouellet, opérateur, Pierre-Eugène Fortin et Léopold Dubois, ces deux derniers camionneurs, tous d'Arvida, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social pour la récréation et la détente de ses membres et de leurs invités, sous le nom de « Le Cercle Social des Moose d'Arvida Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera au rang Saint-François, dans la paroisse de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in cattle, live-stock, meat, meat products and derivatives, poultry, butchery, delicatessen and grocery products of all kinds and descriptions, under the name of "L. Bercovitch Central Meat Market Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1185 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15295-60)

Le Cercle Notre-Dame-du-Sourire

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Antonio Dubé, foreman, Donat Picard, constable, and Gérald Bouchard, carpenter, all of Notre-Dame-du-Sourire, parish of St-Timothée, for the following purposes:

To group together into an association the proprietors of resicences in the parish and in the district surrounding the parish of Saint-Timothée, county of Beauharnois, and to promote the cultural, religious and social interests of the members of such an association, under the name of "Le Cercle Notre-Dame-du-Sourire".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at (Notre-Dame-du-Sourire), Saint-Timothée, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14070-60)

Le Cercle Social des Moose d'Arvida Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Léon D. Beaumier, Ralph Davidson, Angus McDonald, foremen, Victor Delongchamps, J.-Antoine Lafrance, both clerks, Yvon Ouellet, operator, Pierre-Eugène Fortin, and Léopold Dubois, the latter two truckers, all of Arvida, for the following purposes:

To establish and direct a social club for the recreation and relaxation of its members and of their guests under the name of "Le Cercle Social des Moose d'Arvida Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Saint-François Range, in the parish of Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15074-60)

Le Club Carrousel

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Noël Courchesne, Jean-Eudes Courchesne, marchands, et Jean-Charles Campeau, cuisinier, tous de Nicolet, pour les objets suivants:

Favoriser les relations sociales entre les membres et promouvoir le civisme, sous le nom de « Le Club Carrousel ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 15074-60)

Le Club Carrousel

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Noël Courchesne, Jean-Eudes Courchesne, merchants, and Jean-Charles Campeau, cook, all of Nicolet, for the following purposes:

To favor social relations among its members and to promote good citizenship, under the name of "Le Club Carrousel".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10547-61)

Liederman & Pinder Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1961, constituant en corporation: Mortimer Liederman, courtier d'assurances, Edith Liederman, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Mortimer Liederman, tous deux de St-Martin, Hubert L. Pinder, courtier d'assurances, et Mila Pinder, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Hubert L. Pinder, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers d'assurances, sous le nom de « Liederman & Pinder Agencies Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10547-61)

Liederman & Pinder Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of February, 1961, incorporating: Mortimer Liederman, insurance broker, Edith Liederman, marchande publique, wife separate as to property of the said Mortimer Liederman, both of St-Martin, Hubert L. Pinder, insurance broker, and Mila Pinder, secretary, wife separate as to property of the said Hubert L. Pinder, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "Liederman & Pinder Agencies Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10326-61)

Lemoyne & Frère Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Simon Lemoyne, Réal Lemoyne, tous deux garagistes, de Drummondville-Ouest, et Laurent Lemoyne, vendeur, de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et de tous autres genres de véhicules, ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Lemoyne & Frère Automobile Ltée », avec un capital total de $75,000, divisé en 700 actions communes de $50 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 86, boulevard Bernard, Drummondville-Ouest, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10326-61)

Lemoyne & Frère Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of January, 1961, incorporating: Simon Lemoyne, Réal Lemoyne, both garage-keepers, of Drummondville-West, and Laurent Lemoyne, salesman, of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and all kinds of vehicles, as well as in their parts and accessories, under the name of "Lemoyne & Frère Automobile Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 700 common shares of $50 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 86 Bernard Blvd., Drummondville-West, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10508-61)

Les Agences P. Desjardins Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Pierrette Desjardins, de Warden, Thérèse Scott et Jeanine Brodeur, ces deux dernières de Granby, toutes secrétaires, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils et d'accessoires électriques, sous le nom de « Les Agences P. Desjardins Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1290, rue St-Denis, suite 99, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Datée du bureau du Procureur général, le 31e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10508-61)

Les Agences P. Desjardins Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of January, 1961, incorporating: Pierrette Desjardins de Warden, Thérèse Scott and Jeanine Brodeur, the latter two of Granby, all secretaries, for the following purposes:

To carry on a business dealing in electrical apparatus under the name of "Les Agences P. Desjardins Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1290 St-Denis Street, suite 99, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10925-61)

Les Agences Pharmaceutiques Métropolitaines Inc.
Pharmaceutical Metropolitan Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1961, constituant en corporation: John J. Pepper, Roland Durand, Jacques L. P. Brien, Jean-Guy Riopel, tous quatre de Montréal, et Jacques Leduc, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, remiser des produits chimiques, préparations pharmaceutiques et médicales et toutes autres espèces de produits et articles connexes, sous le nom de « Les Agences Pharmaceutiques Métropolitaines Inc.— Pharmaceutical Metropolitan Agencies Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10925-61)

Les Agences Pharmaceutiques Métropolitaines Inc.
Pharmaceutical Metropolitan Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1961, incorporating: John J. Pepper, Roland Durand, Jacques L. P. Brien, Jean-Guy Riopel, all four of Montreal, and Jacques Leduc, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To import, export, purchase, sell, store chemical products, pharmaceutical and medical preparations and all other kinds of products and similar articles, under the name of "Les Agences Pharmaceutiques Métropolitaines Inc.— Pharmaceutical Metropolitan Agencies Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15735-60)

Les Confiseurs du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1961, constituant en corporation: Roland Aubry, confiseur, Yves Gauthier, notaire, et Julien Plouffe, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Les Confiseurs du Québec Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11657, rue Hénault, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 15735-60)

Les Confiseurs du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1961, incorporating: Roland Aubry, confectioner, Yves Gauthier, notary, and Julien Plouffe, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products, under the name of "Les Confiseurs du Québec Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 11657 Hénault Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10853-61)

Les Distributeurs Grolin Inc.
Grolin Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1961, constituant en corporation: André Legault, industriel, Denise Laurin Legault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Legault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Mont-Royal, et Rémi Legault, marchand, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de meubles, d'appareils et d'accessoires d'utilité domestique, sous le nom de « Les Distributeurs Grolin Inc.— Grolin Distributors Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10853-61)

Les Distributeurs Grolin Inc.
Grolin Distributors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of February, 1961, incorporating: André Legault, industrialist, Denise Laurin Legault, housewife, wife contractually separate as to property of the said André Legault, and duly authorized by him for these presents, both of Mount-Royal, and Rémi Legault, merchant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture, apparatus and accessories for house use, under the name of "Les Distributeurs Grolin Inc.— Grolin Distributors Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be in the city of Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10631-61)

Les Entreprises Capital Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1961, constituant en corporation: Henri Bastien, représentant, Marcel-G. Legault, André St-Denis et Charles Tremblay, ces trois derniers gérants, tous de Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Les Entreprises Capital Enterprises Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions communes de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 6e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10631-61)

Les Entreprises Capital Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of February, 1961, incorporating: Henri Bastien, representative, Marcel-G. Legault, André St-Denis and Charles Tremblay, the latter three managers, all of Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on a business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Entreprises Capital Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10762-61)

Les Entreprises de Charlevoix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1961, constituant en corporation: René Guay, architecte-paysagiste, de Pointe-au-Pic, Benoît Warren, notaire, et Denise LaJoie, dactylo, célibataire, ces deux derniers de La Malbaie, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Entreprises de Charlevoix Inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 5,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10762-61)

Les Entreprises de Charlevoix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of March, 1961, incorporating: René Guay, architect-landscaper, of Pointe-au-Pic, Benoît Warren, notary, and Denise LaJoie, typist, spinster, the two latter of La Malbaie, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in wood, under the name of "Les Entreprises de Charlevoix Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 5,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10871-61)

Les Entreprises Duvatier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1961, constituant en corporation: William-A. Dufour, F.-Dominique Trottier, industriels, et Mlle Huguette Bouret, secrétaire, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Duvatier Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1660, rue Hélène Boulé, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10871-61)

Les Entreprises Duvatier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of February, 1961, incorporating: William-A. Dufour, F.-Dominique Trottier, industrialists, and Miss Huguette Bouret, secretary, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Duvatier Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1660 Hélène Boulé street, Quebec, judicial distrist of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10708-61)

Les Entreprises Gilles & Johanne Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation: Gilles-L. Duguay, avocat, d'Outremont, Gaston Dubreuil, avocat, et Pierre-D. Lacaille, comptable, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, aliéner, vendre, louer, échanger des automobiles pour le commerce de taxis et faire toutes autres opérations se rapportant audit commerce de taxis, sous le nom de « Les Entreprises Gilles & Johanne Ltée », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10708-61)

Les Entreprises Gilles & Johanne Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, fearing date the 22nd day of February, 1961, incorporating: Gilles-L. Duguay, advocate, of Outremont, Gaston Dubreuil, advocate, and Pierre-D. Lacaille, accountant, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To purchase, alineate, sell, rent, exchange automobiles for a business operating as taxis and to carry on all other oprations pertaining to the said taxi business under the name of "Les Entreprises Gilles & Johanne Ltée", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15086-60)

Les Entreprises Leber Inc.
Leber Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: E.-Roger Prévost, comptable, de Repentigny, René Mayer et J.-P. Chamberland, courtiers d'assurances, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Les Entreprises Leber Inc.— Leber Enterprises Inc. », avec un capital total de $15,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7791 rue Drolet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 15086-60)

Les Entreprises Leber Inc.
Leber Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: E.-Roger Prévost, accountant of Repentigny, René Mayer and J.-P. Chamberland, insurance brokers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company under the name of "Les Entreprises Leber Inc.— Leber Enterprises Inc.", with a total capital stock of $15,000, divided into 15,000 common shares of $1 each.

The head office of company will be at 7791 Drolet Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10714-61)

Les Industries Linières du Québec Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1961, constituant en corporation: Roger Perreault, comptable, Dame Yvette Laurin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Perreault, tous deux de Notre-Dame-des-Prairies, et Henri Vézina, industriel, de Pont-Viau, pour les objets suivants:

Commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits; industrie et commerce de la toile, du coton, de la laine et autres substances fibreuses, de leurs produits et sous-produits; et généralement faire toutes espèces de travaux connexes à l'industrie linière, sous le nom de « Les Industries Linières du Québec Limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 377, rue Alexandre, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 9e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10714-61)

Les Industries Linières du Québec Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 9th day of February, 1961, incorporating: Roger Perreault, accountant, Dame Yvette Laurin, housewife, wife separate as to property of the said Roger Perreault, both of Notre-Dame-des-Prairies, and Henri Vézina, industrialist, of Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on a business dealing in products, articles and merchandise made wholly or in part of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles glass and their by-products; an industry and business dealing in linen, cotton, wool and other fibrous substances, their products and by-products; and to generally carry on all kinds of work connected with the linen industry, under the name of "Les Industries Linières du Québec Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 377 Alexander Street, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10731-61)

Les Loisirs de St-Barthélemy (Berthier)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Lazure, agronome, Joseph Hébert, gérant, Germain Gervais, Louis-Philippe Belair, Laurent Massé, Clément Farley, tous quatre cultivateurs, et Jacques Mercure, marchand, tous de St-Barthélémi, pour les objets suivants:

Établir et diriger des terrains de jeux, des gymnases, des salles de lecture, de causerie, de conférences, de vues animées à l'usage et pour le bénéfice des jeunes de la ville de Berthierville, sous le nom de « Les Loisirs de St-Barthélemy (Berthier) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Barthélémi, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10731-61)

Les Loisirs de St-Barthélemy (Berthier)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Lazure, agronomist, Joseph Hébert, manager, Germain Gervais, Louis-Philippe Belair, Laurent Massé, Clément Farley, all four farmers, and Jacques Mercure, merchant, all of St-Barthélémi, for the following purposes:

To establish and direct playgrounds, gymnasiums, halls for lectures, talks, conferences, moving pictures to be used for the benefit of the youth in the town of Berthierville, under the name of "Les Loisirs de St-Barthélemy (Berthier)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Barthélémi, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15799-60)

Les Loisirs de St-Colomb de Sillery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Armand Fiset, gérant, Marcel Paquet, « homme de pièces », Madame Vve Léo Charland (née Charlotte Poulin), Mme Rollande Lavallée Boyer, épouse séparée de biens de Georges Boyer, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, toutes

(A.G. 15799-60)

Les Loisirs de St-Colomb de Sillery Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Paul-Armand Fiset, manager, Marcel Paquet, "stockman for spare parts", Mrs. widow Léo Charland, (née Charlotte Poulin), Mrs. Rollande Lavallée Boyer, wife separate as to property of Georges Boyer, and duly authorized by him for these presents,

deux ménagères, Édouard Carreau, commis, et Roger Gagnon, ingénieur professionnel, tous de Sillery, pour les objets suivants:

Établir et diriger un ou des centres de loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de St-Colomb de Sillery Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10276-61)

Les Loisirs de St-François-Xavier

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour ce janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Arthur Gingras, entrepreneur général, Fernand Desraspe, employé de la Fédération des Coopératives d'Habitation, Raymond Blouin, entrepreneur, et Irénée Robitaille, décorateur, tous de La Petite-Rivière, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées, et particulièrement les parents, en vue de promouvoir une saine occupation des loisirs de la population, sous le nom de « Les Loisirs de St-François-Xavier ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à La Petite-Rivière, district judiciaire de Québec.

Daté au bureau du Procureur général, le 17e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10637-61)

Les Machinistes Associés Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1961, constituant en corporation: Virgilio Longhi, ingénieur en fabrication de machines, de la cité de St-Michel, Carlo Bosio, entrepreneur, et Paolo Berti, machiniste, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme mécaniciens, sous le nom de « Les Machinistes Associés Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Cap Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 6e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10650-61)

Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, Province de Notre-Dame de Lourdes

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

both housewives, Édouard Carreau, clerk, and Roger Gagnon, professional engineer, all of Sillery, for the following purposes:

To establish and direct one or more recreational centers under the name of "Les Loisirs de St-Colomb de Sillery Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10276-61)

Les Loisirs de St-François-Xavier

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Arthur Gingras, general contractor, Fernand Desraspe, employee of the Fédération des Coopératives d'Habitation, Raymond Blouin, contractor, and Irénée Robitaille, decorator, all of Little River, for the following purposes:

To group together the persons, and particularly the parents, interested in promoting healthy pastimes for the leisure hours of the population, under the name of "Les Loisirs de St-François-Xavier".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Little River, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10637-61)

Les Machinistes Associés Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of February, 1961, incorporating: Virgilio Longhi, engineer in the manufacturing of machines, of the city of St-Michel, Carlo Bosio, contractor, and Paolo Berti, machinist, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as mechanics, under the name of "Les Machinistes Associés Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cap Saint-Martin, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10650-61)

Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, Province de Notre-Dame de Lourdes

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Sr Madeleine-de-la-Résurrection (née Lucienne Lapointe), Rév. Sr Marie-des-Lys (née Bernadette Grisé), Rév. Sr Saint Pantaléon (née Hortense Girard), Rév. Sr Saint-Nom-de-Marie (née Marie-Anne Allard), et Rév. Sr Thérèse-de-Jésus (née Marie-Rose Proulx), toutes cinq religieuses de la Communauté des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, de Nicolet, pour les objets suivants:

Administrer et diriger des maison d'enseignement ou d'éducation, sous le nom de « Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, Province de Notre-Dame de Lourdes ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $5,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de février 1961.

L'Assistant procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

province of Quebec, bearing date the 20th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Sister Madeleine-de-la-Résurrection (née Lucienne Lapointe), Rev. Sister Marie-des-Lys (née Bernadette Grisé), Rev. Sister Saint-Pantaléon (née Hortense Girard), Rev. Sister du Saint-Nom-de-Marie (née Marie-Anne Allard), and Rev. Sister Thérèse-de-Jésus (née Marie-Rose Proulx), all five religious of the Communauté des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, of Nicolet, for the following purposes:

To manage and direct houses of learning or of education, under the name of "Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, Province de Notre-Dame-de-Lourdes".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000,000.

The head office of the corporation will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10649-61)

Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, Province de Saint-Joseph

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Sr Madeleine-de-la-Résurrection (née Lucienne Lapointe), Rév. Sr Marie-des-Lys (née Bernadette Grisé), Rév. Sr Saint-Pantaléon (née Hortense Girard), Rév. Sr du Saint-Nom-de-Marie (née Marie-Anne Allard), et Rév. Sr Thérèse-de-Jésus (née Marie-Rose Proulx), toutes cinq de la Communauté des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, de Nicolet, pour les objets suivants:

Administrer et diriger des maisons d'enseignement ou d'éducation, sous le nom de « Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, Province de Saint-Joseph ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $5,000,000.

Le siège social de la corporation sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10649-61)

Les Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, Province de Saint-Joseph

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Sister Madeleine-de-la-Résurrection (née Lucienne Lapointe), Rev. Sister Marie-des-Lys (née Bernadette Grisé), Rev. Sister Saint-Pantaléon (née Hortense Girard), Rev. Sister du Saint-Nom-de-Marie (née Marie-Anne Allard), and Rev. Sister Thérèse-de-Jésus (née Marie-Rose Proulx), all five of the Communauté des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, of Nicolet, for the following purposes:

To manage and direct houses of learning or of education, under the name of "Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, Province de Saint-Joseph".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10801-61)

Ligue des Propriétaires Ville de Forestville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Frank Talbot, assistant-gérant, Gabriel Poirier, gérant de pharmacie, Jacquelin Larrivée, hôtelier, Léopold Jean, Maurice Vignola, tous deux agents de trafic, et Charles-Edouard Pelletier, menuisier, tous de Forestville, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de Forestville et des environs; promouvoir les inté-

(A.G. 10801-61)

Ligue des Propriétaires Ville de Forestville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Frank Talbot, assistant-manager, Gabriel Poirier, pharmacy manager, Jacquelin Larrivée, hotel-keeper, Léopold Jean, Maurice Vignola, both traffic agents, and Charles-Edouard Pelletier, joiner, all of Forestville, for the following purposes:

To group into an association the proprietors of Forestville and vicinity; to promote the interests

rêts des membres de l'association, sous le nom de « Ligue des Propriétaires Ville de Forestville Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Forestville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 12403-59)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Ville Val St-Michel

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1961, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Marcel Catellier, Polydore-Paul Parent, Henri-Jules Méthot, employés civils, et Thomas-Louis Tremblay, inspecteur, tous de Val-Saint-Michel, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs en la ville de Val-St-Michel, sous le nom de « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Ville Val St-Michel ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Val-Saint-Michel, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10673-61)

L'O.T.J. de St-Louis de France

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jules Gervais, menuisier, Gérard Bureau, voyageur, et Roger Marois, restaurateur, tous de St-Louis-de-France, pour les objets suivants:

La récréation et les loisirs de la jeunesse de St-Louis-de-France, sous le nom de « L'O.T.J. de St-Louis de France ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Louis-de-France, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le 6e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10389-61)

Lou Black's Living Room Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation: Lou Black, propriétaire d'un club de nuit, Irving Adessky, avocat, Rhoda Cohen et

of the members of the association, under the name of "Ligue des Propriétaires Ville de Forestville Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Forestville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12403-59)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Ville Val St-Michel

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st, day of March, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Marcel Catellier, Polydore-Paul Parent, Henri-Jules Méthod, civil employees, and Thomas-Louis Tremblay, inspector, all of Val-Saint-Michel, for the following purposes:

To organize recreational centers in the town of Val-St-Michel, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Ville Val St-Michel".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Val-Saint-Michel, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10673-61)

L'O.T.J. de St-Louis de France

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Jules Gervais, joiner, Gérard Bureau, traveller, and Roger Marois, restaurateur, all of St-Louis-de-France, for the following purposes:

The recreation and recreational centers for the youth of St-Louis-de-France, under the name of "L'O.T.J. de St-Louis de France".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Louis-de-France, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10389-61)

Lou Black's Living Room Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, incorporating: Lou Black, night club owner, Irving Adessky, advocate, Rhoda Cohen and Katherine Ingledew, the

Katherine Ingledew, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurant, sous le nom de « Lou Black's Living Room Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10601-61)

L. P. Truchon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1961, constituant en corporation: Louis-P. Truchon, agent-manufacturier, Madeleine Cantin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis-P. Truchon, tous deux de Ste-Foy, et Adolphe Roy, avocat, de Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie et chauffage, sous le nom de « L. P. Truchon Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 8e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10510-61)

Macpès Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour de février 1961, constituant en corporation: André-P. Casgrain, avocat, Mlles Annette Blais et Gisèle Labbé, secrétaires, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Macpès Construction Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le premier jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15563-60)

MacPherson Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22 février 1961, constituant en corporation: Armand Nadeau, avocat et conseil en loi de la Reine, Lorraine Turcotte, avocat, et Aline Deguise, secrétaire, ces deux dernières célibataires, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes et aucune de leurs spécialités les commerces de coupeurs, façonneurs et

latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Lou Black's Living Room Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judcial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10601-61)

L. P. Truchon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of February, 1961, incorporating: Louis-P. Truchon, manufacturing-agent, Madeleine Cantin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Louis-P. Truchon, both of Ste-Foy, and Adolphe Roy, advocate, of Sillery, for the following purposes:

To carry on business as plumbing and heating contractors under the name of "L. P. Truchon Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10510-61)

Macpès Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1961, incorporating: André-P. Casgrain, advocate, the Misses Annette Blais and Gisèle Labbé, secretaries, all of Rimouski, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors under the name of "Macpès Construction Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15563-60)

MacPherson Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, incorporating: Armand Nadeau, advocate and Queen's Counsel, Lorraine Turcotte, advocate, and Aline Deguise, secretary, the latter two spinsters, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on in any and all their branches the businesses of loggers, lumbermen and lumber

marchands de bois, sous le nom de « MacPherson Lumber Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 100 rue Lake, Magog, district judiciaire de Saint Farnçois.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10247-61)

Major International Trading Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16 janvier 1961, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, tous deux avocats, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises faits, en entier ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de terre, mer et forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Major International Trading Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10692-61)

Marc Paradis Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1961, constituant en corporation: Marc Paradis, commerçant, Olive Boulanger Paradis, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marc Paradis, et Bertrand Caron, comptable agréé, tous de Matane, pour les objets suivants:

Commerce de fruits et légumes, sous le nom de « Marc Paradis Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10478-61)

Maurice Legendre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

merchants, under the name of "MacPherson Lumber Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 100 Lake Street, Magog, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10247-61)

Major International Trading Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of January, 1961, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, both advocates, and Ernest Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Major International Trading Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10692-61)

Marc Paradis Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of February, 1961, incorporating: Marc Paradis, tradesman, Olive Boulanger Paradis, housewife, wife separate as to property of the said Marc Paradis, and Bertrand Caron, chartered accountant, all of Matane, for the following purposes:

To carry on a business dealing in fruits and vegetables under the name of "Marc Paradis Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10478-61)

Maurice Legendre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of

1er jour de février 1961, constituant en corporation: Maurice Legendre, agent-distributeur, Normand Foy, gérant, et Dame Julienne Loubier Legendre, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Legendre, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et faire le commerce en gros et en détail de bière et autres boissons alcooliques ou non et exercer le commerce d'agent de brasserie et de distributeur de bière et autres boissons alcooliques ou non, sous le nom de « Maurice Legendre Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10515-61)

McGill-Burnside Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Jack Lighstone, Marvin Riback et John Michael Schlesinger, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « McGill-Burnside Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 550 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 31e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10654-61)

McGregor-Pine Estates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3 février 1961, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, conseil en loi de la Reine, Neil Franklin Phillips, tous deux avocats, de Westmount, Sylvia Vineberg et Yvonne Bélanger, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « McGregor-Pine Estates Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10872-61)

Mel Carter Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

February, 1961, incorporating: Maurice Legendre, agent-distributor, Normand Foy, manager, and Dame Julienne Loubier Legendre, housewife, wife separate as to property of the said Maurice Legendre, and duly authorized by him for these presents, all of Thetford Mines, for the following purposes:

To buy, sell and carry on the wholesale and retail business dealing in beer and other alcoholic or non-alcoholic beverages and to act as brewery agents and distributors of beer and other alcoholic or non-alcoholic drinks, under the name of "Maurice Legendre Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10515-61)

McGill-Burnside Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of January, 1961, incorporating: Jack Lighstone, Marvin Riback and John Michael Schlesinger, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "McGill-Burnside Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 550 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10654-61)

McGregor-Pine Estates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of February, 1961, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Queen's Counsel, Neil Franklin Phillips, both advocates, of Westmount, Sylvia Vineberg and Yvonne Bélanger, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "McGregor-Pine Estates Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10872-61)

Mel Carter Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day

du 20 février 1961, constituant en corporation: William Desmond Thomas, James Walter Hemens, tous deux de Beaconsfield, et William Alston Campbell, de Montréal-Ouest, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de peinture et fournitures de peinture, couvertures de mur et matériaux de décoration, sous le nom de « Mel Carter Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 451 boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10175-61)

Mont Clair Foods Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1961, constituant en corporation: Armand Voizard, retraité, Alain Voizard, notaire, et Monique Dufresne Voizard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alain Voizard, tous de Ste-Adèle-en-Haut, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de « Mont Clair Foods Ltd. », avec un capital-actions divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair et 5,000 actions privilégiées de $5 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de $5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur, le 23e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10516-61)

M. Rivelis & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Morris Rivelis, Albert Richman, tous deux fourreurs, de Montréal, Samuel Leon Mendelsohn, conseil en loi de la Reine, de Westmount, et Manuel Shacter, de Dorval, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures et tissus de fourrure, sous le nom de « M. Rivelis & Co. Ltd. », avec un capital total de $150,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 31e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10052-61)

Nadeau & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

of February, 1961, incorporating: William Desmond Thomas, James Walter Hemens, both of Beaconsfield, and William Alston Campbell, of Montreal West, all advocates, for the following purposes:

To deal in all types of paint and paint supplies, wall coverings and decorating materials, under the name of "Mel Carter Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 451 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10175-61)

Mont Clair Foods Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of February, 1961, incorporating: Armand Voizard, retired, Alain Voizard, notary, and Monique Dufresne Voizard, housewife, wife separate as to property of the said Alain Voizard, all of Ste-Adèle-en-Haut, for the following purposes:

To deal in food and food products, under the name of "Mont Clair Foods Ltd.", with a capital stock divided into 500 common shares having no par value and 5,000 preferred shares of $5 each, and the amount with which the company will commence its operations will be $5,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10516-61)

M. Rivelis & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of January, 1961, incorporating: Morris Rivelis, Albert Richman, both furriers, of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, Queen's Counsel, of Westmount, and Manuel Shacter, of Dorval, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in furs and fur fabrics, under the name of "M. Rivelis & Co. Ltd.", with a total capital stock of $150,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 1,300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10052-61)

Nadeau & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er février 1961, constituant en corporation: Alcide Nadeau, industriel, Léo Nadeau, journalier, et Louis-Philippe Nadeau, comptable, tous de Ste-Agathe, pour les objets suivants:

Fabrication de gourets; industrie et commerce de toutes sortes d'articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de bois, sous le nom de « Nadeau & Fils Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10769-61)

National Radio & Electronics Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22 février 1961, constituant en corporation: Harold Gossack, de Montréal, Michael Drazner, d'Hampstead, tous deux avocats, et Edith Greenspan, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fournitures électroniques et de radio, sous le nom de « National Radio & Electronics Supply Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7121 chemin Côté St-Luc, Côte St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10199-61)

Nilo (1961) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12 janvier 1961, constituant en corporation: Alfred N. Segall, Irving I. Finkelberg, avocat, et Marilyn Denny, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et exploiter une quincaillerie, sous le nom de « Nilo (1961) Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 669 Grande-Côte, Bois-des-Filion, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10609-61)

Norac Importing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of February, 1961, incorporating: Alcide Nadeau, industrialist, Léo Nadeau, laborer, and Louis-Philippe Nadeau, accountant, all of Ste-Agathe, for the following purposes:

To manufacture hockey-sticks; to operate an industry and business dealing in all kinds of articles and merchandise manufactured totally or partly of wood, under the name of "Nadeau & Fils Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10769-61)

National Radio & Electronics Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, incorporating: Harold Gossack, of Montreal, Michael Drazner, of Hampstead, both advocates, and Edith Greenspan, secretary, spinster of the age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To deal in radio and electronic supplies, under the name of "National Radio & Electronics Supply Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7121 Côte St-Luc Road, Côte St-Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10199-61)

Nilo (1961) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of January, 1961, incorporating: Alfred N. Segall, Irving I. Finkelberg, advocates, and Marilyn Denny, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To establish and operate a hardware store, under the name of "Nilo (1961) Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 669 Grande-Côte, Bois-des-Bilion, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10609-61)

Norac Importing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of

du 17e jour de février 1961, constituant en corporation: Morris Chaikelson, Seymour Machlovitch, tous deux avocats, de Montréal, et Morris Shuter, comptable, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'importateurs et exportateurs de bijoux achevés et inachevés, les acheter, les vendre et en faire le commerce, sous le nom de « Norac Importing Co. Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10483-61)

Osmond Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1961, constituant en corporation: Morris Chaikelson, de Montréal, Jack Shayne, de Dorval, tous deux avocats, et Morris Shuter, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de plomberie et appareils de chauffage et autres marchandises s'y rapportant, sous le nom de « Osmond Agencies Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10549-61)

Pacific Fur Export-Import Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1961, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall et Irving I. Finkelberg, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peaux d'animaux, fourrures, cuirs, manteaux et toutes sortes de vêtements et pièces constituantes d'iceux, sous le nom de « Pacific Fur Export-Import Co. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1449 rue St-Alexandre, chambre 401, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 15803-60)

Paquette & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

February, 1961, incorporating: Morris Chaikelson, Seymour Machlovitch, both advocates, of Montreal, and Morris Shuter, accountant, of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of importers and exporters of and to buy, sell, and deal in finished and unfinished jewellery, under the name of "Norac Importing Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10483-61)

Osmond Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of February, 1961, incorporating: Morris Chaikelson, of Montreal, Jack Shayne, of Dorval, both advocates, and Morris Shuter, accountant, of St-Laurent, for the following purposes:

To deal in plumbing and heating equipment and other goods allied thereto, under the name of "Osmond Agencies Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10549-61)

Pacific Fur Export-Import Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of February, 1961, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall and Irving I. Finkelberg, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in skins, furs, hides, coats and all kinds of garments and components thereof, under the name of "Pacific Fur Export-Import Co.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 9,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, Room 401, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15803-60)

Paquette & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of

du 30e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Ildège Paquette, commerçant de bois, Lucienne Paquette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ildège Paquette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de St-Agricole, et Paul Gélinas, avocat, de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois et de constructeurs, sous le nom de « Paquette & Fils Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Agricole, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 14394-60)

Parkside Place Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé ar le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jacqueline Perron Gadbois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Gadbois, Isabelle Joyce Day, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Grant Hall Day, et James Douglas Bourne, ingénieur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et protéger les intérêts des résidents de Parkside Place, en la cité de Montréal, sous le nom de « Parkside Place Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés imobilières que la corporation peut posséder est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10814-61)

Peg & Louise Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de mars 1961, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, avocat et conseil en loi de la Reine, Kenneth Hunter Wilson, avocat, et Helen Hague, gérante de bureau, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers et restaurateurs, sous le nom de « Peg & Louise Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10248-61)

Perlux Precision Industries of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

January, 1961, incorporating: Ildège Paquette, wood merchant, Lucienne Paquette, housewife, wife separate as to property of the said Ildège Paquette, and duly authorized by him for these presents, both of St-Agricole, and Paul Gélinas, advocate, of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as wood merchants and as builders, under the name of "Paquette & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Agricole, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14394-60)

Parkside Place Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Jacqueline Perron Gadbois, housewife, wife contractually separate as to property of Jean Gadbois, Isabelle Joyce Day, housewife, wife contractually separate as to property of Grant Hall Day, and James Douglas Bourne, engineer, all of Montreal, for the following purposes:

To promote and protect the interests of the residents of Parkside Place, in the city of Montreal, under the name of "Parkside Place Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10814-61)

Peg & Louise Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1961, incorporating: Kenneth Albert Wilson, advocate and Queen's Counsel, Kenneth Hunter Wilson, advocate, and Helen Hague, office manager, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel and restaurant keepers, under the name of « Peg & Louise Restaurant Inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10248-61)

Perlux Precision Industries of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour de février 1961, constituant en corporation: Jack Rudner, avocat, de Côte-St-Luc, Joseph Mendelson, avocat, Donald Hahamovitch, étudiant en droit, tous deux de Montréal, et Lawrence Capelovitch, avocat, de St-Martin, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils pour la photographie et cinématographie, sous le nom de « Perlux Precision Industries of Canada Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5385, rue Paré, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deuxième jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10656-61)

Phillip Enterprises Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3 février 1961, constituant en corporation: Jon Kosorwich, Julian Kotler et Harold W. Ashenmil, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de voitures-taxi, sous le nom de « Phillip Enterprises Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6630 avenue Wilderton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 15483-60)

Phyro Medical Laboratories Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de janvier 1961, consituant en corporation: Benjamin Shulman, avocat, Ruth Schwartz, secrétaire, et Ethel Schwartz, dactylo, ces deux dernières, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à préparer et vendre au prix de gros des accessoires et appareils de pharmacie et de chirurgie et tous autres articles se rapportant à iceux, sous le nom de « Phyro Medical Laboratories Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacun.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10838-61)

Poluga Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1961, incorporating: Jack Rudner, advocate, of Côte-St-Luc, Joseph Mendelson, advocate, Donald Hahamovitch, law-student, both of Montreal, and Lawrence Capelovitch, advocate, of St-Martin, for the following purposes:

To deal in all kinds of photographic and cinematographic equipment, under the name of "Perlux Precision Industries of Canada Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 50 comon shares of $100 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5385 Paré Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10656-61)

Phillip Enterprises Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of February, 1961, incorporating: Jon Kosorwich, Julian Kotler and Harold W. Ashenmil, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a taxi-cab business, under the name of "Phillip Enterprises Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6630 Wilderton Avenue, Montréal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15483-60)

Phyro Medical Laboratories Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1961, incorporating: Benjamin Shulman, advocate, Ruth Schwartz, secretary, and Ethel Schwartz, typist, the latter two spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and selling, wholesale, pharmaceutical and surgical supplies and appliances and all other articles incidental thereto, under the name of "Phyro Medical Laboratories Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10838-61)

Poluga Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: Antoine Paré, de St-André-Est, Pothier Ferland, de Longueuil, André Pelletier, d'Outremont, tous trois avocats, Evariste Lavoie, comptable, et Thérèse Garzia, secrétaire, veuve de Luigi Garzia, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de matériaux de construction, machinerie, équipements, véhicules, moteurs, outils et instruments, sous le nom de « Poluga Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 801, rue Rachel, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15146-60)

Publications Argenteuil Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1961, constituant en corporation: Antoine Paré, avocat, de St-André-Est, Evariste Lavoie, comptable, et Simonne Basque, secrétaire, célibataire, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographies, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs, typographes et autres commerces connexes ou semblables, sous le nom de « Publications Argenteuil Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville d'Ayersville, comté d'Argenteuil, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10520-61)

Quality Sportswear & Rainwear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1961, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en loi de la Reine, Beverley Gold, secrétaire, fille majeure, et Jack B. Bobrove, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de « Quality Sportswear & Rainwear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Antoine Paré, of St-André-East, Pothier Ferland, of Longueuil, André Pelletier, of Outremount, all three advocates, Evariste Lavoie, accountant, and Thérèse Garzia, secretary, widow of Luigi Garzia, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in building materials, machinery, equipment, vehicles, motors, tools and instruments, under the name of "Poluga Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 801 Rachel Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15146-60)

Publications Argenteuil Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of February, 1961, incorporating: Antoine Paré, advocate, of St-André-East, Evariste Lavoie, accountant, and Simonne Basque, secretary, spinster, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing as printers, editors, stationeries, lithographers, engravers, binders, librarians, type-founders, typographers, and in other similar types of business, under the name of "Publications Argenteuil Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be in the town of Ayersville, county of Argenteuil, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10520-61)

Quality Sportswear & Rainwear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of February, 1961, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, Beverley Gold, secretary, spinster of the full age of majority, and Jack B. Bobrove, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Quality Sportswear & Rainwear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10542-61)

Quincaillerie André Marier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1961, constituant en corporation: André Marier, quincaillier, Marielle Trudel Marier, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Marier, et Charles-Olivier Trudel, employé de la Cie Bell Téléphone, tous de Notre-Dame-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Quincaillerie André Marier Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame-des-Laurentides, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10390-61)

Raymonde Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22 février 1961, constituant en corporation: Raymonde Nelson, marchande, épouse séparée de corps et de biens de John Nelson, de Lachine, Harry Blank, avocat, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fournitures de maison et de vêtements, sous le nom de « Raymonde Fashions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10271-61)

Richmar Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1961, constituant en corporation: Joseph Shapiro, C.R., de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Richmar Corp. », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 4,900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10542-61)

Quincaillerie André Marier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of February, 1961, incorporating: André Marier, hardware dealer, Marielle Trudel Marier, housewife, wife separate as to property of the said André Marier, and Charles-Olivier Trudel, Belle Telephone Company employee, all of Notre-Dame-des-Laurentides, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Quincaillerie André Marier Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Notre-Dame-des-Laurentides, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10390-61)

Raymonde Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, incorporating: Raymonde Nelson marchande, wife separate as to property and as to bed and board of John Nelson, of Lachine, Harry Blank, advocate, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in household furnishings and wearing apparel, under the name of "Raymonde Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10271-61)

Richmar Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of February, 1961, incorporating: Joseph Shapiro, Q.C., advocate, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Richmar Corp.", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 4,900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10632-61)

Robert Daigle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1961, constituant en corporation: Robert Daigle, constructeur, Madeleine Bureau Daigle, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Robert Daigle, tous deux de Ste-Foy, et Hélèna Bureau, employée civile, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Robert Daigle Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2100, La Somme, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 6e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10632-61)

Robert Daigle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of February, 1961, incorporating: Robert Daigle, builder, Madeleine Bureau Daigle, housewife, wife contractually separate as to property of the said Robert Daigle, both of Ste-Foy, and Hélèna Bureau, civil employee, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Robert Daigle Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2100 La Somme, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10063-61)

Robert Scheen Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1961, constituant en corporation: Robert Scheen, René Scheen, tailleurs et fourreurs, tous deux d'Outremont, et Gérard Duguay, courtier en assurances, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de tailleurs et de fourreurs, sous le nom de « Robert Scheen Limitée », avec un capital total de $25,000, divisé en 100 actions ordinaires de $20 chacune et en 230 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1230, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 6e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10063-61)

Robert Scheen Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of February, 1961, incorporating: Robert Scheen, René Scheen, tailors and furriers, both of Outremont, and Gérard Duguay, insurance brokers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its specialties the business as tailors and furriers, under the name of "Robert Scheen Limitée", with a total capital stock of $25,000, divided into 100 common shares of $20 each and into 230 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1230 Saint-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10495-61)

Romes Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: Pierre Panneton, Jean-Paul Massicotte et Paul Ménard, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, louer et sous-louer des locaux pour bureaux et fournitures pour bureaux de professionnels et bureaux d'affaires, sous le nom de « Romes Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10495-61)

Romes Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Pierre Panneton, Jean-Paul Massicotte and Paul Ménard, all lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To own, rent, and sublet office space and equipment for professional and business offices, under the name of "Romes Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10183-61)

Roxboro-North Shore Library Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Margaret Isobel Fleming, ménagère, épouse séparée de biens de Donald James Cheal Fleming, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Ian Frank Gilbert, comptable agréé, et William John Flynn, avocat, tous de Roxboro, pour les objets suivants:

Établir une bibliothèque de prêts sans but lucratif, bilingue et publique, devant servir toutes les personnes désireuses d'en devenir membres, sous le nom de « Roxboro-North Shore Library Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $75,000.

Le siège social de la corporation sera à Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10183-61)

Roxboro-North Shore Library Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Margaret Isobel Fleming, housewife, wife separete as to property of Donald James Cheal Fleming, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Ian Frank Gilbert, chartered accountant, and William John Flynn, lawyer, all of Roxboro, for the following purposes:

To establish a bilingual non-profit, public lending library to serve all persons desirous of becoming members of same, under the name of "Roxboro-North Shore Library Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation will be at Roxboro, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10168-61)

Ste-Rose Leasing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Bergeron, de Montréal-Ouest, Marcel Landry, de Beloeil, tous deux avocats, et Rita Gevry, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en gros ou en détail de véhicules moteurs de toutes sortes ainsi que de leurs accessoires et pièces, sous le nom de « Ste-Rose Leasing Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 300 actions communes de $10 chacune et en 1,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 26e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10168-61)

Ste-Rose Leasing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of January, 1961, incorporating: Jean-Paul Bergeron, of Montreal-West, Marcel Landry, of Beloeil, both advocates, and Rita Gevry, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the wholesale or retail business dealing in motor vehicles of all kinds as well as in their accessories and parts, under the name of "Ste-Rose Leasing Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 300 common shares of $10 each and 1,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Rose de Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10121-61)

St-Laurent Radiators & Welding Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5 janvier 1961, constituant en corporation: Armand Poupart, conseil en loi de la Reine, de Mont-Royal, Armand Poupart fils, de Montréal, tous deux avocats, Jeanne Senay, de Verdun, et Monique Duquette, de Montréal, ces deux dernières sténographes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « St-Laurent Radiators & Welding Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions communes de $10 chacune et en 225 actions privilégiées de $100 chacune.

(A.G. 10121-61)

St-Laurent Radiators & Welding Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of January, 1961, incorporating: Armand Poupart, Queen's Counsel, of Mount Royal, Armand Poupart, jr., of Montreal, both advocates, Jeanne Senay, of Verdun, and Monique Duquette, of Montreal, the latter two stenographers, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "St-Laurent Radiators & Welding Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of $10 each and 225 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 10018, boulevard Laurentien, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10397-61)

St-Luc Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: Jean Brossard, notaire, Denyse Boyer, secrétaire, fille majeure, tous deux de St-Rémi, et Pierre Brossard, maître-électricien, de Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « St-Luc Auto Parts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Brossard, comté de Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur géeral, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10383-61)

St-Martin Chinese Garden Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: Jean-Louis Léger, de Saint-Martin, Gilles Roux et Jean Malo, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « St-Martin Chinese Garden Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10269-61)

Sally Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1961, constituant en corporation: Hymie Nadler, bourgeois retraité, Jack Ralph Bogante, avocat et conseil en loi de la Reine, et Martin Donald Bogante, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Sally Hosiery Mills Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at 10018 Laurentian Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 5th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10397-61)

St-Luc Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Jean Brossard, notary, Denyse Boyer, secretary, spinster, both of St-Rémi, and Pierre Brossard, master-electrician, of Brossard, for the following purposes:

To carry on business as garage-keeper, under the name of "St-Luc Auto Parts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Brossard, county of Laprairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10383-61)

St-Martin Chinese Garden Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Jean-Louis Léger, of Saint-Martin, Gilles Roux and Jean Malo, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To operate a business as restaurateurs, under the name of "St-Martin Chinese Garden Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided nito 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10269-61)

Sally Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of February, 1961, incorporating: Hymie Nadler, retired gentleman, Jack Ralph Bogante, advocate and Queen's Counsel, and Martin Donald Bogante, law-student, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Sally Hosiery Mills Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 13942-60)

Salon Andrée-Juliette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4 janvier 1961, constituant en corporation: Andrée Pontbriand, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, Jean-Guy Cournoyer, gérant, tous deux de Montréal, et Georges Bilodeau, avocat, de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements et de tissus, sous le nom de « Salon Andrée-Juliette Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 13942-60)

Salon Andrée-Juliette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of January, 1961, incorporating: Andrée Pontbriand, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, Jean-Guy Cournoyer, manager, both of Montreal, and Georges Bilodeau, advocate, of Montreal-North, for the following purposes:

To deal in clothing and yard goods, under the name of "Salon Andrée-Juliette Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 4th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15600-60)

Service des Loisirs St-François-de-Sales de Laval

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Aimé Vézina, plombier, Henri Lalonde, expéditeur, François Gallet, secrétaire-trésorier, Pierrette Massé Gallet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit François Gallet, René Vaillancourt, surintendant, Ernest Bélanger, menuisier, M. l'abbé Arsène Hébert, prêtre, curé, Charles-Auguste Dagenais, vendeur, Thérèse Lefebvre Dagenais, ménagère, épouse commune en biens dudit Charles-Auguste Dagenais, André Beaupré, estimateur, et Lucille Poirier Duranleau, ménagère, épouse commune en biens de Ovide Duranleau, tous de St-François, comté de Laval, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de St-François-de-Sales de Laval, sous le nom de « Service des Loisirs St-François-de-Sales de Laval ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-François-de-Sales, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 15600-60)

Service des Loisirs St-François-de-Sales de Laval

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Fovernor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Aimé Vézina, plumber, Henri Lalonde, shipper, François Gallet, secretary-treasurer, Pierrette Massé Gallet, housewife, wife contractually separate as to property of the said François Gallet, René Vaillancourt superintendent, Ernest Bélanger, joiner, Rev. Father Arsène Hébert, priest-pastor, Charles-Auguste Dagenais, salesman, Thérèse Lefebvre Dagenais, housewife, wife common as to property of the said Charles-Auguste Dagenais, André Beaupré, assessor, and Lucille Poirier Duranleau, housewife, wife common as to property of Ovide Duranleau, all of St-François, county of Laval, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of St-François-de-Sales de Laval, under the name of « Service des Loisirs St-François-de-Sales de Laval".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Saint-François-de-Sales, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10577-61)

Service des Loisirs St-Zotique

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Giasson, Gabriel Lamontagne, techniciens, Paul Prud'homme, « opérateur », Roméo Meloche, barbier, Philippe Bisaillon, commis, Denise Labrosse, comptable, M. l'abbé Raymond Pagé, prêtre, aumônier, Jean-Guy Daigneault, dessinateur-

(A.G. 10577-61)

Service des Loisirs St-Zotique

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Giasson, Gabriel Lamontagne, technicians, Paul Prud'homme, operator, Roméo Meloche, barber, Philippe Bisaillon, clerk, Denise Labrosse, accountant, Father Raymond Pagé, chaplain, Jean-Guy Daigneault, draughtsman-tool-maker,

outilleur, tous huit de Montréal, et Gérard Addison, secrétaire, de Lachine, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs et des terrains de jeux, sous le nom de « Service des Loisirs St-Zotique ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 27e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15286-60)

ShickShock Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er février 1961, constituant en corporation: J. Elvin Watt, industriel, Elizabeth Watt, ménagère, épouse commune en biens dudit J. Elvin Watt, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Chandler, et James S. Watt, industriel, de Petite Rivière Ouest, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs et exercer le commerce qui consiste à louer des outillates et de la machinerie, sous le nom de « ShickShock Enterprises Ltd. », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 15722-60)

Société d'Archéologie de Sherbrooke

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé René Levesque, prêtre, professeur, James L. Hosking, technicien en galvanoplastie, Jean-Guy Lavallée, professeur d'histoire, Dr Valmore Olivier, dentiste, Léonidas Bachand, notaire, René Studler, décorateur, tous six de Sherbrooke, et Aldéo Mongrain, étudiant, de St-Sévérin de Champlain, pour les objets suivants:

Faire des recherches, fouilles, travaux de recherches dans le territoire de la province de Québec, aux fins de révéler l'histoire nationale par l'archéologie, sous le nom de « Société d'Archéologie de Sherbrooke ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens que la corporation peut posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10485-61)

Solda Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

all eight of Montreal, and Gérard Addison, secretary, of Lachine, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center and play-grounds, under the name of "Service des Loisirs St-Zotique".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15286-60)

ShickShock Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date he 1st day of February, 1961, incorporating: J. Elvin Watt, industrial, Elizabeth Watt, housekeeper, wife common as to property of the said J. Elvin Watt, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Chandler, and James S. Watt, industrial, of Little River West, for the following purposes:

General contracting and renting of equipment and machinery, under the name of "ShickShock Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chandler, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15722-60)

Société d'Archéologie de Sherbrooke

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Father René Levesque, priest, professor, James L. Hosking, technician in electroplating, Jean-Guy Lavallée, professor of history, Dr. Valmore Olivier, dentist, Léonidas Bachand, notary, René Studler, decorator, all six of Sherbrooke, and Aldéo Mongrain, student, of St-Sévérin de Champlain, for the following purposes:

To carry on research, excavating, works of research in the territory of the province of Quebec, in order to reveal its national history by archeology, under the name of "Société d'Archéologie de Sherbrooke".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10485-61)

Solda Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27 janvier 1961, constituant en corporation: Boris Garmaise, Cyril E. Schwisberg, avocats, et Laure Frishling, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Solda Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une faleur au pair de $100 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10647-61)

Southern Business College Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation: Louis Baillargeon, notaire, de Québec, Paul-André Carrier, notaire, et André Lepage, comptable, ces deux derniers de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Administrer et diriger un collège ou institution d'enseignement commercial, sous le nom de « Southern Business College Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15630-60)

Sovereign Records Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Roy Robertson, administrateur, de Westmount, Arthur N. Ovenden, secrétaire-trésorier, de Mont Royal, et André Bégin, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et importer, exporter, acheter, vendre et écouler de la mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et revues périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Sovereign Records Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominales ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de $500.

Le siège social de la compagnie sera à 455 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 11e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of January, 1961, incorporating: Boris Garmaise, Cyril E. Schwisberg, advocates, and Laura Frishling, secretary, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Solda Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10647-61)

Southern Business College Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, incorporating: Louis Baillargeon, notary, of Quebec, Paul-André Carrier, notary, and André Lepage, accountant, the latter two of Ste-Foy, for the following purposes:

To administrate and direct a college or institution for commercial instruction, under the name of "Southern Business College Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15630-60)

Sovereign Records Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of January, 1961, incorporating: Roy Robertson, executive, of Westmount, Arthur N. Ovenden, secretary-treasurer, of Mount Royal and André Bégin, attorney, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, article and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Sovereign Records Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares having no nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be $500.

The head office of the company will be at 455 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10652-61)

Speedimpex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1961, constituant en corporation: Michael Rusko, avocat, Helen May Buchan, secrétaire, veuve de feu Huntly Buchan tous deux de Montréal, et David Gregory, avocat, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter et écouler toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et revues périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Speedimpex Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5503 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10416-61)

S. Reinglas Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30 janvier 1961, constituant en corporation: Michael Garber, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, tous deux conseils en loi de la Reine, et Harry Y. Garber, ces deux derniers de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « S. Reinglas Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées de première catégorie de $10 chacune et 290 actions privilégiées de deuxième catégorie de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10110-61)

Sunal Transmission Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30 janvier 1961, constituant en corporation: Allan B. Frank, Frank M. Godine et Bernard J. Woloshen, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de pièces, accessoires, ustensils, dispositifs, lubrifiants, ciments, solutions et appareils, qu'ils soient incidents à la construction de voitures automobiles ou autrement, sous le nom de « Sunal Transmission Company », avec un capital total de

(A.G. 10652-61)

Speedimpex Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1961, incorporating: Michael Rusko, advocate, Helen May Buchan, secretary, widow of the late Huntly Buchan, both of Montreal, and David Gregory, advocate, of Mount Royal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell and deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Speedimpex Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 5503 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10416-61)

S. Reinglas Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of January, 1961, incorporating: Michael Garber, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, both Queen's Counsels, and Harry Y. Garber, the latter two of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "S. Reinglas Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 1,000 first preferred shares of $10 each and 290 second preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10110-61)

Sunal Transmission Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of January, 1961, incorporating: Allan B. Frank, Frank M. Godine and Bernard J. Woloshen, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of parts, accessories, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to construction of motor cars or otherwise, under the name of "Sunal Transmission Company", with a total capital stock of $40,000, divided

$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 15386-60)

Taverne Municipale Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de février 1961, constituant en corporation: Aimé Marchessault, commerçant, Simone Marchessault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Aimé Marchessault, et Paquerette Marchessault, ménagère, épouse séparée de biens de Ronald Marchessault, tous de St-Mathias, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de « Taverne Municipale Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 751, rue Bonsecours, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15147-60)

The Carling Lake Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Marcil, agent d'assurances, Louis de Breyne, golfeur professionnel, tous deux de Lachute, et H. Malcolm Stephens, comptable agréé, de St. Andrews East, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, diriger et gérer un club de golf, champêtre et social, sous le nom de « The Carling Lake Club ».

Le revenu annuel des propriétés immobilières que la corporation possède ou peut posséder et utiliser pour ses fins ne devra pas dépasser $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Lachute, comté d'Argenteuil, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10391-61)

The Children's Mountain Cottage

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31 janvier 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-A. Ouimet, avocat, Mlle Hélène Tellier, secrétaire, tous deux de Westmount, Andrew O. Jones, Collin R. Morison, tous deux de Dorval, Clifford Fletcher, William Griffin, tous deux de St-Laurent, René

into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15386-60)

Taverne Municipale Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1961, incorporating: Aimé Marchessault, tradesman, Simone Marchesseault, housewife, wife separate as to property of the said Aimé Marchessault, and Paquerette Marchessault, housewife, wife separate as to property of Ronald Marchessault, all of St-Mathias, for the following purposes:

To carry on business as hotel keepers and restaurateurs under the name of "Taverne Municipale Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 751 Bonsecours Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15147-60)

The Carling Lake Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Marcil, insurance agent, Louis de Breyne, golf professional, both of Lachute, and H. Malcolm Stephens, chartered accountant, of St. Andrews East, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage a golf, country and social Club, under the name of "The Carling Lake Club".

The annual income of the immoveable properties owned or that may be owned and used by the corporation for its purposes shall not exceed $500,000.

The head office of the corporation will be at Lachute, county of Argenteuil, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10391-61)

The Children's Mountain Cottage

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of January, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Paul-A. Ouimet, attorney, Miss Hélène Tellier, secretary, both of Westmount, Andrew O. Jones, Collin R. Morison, both of Dorval, Clifford Fletcher, William Griffin, both of St-Laurent, René Vallée, Allan R. Gled-

Vallée, Allan R. Gledhill, tous deux de Montréal, tous les six acheteurs, George S. Dingle, « expeditor », Mlle Evelyn Brown et Mlle Andrée Brabant, secrétaires, ces trois dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, équiper, maintenir, exploiter et diriger une maison de convalescence pour la réception, les soins et l'éducation des enfants les requérant, sous le nom de « The Children's Mountain Cottage ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $300,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 31 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10759-61)

The Kiwanis Club of Lake Saint Louis, Pointe Claire, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22 février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Basil J. Weedon, gérant de ventes, de Beaconsfield, Alex Dawe, gérant de banque, de Dorval, George Van Koughnett, gérant de développement, Robert M. Clifford, gérant, et Norman Phibbs, gérant général de ventes, ces trois derniers de Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un club ayant les mêmes buts que les autres clubs Kiwanis, sous le nom de « The Kiwanis Club of Lake Saint Louis, Pointe Claire, Inc. ».

Le siège social de la corporation sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10361-61)

Thomas J. Mahon, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 janvier 1961, constituant en corporation: Lawrence Capelovitch, avocat, de St-Martin, Joseph Mendelson, avocat, Donald Hahamovitch, étudiant, et Edith MacMorine, secrétaire, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de chimistes et pharmaciens en gros, sous le nom de « Thomas J. Mahon, Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2765 chemin Bates, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10572-61)

Touchette & Rochon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

hill, both of Montreal, all six buyers, George S. Dingle, expeditor, Miss Evelyn Brown and Miss Andrée Brabant, secretaries, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To establish, equip, maintain, operate and conduct a convalescent home for the reception, care and education of children requiring the same, under the name of "The Children's Mountain Cottage".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10759-61)

The Kiwanis Club of Lake Saint Louis, Pointe Claire, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Basil J. Weedon, sales manager, of Beaconfield, Alex Dawe, bank manager, of Dorval, George Van Koughnett, development manager, Robert M. Clifford, manager, and Norman Phibbs, general sales manager, the latter three of Pointe-Claire, for the following purposes:

The establishment and maintenance of a club having the same objects as other Kiwanis clubs, under the name of "The Kiwanis Club of Lake Saint Louis, Pointe Claire, Inc.".

The head office of the corporation will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10361-61)

Thomas J. Mahon, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of January, 1961, incorporating: Lawrence Capelovitch, advocate, of St. Martin, Joseph Mendelson, advocate, Donald Hahamovitch, student, and Edith MacMorine, secretary, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale druggists and chemists, under the name of "Thomas J. Mahon, Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 2765 Bates Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10572-61)

Touchette & Rochon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1961, constituant en corporation: Gustave Rochon, Paul Touchette, constructeurs, et Guy Blanchard, notaire, tous de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Touchette & Rochon Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15477-60)

T. V. & Motors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé ar le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27 janvier 1961, constituant en corporation: Max Julius Garmaise, Francis John McNally, tous deux avocats, de Noranda, et Marcelle Bourque, sténographe, de Rouyn, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « T. V. & Motors Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacun et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10279-61)

Valin Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: Bertrand Garneau, de Roberval, Ls-René Perron, de Dolbeau, tous deux commerçants, et Laurent Bergeron, commerçant-entrepreneur, de Mistassini, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs génraux en construction, sous le nom de « Valin Construction Ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10115-61)

Vanha Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24 janvier 1961, constituant en corporation: William Vanha, Jeata Braun and

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1961 incorporating: Gustave Rochon, Paul Touchette, builders, and Guy Blanchard, notary, all of Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Touchette & Rochon Inc." with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15477-60)

T. V. & Motors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of January, 1961, incorporating: Max Julius Garmaise, Francis John McNally, both barristers, of Noranda, and Marcelle Bourque, stenographer, of Rouyn, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, under the name of "T. V. & Motors Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10279-61)

Valin Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Bertrand Garneau, of Roberval, Ls-René Perron, of Dolbeau, both tradesmen, and Laurent Bergeron, tradesman-contractor, of Mistassini, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Valin Construction Ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10115-61)

Vanha Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of January, 1961, incorporating: William Vanha, Jeata Braun and

Beata Braun et Angela Yeo-West, sténographes, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Vanlia Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune, 500 actions ordinaires de catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions de catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10513-61)

V. L. Savage & Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Victor Lawlor Savage, ingénieur professionnel, Pierre Dessaulles, avocat et conseil en loi de la Reine, et Audrey Agar, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie, outillage et appareils de climatisation, chauffage, ventilation et refrigération, sous le nom de « V. L. Savage & Company Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 31e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10226-61)

Voyages Bel-Air Inc. — Bel-Air Travel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 janvier 1961, constituant en corporation: Jacques Bélair, agent de voyage, Françoise Blier Bélair, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacques Bélair, et Jacques Cantin, avocat, tous de St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence générale de billets et d'un bureau de voyages, sous le nom de « Voyages Bel-Air Inc.— Bel-Air Travel Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 900 actions privilégiées de catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacun et 4,000 actions privilégiées de catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2155 rue Mountain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10629-61)

Vulcanisation St Pascal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Angela Yeo-West, stenographers, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Vanlia Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of $100 each, 500 class "A" common shares having a par value of $10 each and 500 class "B" shares having a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10513-61)

V. L. Savage & Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of January, 1961, incorporating: Victor Lawlor Savage, professional engineer, Pierre Dessaulles, advocate and Queen's Counsel, and Audrey Agar, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in air conditioning, heating, ventilating and refrigerating machinery, equipment and apparatus, under the name of "V. L. Savage & Company Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 shares of a par value of $1 each and 400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10226-61)

Voyages Bel-Air Inc. — Bel-Air Travel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of January, 1961, incorporating: Jacques Bélair, travel agent, Françoise Blier Bélair, housekeeper, wife separate as to property of the said Jacques Bélair, and Jacques Cantin, lawyer, all of St. Lambert, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau, under the name of "Voyages Bel-Air Inc.— Bel-Air Travel Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each, 900 class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 4,000 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 2155 Mountain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10629-61)

Vulcanisation St Pascal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1961, constituant en corporation: Gilles Picard, garagiste, Lucien Dumais, gérant de garage, et Fernand Ouellet, mécanicien, tous de St-Pascal-de-Kamouraska, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Vulcanisation St Pascal Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10127-61)

West End Hospital — Hôpital West End

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Aimée Guénard Irish, garde-malade, veuve de Louis-Edward Irish, Michael Irish, homme d'affaires, tous deux de Montréal, et Maurice Salvas, comptable, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, organiser, agrandir, développer et administrer un hôpital, avec services appropriés, sous le nom de « West End Hospital— Hôpital West End ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $2,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10543-61)

Willie Therrien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Quebec des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1961, constituant en corporation: Willie Therrien, électricien, Jacqueline Champagne Therrien, maîtresse de maison, épouse séparée de biens dudit Willie Therrien, et Pierre Thomas, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Willie Therrien Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10545-61)

Wonder-Wash Laundromat Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of February, 1961, incorporating: Gilles Picard, garage-keeper, Lucien Dumais, garage manager, and Fernand Ouellet, mechanic, all of St-Pascal-de-Kamouraska, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Vulcanisation St Pascal Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10127-61)

West End Hospital — Hôpital West End

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Aimée Guénard Irish, nurse, widow of Louis-Edward Irish, Michael Irish, businessman, both of Montreal, and Maurice Salvas, accountant, of Mount-Royal, for the following purposes:

To establish, organize, enlarge, develop and administrate a hospital, with appropriate services, under the name of "West End Hospital — Hôpital West End".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $2,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10543-61)

Willie Therrien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of February, 1961, incorporating: Willie Therrien, electrician, Jaqueline Champagne Therrien, housewife, wife separate as to property of the said Willie Therrien, and Pierre Thomas, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Willie Therrien Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10545-61)

Wonder-Wash Laundromat Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of

du 1er jour de février 1961, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Judith Lis Shuster, épouse séparée de biens dudit Abraham Shuster, tous deux de Montréal, et Dorothy K. Gunston, secrétaire, fille majeure, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs et buandiers, sous le nom de « Wonder-Wash Laundromat Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10498-61)

W. & W. Fur Basters & Tapers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1961, constituant en corporation: Kopal Wenglensky, marchand, Sydney Phillips, avocat, Rose-Marie Bourgoing, secrétaire, fille majeure, tous trois de Côte-St-Luc, et Faivel Wasserman, marchand, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourreurs, faufileurs, teinturiers et tailleurs, sous le nom de « W. & W. Fur Basters & Tapers Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 27e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10610-61)

1366 Dorchester St. West Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1961, constituant en corporation: Michael Greenblatt, Samuel Godinsky, Reuben Resin, tous trois avocats, Carl Rosen, étudiant, Bernard Roll, comptable, Angela Yeo-West, réceptionniste, et Beata Braun, secrétaire, ces deux dernières célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de certains immeubles spécialisés, sous le nom de « 1366 Dorchester St. West Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

February, 1961, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Judith Lis Shuster, wife separate as to property of the said Abraham Shuster, both of Montreal, and Dorothy K. Gunston, secretary, fille majeure, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners and launderers, under the name of "Wonder-Wash Laundromat Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 9,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10498-61)

W. & W. Fur Basters & Tapers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of January, 1961, incorporating: Kopal Wenglensky, merchant, Sydney Phillips, advocate, Rose-Marie Bourgoing, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Côte-St-Luc, and Faivel Wasserman, merchant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of fur dressers, basters, dyers and tapers, under the name of "W. & W. Fur Basters & Tapers Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10610-61)

1366 Dorchester St. West Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1961, incorporating: Michael Greenblatt, Samuel Godinsky, Reuben Resin, all three advocates, Carl Rosen, student, Bernard Roll, accountant, Angela Yeo-West, receptionist, and Beata Braun, secretary, the latter two spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in certain specific real estate, under the name of "1366 Dorchester St. West Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 6,000 preferred shares of a par value of $5 each and 2,000 common shares of a par value of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 10906-61)

Acme Plumbing & Heating Materials Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 février 1961, à la compagnie « Acme Plumbing & Heating Materials Ltd. », augmentant son capital de $10,000 à $506,000, le capital actions additionnel étant divisé en 4,960 actions privilégiées de $100 chacune, de sorte que le capital autorisé de ladite compagnie sera dorénavant de $506,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune et 5,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10901-61)

Anchor Cement Floor & Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québce des lettres patentes supplémentaires, en date du seizième jour de février 1961, à la compagnie « Anchor Cement Floors Limited », constituée en corporation, sous le nom primitif de « Gibraltar Cement Floor Limited », en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 12 avril 1957, et par lettres patentes supplémentaires en date du 14 mai 1957, changeant ledit nom primitif en celui de « Anchor Cement Floors Limited », changeant de nouveau son nom en celui de « Anchor Cement Floor & Construction Inc. ».

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 13557-59)

Blaman Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 décembre 1960, à la compagnie « Blaman Investments Inc. », 1o réduisant son capital, le capital action annulé étant divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune; 2o augmentant son capital ainsi réduit, le capital actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de catégorie « B » de $1 chacune, de sorte que le capital actions autorisé de ladite compagnie sera dorénavant de 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair, 600 actions privilégiées de $100 chacune et 500 actions privilégiées de catégorie « B » de $1 chacune, le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations étant fixé à non moins de $11,050.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 10906-61)

Acme Plumbing & Heating Materials Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of February, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Acme Plumbing & Heating Materials Ltd.", increasing its capital from $10,000 to $506,000, the additional capital stock being divided into 4,960 preferred shares of $100 each, so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth consist of $506,000, divided into 600 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10901-61)

Anchor Cement Floor & Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of February, 1961, to the company "Anchor Cement Floors Limited", incorporated under the original name of "Gibraltar Cement Floor Limited", under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of April 12, 1957, and by supplementary letters patent of May 14, 1957, changing the said original name into that of "Anchor Cement Floors Limited", again changing its name into that of "Anchor Cement Floor & Construction Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 13557-59)

Blaman Investments Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Blaman Investments Inc.", 1. reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 300 preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital thus reduced, the additional capital stock being divided into 500 class "B" preferred shares of $1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth consist of 1,000 shares without nominal or par value, 600 preferred shares of $100 each and 500 Class "B" preferred shares of $1 each, the amount with which the said company shall carry on its operations being fixed at not less than $11,050.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14972-60)

Boudreau & Ross Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour de février 1961, à la compagnie « Boudreau & Ross Ltée », modifiant les dispositions de ses lettres patentes en ce qui a trait aux privilèges attachés à ses actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 24e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 14972-60)

Boudreau & Ross Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 24th day of February, 1961, to the company "Boudreau & Ross Ltée", altering the provisions of its letters patent in such matters as concern the privileges attached to its preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10556-61)

Brown's Handling Services Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de février 1961, à la compagnie « Brown's Handling Services Corp. », 1o convertissant 620 de ses 700 actions ordinaires de $100 chacune en 620 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune; 2o convertissant 5 des 80 actions ordinaires restantes de $100 chacune en 5 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune; 3o subdivisant les 620 actions privilégiées classe « A » ci-haut mentionnées, de $100 chacune, en 6,200 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune; 4o subdivisant les 5 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune en 500 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de $70,000, divisé en 75 actions ordinaires de $100 chacune, 6,200 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune; 5o modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Daté du bureau du Procureur général, le 8e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10556-61)

Brown's Handling Services Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 8th day of February, 1961, to the company "Brown's Handling Services Corp.", 1. converting 620 of its 700 common shares of $100 each into 620 preferred class "A" shares of $100 each; 2. converting 5 of its 80 remaining common shares of $100 each into 5 preferred class "B" shares of $100 each; 3. subdividing 620 of its above-mentioned preferred class "A" shares of $100 each into 6,200 preferred class "A" shares of $10 each; 4. subdividing its 5 preferred class "B" shares of $100 each into 500 preferred class "B" shares of $1 each, so that, henceforth, the authorized share capital of said company will be $70,000, divided into 75 common shares of $100 each, 6,200 preferred class "A" shares of $10 each and into 500 preferred class "B" shares of $1 each; 5. altering the provisions of its letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 16692-59)

Canadian Alcolac Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 janvier 1961, à la compagnie « Canadian Alcolac Ltd. », modifiant et étendant les dispositions de ses lettres patentes, en ce qui regarde les termes et conditions attachés au transfert de ses actions.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 16692-59)

Canadian Alcolac Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of January, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Canadian Alcolac Ltd.", modifying and extending the provisions of its letters patent, with regard to the terms and conditions attaching to the transfer of its shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10290-61)

Chambly Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de février 1961, à la compagnie « Chambly Automobiles Inc. », qui modifient les dispositions de ses lettres patentes,

(A.G. 10290-61)

Chambly Automobiles Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of February, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Chambly Automobiles Inc.", modifying the provisions of its letters patent, with regard to the privileges,

relativement aux privilèges, avantages, restrictions et limites attachés à ses actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 15695-60)

Côte Vertu Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1960, à la compagnie « Côte Vertu Development Corp. », qui subdivisent et convertissent ses 300 actions privilégiées de $100 chacune en 150 actions privilégiées, sans droit de vote, de $100 chacune et 15,000 actions privilégiées, catégorie « A », avec droit de vote, de $1 chacune, de sorte qu'à l'avenir, le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 150 actions privilégiées, sans droit de vote, de $100 chacune et 15,000 actions privilégiées, catégorie « A », avec droit de vote, de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 30e jour de décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10252-61)

Denault Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 10e jour de janvier 1961, à la compagnie « Denault Limitée », 1o étendant ses pouvoirs; 2o augmentant son capital de $50,000 à $300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 12,500 actions communes de $20 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de $300,000, divisé en 15,000 actions communes de $20 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 10e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10252-61)

Denault Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de février 1961, à la compagnie « Denault Limitée », 1o étendant ses pouvoirs; 2o subdivisant et convertissant ses 15,000 actions ordinaires de $20 chacune en 45,000 actions participantes classe « A » de $5 chacune et en 15,000 actions classe « B » de $5 chacune; 3o augmentant son capital de $300,000 à $1,075,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 155,000 actions participantes classe « A » de $5 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de $1,075,000, divisé en 200,000 actions participantes classe « A » de $5 chacune et en 15,000 actions classe « B » de $5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

---

advantages, restrictions and limitations attaching to its preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15695-60)

Côte Vertu Development Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Côte Vertu Development Corp.", subdividing and converting its 300 preferred shares of $100 each into 150 non-voting preferred shares of $100 each and 15,000 class "A" voting preferred shares of $1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall, in the future, consist of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, 150 non-voting preferred shares of $100 each and 15,000 class "A" voting preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10252-61)

Denault Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 10th day of January, 1961, to the company "Denault Limitée", 1. extending its powers; 2. increasing its capital stock from $50,000 to $300,000, the additional capital stock being divided into 12,500 common shares of $20 each, so that the authorized capital stock of the said company shall be, in future, $300,000, divided into 15,000 common shares of $20 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10252-61)

Denault Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 20th day of February, 1961, to the company "Denault Limitée", 1. extending its powers; 2. subdividing and converting its 15,000 common shares of $20 each into 45,000 participating class "A" shares of $5 each and into 15,000 class "B" shares of $5 each; 3. increasing its capital stock from $300,000 to $1,075,000, the additional capital stock being divided into 155,000 participating class "A" shares of $5 each, so that the authorized capital stock of the said company shall be, in future, $1,075,000, divided into 200,000 participating class "A" shares of $5 each and into 15,000 class "B" shares of $5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

P.G. 11437-57)

Domrémy-Montréal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de décembre 1960, à la corporation « Domrémy Montréal Inc. », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 29 mai 1957, 1o changeant son nom en celui de « Domrémy-Montréal »; 2o étendant ses pouvoirs par l'augmentation du montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut posséder ladite corporation de $100,000 à $1,500,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 11437-57)

Domrémy-Montréal

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated December 30, 1960, to the corporation "Domrémy Montréal Inc.", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent of May 29, 1957, 1. changing its name into that of "Domrémy-Montréal"; 2. extending its powers by an increase in the amount to which are limited the immoveable property which the said corporation may own from $100,000 to $1,500,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10291-61)

Fonderie Gosselin Inc.
Gosselin Foundry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de février 1961, à la compagnie « Trottier Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 5 mai 1947, changeant son nom en celui de « Fonderie Gosselin Inc. — Gosselin Foundry Inc. ».

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10291-61)

Fonderie Gosselin Inc.
Gosselin Foundry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 17th day of February, 1961, to the company "Trottier Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of May 5, 1947, changing its name into that of "Fonderie Gosselin Inc.— Gosselin Foundry Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10903-61)

Gérard Pariseau & Compagnie, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-septième jour de février 1961, à la compagnie « Gérard Parizeau Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 février 1953, changeant son nom en celui de « Gérard Parizeau & Compagnie, Inc. ».

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10903-61)

Gérard Pariseau & Compagnie, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventeenth day of February, 1961, to the company "Gérard Parizeau Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of February 20, 1953, changing its name to "Gérard Parizeau & Compagnie, Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10771-61)

Greco Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatrième jour de février 1961, à la compagnie "Quebec Glassheat Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 mars 1952, changeant son nom en celui de « Greco Ltée ».

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatrième jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 10771-61)

Greco Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fourth day of February, 1961, to the company "Quebec Glassheat Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of March 6, 1952, changing its name into that of "Greco Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twentty-fourth day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10158-61)

Henry Jasen Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuvième jour de janvier 1961, à la compagnie « Henry Jasen Limited », qui augmentent son capital-actions de $40,000 à $200,000, le capital additionnel étant divisé en 1,600 actions privilégiées de $100 chacune, de sorte qu'à l'avenir, le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera de $200,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 1,800 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 14971-60)

Hilton Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de janvier 1961 à la compagnie « Hilton Realty Co. », qui étendent ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, ce 27e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 12580-60)

Hôpital Général Lasalle & Lasalla General Hospital

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de février 1961, à la corporation « Hôpital Général Lasalle & Lasalle General Hospital », modifiant ses pouvoirs et, en conséquence, les dispositions de ses lettres patentes du 11 septembre 1957.

Daté du bureau du Procureur général, le 27e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10084-61)

Hudson Hosiery (Rigaud) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 décembre 1960, à la compagnie « Hudson Hosiery (Rigaud) Limited », 1o convertissant et subdivisant 100 de ses 1,000 actions privilégiées de $100 chacune en 10,000 actions privilégiées de catégorie « B » de $1 chacune, de sorte que le capital action autorisé de ladite compagnie sera dorénavant de $200,000, divisé en 100 actions ordinaires de catégorie « A » de $100 chacune, 900 actions de catégorie « B » de $100 chacune, 900 actions privilégiées de $100 chacune et 10,000 actions privilégiées de catégorie « B » de $1 chacune; 2o augmentant le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10158-61)

Henry Jasen Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of January, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Henry Jasen Limited", increasing its capital stock from $40,000 to $200,000, the additional capital being divided into 1,600 preferred shares of $100 each, so that the authorized capital stock of the said Company shall, in the future, consist of $200,000, divided into 200 common shares of $100 each and 1,800 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14971-60)

Hilton Realty Co.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of January, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hilton Realty Co.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12580-60)

Hôpital Général Lasalle & Lasalla General Hospital

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 27th day of February, 1961, to the corporation "Hôpital Général Lasalle & Lasalle General Hospital", altering its powers, and, therefore, the provisions of its letters patent of September 11, 1957.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10084-61)

Hudson Hosiery (Rigaud) Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hudson Hosiery (Rigaud) Limited", 1. converting and subdividing 100 of its 1,000 preferred shares of $100 each into 10,000 class "B" preferred shares of $1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth consist of $200,000, divided into 100 class "A" common shares of $100 each, 900 class "B" shares of $100 each, 900 preferred shares of $100 each and 10,000 class "B" preferred shares of $1 each; 2. increasing the number of its directors from 3 to 4.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15704-60)

Imperial Theatre Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 décembre 1960, à la compagnie « Imperial Theatre Limited », 1o consolidant ses 19,800 actions ordinaires de $5 chacune et 1,980 actions ordinaires de $50 chacune 2o augmentant son capital de $99,000 à $100,980, le capital actions additionnel étant divisé en 1,980 actions privilégiées de $1 chacuue, de sorte que le capital actions autorisé de ladite compagnie sera dorénavant de $100,980, divisé en 1,980 actions ordinaires de $50 chacune et 1,980 actions privilégiées de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 15704-60)

Imperial Theatre Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Imperial Theatre Limited", 1. consolidating its 19,800 common shares of $5 each into 1,980 common shares of $50 each; 2. increasing its capital from $99,000 to $100,980, the additional capital stock being divided into 1,980 preferred shares of $1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall, in the future, consist of $100,980, divided into 1,980 common shares of $50 each and 1,980 preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15549-60)

Industrial Materials Supply Company Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de février 1961, à la compagnie « Industrial Materials Supply Company Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes reltivement aux conditions attachées à ses actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, ce 28e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 15549-60)

Industrial Materials Supply Company Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Industrial Materials Supply Company Ltd.", modifying the provisions of its letters patent with regard to the conditions attaching to its preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15275-60)

La Fleur de Lis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de décembre 1960 à la compagnie « La Fleur de Lis Inc. » 1o convertissant 750 de ses 1,000 actions privilégiées de $10 chacune en 750 actions privilégiées, catégorie « A », de $10 chacune; 2o convertissant et subdivisant les 250 actions privilégiées restantes de $10 chacune en 2,500 actions privilégiées, catégorie « B », de $1 chacune, de sorte qu'à l'avenir, le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera de $25,000 divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune, 750 actions privilégiées, catégorie « A », de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées, catéogire « B », de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2e jour de décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 15275-60)

La Fleur de Lis Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Fleur de Lis Inc.", 1. converting 750 its of 1,000 preferred shares of $10 each into 750 class "A" "A" preferred shares of $10 each; 2. converting and subdividing the 250 remaining preferred shares of $10 each into 2,500 class "B" preferred shares of $1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall, in the future, consist of $25,000, divided into 1,500 common shares of $10 each, 750 class "A" preferred shares of $10 each and 2,500 class "B" preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15548-60)

Lafontaine Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 février 1961, à la compagnie « Lafontaine Automobiles Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes en ce

(A.G. 15548-60)

Lafontaine Automobiles Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lafontaine Automobiles Inc.", modifying the provisions of its letters patent with regard to the

qui regarde les conditions attachées à ses actions privilégiées.

Daté au bureau du Procureur général, le 28 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10892-61)

Latimer Motors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 février 1961, à la compagnie « Latimer Motors Verdun Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26 mars 1959, 1o changeant son nom en celui de « Latimer Motors Limited »; 2o réduisant son capital actions de $30,000 à $6,000, le capital actions annulé étant divisé en 2,400 actions ordinaires de $10 chacune; 3o augmentant son capital ainsi réduit de $6,000 à $506,000, le capital actions additionel étant divisé en 500,000 actions privilégiées de $1 chacune, de sorte que le capital actions autorisé de ladite compagnie sera dorénavant de $506,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune et 500,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 15558-60)

Le Service Social du Diocèse de Chicoutimi

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour de février 1961, à la corporation « Le Service Social de l'Enfance de Chicoutimi », constituée en vertu de la troisième partie de ladite loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 12 janvier 1949, 1o changeant son nom en celui de « Le Service Social du Diocèse de Chicoutimi »; 2o étendant ses pouvoirs par l'augmentation du montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut posséder ladite corporation de $100,000 à $200,000.

Daté du bureau du Prpcureur général, le 9e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15910-59)

Les Placements du Vallon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de décembre 1960, à la compagnie « Les Placements du Vallon Inc. », augmentant son capital de $100,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de $200,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 1,800 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

conditions attaching to its preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10892-61)

Latimer Motors Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of February, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Latimer Motors Verdun Ltd.", incorporated in virtue of the said Part 1 of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 26th day of March, 1959, 1. changing its name to that of "Latimer Motors Limited"; 2. reducing its capital stock from $30,000 to $6,000, the capital stock annulled being divided into 2,400 common shares of $10 each; 3. increasing its capital thus reduced from $6,000 to $506,000, the additional capital stock being divided into 500,000 preferred shares of $1 each, so that the authorized capital stock of the said Company shall henceforth consist of $506,000, divided into 600 common shares of $10 each and 500,000 preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15558-60)

Le Service Social du Diocèse de Chicoutimi

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 9th day of February, 1961, to the corporation "Le Service Social de l'Enfance de Chicoutimi", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent of January 12, 1949, 1. changing its name into that of "Le Service Social du Diocèse de Chicoutimi"; 2. extending its powers by the increase of the amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited from $100,000 to $200,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15910-59)

Les Placements du Vallon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 30th day of December, 1960, to the company "Les Placements du Vallon Inc.", increasing its capital stock from $100,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 100 common shares of $100 each and into 900 preferred shares of $100 each, so that the authorized capital stock of the said company shall be, in future, $200,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 1,800 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10078-61)

Le Théâtre Rialto Limitée
Rialto Theatre Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 décembre 1960, à la compagnie « Le Théâtre Rialto Limitée — Rialto Theatre Co. Ltd. », 1o réduisant son capital actions de $50,000 à $10,000, le capital actions annulé étant divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune; 2o augmentant le capital ainsi réduit de $10,000 à $10,100, le capital additionnel étant divisé en 100 actions privilégiées de $1 chacune; 3o modifiant les dispositions de ses lettres patentes en ce qui regarde le nombre de ses directeurs.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10688-61)

Marc Rousseau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de février 1961, à la compagnie « Marc Rousseau & Frère Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 31 août 1954, changeant son nom en celui de « Marc Rousseau Ltée ».

Daté du bureau du Procureur général, le 8e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 12450-60)

Maurice Vaillancourt Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de février 1961, à la compagnie « Maurice Vaillancourt Ltée », 1. convertissant 4,000 de ses 9,000 actions ordinaires de $10 chacune en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune; 2. modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de $100,000, divisé en 5,000 actions communes de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 8e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 13305-60)

Miad Stone (Trois-Rivières) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de janvier 1961, à la compagnie « Miad Stone (Trois-Rivières) Ltée », modifiant les dispositions de ses lettres patentes, en ce qui a trait aux privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées.

(A.G. 10078-61)

Le Théâtre Rialto Limitée
Rialto Theatre Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Le Théâtre Rialto Limitée — Rialto Theatre Co. Ltd.", 1. reducing its capital stock from $50,000 to $10,000, the capital stock annulled being divided into 400 common shares of $100 each; 2. increasing its capital thus reduced from $10,000 to $10,100, the additional capital stock being divided into 100 preferred shares of $1 each; 3. modifying the provisions of its letters patent with regard to the number of its directors.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of December, 1960.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10688-61)

Marc Rousseau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 8th day of February, 1961, to the company "Marc Rousseau & Frère Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of August 31, 1954, changing its name to "Marc Rousseau Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12450-60)

Maurice Vaillancourt Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February 8, 1961, to the company "Maurice Vaillancourt Ltée", 1. converting 4,000 of its 9,000 common shares of $10 each into 4,000 preferred shares of $10 each; 2. amending the privileges and restrictions attached to its privileges, so that the authorized capital shares of the said company shall be, in future, $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 5,000 preferred shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 13305-60)

Miad Stone (Trois-Rivières) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January 30th, 1961, to the company "Miad Stone (Trois-Rivières) Ltée", amending the provisions of its letters patent in that which deals with the privileges and restrictions attached to the preferred shares.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10086-61)

Milner Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 décembre 1960, à la compagnie « Milner Inc. », 1o subdivisant et convertissant 50 de ses 900 actions privilégiées de $100 chacune en 5,000 actions privilégiées de catégorie « B » de $1 chacune, de sorte que le capital actions autorisé de ladite compagnie sera dorénavant de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 850 actions privilégiées de $100 chacune et 5,000 actions privilégiées de catégorie « B » de $1 chacune; 2o augmentant le nombre des directeurs de 3 à 4.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10671-61)

Morin Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour de mars 1961, à la compagnie « E. Morin & Frères Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 mai 1954, changeant son nom en celui de « Morin Incorporé ».

Daté du bureau du Procureur général, le 3e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10889-61)

Perimo Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de février 1961, à la compagnie « Keable Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 31 juillet 1958, changeant son nom en celui de « Perimo Construction Inc. ».

Daté du bureau du Procureur général, le 13e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 13054-59)

Phénix Finance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour de mars 1961, à la compagnie « Phénix Finance Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes par l'abrogation des clauses relatives au transfert des actions et au nombre des actionnaires.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10086-61)

Milner Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Milner Inc.", 1. subdividing and converting 50 of its 900 preferred shares of $100 each into 5,000 class "B" preferred shares of $1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall, in the future, consist of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 850 preferred shares of $100 each and 5,000 class "B" preferred shares of $1 each; 2. increasing the number of directors from 3 to 4.

Given at the office of the Attorney General, this 23rd day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10671-61)

Morin Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 3rd day of March, 1961, to the company « E. Morin & Frères Ltée », incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of May 6, 1954, changing its name to "Morin Incorporé".

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10889-61)

Perimo Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 13th day of Debruary, 1961, to the company "Keable Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of July 31, 1958, changing its name to "Perimo Construction Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 13054-59)

Phénix Finance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 1st day of March, 1961, to the company "Phénix Finance Inc.", amending the provisions of its letters patent by the abrogation of the clauses relative to the transfer of shares and in the number of its shareholders.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 14281-60)

Porlier Transports Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour de février 1961, à la compagnie « Porlier Transports Limitée », 1o qui convertissent 590 de ses 1,000 actions ordinaires de $1 chacune en 590 actions, catégorie « A », de $1 chacune; 2o qui augmentent son capital de $301,000 à $301,590, le capital-actions additionnel étant divisé en 590 actions ordinaires de $1 chacune, de sorte qu'à l'avenir, le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera de $301,590, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 590 actions, catégorie « A » de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10893-61)

Potier Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-septième jour de février 1961, à la compagnie « Potier & Frères Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 24 janvier 1958, changeant son nom en celui de « Potier Frères Ltée ».

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15702-60)

Quebec Candy Bar Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf décembre 1960, à la compagnie « Quebec Candy Bar Limited », 1o réduisant son capital de $10,000 à $2,000, le capital actions annulé étant divisé en 80 actions ordinaires de $100 chacune; 2o augmentant son capital ainsi réduit de $2,000 à $2,020, le capital actions additionnel étant divisé en 20 actions privilégiées de $1 chacune, de sorte que le capital actions autorisé de ladite compagnie sera dorénavant de $2,020, divisé en 20 actions ordinaires de $100 chacune et 20 actions privilégiées de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10087-61)

Rivershore Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14281-60)

Porlier Transports Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of February, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Porlier Transports Limitée", 1. converting 590 of its 1,000 common shares of $1 each into 590 Class "A" shares of $1 each; 2. increasing its capital from $301,000 to $310,590, the additional capital stock being divided into 590 common shares of $1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth consist of $301,590, divided into 1,000 common shares of $1 each, 590 Class "A" shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10893-61)

Potier Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of February, 1961, to the company "Potier & Frères Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of January 24 1958, changing its name to "Potier Frères Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15702-60)

Quebec Candy Bar Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Quebec Candy Bar Limited", 1. reducing its capital from $10,000 to $2,000, the capital stock annulled being divided into 80 common shares of $100 each; 2. increasing its capital thus reduced from $2,000 to $2,020, the additional capital stock being divided into 20 preferred shares of $1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth consist of $2,020, divided into 20 common shares of $100 each and 20 preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1960.

P. FRENETTE,
57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10087-61)

Rivershore Investments Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary let-

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 décembre 1960, à la compagnie « Rivershore Investments Ltd. », augmentant son capital de $30,000 à $40,000, le capital actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de catégorie « B » de $1 chacune, de sorte que le capital actions autorisé de ladite compagnie sera dorénavant de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune, 150 actions privilégiées de $100 chacune et 10,000 actions privilégiées de catégorie « B » de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10902-61)

R.M.G. Ltée — R.M.G. Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de février 1961, à la compagnie « R.M.G. Ltée — R.M.G. Ltd », modifiant et étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15328-60)

St. Maurice Transport Company
La Compagnie de Transport St-Maurice

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de février 1961, à la compagnie « St. Maurice Transport Company — La Compagnie de Transport St-Maurice », augmentant son capital de $500,000 à $750,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 25,000 actions privilégiées de $10 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de $750,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10887-61)

St. Sauveur du Lac Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de février 1961, à la compagnie « St. Sauveur Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 14e jour d'août 1957, qui changent son nom en celui de « St. Sauveur du Lac Holdings Ltd. ».

Daté du bureau du Procureur général, ce 13e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

ters patent, bearing date the 29th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Rivershore Investments Ltd.", increasing its capital from $30,000 to $40,000, the additional capital stock being divided into 10,000 class "B" preferred shares of $1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall, in the future, consist of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each, 150 preferred shares of $100 each and 10,000 class "B" preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10902-61)

R.M.G. Ltée — R.M.G. Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 20th day of February, 1961, to the company "R.M.G. Ltée — R.M.G. Ltd", altering and extenting its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15328-60)

St. Maurice Transport Company
La Compagnie de Transport St-Maurice

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February, 22nd, 1961, to the company "St. Maurice Transport Company — La Compagnie de Transport St-Maurice", increasing its capital stock from $500,000 to $750,000 the additional capital stock being divided into 25,000 preferred shares of $10 each, so that the authorized capital stock of the said company shall be, in future, $750,000, divided into 100,000 common shares of $5 each and into 25,000 preferred shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10887-61)

St. Sauveur du Lac Holdings Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of February, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "St. Sauveur Holdings Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 14th day of August, 1957, changing its name to that of "St. Sauveur du Lac Holdings Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 13575-59)

Sherdex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1960 à la compagnie « Sherdex Inc. », qui convertissent 500 de ses 5,400 actions privilégiées de $10 chacune en 5,000 actions privilégiées, catégorie « B », de $1 chacune, de sorte qu'à l'avenir, le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune, 4,900 actions privilégiées de $10 chacune et 5,000 actions privilégiées, catégorie « B », de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 23e jour de décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10890-61)

The Quebec Forest Industries Association, Limited
L'Association des Industries Forestières du Québec, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de février 1961, à la compagnie « The Quebec Forest Industries Association, Limited », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 11e jour de janvier 1924, qui changent son nom en celui de « The Quebec Forest Industries Association, Limited — L'Association des Industries Forestières du Québec, Limitée ».

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(P.G. 10103-61)

The Valley Shoe Company Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour de mars 1961, à la compagnie « The Valley Shoe Company Incorporated », subdivisant ses 499 actions ordinaires de $100 chacune en 49,900 actions ordinaires de $1 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de $331,300, divisé en 49,900 actions ordinaires de $1 chacune et en 11,256 actions privilégiées de $25 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 3e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 10645-61)

Top Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de février 1961,

(A.G. 13575-59)

Sherdex Inc.

Notice is hereby given that, under Part 1 of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sherdex Inc.", converting 500 of its 5,400 preferred shares of $10 each into 5,000 Class "B" preferred shares of $1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall, in the future, consist of $60,000, divided into 600 common shares of $10 each, 4,900 preferred shares of $10 each and 5,000 Class "B" preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10890-61)

The Quebec Forest Industries Association, Limited
L'Association des Industries Forestières du Québec, Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of February, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Quebec Forest Industries Association, Limited", incorporated in virtue of Part III of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 11th day of January, 1924, changing its name to that of "The Quebec Forest Industries Association, Limited — L'Association des Industries Forestières du Québec, Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10103-61)

The Valley Shoe Company Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March 3rd, 1961, to the company "The Valley Shoe Company Incorporated", subdividing its 499 common shares of $100 each into 49,900 common shares of $1, so that the authorized capital stock of the said company shall be, in future, $331,300, divided into 49,900 common shares of $1 each and into 11,256 preferred shares of $25 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10645-61)

Top Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 21st day of February, 1961, to the company

à la compagnie « Top Furniture Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

"Top Furniture Ltd.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10471-61)

Young Israel of Laval

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er février 1961, à la corporation « Jewish Congregation of St. Martin », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17 octobre 1958, 1o changeant son nom en celui de « Young Israel of Laval »; 2o modifiant les dispositions de ses lettres patentes, en amendant et étendant ses pouvoirs et en augmentant la valeur de la propriété immobilière que ladite corporation peut posséder, de $100,000 à $1,000,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274 P. FRENETTE.

(A.G. 10471-61)

Young Israel of Laval

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of February, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "Jewish Congregation of St. Martin", a corporation incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated the 17th day of October, 1958, 1. changing its name to that of "Young Israel of Laval"; 2. modifying the provisions of its letters patent, by amending and extending its powers and by increasing the value of immoveable property which the said corporation may hold, from $100,000 to $1,000,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57274-o *Assistant Deputy Attorney General.*

Ventes pour taxes

Ville de Duparquet

Aux contribuables de la susdite municipalité:

Avis public est par la présente donné par le soussigné, Bertrand Blais, greffier de la susdite municipalité. Le conseil de la ville de Duparquet, par une résolution en date du 16 mars 1961, a ordonné au soussigné, conformément à l'article 549 et suivants de la loi des Cités et Villes de vendre les immeubles ci-dessous décrits, avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances, pour satisfaire au paiement des arrérage de taxes dues à la ville de Duparquet, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la Salle du Conseil, Hôtel de Ville, Duparquet, P.Q., MARDI, le NEUF (9) MAI 1961 à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquelles les taxes municipales devenues exigibles le ou avant le quinze (15) mars 1961 auront été payées avant le moment de la vente.

Sales for Taxes

Town of Duparquet

To the ratepayers of the aforesaid municipality:

Public notice is hereby given by the undersigned, Bertrand Blais, town clerk of the aforesaid municipality, that the town council of Duparquet, by a resolution dated March 16, 1961, have ordered the undersigned pursuant to the provision of article 549 and the following, of the Cities and Towns Act, to sell the immoveables herein below described, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependancies, to satisfy for payment in arrears of taxes due to the town of Duparquet, with interests and costs and that consequently the said immoveables shall be sold by public auction in the Council Hall, Town Hall, Duparquet, P.Q., TUESDAY, MAY NINTH (9), 1961, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

However there shall be excluded from sale, those immoveables whereon the municipal taxes falling due on or before March 15 1961, shall have been paid before the sale.

Noms — Names	Numéro du Cadastre — Cadastral number	Taxes Munic. — Munic. taxes	Taxes Scol. — School taxes	Intérêts et frais — Interest and cost	Total
Beattie Duquesne-Mines Ltd.	2-35	$ 13.50	$ 7.50	$ 2.05	$ 23.05
"	2-109	22.50	12.50	3.76	38.76
"	2-133	13.50	7.50	2.15	23.15
"	5-2	31.50	17.50	4.79	53.79
"	5-3	79.98	64.50	12.24	156.72
"	5-8	30.08	30.40	6.73	67.21
"	5-9	28.26	28.30	6.24	62.80
"	5-10	29.11	29.28	6.45	64.84
"	5-16	51.15	41.25	8.35	100.75
"	5-17	3.60	10.30	0.93	14.83
"	5-18	52.94	42.94	8.18	104.06
"	5-19	52.24	42.13	8.00	102.37
"	5-21	65.25	52.62	9.99	127.86
"	5-22	31.16	30.57	6.65	68.38
"	5-27	58.28	47.00	8.92	114.20
"	5-36	66.79	53.86	10.24	130.89

Noms — Names	Numéro du Cadastre — Cadastral number	Taxes Munic. — Munic. taxes	Taxes Scol. — School taxes	Intérêts et frais — Interest and cost	Total
Beattie Duquesne-Mines Ltd.	5-37	$ 66.65	$ 53.75	$ 10.22	$ 130.62
"	5-38	54.42	49.81	9.22	113.45
"	5-39	64.17	47.02	9.12	120.31
"	5-40	67.41	54.36	10.33	132.10
"	5-41	105.71	85.25	16.19	207.15
"	5-43	27.74	27.70	6.08	61.52
"	5-44	56.73	45.75	8.70	111.18
"	5-45	62.00	50.00	9.50	121.50
"	5-46	63.24	51.00	9.69	123.93
"	4-48	51.01	41.14	7.81	99.96
"	5-49	49.43	39.86	7.75	96.86
"	5-50	57.89	47.14	9.01	114.04
"	5-51	58.60	47.80	10.17	116.57
"	134	52.70	42.50	8.06	103.26
"	135	52.50	42.50	8.06	103.26
"	136	55.49	44.75	8.51	108.75
"	139	53.78	43.36	8.24	105.38
"	140	61.21	49.39	9.28	119.88
"	141	64.03	51.61	9.81	125.45
"	142	57.66	46.50	8.84	113.00
"	6-39	31.50	17.50	4.84	53.84
"	6-44	11.25	6.25	1.71	19.21
"	6-45	11.25	6.25	1.71	19.21
"	6-47	11.25	6.25	1.71	19.21
"	6-57	15.75	8.75	2.42	26.92
"	6-432	12.40	10.00	1.90	24.30
"	Lac	47.92	39.03	7.48	94.43
"	Bloc-Block 1-2	1.86	1.50	0.27	3.63
"	1-7	15.50	12.50	2.41	30.41
"	1-8	18.60	15.00	2.85	36.45
"	Tramway	0.80	0.65	0.10	1.55
"	6-24	11.25	6.25	1.72	19.22
"	6-25	11.25	6.25	1.72	19.22
"	6-27	21.51	16.25	2.87	40.63
"	6-28	18.60	15.00	2.85	36.45
"	6-29	13.95	11.25	2.15	27.35
"	6-30	18.60	15.00	2.85	36.45
"	6-435	17.05	13.75	2.62	33.42
"	6-431	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-430	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-429	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-428	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-427	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-426	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-425	15.75	3.50	1.63	20.88
"	6-424	15.75	3.50	1.63	20.88
"	6-422	10.85	8.75	1.68	21.28
"	6-421	10.85	8.75	1.68	21.28
"	6-420	10.85	8.75	1.68	21.28
"	6-419	10.85	8.75	1.68	21.28
"	6-418	10.85	8.75	1.68	21.28
"	6-417	10.85	8.75	1.68	21.28
"	6-416	13.95	11.25	2.16	27.36
"	6-415	13.96	11.25	2.16	27.36
"	6-440	12.85	10.00	1.90	24.75
"	6-441	12.85	10.00	1.90	24.75
"	6-445	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-447	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-448	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-449	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-450	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-452	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-454	15.50	12.50	2.36	30.36
"	6-455	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-456	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-457	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-458	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-459	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-460	12.40	10.00	1.90	24.30
"	6-461	$ 12.40	$ 10.00	$ 1.90	24.30
"	6-462	12.40	5.13	1.17	18.70
"	6-463	12.40	4.00	1.00	17.40
"	6-464	12.40	4.00	1.00	17.40
"	6-465	12.40	4.00	1.00	17.40
"	6-466	12.40	4.00	1.00	17.40
"	2-37	6.20	2.00	0.50	8.70
"	Curling Block 1	.....	10.00	0.75	10.75
"	Dorchester Block 1	.....	458.97	56.86	515.83
"	Houses inside gate plus Golf Block 1	.....	1,139.64	136.76	1,276.40
"	Charter: Plant Bigds Block 1	9,675.35	7,733.13	1,196.08	18,604.56
Moffa Const. Succ.-Estate	2-14	63.93	89.40	30.19	183.52
"	2-128	40.77	44.30	17.09	102.16
Jacques Paul, Mme-Mrs	6-7	278.78	104.55	30.62	413.95
Sarich Jos.	6-32	31.50	28.00	6.89	66.39
Pettigrew Leonard, Succ.-Estate.	6-34	176.39	56.90	14.28	247.57
"	6-35	21.70	7.00	1.79	30.49
Macameau, Alfred	6-476	18.60	15.00	2.40	36.00
"	6-477	82.16	7.00	16.83	105.99
"	6-478	18.60	15.00	2.40	36.00
Sarich, John	6-141	16.43	13.25	2.52	32.20
Lacasse, Michel	9½ Ouest-West, r. 7	.....	32.24	4.04	36.36

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, s'il y a lieu, sujette aux conditions des beaux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun des immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Duparquet, P.Q. ce trentième jour de mars mil neuf cent soixante et un.

Le Greffier,
BERTRAND BLAIS.

57241-15-2-o

The sale of the above described immoveables is made, as the case may be subject to the conditions of emphyteotic leases which may effect the said immoveables.

The purchase price of each of the said immoveables, will be payable immediately.

Given at Duparquet, P.Q. this thirtieth day of March one thousand nine hundred and sixty one.

BERTRAND BLAIS,
Town Clerk.

57241-15-2-o

Cité de Sainte-Foy

Avis public est, par la présente, donné par le soussigné, greffier de la susdite municipalité, que le conseil de la cité de Sainte-Foy, par une résolution portant le numéro 9846 en date du 27 mars 1961, a ordonné au soussigné, conformément à l'article 549 et suivants de la Loi des cités et villes, de vendre les immeubles, ci-dessous décrits, avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances s'il y en a, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la cité de Sainte-Foy, avec intérêts et frais subséquemment encourus ou qui pourraient être encourus, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public au bureau du greffier de l'Hôtel-de-Ville, 200 Route de l'Église, Sainte-Foy, MERCREDI, le DIX (10) MAI mil neuf cent soixante et un (1961), à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales, frais et intérêts sous-mentionnés ou à être encourus auront été payés avant le moment de la vente.

La Commission municipale de Québec, par une décision en date du 29 mars 1961, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, Statuts refondus 1941, chapitre 233.

City of Sainte-Foy

Public notice is hereby given by the undersigned, city clerk of the above mentioned municipality, that the Council of the City of Sainte-Foy, by a resolution bearing the number 9846 under date March 27, 1961, has ordered the undersigned to sell the immoveables hereinafter described with all the buildings thereon constructed, dependencies and circumstances, if any, pursuant to section 549 and those following of the Cities of Sainte-Foy, with interest and costs incurred or which may be incurred, and that, therefore, the said immoveables will be sold by public auction in the city clerk's office, City Hall, 200 Route de l'Église, Sainte-Foy, on WEDNESDAY, the TENTH (10) day of MAY, one thousand nine hundred and sixty-one (1961) at TEN (10) o'clock in the forenoon.

However, the immoveables on which the above-mentioned municipal taxes, costs and interests or those to be incurred will have been paid before the sale will be excluded from the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated 29th of March, 1961, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the jurisdiction of the Cities and Towns Act, section 550, Revised Statutes 1941, chapter 233.

Année — Year	Noms — Names	Lots — Lots	Montants — Amounts	Intérêts — Interests
1959	Couillard F & R	285 N.S.	$61.35	$ 2.20
1960	Couillard Ent.	282-4-22		
		284-29	3.45	.07
1960	Couillard Ent.	285-2		
		285-11		
		282-4-26	3.45	.07
1960	Couillard Ent.	284-30		
		285-3	3.45	.07
1960	Couillard Ent.	285-16	3.45	.07
1960	Ghis. Roger R.	284-37		
		285-37	8.85	.18
1960	Kelly Douglas	285-29	3.45	.07
1960	Maikapar Cyrille	285-31	3.45	.07
1960	Couillard F & R	285-30	3.45	.07
1960	Couillard F & R	285-32		
		286-31	4.05	.09
1960	Couillard F & R	284-28		
		285-28	3.45	.07
1960	Couillard F & R	284-31		
		285-4	3.45	.07
1960	Couillard F & R	284-32		
		285-5	3.45	.07
1960	Couillard F & R	284-33		
		285-6	3.45	.07
1960	Couillard F & R	284-34		
		285-7	3.45	.07
1960	Couillard F & R	284-35		
		285-8	3.45	.07
1960	Couillard F & R	284-36		
		285-9	4.05	.08
1960	Couillard F & R	285-12	3.45	.07
1960	Couillard F & R	285-13	3.45	.07
1960	Couillard F & R	285-14	3.45	.07
1960	Couillard F & R	285-15	3.45	.07
1960	Couillard F & R	285-17	3.45	.07
1960	Couillard F & R	285-18	4.05	.08

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy.

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, s'il y a lieu, sujette aux charges pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun des immeubles sera payé comptant.

Donné en la cité de Sainte-Foy, ce trentième (30e) jour de mars mil neuf cent soixante et un.

Le Greffier de la Cité,
57135-14-2-o NOËL PERRON, avocat.

The above-mentioned immoveables are all in the cadastre of the parish of Sainte-Foy.

The sale of immoveables described in the present notice is made, if deemed necessary, subject to other charges which may effect said immoveables.

The adjudication price of each of the immoveables must be paid in cash.

Given at Sainte-Foy, this thirtieth (30th) day of March, one thousand nine hundred and sixty-one (1961).

NOËL PERRON, lawyer,
57135-14-2-o *City clerk.*

Cité de Jacques-Cartier

Avis est par la présente donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 11e jour d'avril 1961, a ordonné au soussigné conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Corporation de la Cité de Jacques-Cartier et/ou la Commission des écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil, à l'Hôtel de Ville, à Jacques-Cartier, le DOUZIÈME jour de MAI 1961, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales de l'année 1959 et des années antérieures et les taxes scolaires au 30 juin 1960 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas $1,000.

City of Jacques-Cartier

Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order in Council dated the 11th day of April, 1961, has ordered the undersigned, in accordance with the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q. 1941, chapter 207), to sell the immoveables herebelow designed to satisfy for the payment of tax arrears due to the Corporation of the City of Jacques-Cartier and/or the Catholic School Commission of the city of Jacques-Cartier, with interests and costs, and that therefore, the said immoveables shall be sold by public auction in the Council Hall, at the Town Hall, at Jacques-Cartier, on the TWELFTH day of MAY, 1961, at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time.

However, there shall be excluded from the sale, the immoveables on which the municipal taxes for the year 1959 and previous years and the school taxes to June 30, 1960, shall have been paid before the time of the sale.

The sale of the described immoveables in the second section shall be final and without right of withdrawal, in conformity with the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immoveables being the vague lots of land and building lots of a municipal valuation not exceeding $1,000.

Vente d'immeubles 1961 pour non-paiement des taxes
Sale of immoveables 1961 for non-payment of taxes

PREMIÈRE SECTION
Immeubles sujets au droit de retrait d'un an

FIRST SECTION
Immoveables subject to right of withdrawal for one year

(Les lots ci-après décrits sont du cadastre officiel de la paroisse St-Antoine de Longueuil dans les limites de la cité de Jacques-Cartier.)
(The lots hereinafter described are in the official cadaster of the parish of St-Antoine de Longueuil within the limits of the city of Jacques-Cartier.)

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
1-8	M.-Mr. Réal St-Pierre, 2276A, Clark, Montréal, P.Q.	6 est-east, Ile Charron.
1-15	M.-Mrs. Kathleen Gauthier, 4856 Ontario Est-East, Montréal, P.Q.	12 est-east, Ile Charron.
1-70A	M.-Mr. Gérard Bonsaint, 9642 est-east, Notre-Dame, Montréal, P.Q.	44A, ouest-west, Ile Charron.
1-2019	M.-Mr. Arthur-John Small, au rôle-on the role: M.-Mrs. Percy Long-Exec., Collina Kings county-comté. N.B.	27-1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608.
1-5761A	M.-Mr. Lucien Robinson, 125 rue-street Arsène, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.	7-45.
2A-663	M.-Mr. Joseph Sabatino, 829 rue-street Bellerive, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.	61-2.
2A-666	M.-Mr. Joseph Sabatino, 829 rue-street Bellerive, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.	61-5.
2-1	M.-Mr. Joseph Sabatino, 829 rue-street Bellerive, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.	61-1.
2-2196	M.-Mr. Taylor Coates et-and Paddy Galkin, 190 boul-blvd. Quinn, Longueuil, P.Q.	

1o Une partie du lot 52 mesurant 4,643′ de profondeur dans sa ligne Nord-Est, 4,616′ de profondeur dans sa ligne Sud-Ouest par 292′ de largeur dans sa ligne Sud-Est et 347′ de largeur dans ligne Nord-Ouest; bornée au Nord-Est par partie du lot 52 appartenant à P. Baillargeon, au Sud-Est par une autre partie du lot 52 appartenant à P. Baillargeon, au Sud-Ouest par le lot 54 et au Nord-Ouest par le Chemin du Lac.

1o A part of lot 52 measuring 4,643′ in depth in its northeast line, 4,616′ in depth in its southwest line by 292′ in width in its southeast line and 347′ in width in its northwest line bounded on the northeast by part of lot 52 belonging to P. Baillargeon, on the southeast by another part of lot 52 belonging to P. Baillargeon, on the southwest, by lot 54 and on the northwest by the Lake Road.

2o Une autre partie du lot 52 mesurant 638′ de profondeur dans sa ligne Nord-Est; 636′ de profondeur dans sa ligne Sud-Ouest et 585′ dans sa ligne Nord-Ouest et bornée au Nord-Est par les lots 51-1 et 51-3, au Sud-Est par le Chemin du Lac, au Sud-Ouest par le lot 54 et au Nord-Ouest par le lot 9, à distraire de cette partie le lot 52-1.

2o Another part of lot 52 measuring 638′ in depth in its northeast line 636′ in depth in its southwest line and 585′ in its northwest line and bounded on the northeast by lots 51-1 and 51-3, on the southeast by the Lake Road, on the southwest by lot 54 and on the northwest by lot 9, to withdraw from this part lot 52-1.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
2-4411 2-4486	M.-Mr. Arthur Moore, 293 Laurier Ouest-West, Montréal, P.Q..... M.-Mrs. Ogden T. Davis et-and Marcel Therreault, B.P. boîte-P.O. Box 301, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	56-267, 266.

Du lot 56-381 et d'une partie du lot 56-384 mesurant 15′ de largeur sur 90′ de profondeur, bornée en front par la rue Bédard, en arrière par le lot 56-383, d'un côté par le lot 56-381 et de l'autre côté par le résidu du lot 56-384.

From lot 56-381 and one part of lot 56-384 measuring 15′ in width by 90′ in depth, bounded in front by Bédard Street, in rear, by lot 56-383, on one side by lot 56-381 and on the other side by the residue of lot 56-384.

2-4534A	M.-Mr. Jacques Villeneuve, 2362 rue-street Bédard, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.....	56-264, 261.
3-293	M.-Mr. Fabien Santoire, 1241 Victoria, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.....	138-304, 305.
3-466	Dame Hilda Kaminsky, Montréal, P.Q.....	140-37, 38.
3-608	M.-Mr. J. Fernand Couture, 423 rue-street Notre-Dame, Joliette, P.Q.	

De la partie Nord-Ouest du lot 139-45 mesurant 17′ de largeur par 90′ de profondeur, bornée vers le Nord-Est par la rue Gardenville, au Sud-Ouest par la partie du lot 139-40, au Nord-Ouest par la partie ci-après décrite du lot 139-46 et au Sud-Est par le résidu du lot 139-45; de la partie Sud-Est du lot 139-46 mesurant 16′ de largeur par 90′ de profondeur et bornée au Nord Est par la rue Gardenville, au Sud-Ouest par le lot 139-40, du côté Sud-Est par le lot 139-45 et du côté Nord-Ouest par le résidu dudit lot 139-46.

From the northwest part of lot 139-45 measuring 17′ in width by 90′ in depth bounded on the northeast by Gardenville Street, on the southwest, on the southwest by part of lot 139-40, on the northwest by the part hereinafter described of lot 139-46 and on the southeast by the residue of lot 139-45; from the southeast part of lot 139-46 measuring 16′ in width by 90′ in depth and bounded on the northeast by Gardenville Street, on the southwest by lot 139-40, on the southeast side by lot 139-45 and on the northwest side by the residue of the said lot 139-46.

3-666	M.-Mr. Antoine DesRosiers, 1079 rue-street Emma, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.....	140-224, 225.
3-814A	M.-Mr. Denis Paquet, 1581 rue-street Joliette, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.....	140-462, 463.
3-818B	M.-Mr. Lucien Payette, 1597 rue-street Joliette, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.....	140-466, 467.
3-920A	M.-Mr. Pierre Santeusaino, 1730 rue-street Joliette, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.....	140-672, 673.
3-1124	M.-Mr. Roger Dubuc, 1100 Harrison, Longueuil, P.Q. Au rôle-on the roll: M.-Mr. Arthur Gendron.....	140-741, 742, 743.
3-1124A	M.-Mr. Arthur Gendron, 1651 rue-street Westgate, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.....	141-255, 256, 257.
3-1145A	M.-Mr. Marcel Giroux, 1729 rue-street Westgate, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.....	140-762, 141-276.
3-1148A	M.-Mr. Raoul Pinard, 1092 Westgate, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.....	141-42, 43.
3-1262	M.-Mr. Philippe Rochefort, 1657 rue-street Dollard, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.....	141-320.
3-1375	M.-Mr. Roger Dubuc, 1100 Harrison, Longueuil, P.Q.	

Une partie du lot 142-272 et une partie du lot 316 mesurant 50′ de largeur par 112 pieds 3 pouces dans la ligne Nord-Ouest et 112 pieds 6 pouces dans la ligne Sud-Est, bornée au Nord-Est par partie des lots 155 et 316, au Sud-Est par partie des lots 142-272 et 316, au Sud-Ouest par le lot 142-231 (rue Hindland) et au Nord-Ouest par le lot 142-273.

A part of lot 142-272 and a part of lot 316 measuring 50′ in width by 112 feet 3 inches in the northwest line and 112 feet and 6 inches in the southeast line, bounded on the northeast by part of lots 155 and 316, on the southeast by part of lots 142-272 and 316, on the southwest by lot 142-231 (Hindland Street) and on the northwest by lot 142-273.

3-1391	M.-Mr. Roland Dupuis, 3400 rue-street Curatteau, Montréal, P.Q.

Des lots 142-269 et 270, de la partie Nord-Ouest du lot 142-268 mesurant 5′ de largeur par 115 pieds 7 pouces de profondeur dans sa ligne Nord-Ouest et 115 pieds 8 pouces dans sa ligne Sud-Est et bornée en front par la rue Hindland, en arrière par partie du lot 155, d'un côté par le lot 142-269 et de l'autre côté par le résidu du lot 142-268.

From lots 142-269 and 270, on the northwest part of lot 142-268 measuring 5′ in width by 115 feet 7 inches in depth in its northwest line and 115 feet 8 inches in its south-east line and bounded in front by Hindland Street, in rear by part of lot 155, on one side by lot 142-269 and on the other side by the residue of lot 142-268.

3-1527A	M.-Mr. Roland Béland, 1674 Hindland, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.

P. 141 (L) mesurant 100′ en front sur la rue Hindland, 38′ dans sa ligne Nord-Ouest, 35′ 6″ dans sa ligne Sud-Est. Bornée au Nord-Est par la rue Hindland, au Sud-Est par une autre partie du lot 141, au Sud-Ouest par les lots 316-53, 54 et partie du lot 55, au Nord-Ouest par une autre partie du lot 141 (K).

Pt. 141 (L) measuring 100′ in front on Hindland Street, 38′ in its northwest line, 35′ 6″ in its southeast line. Bounded on the northeast by Hindland, on the southeast by another part of lot 141, on the southwest by lots 316-53, 54 and part of lot 55, on the northwest by another part of lot 141 (K).

3-1536A	M.-Mr. Maurice Charest, 803 rue-street Marquette, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.....	142-214.
3-1567	M.-Mr. Ambroise Frigault, 1071 rue-street Marquette, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	

Des lots 316-1, 2 et d'une lisière de terrain de 2′ de largeur par 66′ de profondeur, étant l'extrême partie Nord-Est du lot 316-3, bornée en front par la rue Marquette, en arrière par le lot 142-233, d'un côté par le résidu du lot 316-3 et de l'autre côté par le lot 316-2.

From Lots 316-1, 2 and a strip of land of 2′ in width by 66′ in depth, being the extreme northeast part of lot 316-3, bounded in front by Marquette Street, in rear by lot 142-233, on one side by the residue of lot 316-3 and on the other side by lot 316-2.

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
3-1583	Lucien Vincent Ltée., 408 Richard, Joliette, P.Q.	316-18, 19.
3-1643A	M.-Mr. Armour Giguère, 860 rue-street Marquette, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	142-164, 161.
3-1676	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 rue-street Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	142-83, 82.
3-1882A	M.-Mr. Marcel L'Heureux, 1190 rue-street Cartier, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	

Du lot 142-10 et d'une partie du lot 142-11, mesurant 10′ de largeur par 92′ de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, et bornée en front par la rue Cartier, en arrière par une partie du lot 143 originaire, d'un côté par 142-10 et de l'autre côté par le résidu 142-11.

From Lot 142-10 and of part of lot 142-11, measuring 10′ in width by 92′ in depth, English measure more or less, and bounded in front by Cartier Street, in rear by a part of original lot 143, on one side by 142-10 and on the other side by the residue 142-11.

3-2066	M.-Mr. Mytro Serduletz, 1205 Shearer, Montréal, P.Q.	143-559, 560.
3-2143A	M.-Mr. Georges Roy, 1546 rue St-Georges Street, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	

Des lots 143-763, 764, 762 à distraire cependant de ce dernier lot la partie vendue à Ruben L. Thibaudeau aux termes de l'acte 152-820.

From Lots 143-763, 764, 762, to withdraw, however, from this last lot the part sold to Ruben L. Thibodeau on the terms of deed 152-820.

3-2339	Home Mortgage & Acceptance Co., 414 St-Jacques Ouest-West, Montréal, P.Q.	143-407, 408.
3-2510	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 rue Guy Street, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	144-56, 57.
3-2867A	M.-Mr. Ovide Pazzi, 1129 Lafayette, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	146-660, 661.
3-2874A	M.-Mr. Armand Baron, 1155 rue Lafayette Street, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	146-667, 668.
3-2912	Mlle-Miss Françoise Patenaude, 1622 rue Lafayette Street, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	146-777, 778.
3-2941	Dame Emma Tousignant-Turcotte, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne, P.Q.	146-554, 555.
3-2965A	M.-Mr. Carmine Aloi, 1610 rue Lafayette Street, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	146-466, 467.
3-3360	M.-Mr. Marcel Mayer, Adresse inconnue-Address unknown	143-393, 394, 395.
3-3421	Lucien Vincent Ltée, 408 Richard, Joliette, P.Q.	

Du lot 143-254 à distraire cependant une lisière de 4′ de largeur par la profondeur et étant une partie Nord-Est de ce lot, bornée en front par la rue Albani, en arrière par une ruelle, côté Nord-Est par le lot 143-253, du côté Sud-Ouest par le résidu dudit lot 143-254.

From lot 143-254 to withdraw, however, a strip of 4′ in width by the depth and being a northeast part of this lot, bounded in front by Albani Street, in rear by a lane, northeast side by lot 143-253, on the southwest side by the residue of the said lot 143-254.

3-3600	M.-Mr. Raymond Meunier, 1469 rue Gardenville Street, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	139-89.
3-3688A	M.-Mr. Lionel Grothé, 1285 Boul. Ste-Foy Blvd, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	146-742, 743.
3-3951	Mlle-Miss Jeannette Beaudry, 3921 rue Dandurand Street, Montréal, P.Q.	

Du lot 141-344 et de la partie Nord-Est du lot141-345 mesurant 11.6′ de largeur par 88′ de profondeur, mesure anglaise, bornée en front par la rue Front, en arrière par une ruelle (141-339) d'un côté au Sud-Ouest par le résidu de 141-345 et de l'autre côté au Nord-Est par 141-344.

From lot 141-344 and from the northeast part of lot 141-345 measuring 11.6′ in width by 88′ in depth, English measure, bounded in front by Front Street, in rear, by a lane (141-339) on one side on the southwest by the residue of 141-345 and on the other side on the northeast by 141-344.

3-4038A	M.-Mr. Charles Edouard Lamothe, 1337 Front, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	

Des lots 146-461, 462, 147-484 et de la juste moitié du lot 146-460 mesurant 12′6″ de largeur par 92′ de profondeur, bornée en front par la rue Front, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot 146-461 et de l'autre côté par l'autre demie dudit lot 146-460.

From lots 146-461, 462, 147-484 and from the exact half of lot 146-460 measuring 12′6″ in width by 92′ in depth, bounded in front by Front Street, in rear by a lane, on one side by lot 146-461 and on the other side by the other half of the said lot 146-460.

3-4153A	MM.-Messrs. Julio Capilla & Juan Maliton, 164 Verchères, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	159-653, 654.
3-4406A	M.-Mr. Richmond Sénécal, 417 Bourget, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	160-406, 405.
3-4638	Montreal South Land Imp., Adresse inconnue-Address unknown	159-549.
3-4935	M.-Mr. Peter Cernak, St-Basile-le-Grand, P.Q.	159-1001, 1002.
4-329	Dame Emma Tousignant, veuve-widow of Charles-Edouard Manseau, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne, P.Q.	138-510, 511.
4-748	Dame Eléonard Lévesque-Dumais, 2280 Préfontaine, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q. (Dame Eléonard Lévesque étant l'épouse d'Henri Dumais-Being the wife of Henri Dumais).	

Des lots 140-977 et 976 à distraire de ce dernier la partie vendue à La Voirie Provinciale, appert acte 131 760.

From lots 140-977 and 976 to withdraw from the latter the part sold to the Provincial Roads Department, established in deed 131 760.

4-929	Lucien Vincent Ltée, 408 Richard, Joliette, P.Q.	140-877, 878-1.
4-1371	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	141-678, 679, 680.
4-1399A	M.-Mr. Roland Giroux, 2134 Dollard, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	

Une partie du lot 141 mesurant 68′ de largeur par 128′ de profondeur et bornée en front au Nord-Est par la rue Dollard, au Sud-Ouest par une ligne tirée parallèle à la rue Dollard à une distance de 128′ de celle-ci, au Sud-Est par une ligne tirée parrallèle à la rue Hubert à une distance de 534.5′ de celle-ci, au Nord-Ouest par une ligne tirée parallèle à la rue Hubert à une distance de 466.5′ de celle-ci.

A part of lot 141 measuring 68′ in width by 128′ in depth and bounded in front on the northeast by Dollard Street, on the southwest, by a line drawn parallel to Dollard Street for a distance of 128′ from the latter, on the southeast by a line drawn parallel to Hubert Street for a distance of 534.5′ from the latter, on the northwest, by a line drawn parallel to Hubert Street for a distance of 466.5′ from the latter.

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
4-1583	M.-Mr. Jean-Paul Dubuc, 2697 Marquette, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	
	D'une partie du lot originaire 316 (W), mesurant 60′ de largeur par 66′ de profondeur. Bornée au Nord-Ouest par le 316 (V), au Nord-Est par les lots 131-694 et 693 annulés, au Sud-Est par le 316 (X), au Sud-Ouest par la rue Marquette numéro 142-851.	From part of original lot 316 (W) measuring 60′ in width by 66′ in depth. Bounded on the northwest by 316 (V), to the northeast by the lots 131-694 and 693 cancelled, on the southeast by 316 (X), on the southwest by Marquette Street number 142-851.
4-1754A	M.-Mr. Ulysse Jodoin, 2096 Marquette, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.	142-666, 667, 668.
4-1765	Dame Emma Tousignant, veuve de-widow of Charles-Édouard Manseau, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne, P.Q.— Au rôle-on the roll: Dame Emma Tousignant-Turcotte.	142-677.
4-1882	Lucien Vincent Ltée, 408 Richard, Joliette, P.Q.	
	Du lot 142-504 et de la moitié Nord-Ouest du lot 142-505 mesurant 12.5′ de largeur par 97.5′ de profondeur et bornée en front par la rue Cartier, au Nord-Ouest par 142-504, au Nord-Est par une ruelle et au Sud-Est par le résidu du lot 142-505.	From lot 142-504 and from the northwest half of lot 142-505 measuring 12.5′ in width by 97.5′ in depth and bounded in front by Cartier Street, on the northwest by 142-504, on the northeast, by a lane and on the southeast, by the residue of lot 142-505.
4-2281	Dame Denise St-Georges, épouse de-wife of Fernand Daudelin, 2076 St-Georges, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.	143-1076, 1077.
4-2293A	M.-Mr. Roger Parent, 2131 St-Georges, cité de-city of Jacques-Cartier, P.Q.	
	Des lots 143-1088 et 1087 à distraire de ce dernier la partie vendue à Camille Brûlé, appert acte numéro 119 204.	From lots 143-1088 and 1087 to withdraw from the latter the part sold to Camille Brûlé, established in deed number 119 204
4-2460	M.-Mr. Joseph-Georges Gauthier, 2010 St-Georges, Cité de Jacques-Cartier, P.Q.	143-1034-1, 1035-1.
4-3102	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	144-944, 945.
4-3104	M.-Mr. Jean-Paul Morse, Junior, a/s-c/o M.-Mr. Jean-Paul Morse, Senior, St-Amable, Co. Verchères, P.Q.	144-948.
4-3105	M.-Mr. Henri-Léopold Guidi, Junior, a/s-c/o M.-Mr. Henri-Léopold Guidi, 130 Bourget, Montréal, P.Q.	144-949.
4-3132	M.-Mr. Irving Dubro, 4700 Bourette, Montréal, P.Q. & Melle-Miss Patricia Bernier, 3944 Grand Boulevard, Ville de-Town of Laflèche, P.Q.— Au rôle-On roll: Faculté Investment nc. & Gérard-L. Schneider (In Trust), 1255 Philip Square, Montréal, P.Q.	
	Du lot 144-204 et de la partie Sud-Est du lot 144-203 mesurant 8′ 6″ de largeur par 88′ de profondeur plus ou moins, bornée vers le Nord-Est par 144-201 (rue Sainte-Hélène), vers le Sud-Est par 144-204, vers le Sud-Ouest par 144-225 (ruelle), vers le Nord-Ouest par le résidu de 144-203.	From lot 144-204 and from the southeast part of lot 144-203 measuring 8′ 6″ in width by 88′ in depth, more or less, bounded on the northeast by 144-201 (Ste Hélène Street), on the southeast by 144-204, on the southwest by 144-225 (lane) on the northwest, by the residue of 144-203.
4-3537	M.-Mr. Roland Roy, 1114 Visitation, Montréal, P.Q.	145-508, 509.
4-3553A	M.-Mr. Lucien Gagné, 2256 Delorimier, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	145-657, 658.
4-3565	M.-Mr. Armand Bergeron, 2302 Delorimier, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	145-669, 670.
4-3617	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	145-1146, 1147.
4-3715	Samuel Sheiner, Albert Sheiner & Jack Sheiner, faisant affaires ensemble sous le nom de-carrying on business together under the name of Home Mortgage & Acceptance Co. Reg'd., 414 St-Jacques Ouest-West, Montréal, P.Q.	145-681, 682.
4-3781A	M.-Mr. Arnold Searles, 2687 Papineau, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	145-1172, 1173.
4-5585	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	138-501, 500.
4-5736	Dame Emma Tousignant, épouse de-wife of Lionel-J. Turcotte, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne, P.Q.	140-800, 801.
4-5738	Dame Emma Tousignant, épouse de-wife of Lionel-J. Turcotte, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne, P.Q.	140-802, 803.
4-5755A	Dame Denise Robert, épouse de-wife of Hermann Kable, 875 Première Rue-First Street, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	141-506, 507-1.
4-5960	M.-Mr. Alfred Morin, 1344 Curé-Poirier Ouest-West, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	147-564-1 et-and 2, 565-1 et-and 2.
4-6054	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	141-659-F
4-6196	M.-Mr. Albert Malo, adresse inconnue-address unknown	142-718, 719.
4-6234	Dame Emma Tousignant, épouse de-wife of Lionel Turcotte, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne, P.Q.	145-489, 490.
4-6609	Lucien Vincent Ltée, 408 Richard, Joliette, P.Q.	142-808, 809.
4-6617A	M.-Mr. Lionel Letellier, 1051 Boul. Nobert Blvd, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	142-846, 847.
4-6854	M.-Mr. Léonard Latreille, adresse inconnue-address unknown	143-1347, 1348.
5-88	Georges DuBerger Inc., 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	87-3.
5-800	M.-Mr. Ernest St-Cyr, adresse inconnue-address unknown — Au rôle-on roll: Lucien Vincent Ltée., 408 Richard, Joliette, P.Q.	
	Du Lot 91-118; une partie du lot 91-117 ayant 10′ de largeur sur la profondeur de ce lot; bornée en front à la rue Louise, d'un côté du lot 91-118; l'autre côté du lot 91-117 et en arrière à l'extrémité, du lot 91-117; une partie du lot 91-119 ayant 10′ de largeur sur la profondeur de ce lot, bornée en front à la rue Louise, d'un côté au lot 91-118 et de l'autre côté au résidu de 91-119 et en arrière à l'extrémité au lot 91-119.	From lot 91-118; a part of lot 91-117, having 10′ in width by the depth of this lot; bounded in front by Louise Street, on one side of the lot 91-118; the other side of lot 91-117 and in rear, at the extremity of lot 91-117; a part of lot 91-119 having 10′ in width on the depth of this lot, bounded in front by Louise Street, on one side by lot 91-118 and on the other side by the residue of 91-119 and in rear at the extremity of lot 91-119.

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
5-825	M.-Mr. Adolorato Ruscitti, 2110 Villeray, Montréal, P.Q.	91-303, 304, 305.
5-928	M.-Mr. J. Fernand Couture, 423 Notre-Dame, Joliette, P.Q.	

Des lots 91-343 et 91-342 à distraire de ce dernier lot la moitié Nord-Est vendue à J.-Aurèle Raymond, appert acte 171 213.

From lots 91-343 and 91-342 to withdraw from the latter lot the northeast half sold to J. Aurèle Raymond, established by deed 171 213.

5-1139	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2293 Chemin Chambly-Road, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	

Des lots 91-393, 92-325 et de la moitié Sud-Ouest des lots 91-394 et 92-326 lesquelles dites moitiés mesurant 15′ de largeur par 83′ de profondeur et sont bornées en front au Nord-Ouest par la rue King George, d'un côté au Nord-Est par le résidu des lots 91-394 et 92-326, en arrière au Sud-Est par le lot 92-339 et de l'autre côté au Sud-Ouest par les lots 91-393 et 92-325, l'ensemble de ces lots mesure 45′ de largeur par 83′ de profondeur.

From lots 91-393, 92-325 and the southwest half of lots 91-394 and 92-326 which said halves measure 15′ in width by 83′ in depth and are bounded in front on the northwest by King George Street, on one side on the northeast, by the residue of lots 91-394 and 92-326, in rear on the southeast, by lot 92-339 and on the other side on the southwest by lots 91-393 and 92-325, all these lots combined measure 45′ in width by 83′ in depth.

5-1216A	M.-Mr. Édouard Defoy, 369 Goyette, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	92-243, 244.
5-1275-1D	M.-Mr. Wilfrid Gagné, 86 Goyette, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	92-62, 63, 64, 65.
5-1379A	M.-Mr Hermas Rouillier, 89 Desmarchais, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	

Des lots 92-92, 93, 94, 95 à distraire cependant du lot 92-92 la partie vendue à Mlle Alma Banner, appert acte 133 310.

From lots 92-92, 93, 94, 95 to withdraw, however, from lot 92-92 the part sold to Miss Alma Banner, established by deed 133 310.

5-1491	Lucien Vincent Ltée., 408 Richard, Joliette, P.Q.	93-10, 11.
5-1522A	M.-Mr. Frank W. Wakefield, 398 Desmarchais, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	93-114, 115.
5-1608A	M.-Mr. Alfred Cadorette, 381 Paul, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	93-132, 133.
5-4421B	M.-Mr. Henry O'Neil, 2206 Lavallée, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	91-125, 126.
5-4771	Georges DuBerger, 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	

D'une partie du lot 87, désignée au rôle par P. 87 (B), mesurant 55 pieds 6 pouces de largeur par une profondeur moyenne de 125 pieds, bornée en front par le Chemin Chambly, en arrière par une autre partie du lot 87, d'un côté par la rue Benoît et de l'autre côté par une autre partie du lot 87.

From part of lot 87, designated on the roll by Pt. 87 (B), measuring 55 feet 6 inches in width by an average depth of 125 feet, bounded in front by the Chambly Road, in rear, by another part of lot 87, on one side, by Benoit Street and on the other side by another part of lot 87.

5-5125	M.-Mr. Arthur Tremblay, 8444 Ste-Claire, Montréal, P.Q.	133-842, 843.
5-5160A	M.-Mr. Alphonse Bergeron et-and Dame Roméa Chaput, son épouse-his wife, 2184 St-Alexandre, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	133-798.
5-5997	M.-Mr. Antonio Hébert, 122 Lapointe, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	130-79, 80.
5-6066	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	

Du lot 129-28 et de la moitié du lot 129-29 mesurant 15′ de largeur par 90′ de profondeur et bornée en front par la rue Jules-Roche, en arrière par 129-8, d'un côté par 129-28 et de l'autre côté par le résidu de 129-29.

From lot 129-28 and from the half of lot 129-29 measuring 15′ in width by 90′ in depth and bounded in front by Jules-Roche Street, in rear by 129-8, on one side by 129-28 and on the other side by the residue of 129-29.

5-6082	M.-Mr. Jacques Hamel, 67 Théberge, Terrebonne, P.Q.	

De la moitié du lot numéro onze du lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision officielle du cadastre cent vingt-neuf (129-11 moitié) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse St-Antoine de Longueuil. Mesurant 15 pieds de largeur sur 84 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front par ladite rue Beaubien, en arrière par le lot numéro 129-26 des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par le lot 129-12 et de l'autre côté par le résidu du dit lot 129-11 desdits plan et livre de renvoi officiels.

From the half of lot number eleven of lot of land known and designated as being the official subdivision of cadaster one hundred and twenty-nine (129-11 half) on the official plan and in the book of reference for the Parish St-Antoine de Longueuil. Measuring 15 feet in width by 84 feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: in front, by the said Beaubien Street, in rear, by lot number 129-26 on the said official plan and in the book of reference, on one side by lot 129-12 and on the other side by the residue of the said lot 129-11 on the said official plan and in the book of reference.

5-6096	M.-Mr. Jean Jourdain, 225 Beaubien Ouest-West, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	129-98, 117.
5-6098	M.-Mr. Jean Jourdain, 225 Beaubien Ouest-West, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	129-118, 119.
5-6184	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	

Un emplacement formé de la moitié sud-ouest du lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision officielle du lot numéro 62 du cadastre 128 (128-62 S.O. moitié) mesurant cette dite partie de lot 15 pieds de largeur sur 91 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: en front par la rue Rémillard (autrefois rue Cambon ou le lot 128-57); en arrière, par une partie du 128-83; d'un côté, par le lot 128-63, et de l'autre côté, par le résidu du dit 128-62.

An emplacement formed from the southwest half of lot of land known and designated as being the official subdivision of lot number 62 of cadaster 128 (128-62 S.W. half) measuring this said part of lot 15 feet in width by 91 feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: in front by Rémillard Street (heretofore Cambon Street or lot 128-57); in rear, by a part of lot 128-83; on one side, by lot 128-63, and on the other side, by the residue of the said lot 128-62.

5-6188	M.-Mr. Bernard Langlois, 7 rue Rémillard Street, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.— Au rôle-On the roll: Dame Emma Tousignant.	

De la moitié du lot 65 du lot de terre connue et désignée comme étant la subdivision officielle du cadastre cent vingt-huit (128-65 moitié) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil. Mesurant cettedite partie de lot, 15′ de largeur sur 91′ de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: en front par la rue Rémillard (autrefois rue Cambon ou le lot 128-57) sur une partie par le lot 128-66, en arrière par le lot 128-180 et sur l'autre côté par le résidu dudit lot 128-65.

The half of lot 65 of the lot of land known and designated as being the official subdivision of the cadaster one hundred and twenty-eight (128-65 half) in the official pland and book of reference for the parish of St-Antoine de Longueuil. This said part of lot measuring 15′ in width by 91′ in depth, English measure, more or ldss, and bounded as follows: in front, by Rémillard St. (formerly Cambon St. or lot 128-57), in part by the lot 128-66, in the rear by the lot 128-180, and on the other side by the remainder of said lot 128-65.

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
5-8461	M.-Mr. Ogden T. Davis, P. O. Box 301, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	131-110, 111, 112.
5-9192-1	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2293 Chemin Chambly Road, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	131-194, 195, 196.
6-889	Dame Florence Beauchemin, épouse séparée de biens de-wife separate as to property of Rosaire Simard, Ste-Julie, Co. Verchères, P. Q.— Au rôle-On the roll: Dame Florence Beauchemin-Simard.	

Un emplacement ayant front rue St-Michel, mesurant 37 pieds 6 pouces de largeur par 75 pieds de profondeur composé du lot 85-95 et d'une partie du lot 85-96 mesurant 12 pieds 6 pouces de largeur par 75 pieds de profondeur, bornée en front par la rue St-Michel, en arrière par d'autres lots de subdivision, d'un côté par le lot 85-95 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 85-96.

An emplacement having frontage on St-Michel St., measuring 37 feet 6 inches in width by 75 feet in depth, composed of lot 85-95 and of a part of lot 85-96, measuring 12 feet 6 inches in width by 75 feet in depth, bounded in front by St-Michel St., in the rear by other lots in the subdivision, on one side by the lot 85-95, and on the other side by the remainder of said lot 85-96.

6-896	Mlle-Miss Marie-Blanche Masse, Cité of-City of Jacques-Cartier, P. Q.	85-87, 88.
6-2337	Lucien Vincent Ltée, 408 Richard, Joliette, P. Q.	

Du lot 86-1457 et d'une partie des lots 86-1458, 1459 et 1460 chaque partie mesurant 8½ pieds de largeur par 80 pieds de profondeur et borné comme suit: En front par la rue Diane, à la profondeur du bout du lot, d'un côté par 86-1457 et de l'autre côté par le résidu des lots 86-1458, 1459, 1460.

From lot 86-1457 and a part of lots 86-1458, 1459 and 1460, each part measuring 8½ feet in width by 80 feet in depth, and bounded as follows: in front by Diane St., in depth, by the end of the lot, on one side by 86-1457 and on the other side by the remainder of lots 86-1458, 1459, 1460.

6-2496	M.-Mr. G.-Willy Limoges, 58 Wolfe, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	86-1108, 1109.
6-2532	M.-Mr. J.-Fernand Couture, 110 Gaspard Sud-South, Joliette, P. Q.	86-1383, 1384.
6-2538	M.-Mr. J.-Fernand Couture, 423 Notre-Dame, Joliette, P. Q.	86-1389-1390.
6-2540	M.-Mr. J.-Fernand Couture, 423 Notre-Dame, Joliette, P. Q.	86-1391, 1392.
6-2588A	M.-Mr. Gérard Bossé, 106 Wolfe, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	86-1071, 1070.
6-2637A	M.-Mr. Lucien Bréard, 406 Wolfe, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	86-1350, 1349.
6-2639	Lucien Vincent Ltée, 408 Richard, Joliette, P. Q.	86-1347, 1348.
6-3101-1A	M.-Mr. Gérard Vallerand, 96 Vermont, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	86-240, 241, 242.
6-3478A	Sheiners Inc. de la Cité de Montréal-of the City of Montreal.— Au rôle-On the roll: M. Albert Baron, 559 Brault, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	86-626, 627, 628.
6-3636	Dame Rosina Desnoyers et-and M.-Mr.Arthur Boivin, son époux-his husband, 1038 St-Timothée, Montréal	64-34, 35, 36.
6-3768	M.-Mr. Victor Leclerc, 1229 Laurier, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	85-325, 326, 327.
6-3780	M.-Mr. Joseph Lamarre.— Au rôle-On the roll: Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Ch. Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-563, 564, 565.
6-3944A	Mlle-Miss Rose Chouinard, 459 Champagne, Jacques-Cartier, P. Q.	86-1337, 1336.
6-3986	M.-Mr. John Novosad, 12 Balsams, Timmins, Ontario	84-171, 172.
6-4512	M. l'Abbé-Father Maurice Gagnon Duvernay Co. Laval	132-118-119
6-4809A	M.-Mr. Alfred Synette.— Au rôle-On the roll: M.-Mr. William Synette 1196 St-Alexandre, Jacques-Cartier, P. Q.	133-141.
6-4965-2	Dame Sarah Rebecca Hayle, veuve-widow, John G. Adams, Dame Margaret E. Adams, épouse de-wife of Patrick Mulcahy, Dame Janet Catherine Adams, épouse de-wife of Antonio Sauvé et-and Dame Mary Adams, épouse de-wife of Horace Thompson.— Au rôle-On the roll: Dame Sarah R. Hoyle-Adams, Bainsville, Ontario.	133-280.
6-5033A	M.-Mr. Emile Perreault, 1995 St-Thomas, Jacques-Cartier, P. Q.	133-656, 657.
6-5035	M.-Mr. J.-E.-Hector Forget, 1992 St-Thomas, Jacques-Cartier, P. Q.	133-658, 659.
6-5079A	M.-Mr. Roméo Gravel, 1966 St-Thomas, Jacques-Cartier, P. Q.	133-625, 626.
6-5229	Lucien Vincent Ltée, 408 Richard, Joliette, P. Q.	134-86.
6-5507	M.-Mr. Guy-François Dubuc, 1300 Blvd Rainville, Longueuil, P. Q.	135-355, 354.
6-5722	M.-Mr. Napoléon Hérard, St-Émilie, Co. Montcalm.	

136-121 et de la moitié du lot 136-122 mesurant 14 pieds de largeur par 81.2 pieds environ de profondeur bornée en front par la rue Labonté, en profondeur par la terre 136 avant la subdivision, d'un côté par 136-121, de l'autre côté par le résidu du lot 136-122.

136-121 and the half of lot 136-122, measuring 14 feet in width by 81.2 feet, approximately, in depth, bounded in front by Labonté St., in depth by farm 136 before the subdivision, on one side by 136-121, on the other side by the remainder of lot 136-122.

6-5749	Dame Emma Tousignant, veuve de-widow of Chs-Edouard Manseau, St-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne.— Au rôle-On the roll: Dame Emma Tousignant-Turcotte	136-148, 149.
6-5769A	M.-Mr. Omer Thifault, 1571 Labonté, Jacques-Cartier, P.Q.	136-258, 259, 260, 261, 262.
6-5821B	M.-Mr. Georges Lavallée, 1258 Labonté, Jacques-Cartier, P.Q.	136-91, 90.
6-5850B	M.-Mr. Ulric Dion, 1546 Labonté, Jacques-Cartier, P.Q.	136-231, 230.
6-5864	Sheiner's Incorporated, 414 St-Jacques Ouest-West, Montréal, P.Q.	136-218, 219.
6-5871A	MM.-Messrs. Ernest Blain & Germain Therrien, 1652 Labonté, Jacques-Cartier, P.Q.	136-342, 343, 344, 345.
6-5904	M.-Mr. Sévère Biron, 861 Joliette, Longueuil, P.Q.	136-35, 36, 37.
6-5957	M.-Mr. Albert Dupuis, 1379 Lafontaine, Montréal, P.Q.	136-195, 196, 197.
6-5972	M.-Mr. Philippe Brazeau, au rôle-on the roll: M.-Mr. Pierre R. Lemay, 1665 Boul. Quinn Blvd, Jacques-Cartier, P.Q.	136-294.
6-6074	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	

Du lot 137-348 et de la partie sud est du lot 137-347 mesurant 17 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, bornée en front par le Blvd. Quinn, en arrière par une ruelle portant le numéro 137-332, d'un côté au sud est par 137-349 et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu de 137-347.

From lot 137-348 and the south-east part of lot 137-347, measuring 17 feet in width by 90 feet in depth, bounded in fron by Quinn Blvd, in the rear by a lane bearing the number 137-332, on one side, on the south-east by 137-349, and on the other side, on the north-west by the remainder of 137-347.

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
6-6213A	M.-Mr. Herman Simard, 1280 Montarville, Jacques-Cartier, P.Q.	137-35, 36.
6-6279-1A	M.-Mr. Armand Thiffault, 119 Leblanc ouest-west, Jacques-Cartier, P.Q.	133-221, 215, 214.
6-6485	M.-Mr. Wilfrid Laflamme, 1244 Daniel, Jacques-Cartier, P.Q.	135-459.
6-6595	M.-Mr. Julien Chevalier, 450 Hindland, Longueuil, P.Q.	136-212, 211, 210, 209, 208.

DEUXIÈME SECTION
Immeubles non-sujets au droit de retrait d'un an

SECOND SECTION
Immoveables not subject to right of withdrawal for one year

(Les lots ci-après décrits sont du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil dans les limites de la cité de Jacques-Cartier)

(The lots hereinafter described are in the official cadaster of the parish of Saint-Antoine de Longueuil within the limits of the city of Jacques-Cartier)

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
1-2396	MM.-Messrs. Arthur Hinton & Moses Vineberg, Invest. Corp., 1907 Notre-Dame, Trois-Rivières, P.Q.	27-697, 696, 695, 694, 693.
1-5499	M.-Mr. Ogden T. Davis, P.O. Box 301, Cuernavaca, Morelos, Mexico.	9-54.
2-1385	M.-Mr. Boris Litwitschenko, 7543 Boul. Octogonal Blvd, Ville-Town of St-Michel, P.Q.	65-73, 74.
2-1387	M.-Mr. Boris Litwitschenko, 7543 Boul. Octogonal Blvd, Ville-Town of St-Michel, P.Q.	65-75.
2-1940	M.-Mr. Emery P. Brosseau, Adresse inconnue-Address unknown	21-73.
2-2344	M.-Mr. John Baker, Cité de-City of Montréal, P.Q. — Au rôle-On the roll: M.-Mr. John Balcer	70-617, 618.
2-2353	Elswick Townsite Ltd., Adresse inconnue-Address unknown — Au rôle-On the roll: Elswick Townsite Ltd.	69-208, 209, 210.
2-2358	M.-Mr. James B. Hayden, Adresse inconnue-Address unknown	69-67.
2-2360	Elswick Townsite Ltd., Adresse inconnue-Address unknown — Au rôle-On the roll: Elswick Townsite Ltd.	69-934, 933, 932, 931, 930, 929.
2-4335	The Realty Loan & Investing Co., Adresse inconnue-Address unknown — Au rôle-On the roll: Trenton Park Association	56-254.
2-4335 (Bis)	M.-Mr. Herbert Thorp., Adresse inconnue-Address unknown — Au rôle-On the roll: Trenton Park Association	56-455.
2-4416	M.-Mr. Victor Rioux, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	56-240.
2-4419	M.-Mr. Victor Rioux, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	56-237.
2-4535	M.-Mr. André Limoges, Montréal, P.Q.	

Des 2/3 du lot 56-246, cette partie du lot 56-246 mesure 25′ dans la direction nord-est et 60′ dans la direction nord-ouest et bornée en front au nord-est par la rue Bédard, du côté sud-est par partie de 56-243, au sud-ouest par le résidu de 56-246, au nord-ouest par 56-247, 248.

From the 2/3 of lot 56-246, this part of lot 56-246 measuring 25′ in the northeast direction and 60′ in the northwest direction and bounded in front to the northeast by Bédard street, on the southeast side by part of lot 56-243, on the southwest by the residue of 56-246, on the northwest by 56-247, 248.

2-4645	M.-Mr. Dante Testa, 9298 St-Hubert, Apt. 3, Montréal, P.Q.	56-630.
2-4646	M.-Mr. Dante Testa, 9298 St-Hubert, Apt. 3, Montréal, P.Q.	56-633.
2-4763	M.-Mr. Fortunat Asselin, 359 Curé-Poirier Ouest-West, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	56-69.
2-4980	M.-Mr. François Legault, 148 Gravel, Ste-Dorothée, Co. Laval, P.Q.	56-364, 363.
3-23	Dame Emma Tousignant-Turcotte, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne, P.Q.	307-51.
3-395	M.-Mr. Gérard Demers, 2591 Iberville, Montréal, P.Q.	138-213, 214.
3-404	M.-Mr. Georges Poirier, 1193 Victoria, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	138-263, 264.
3-443	M.-Mr. Fernand Tardy, 700 Logan, St-Lambert, P.Q.	138-363, 364.
3-626	M.-Mr. Oscar Généreux, 1521 Cartier, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	140-123, 124.
3-1090	M.-Mr. Gérard Ste-Marie, 8301 De Gaspé, Montréal, P.Q.	140-431, 141-21.
3-1178	M.-Mr. Eugène Maurice, 1874 Ontario Est-East, Montréal, P.Q.	141-168.
3-1311A	M.-Mr. Aurèle Beaulieu, 1520 Dollard, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	

De la partie sud-est des lots 141-205, 206 mesurant 30′ en front sur la rue Dollard par 50′ de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, petit emplacement borné en front par la rue Dollard, en arrière par 141-207, d'un côté par une ruelle et de l'autre côté par le résidu desdits lots 141-205, 206.

From the southeast part of lots 141-205, 206, measuring 30′ in front on Dollard street by 50′ in depth, English measure, more or less, small emplacement bounded in front by Dollard street, in rear by 141-207, on one side by a lane and on the other side by the residue of the said lots 141-205, 206.

3-1528	M.-Mr. Guy-François Dubuc, 1300 Boul. Rainville Blvd., Longueuil, P.Q.	

Une partie du lot originaire 141, décrite au rôle comme P. 141 (M), mesurant 40′ en front sur la rue Hindland, 35.6′ dans sa ligne nord-ouest, 34′ dans sa ligne sud et bornée au sud-ouest par le lot 316-56.

Part of original lot 141, described on the roll as P. 141 (M), measuring 40′ in front on Hindland street, 35.6′ in its northwest line, 34′ in its south line and bounded on the southwest by lot 316-56.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
3-1574	M.-Mr. Lucien Bissonnette, 1105 Marquette, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	316-9.
3-1686	M.-Mr. Alfred Labelle, 1006 Boul. Ste-Foy Blvd., Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	142-305.
3-2353	MM.-Mrss Romuald Haineault et-and Alonzo S. Lloyd, 1158 Préfontaine, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q., au rôle-on the role: M.-Mr. Romuald Haineault	143-227.
3-2926	M.-Mr. J. Léo Hayeur, 83-32e-nd Avenue, Bois-des-Filions, P.Q.	146-608, 609.
3-3867	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	141-197.
3-3983	M.-Mr. Philias Lemay, 5124 Henri-Julien, Montréal, P.Q.	143-836.
3-4126	M.-Mr. Eddy Helpin, 915 Verchères, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	159-983, 984.
3-4290	M.-Mr. J. Arthur Rodier, 4275 Des Érables, Montréal, P.Q.	159-560.
3-4301	M.-Mr. Bert Towsley, 3604 Boul. Decarie Blvd., Montréal, P.Q.	159-570.
3-4708	Dame Emma Tousignant, veuve de-widow of C.-E. Manseau, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne, P.Q.	160-4-12, 4-13, 4-14, 4-15, (arrière)-(back).
4-138	Dame Emma Tousignant, veuve de-widow of Charles-Édouard Manseau, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne, P.Q., au rôle-on the role: Dame Emma Tousignant-Turcotte	138-563.
4-139	Dame Emma Tousignant, veuve de-widow of Charles-Édouard Manseau, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne, P.Q., au rôle-on the role: Dame Emma Tousignant-Turcotte	138-562.
4-635	Dame Emma Tousignant, épouse de-wife of Lionel-J. Turcotte, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne, P.Q., au rôle-on the role: Dame Emma Tousignant-Turcotte	140-789, 790.
4-855	M.-Mr. Roger Dubuc, 1100 Harrison, Longueuil, P.Q.	140-1006.
4-1085	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P.Q.	141-738, 739.
4-1207	M.-Mr. James S. Farrell, 123 Avenue Balfour Avenue, Montréal, P.Q., au rôle-on the role: M.-Mrs. James Farrell	141-876.
4-1219	M.-Mr. Alfred Duclos, 43 Jules-Roche Est-East, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	141-888.
4-1231	M.-Mr. Arthur Hinton, 1907 Notre-Dame, Trois-Rivières, P.Q.	141-900, 901.
4-1296	M.-Mr. Roger Mallette, 3959 Wellington, Verdun, P.Q.	141-808, 809.
4-1549½	M.-Mr. Roger Dubuc, 1100 Harrison, Longueuil, P.Q	

D'une partie du lot originaire 316 et non subdivisé mesurant 28′ de largeur par 66′ de profondeur. Bornée au nord-est par partie du lot 141, au sud-est par la rue Beauregard ou 316-F, au sud-ouest par la rue Marquette (142-649), au nord-ouest par le lot 316-165.

From a part of original lot 316 and not subdivided measuring 28′ in width by 66′ in depth. Bounded on the northeast by part of lot 141, on the southeast by Beauregard street or 316-F, on the southwest by Marquette street (142-649), on the northwest by lot 316-165.

4-1569	M.-Mr. Jean-Paul Dubuc, 2697 Marquette, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.

Partie 316 (M) mesurant ladite partie 60′ de largeur par 66′ de profondeur, bornée au nord-ouest par une partie du lot 316 et au nord-est par le lot 131-360 annulé.

Part 316 (M) measuring the said part 60′ in width by 66′ in depth, bounded on the northwest by part of lot 316 and on the northeast by lot 131-360 annulled.

4-1577	M.-Mr. Jean-Paul Dubuc, 2697 Marquette, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.

Partie 316 (Q) — un morceau de terrain situé dans la partie non subdivisée du lot 316 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil. La limite nord-ouest, point de départ, étant à 1669 pieds du sud-est de la limite sud-est du lot 316-117 et 17 pieds du sud-est de la ligne prolongée entre les lots 141 et 131 (ou 10 pieds au nord-ouest de la ligne actuelle de transmission le long de la rue Columbia). Borné au nord-est par partie du lot 131, les lots 130 à 126 inclusivement et 142, 125 et 123. Au sud-est par la ligne de division prolongée entre les lots 123 et 200; au sud-ouest par les lots 123, 125 et partie 142 au point de départ, ayant une longueur moyenne de 3940′ sur une largeur de 66 pieds formant une superficie de 260,040 p.c., mesure anglaise plus ou moins.

Part 316 (Q) — a piece of land situated in the unsubdivided part of lot 316 in the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine of Longueuil. The northwest limit, point of departure, being at 1669 feet from the southeast of the southeast limit of lot 316-117 and 17 feet from the southeast of the extended line between lots 141 and 131 (or 10 feet to the northwest of the actual transmission line along Columbia street). Bounded on the northeast by part of lot 131, lots 130 to 126 inclusively and 142, 125 and 123. To the southeast by the dividing line extended between lots 123 and 200; on the southwest by lots 123, 125 and part 142 at the point of departure, having an average length of 3940′ width of 66 feet forming a area of 260,040 sq. ft., English measure more or less.

4-1956	M.-Mr. Georges DuBerger, 1410 Guy, chambre-room 18, Montréal, P. Q.	142, 885, 886.
4-2065	M.-Mr. Jack Borenheim, 7465 Stuart, Montréal, P. Q.	142-539.
4-3106	M.-Mr. Claude Guidi, 2678 Ste-Hèlène, City de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	144-950.
4-3116	M.-Mr. Jean-Marie Lépine, 1510 Blvd Quinn, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	144-960, 961.
4-3120	M.-Mr. Valentino Grikietis, 1626 Ste-Hélène, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	144-964, 965.
4-3300	M.-Mr. Armand Auger, 4872-B, St-Jacques Ouest-West, Montréal, P. Q.	144-999, 1000, 1001, 145-1095, 1096, 1097.
4-3350	M.-Mr. Marcel Hébert, 1993 Delorimier, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	145-330.
4-3712	M.-Mr. Augustin Lavoie, 3438 Dorion, Montréal, P. Q.	145-678.
4-7313	M.-Mr. Augustin Lavoie, 3438 Dorion, Montréal, P. Q.	145-679, 680.
4-3984	M.-Mr. Angelo Cuda, et-and Dame Laurette Whellen-Cuda, son épouse-his wife, 1514 Notre-Dame Ouest-West, Montréal, P. Q.	146-260, 261.
4-5253	M.-Mr. François Legault, 870 Boul. Décarie Blvd, Ville de-Town of St-Laurent, P. Q.	148-452, 453, 454.
4-6120	M.-Mr. Eudore Nantel, 2294 St-Georges, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	146-254.
4-6480	M.-Mr. François Legault, 870 Boul. Décarie Blvd, Ville de-Town of St-Laurent, P. Q.	140-1343, 1344.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
4-6487	M.-Mr. Henri Dumais, 2280 Préfontaine, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	141-865.
4-6527	M.-Mr. F.-Samuel Mackay, 6995 Fabre, Montréal, P. Q.— Au rôle — On roll: Succ.-Estate F. S. Mackay	145-585.
4-6840	Dame Emma Tousignant, épouse de-wife of Lionel-J. Turcotte, St-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne, P. Q.— Au rôle-On the roll: Dame Emma Tousignant-Turcotte	142-909, 910.
4-6922	Dame Rose-Lilas Théroux, épouse séparée de biens-wife separate as to property of Rosaire Harvey, 1603 St-André, Montréal, P. Q.— Au rôle-On the roll: Dame Rose-Lilas Théroux-Harvey	143-1478, 1479.
5-1137	M.-Mr. Maurice Ouellette, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	91-391, 92-323.
5-1162	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2293 Chemin Chambly Road, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	91-494, 92-427.
5-1212	M.-Mr. Lionel Léveillé, 76 Vermont, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	92, 247, 248.
5-1222	M.-Mr. Ernest Proulx, 4683 St-Hubert, Montréal, P. Q.	92-237, 238.
5-1348	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2293 Chemin Chambly Road, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	92-477.
5-1351	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2293 Chemin Chambly Road, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	92-473, 474.
5-1435	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2293 Chemin Chambly Road, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	92-394.
5-1447	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2293, Chemin Chambly Road, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	92-483.
5-1463	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2293 Chemin Chambly Road, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	92-499.
5-4437	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2293 Chemin Chambly Road, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	
Du lot 93-26 à distraire cependant la partie sud-est vendue à Paul Barsalou, appert acte 174 881.		From lot 93-26 to withdraw, however, the southeast part sold to Paul Barsalou, established by deed 174 881.
5-4683	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2293 Chemin Chambly Road, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	
Du lot 92-1 à distraire cependant la partie sud-est vendue à Adrien Paquette, appert acte 130 842.		From lot 92-1 to withdraw, however, the southeast part sold to Adrien Paquette, established by deed 130 842.
5-5157	M.-Mr. Paul Boyer, 1553 McGill, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	133-7.
5-5487	M.-Mr. Saluste Lavery, 1575 St-Denis, Montréal, P. Q.	135-33.
5-5531	M.-Mr. Saluste Lavery, 1575 St-Denis, Montréal, P. Q.	135-124, 123.
5-5696	M.-Mr. James Kilgallen, B.P.-P.O. Box 115, Wallaceburg, Ontario.	135-73.
5-5720	M.-Mr. Aimé Auger, 280 Boul. Nobert Blvd, Cité de-City of Jacques-Cartier, P. Q.	131-113.
5-5822	M.-Mr. Miklos Polyak, 5574 Basile Patenaud, Montréal, P. Q.	130-230, 231.
5-5824	M.-Mr. Miklos Polyak, 5574 Basile Patenaud, Montréal, P. Q.	130-232, 233.
5-5899	M.-Mr. Solomon Tinkler, 3795 Mackenzie, Montréal, P. Q.	131-22.
5-7865	M.-Mr. François Legault, 870 Boul. Décarie Blvd, Ville de-Town of St-Laurent, P. Q.	123-81, 82, 83.
5-8080	M.-Mr. Léon Mayer, n/s-c/o R. Trudeau, 10,796 L'Archevêque, Montréal-Nord-North, P.Q.	129-90, 91.
5-9280	M.-Mr. Michel-Adolphe Sauriol, 2293 Chemin Chambly-Road, Cité de-City of Jacques-Cartier, P.Q.	131-72, 73, 74.
5-9752	Maple Leaf Automobile Limited, 1536 Avenue de l'Église Avenue, Ville de-Town of Lemoyne, P.Q.	131-261.
5-10,136	M.-Mr. François Legault et-and Dame Carmela D'asti, épouse de-wife of Guiseppe Mancini, 870 Boul. Décarie Blvd Ville de-Town of St-Laurent, P.Q.	131-50, 51, 52.
5-10,379	M.-Mr. Léandre Lavallée, Cité de-City of Montréal, P.Q.	125-606.
5-10,385	Dame Mathilde Sénécal, veuve de-widow of Norbert Heyneyman, Cité de-City of Montréal, P.Q.— Au rôle-On roll: Dame veuve-widow Norbert Heyneyman	125-683.
5-10,418	M.-Mr. Stanley Brooke Ranlison, Ville de-Town of Timmins, Ontario. — Au rôle-On roll: S. Brooke Rawlinson	129-1, 2.
6-540	Sam Lipson et-and Joseph Landesman (alias) Joseph Landes.— Au rôle-On roll: MM.-Messrs. Lipson at-and M. J. Landes, 5610 Rand avenue, Côte St-Luc, Montréal	84-255, 256.
6-542	Sam Lipson et-and Joseph Landesman (alias) Joseph Landes.— Au rôle-On roll: MM.-Messrs. Lipson et-and M. J. Landes, 5610 Rand avenue, Côte St-Luc, Montréal	84-257, 258.
6-544	Sam Lipson et-and Joseph Landesman (alias) Joseph Landes.— Au rôle-On roll: MM.-Messrs. Kipson et-and M. J. Landes, 5610 Rand avenue, Côte St-Luc, Montréal	84-259, 260.
6-546	Sam Lipson et-and Joseph Landesman (alias) Joseph Landes.— Au rôle-On roll: MM.-Messrs. Lipson et-and M. J. Landes, 5610 Rand avenue, Côte St-Luc, Montréal	84-261, 262.
6-548	Sam Lipson et-and Joseph Landesman (alias) Joseph Landes.— Au rôle-On roll: MM.-Messrs. Lipson et-and M. J. Landes, 5610 Rand avenue, Côte St-Luc, Montréal	84-263, 264, 265.
6-777	Samuel, Jack et-and Albert Sheiner, Joseph Napoléon Barthélémy-Lamarre (Par titres-By deeds).— Au rôle-On roll: Home Mortgage & Acc. Co. Reg'd. 414 St-Jacques Ouest-West, Montréal, P.Q.	85-170, 171, 172.
Faisant affaires en société sous le nom de Home Mortgage & Acc. Co. Reg'd.		Carrying on business in society under the name of Home Mortgage & Acc. Co. Reg'd.
6-792	Dame Emma Tousignant veuve de-widow of Chs. Édouard Manseau, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terregonne.— Au rôle-On roll: Dame Emma Tousignant-Turcotte	64-733, 734.
6-795	Dame Emma Tousignant veuve de-widow of Chs. Édouard Manseau, Ste-Adèle Nord-North, Co. Terrebonne.— Au rôle-On roll: Dame Emma Tousignant-Turcotte	64-735, 736.
6-929	Dame Florence Lamarre épouse séparée de biens de-wife separate as to property of Raymond Payette, et-and Dame Clarinthe David veuve de-widow of Joseph Napoléon Barthélémy-Lamarre.—Au rôle-On roll: Dame Florence Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-225, 226.

Folio	Nom et adresse — Name and address	Description de l'immeuble — Description of immoveable
6-1278	M.-Mr. Joseph Lamarre.— Au rôle-On roll: Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-566, 567.
6-1280	M.-Mr. Joseph Lamarre.— Au rôle-On roll: Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-568, 569.
6-1282	M.-Mr. Joseph Lamarre.— Au rôle-On roll: Dame F. Lamarre-Payette, 1395, Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-570, 571.
6-1284	M.-Mr. Joseph Lamarre.— Au rôle-On roll: Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-572, 573.
6-1286	M.-Mr. Joseph Lamarre.— Au rôle-On roll: Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-574, 575.
6-1288	M.-Mr. Joseph Lamarre.— Au rôle-On roll: Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-576, 577.
6-1290	M.-Mr. Joseph Lamarre.— Au rôle-On roll: Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-578, 579.
6-1292	M.-Mr. Joseph Lamarre.— Au rôle-On roll: Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	85-580, 581.
6-2191	Mlle-Miss Florence Lamarre.— Au rôle-On roll: Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	86-1632, 1633.
6-2457	Mlle-Miss Florence Lamarre.— Au rôle-On roll: Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	86-1581, 1582.
6-2459	Mlle-Miss Florence Lamarre.— Au rôle-On roll: Dame F. Lamarre-Payette, 1395 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	86-1583, 1584.
6-2512	M.-Mr. Pierre Stabili, 191 Wolfe, Jacques-Cartier, P.Q.	86-1124.
6-3199	M.-Mr. Léger Auger, 89 Montcalm, Jacques-Cartier, P.Q.	86-174, 175.
6-3722	M.-Mr. Michel A. Sauriol, 2293 Chemin Chambly Road Jacques-Cartier, P.Q.	86-874.
6-3728	M.-Mr. Michel A. Sauriol, 2293 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	86-869.
6-3828	M.-Mr. Guillaume W. Limoges, 58 Wolfe, Jacques-Cartier, P.Q.	86-842, 843, 844.
6-3942	Mlle-Miss Rose Chouinard, 459 Champagne, Jacques-Cartier, P.Q.	86-1339, 1338.
6-3952	M.-Mr. Guy Wisintainer, a/s-c/o notaire M. A. Gagnon, notary, 815 Duluth est-east, Montréal, P.Q.	86-546, 545, 544.
6-3955	M.-Mr. Guy Wisintainer, a/s-c/o notaire M. A. Gagnon, notary, 815 Duluth est-east, Montréal, P.Q.	86-543, 542, 541.
6-4901	M.-Mr. Michel A. Sauriol, 2293 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	133-107.
6-4997	M.-Mr. Michel A. Sauriol, 2293 Chemin Chambly Road, Jacques-Cartier, P.Q.	

De la partie sud-est du lot 133-54 mesurant 25 pieds de largeur en front et 32.1 pieds de largeur en arrière par 85 pieds de profondeur, bornée en front par la rue St-Thomas d'un côté au nord-ouest par le résidu du 133-54 au nord est par 133-280 au sud est par 133-279A et par partie du lot 133 non subdivisée.

From the south-east part of lot 133-54 measuring 25 feet in width in front, and 32.1 feet in width in back by 85 feet in depth, bounded in front by St-Thomas St., on one side on the north-weat by the remainder of 133-54, on the north-east by 133-280, on the south-wast by 133-279A and by part of lot 133, unsubdivided

6-5088	M.-Mr. Georges Passet, 263 Boul. Pinard Blvd., Croydon, St-Hubert.	133-633.
6-5105	M.-Mr. Napoléon Sliogeris, 28 Leblanc, Jacques-Cartier, P.Q.	

Du lot 134-124 et de la partie nord-est du lot 134-123 mesurant 17 pieds de largeur par 116 pieds de profondeur, bornée en front par la rue Brébeuf, en arrière par la ligne arrière dudit lot, d'un côté par 134-124 et de l'autre côté par le résidu de 134-123.

From lot 134-124 and the north-east part of lot 134-123, measuring 17 feet in width by 116 feet in depth, bounded in front by Brébeuf St., in the rear by the rear line of said lot, on ne side by 134-124 and on the other side by the remainder of 134-123.

6-5379	M.-Mr. J. Jacques Chamberland, 1960 St-Thomas, Jacques-Cartier, P.Q.	

Des lots 135-407 et 406 à distraire de ce dernier lot la partie vendue, appert acte numéro 99351.

The lots 135-407 and 406 to be withdrawn from latter lot is the sold part, established by deed number 99351.

6-5588	M.-Mr. Salustre Lavery, 1575 St-Denis, Montréal, P.Q.	135-196, 196.
6-5758	M.-Mr. Emery Loyer, 6126 Waverly, Montréal, P.Q.	136-247.
6-5965	Dame Annette Bourdon, veuve de-widow of Lionel Vézina, au rôle-on the role: Dame veuve-widow A. Bourdon-Vézina, Québec	136-203.
6-6032	M.-Mr. Earl Hooper, Adresse inconnue-Address unknown	137-229, 230.
6-6157	M.-Mr. Armand Maisonneuve, Adresse inconnue-Address unknown.	

Des lots 137-216 et 217 et de la juste moitié divise du lot 137-215, bornée en front par la rue Montarville, en arrière par la ruelle numéro 138-218, d'un côté par le résidu de 137-215 et de l'autre côté par le lot numéro 214.

The lots 137-216 and 217 and the exact divided half of lot 137-215, bounded in front by Montarville St.; in the rear by the lane number 138-218, on one side by the remainder of 137-215, and on the other aide by the lot number 214.

6-6360	M.-Mr. Marcel Ouimet, 3757 Ethel, Verdun, 2 P.Q.	136-6.
6-6361	M.-Mr. Marcel Ouimet, 3757 Ethel, Verdun, 2 P.Q.	137-61.
6-6376	Mercury Realties Inc., 2015 Drummond, suite 200, Montréal, P.Q.	136-14. 137-68.
6-6600	Dame Jeannette Martineau, épouse de-wife of Michel Beaudin, 1216 Labonté, Jacques-Cartier, P.Q.	136-207, 206.
6-6746	M.-Mr. Salustre Lavery, 1575 St-Denis, Montréal, P.Q.	

Du lot 135-169 moins la partie vendue à la province de Québec (Voirie), appert acte numéro 129723.

The lot 135-169, minus the part sold to the Province of Quebec (Roads), established by deed number 129723.

En foi de quoi j'ai signé ce douzième jour du mois d'avril, mil neuf cent soixante et un.

Copie certifiée.

L'Officier en charge de la vente,
G.-E. DION.

(Sceau)
Le Greffier,
LUCIEN BEAUVAIS.

57272-15-2

In testimony whereof I have signed this twelfth day of the month of April, one thousand nine hundred and sixty-one.

Certified copy.

G.-E. DION,
Officer in charge of sale.

(Seal)
LUCIEN BEAUVAIS,
Clerk.

57272-15-2-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Number 963

Québec, le 11 avril 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines modifications aux règlements de la Loi des écoles professionnelles privées.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'Honorable Ministre de la jeunesse:

QUE, l'arrêté en conseil numéro 371, en date du 22 avril 1959, concernant l'adoption des règlements de la Loi des écoles professionnelles privées, amendé par l'arrêté en conseil numéro 560, en date du 4 juin 1960, et par l'arrêté en conseil numéro 698, en date du 26 avril 1960, soit de nouveau modifié de la manière suivante:

1o en remplaçant l'article 39 par le suivant:

« 39. Écoles de barbiers, de coiffeurs pour hommes de coiffeurs pour dames, de manucures esthéticiennes ou de manucures: les écoles de barbiers, de coiffeurs pour hommes de coiffeurs pour dames, de manucures esthéticiennes ou de manucures, doivent indiquer clairement sur leur porte d'entrée qu'il s'agit d'une école. L'indication doit pouvoir être vue facilement des personnes qui entrent à l'école.

2o en remplaçant l'article 40 par le suivant:

« 40. Les écoles de barbiers, de coiffeurs pour hommes, de coiffeurs pour dames, de manucures esthéticiennes ou de manucures, sont tenues de se conformer aux directives écrites données, par le comité paritaire ou la commission conjointe, au sujet de l'application du décret adopté en vertu de la Loi de la convention collective, si un tel décret existe dans le district où opère l'école.

Nonobstant les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 9 de la Loi des écoles professionnelles privées, ces écoles sont tenues de rembourser intégralement tout élève qui, après avoir versé une certaine somme pour le cours, se verrait refuser, par le comité paritaire, le certificat d'apprentissage ou d'élève.

3o en ajoutant après l'article 40 le suivant:

« 40*a*). Quiconque tient, dirige ou administre l'une des écoles mentionnées à l'article 40 doit permettre à tout inspecteur du comité paritaire ou de la commission conjointe du district où est située l'école, la visite de l'école, lui fournir tous les renseignements et lui montrer tous les documents, permettant audit inspecteur de vérifier si les clauses du décret s'appliquant à l'école sont bien observées. À cette fin, cet inspecteur doit être muni d'une permission écrite du comité paritaire ou de la commission conjointe du district où est située l'école. »

4o en ajoutant dans l'avant-dernière ligne de l'article 44, après le chiffre 40, le chiffre et la lettre 40*a*).

C. LARICHELIÈRE,
57324-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 930
Section « B »

Québec, le 6 avril 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au métier de barbier-coiffeur dans la région de St-Jean et d'Iberville.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 963

Quebec, April 11, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain amendments to the regulations of the Private Vocational Schools Act.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Youth:

THAT, the Order in Council number 371, dated April 22, 1959, concerning the adoption of the regulations of the Private Vocational Schools Act, amended by Order in Council number 560, dated June 4, 1960, and by Order in Council number 698, dated April 26, 1960 be modified, again, in the following manner:

1. by replacing section 39 by the following:

"39. Schools for barbers, men's and women's hairdressers, aesthetician manicurists and manicurists schools for barbers, men's and women's hairdressers, aesthetician manicurists and manicurists should indicate, clearly, on their entry door, the fact that it is a school. The indication must be easily visible to the persons entering the school.

2. by replacing section 40 by the following:

"40. Schools for barbers, men's and women's hairdressers, aesthetician manicurists and manicurists are obliged to conform to the written directives given by the parity committee or by the joint commission referring to the application of the decree adopted under the Collective Convention Act, if such a decree exists in the district where the school carries on its business.

Notwithstanding the provisions of the two first paragraph of section 9 of the Private Vocational Schools Act, these schools are obliged to fully repay all pupils who, after having deposited a certain amount for the course, find that the parity committee has refused to grant them the certificate of apprenticeship or training.

3. by adding, after section 40, the following:

"40*a*). Anyone who owns, directs or manages one of the schools mentioned in section 40 must allow all inspectors from the parity committee or from the joint commission of the district wherein is situated the school to visit the school, must furnish him with all information and show him all the documents, allowing said inspectors to verify whether the clauses in the decree applying to the school have been observed. For this purpose, this inspector must be in possession of a written permission from the parity committee or from the joint commission of the district wherein the school is situated.

4. by adding in the second-last line of section 44, after the number 40, the number and letter 40*a*).

C. LARICHELIÈRE,
57324 *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 930
Section « B »

Quebec, April 6, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the region of St-Jean and Iberville

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 666 du 15 juin 1955 et amendements, relatif au métier de barbier-coiffeur dans la région de St-Jean et d'Iberville, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, certaines modifications audit décret, visant particulièrement à rendre obligatoire les dispositions d'une convention collective de travail concernant le métier de coiffeur pour dames dans cette région;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 février 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU QU'il y a lieu de tenir compte des dispositions de l'arrêté en conseil numéro 1886 (A) du 2 novembre 1960, ayant approuvé certaines règles communes applicables à tous les décrets relatifs aux métiers de barbier, coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la province;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE cette requête soit acceptée et que ledit décret, numéro 666, soit de nouveau modifié comme suit:

L'énumération des parties contractantes est remplacée par la suivante:

« D'UNE PART:

Le Syndicat professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, section des Maîtres-Barbiers;

Le Syndicat National des Coiffeurs et Coiffeuses de St-Jean-Iberville, section des employeurs;

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, section des Employés-Barbiers;

Le Syndicat National des Coiffeurs et Coiffeuses de St-Jean-Iberville, section des employés. »

2o Les articles I à XII inclusivement sont radiés et remplacés par les nouvelles dispositions suivantes:

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions générales

Les règles communes applicables à tous les décrets régissant les barbiers, coiffeurs pour hommes, coiffeurs pour dames, manucures esthéticiennes ou manucures, dans la province, approuvées par l'arrêté en conseil numéro 1886 (A) du 2 novembre 1960, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 novembre 1960, et incorporées dans le présent décret, par ledit arrêté. (Articles 1 à 68 inclusivement).

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions applicables à tous les métiers et professions visés

101. *Jours chômés:* Il n'y a pas de travail le dimanche et les jours de fêtes suivants: le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action-de-Grâce, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et Noël.

WHEREAS, purusant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 666 of June 15, 1955 and amendments, relating to the barbering and haidressing trades in the region of St-Jean and Iberville, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council, some amendments to the said decree, rendering obligatory the provisions of a collective agreement concerning the ladies hairdressing trade in that region;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 18, 1961;

WHEREAS no objection has been raised against its approbation;

WHEREAS it is proper to take into account the provisions of Order in Council number 1886 (A) of November 2, 1960 which approved standard rules applicable to all the decrees relating to the barbering and men's and ladies' hairdressing trades in the province;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

THAT this petition be accepted and that the said decree, number 666, be amended again as follows:

The enumeration of the contracting parties is replaced by the following:

"ON THE ONE PART:

Le Syndicat professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, section des Maîtres-Barbiers;

Le Syndicat National des Coiffeurs et Coiffeuses de St-Jean-Iberville, section des employeurs;

AND, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, section des Employés-Barbiers;

Le Syndicat National des Coiffeurs et Coiffeuses de St-Jean-Iberville, section des employés."

2. Article I to XII inclusively are deleted and replaced by the new following dispositions:

PART ONE

General dispositions

The standard rules applying to all decrees regulating barbers, men's haidresssers, ladie's hairdressers, manicure-aestheticians or manicures in the province, approved by Order in Council number 1886 (A) of November 2, 1960, published in the *Quebec Official Gazette* of November 19, 1960, and incorporated in the present decree by the said Order (Articles 1 to 68 inclusively).

PART TWO

Provisions applying to all trades governed

101. *Days kept as holidays:* No work shall be performed on Sunday and the following holidays: New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

TROISIÈME PARTIE

Dispositions particulières concernant les barbiers et coiffeurs pour hommes

102. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale de cette partie du décret comprend les cités de Saint-Jean et Farnham, les villes d'Iberville, Cowansville, Laprairie et Bedford, les villages d'Henryville et Sweetsburg et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de leurs limites, à l'exception de la municipalité de Ste-Brigide.

103. *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

a) Les employés barbiers-coiffeurs réguliers doivent recevoir $24.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant $33.50 au cours de la semaine.

b) Les employés surnuméraires doivent recevoir $0.55 l'heure plus 50% des recettes de leur travail excédant $7.00 au cours de la journée.

c) Aucun employeur n'a le droit de réduire le salaire d'un employé-barbier recevant plus que les taux minima ci-haut mentionnés lors de l'entrée en vigueur du présent décret.

104. *Durée du travail:* Les heures de travail sont les suivantes pour toutes les catégories de salariés:

a) Dans la cité de Saint-Jean, les villes d'Iberville et de Laprairie et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de leurs limites.

Les mardi, mercredi et jeudi: de 9 a.m. à 7 p.m.

Le vendredi: de 9 a.m. à 9 p.m.

Le samedi: de 8 a.m. à 6 p.m.

Dispositions spéciales: Si, au cours de la semaine, il y a une fête chômée, les heures de travail sont de 9 a.m. à 7 p.m. le lundi.

Si le jeudi ou le vendredi précède une fête chômée les heures de travail seront de 9 a.m. à 9 p.m.

Semaines de Noël et du Premier de l'An: Nonobstant les dispositions précédentes, les heures de travail sont de 9 a.m. à 9 p.m. les deux (2) jours précédant les veilles de Noël et du Premier jour de l'An, et de 8 a.m. à 8 p.m., la veille de ces deux fêtes.

b) Dans la ville de Farnham et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de ses limites:

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8 a.m. à 6 p.m.

Le vendredi: de 8 a.m. à 9 p.m.

Le samedi: de 8 a.m. à 6 p.m.

Dispositions spéciales: Si au cours de la semaine, il y a une fête chômée, les heures de travail sont de 8 a.m. à 6 p.m. le lundi.

Si les jeudi et vendredi précèdent une fête chômé, les heures de travail sont alors de 8 a.m. à 8 p.m.

Semaines de Noël et du Premier jour de l'An: Nonobstant les dispositions précédentes, les heures de travail sont de 8 a.m. à 8 p.m. tous les jours, y compris le lundi, au cours de la semaine de Noël et du Premier jour de l'An.

c) Dans la ville de Cowansville et le village de Sweetsburg et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de leurs limites:

Lundi: de 8 a.m. à midi.

Les mardi et jeudi: de 8 a.m. à 7 p.m.

Le mercredi: de 8 a.m. à 6 p.m.

Le vendredi: de 8 a.m. à 9 p.m.

Le samedi et la veille des fêtes chômées: de 8 a.m. à 6 p.m.

Semaines de Noël et du Premier jour de l'An: Nonobstant les dispositions précédentes, les

PART THREE

Special provisions concerning barbers and men's hairdressers

102. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this part of the decree comprises the cities of Saint-Jean and Farnham, the towns of Iberville, Cowansville, Laprairie and Bedford, the villages d'Henryville and Sweetsburg and the territory comprised in a radius of six (6) miles from their limits, with the exception of the municipality of Ste-Brigide.

103. *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages shall be as follows:

a) Regular barber-hairdresser employees shall receive $24.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding $33.50 in the course of the week.

b) Occasional employees shall receive $0.55 per hour plus 50% of the receipts of their work exceeding $7.00 in the course of one day.

c) No employer shall have the right to reduce the wages of an employee-barber receiving more than the minimum rates hereabove mentioned at the time of the coming into force of the present decree.

104. *Duration of work:* The hours of work shall be as follows for all categories of employees:

a) In the city of Saint-Jean, the towns of Iberville and Laprairie and the territory comprised in a radius of six (6) miles from their limits.

Tuesday, Wednesday and Thursday: 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.

Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

Special provisions: When a holiday falls in a week, the hours of work shall be from 9:00 a.m. to 7:00 p.m. on Monday.

When Thursday or Friday precedes a holiday, the hours of work shall be from 9:00 a.m. to 9:00 p.m.

Christmas and New Year's weeks: Notwithstanding the foregoing provisions, the hours of work shall be from 9:00 a.m. to 9:00 p.m. on the two (2) days preceding Christmas Eve and New Year's Eve, and from 8:00 a.m. to 8:00 p.m. on Christmas and New Year's Eves.

b) In the town of Farnham and the territory comprised in a radius of six (6) miles from its limits:

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

Special provisions: When a holiday falls in a week, Monday shall be worked and the hours shall be from 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

When Thursday and Friday precedes a holiday, the hours of work on such days shall be from 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

Christmas and New Year's weeks: Notwithstanding the foregoing provisions, the hours of work shall be from 8:00 a.m. to 8:00 p.m. every day, Monday included during Christmas and New Year's weeks.

c) In the town of Cowansville and the village of Sweetsburg and the territory comprised in a radius of six (6) miles from their limits:

Monday: 8:00 a.m. to 12:00 (noon).

Thuesday and Thursday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.

Wednesday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

Christmas and New Year's weeks: Notwithstanding the foregoing provisions, the hours of

heures de travail sont de 8 a.m. à 8 p.m. tous les jours au cours de la semaine de Noël et de celle du Premier Jour de l'An.

d) Dans la ville de Bedford et la municipalité d'Henryville et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de leurs limites:

Les lundi et mardi: de 8 a.m. à 6 p.m.
Le mercredi: de 8 a.m. à 12.30 p.m.
Le jeudi: de 8 a.m. à 8.30 p.m.
Le vendredi: de 8 a.m. à 9 p.m.
Le samedi: de 8 a.m. à 8 p.m.

105. *Dispositions particulières:* Nonobstant la répartition des heures mentionnées à l'article 104, il est permis, sans violation du décret, de servir les clients qui sont entrés dans un salon avant l'expiration des heures de travail, à condition que ceux-ci ne s'absentent pas du salon.

106. *Prix minima des services:* Les employeurs professionnels, les salariés et les artisans doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous mentionnés:

Barbe	$0.40
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes	0.75
Coupe de cheveux en brosse pour adultes	1.00
Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes, 14 ans et moins:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.45
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.65
Coupe de cheveux en brosse pour enfants, 14 ans et moins:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.65
Flambage des cheveux	0.25
Shampooing	0.50
Massage au vibrateur, citron et rose	0.55
Lotion	0.35
Massage à la glaise	1.00
Auguisage de rasoir	0.50

107. *Prorata des apprentis:* Dans aucun salon, il n'est permis d'avoir plus d'un (1) apprenti.

108. *Congé annuel payé:* Tout salarié assujetti au décret a droit à un congé annuel payé selon les dispositions de l'Ordonnance numéro 3, revisée, de la Commission du salaire minimum. Cependant ce congé annuel doit être accordé entre les mois de mai et septembre de chaque année.

109. A Cowansville, les barbiers doivent prendre leur semaine de vacances aux dates suivantes: Rive sud, la semaine de la Confédération, Rive nord, la semaine suivante.

110. *Congé de repas:* Tout salarié a le droit de prendre une heure pour le repas du midi chaque jour et une demi-heure pour le repas du soir.

QUATRIÈME PARTIE

Dispositions particulières concernant les coiffeurs pour dames

111. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale de la présente partie du décret comprend les cités de Saint-Jean et Farnham, les villes d'Iberville et Cowansville, les municipalités de Saint-Grégoire, Sabrevois, Sweetsburg et Sutton et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de leurs limites.

112. *Salaires minima:* Les salaires minima sont les suivants:

a) Employés réguliers: Le salaire minimum des employés coiffeurs pour dames réguliers est de $32.00 par semaine. Aucune réduction de

work shall be from 8:00 a.m. to 8:00 p.m. every day during Christmas and New Year's weeks.

d) In the town of Bedford and the municipality of Henryville and the territory comprised in a radius of six (6) miles from their limits:

Monday and Tuesday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.
Wednesday: 8:00 a.m. to 12.30 p.m.
Thursday: 8:00 a.m. to 8:30 p.m.
Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.
Saturday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

105. *Special provisions:* Notwithstanding the distribution of the hours mentioned in article 104, it is permitted to wait on customers who are in the parlor before the expiration of the working hours, provided the customers do not leave the parlor.

106. *Minimum prices of services:* Professional employers, employees and artisans shall charge the following minimum prices for the services hereunder mentioned:

Shave	$0.40
Haircut, adults (male and female)	0.75
Brushcut, adults	1.00
Haircut, children (male and female) 14 years of age or under:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.45
Friday, Saturday and holiday eves	0.60
Brushcut, children 14 years of age or under:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.50
Friday, Szturday and holiday eves	0.65
Singeing of the hair	0.25
Shampoo	0.50
Vibrator massage (lemon and "rose")	0.55
Lotion	0.35
"Mudpack"	1.00
Razor setting	0.50

107. *Prorata of apprentices:* Only one (1) apprentice shall be allowed in any parlor.

108. *Annual vacation with pay:* Every employee governed by the decree is entitled to an annual vacation with pay in pursuance of the provisions of Ordinance number 3, revised, of the Minimum Wage Commission. However, such annual vacation shall be given between the months of May and September of each year.

109. In Cowansville, barbers shall take their week of vacation on the following dates: South shore, Confederation week: — North shore, the week following.

110. *Lunch time:* Every employee shall have the right to take one hour off for the noon meal every day, and one half-hour for the evening meal.

PART FOUR

Special provisions concerning ladies' hairdressers

111. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present part of the decree comprises the cities of St. Jean and Farnham, the towns of Iberville and Cowansville, the municipalities of St. Grégoire, Sabrevois, Sweetsburg and Sutton and the territory comprised in a radius of six (6) miles from their limits.

112. *Minimum wages:* The minimum wages shall be as follows:

a) Regular employees: The minimum wages for regular ladies' hairdressers shall be $32.00 per week. There shall be no reduction from regular

salaire n'est faite à l'employé régulier pour les jours de fêtes chômées. Le salaire est payable hebdomadairement en monnaie légale.

b) Employés surnuméraires: Tout coiffeur ou coiffeuse surnuméraire doit recevoir une rémunération au prorata du salaire de l'employé régulier et il a droit à un minimum de trois (3) heures de travail pour chaque appel. En aucun cas, cependant, cette rémunération ne doit être inférieur à $0.64 l'heure.

c) Apprentis:

1ère année:	
1er semestre	$15.00
2ième semestre	18.00
2ième année:	
1er semestre	20.00
2ième semestre	22.00
3ième année:	
1er semestre	24.00
2ième semestre	28.00

113. *Durée du travail: a)* La semaine de travail est de quarante-six (46) heures réparties comme suit:

Lundi: fermé toute la journée, sauf s'il y a une fête chômée dans la semaine, alors que les heures de travail sont celles du mardi;

Mardi et mercredi: 9 a.m. à 7 p.m.;

Jeudi et vendredi: 9 a.m. à 9 p.m.;

Samedi et veilles de fêtes chômées: 8 a.m. à 5 p.m.

Durant les mois de mai, juin et décembre et la semaine précédant la fête de Pâques, les heures de travail sont de 9 a.m. à 9 p.m. les mardi et mercredi.

b) Dans le cas d'un mariage, il est permis de coiffer la mariée en dehors des heures règlementaires. Dans le cas de mortalité, il est permis de coiffer les personnes dans la famille immédiate du défunt, en dehors des heures règlementaires avec l'approbation du Comité paritaire.

114. Tout travail fait en dehors des heures plus haut mentionnées est interdit. Cependant, le travail commencé sur un client ou une cliente avant l'expiration des heures règlementaires peut être terminé à la condition que ce travail soit terminé au plus tard une heure après l'heure de cessation du travail.

115. *Repas:* Tout salarié a droit à une heure pour le repas du midi et une heure pour le repas du soir, les jours où le travail doit cesser à 9 p.m.

116. *Congé annuel payé:* Une semaine de vacances payées doit être accordée, chaque année, à tout salarié coiffeur ou coiffeuse pour dames. Ces vacances doivent être prises aux dates convenues entre l'employeur et le salarié. La paie pour ces vacances est de 2% du salaire brut (salaire et pourcentage) gagné par l'employé durant les douze (12) mois précédant le 1er mai de chaque année ou depuis son entrée en service. Ce salaire doit être versé à l'employé avant son départ pour les vacances. Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité les vacances annuelles payées.

117. *Prix minima des services:* Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous mentionnés:

Coupe de cheveux	$1.00
Ondulation permanente:	
Ordinaire	6.00
Sachets chimiques	6.00
À froid	6.00

employees' wages for days kept as holidays. Wages shall be paid every week in currency.

b) Occasional employees: Every occasional male or female hairdresser shall be paid at the prorata of the regular employee's wages and he shall be said a minimum of three (3) hours for each call. In no case, however, shall such remuneration shall be less than $0.64 per hour.

c) Apprentice:

1st year:	
1st six months	$15.00
2nd six months	18.00
2nd year:	
1st six months	20.00
2nd six months	22.00
3rd year:	
1st six months	24.00
2nd six months	28.00

113. *Duration of work: a)* The work week shall consist of forty-six (46) hours, distributed as follows:

Monday: no work, except if there is a holiday in the week in which case the hours shall be those of Tuesday;

Tuesday and Wednesday: 9:00 a.m. to 7:00 p.m.;

Thursday and Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

During the months of May, June, December and the week preceding Easter, the hours of work shall be from 9:00 a.m. to 9:00 p.m. on Tuesday and Wednesday.

b) In the event of a wedding, hairdressing work may be performed for the bride beyond the hours of the decree. In the event of mortality, hairdressing work may be performed for the family of the deceased beyond the hours of the decree with the approval of the Parity Committee.

114. No time shall be worked outside the hours above mentioned. However, work begun on a customer before the expiration of the duration of working hours may be completed but such work shall not exceed one hour beyond finishing time.

115. *Meals:* Employees are entitled to one hour for the noon meal and to one hour for the evening meal when time is worked until 9:00 p.m.

116. *Annual vacation with pay:* Ladies' hairdressers are entitled to one week of vacation with pay each year. Vacation shall be taken at a date decided upon by both the employer and his employee. Vacation pay shall be 2% of the gross wages (wages and percentage) earned by the employee during the twelve (12) months preceding May 1, of each year or since the beginning of the employee's service. This vacation pay shall be given before the vacation. No employer shall replace the annual vacation with pay by a compensating indemnity.

117. *Minimum prices of services:* Professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Haircut: adults and children	$1.00
Permanent wave:	
Ordinary	6.00
Chemical pads	6.00
Cold wave	6.00

Ondulation à l'eau	$1.00
Mise en plis	1.00
Ondulation au fer	1.00
Manucure	1.00
Massage	1.50
Teinture	5.00
Retouche	5.00
Décoloration	3.00
Shampooing	0.50
Rinçage	0.50
Traitement du cuir chevelu	1.50

118. *Prorata des apprentis:* Le nombre d'apprentis dans les salons de coiffure pour dames est le suivant:

Un apprenti par salon où travaille régulièrement au moins un coiffeur ou coiffeuse possédant son certificat de qualification.

Deux (2) apprentis par salon où travaille au moins un coiffeur ou coiffeuse possédant son certificat de qualification, lorsque le premier apprenti a terminé deux (2) années d'apprentissage.

119. *Dispositions générales:* Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes et tous les engagements de l'ancien comité contractés en vertu du décret antérieur.

120. Le présent décret abroge le décret numéro 3001 du 6 novembre 1941 et tous ses amendements.

121. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er avril 1962. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er avril de l'année 1962 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

C. LaRichelière,
57275-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

Water wave	$1.00
Finger wave	1.00
Curling iron wave	1.00
Manicure	1.00
Massage	1.50
Dyeing	5.00
Retouching dyed hair	5.00
Bleaching	3.00
Shampoo	0.50
Rinse	0.50
Scalp treatment	1.50

118. *Prorata of apprentices:* The number of apprentices in ladies' hairdresser parlours shall be as follows:

One apprentice per parlor where at least one certificated hairdresser work regularly.

Two (2) apprentices per parlor where at least one certificated hairdresser work regularly, when the first apprentice has completed two (2) years of apprenticeship.

119. *General dispositions:* At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present agreement, remains in office and administers the present decree until the formation of a new committee. Such new committee succeeds the former committee and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all the liabilities of the said former committee incurred under the said previous decree.

120. The present decree repeals the decree number 3001 of November 6, 1941, and all its amendments.

121. *Duration of the decree:* The decree remains in force until April 1, 1962. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to April 1st, of the year 1962 or of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

C. LaRichelière,
57275-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

ERRATUM

L'arrêté en conseil numéro 930 du 6 avril 1961 (Section « A »), concernant des modifications au décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 15 avril 1961, est corrigé comme suit:

1o À la page 1752 et à la page 1753, les titres « Zones I et IA, II, III » doivent se lire « Zones I, II, III ».

2o Le taux de $2.52, vis-à-vis l'item « Tailleur de pierre sur chantier » doit se lire $2.25.

3o Le taux de $1.35, vis-à-vis l'item « Chauffeur de camion ... (3ème colonne), doit se lire $1.45.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 avril 1961. 57275-o

Order in Council
Executive Council Chamber

ERRATUM

Order-in-Council number 930 of April 6, 1961 (Section "A"), concerning amendments of the decree number 419 of April 18, 1957 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Quebec, published in the *Quebec Official Gazette* of April 15, 1961, is corrected as follows:

1. On pages 1752 and 1753, the heading "Zones I and IA, II, III", should read "Zones I, II, III".

2. The wages rate of $2.52, opposite item "Stone Cutter on the job" should read $2.25.

3. The wages rate of $1.35, opposite item "Truck driver ... (3rd column), should read $1.45.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 22, 1961. 57275-o

Assemblées

La compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières

Les actionnaires de « La compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières » sont convoqués en assemblée générale annuelle le mardi, vingt-cinq avril 1961, à trois heures de l'après-midi, au numéro 2101 de l'immeuble Sun Life, à Montréal, Québec, Canada, pour recevoir les comptes de l'exercise 1960, procéder à l'élection des administrateurs et à la nomintion des vérificateurs pour le prochain terme d'office et pour délibérer sur toute autre question du ressort de l'assemblée.

Le Secrétaire,
J. R. TURGEON.

57197-15-2-o

L'Association Domremy de Drummondville Inc.

Avis est, par les présentes, donné au bureau de direction de « L'Association Domremy de Drummondville Inc. », soit Léo-Paul Laliberté, peintre, Germain Grenier, vendeur, Armand Demers, employé d'usine et Arthur Parent, employé d'usine, tous de Drummondville qu'une assemblée dudit bureau de direction sera tenue, à 190, rue St-Marcel, Drummondville, le 2 mai 1961, à huit heures p.m. dans le but d'élire un nouveau bureau de direction et que les quatre directeurs actuels soient présents.

Le Président pro tempore,
LÉO-PAUL LALIBERTÉ.

57277-o

Meetings

The Alma & Jonquières Railway Company

The annual meeting of the shareholders of "The Alma & Jonquières Railway Company", to receive the 1960 financial statements of the company, to elect directors and appoint auditors for the ensuing year, and to transact such other business as may properly come before the meeting, will be held in Room 2101, Sun Life Building, Montreal, Quebec, Canada, on Tuesday, April 25th, 1961, at three o'clock in the afternoon.

J. R. TURGEON,
Secretary.

57197-15-2-o

L'Association Domremy de Drummondville Inc.

Notice is hereby given to the Board of Directors of "L'Association Domremy de Drummondville Inc.", that is, to Léo-Paul Laliberté, painter, Germain Grenier, salesman, Armand Demers, mill employee and Arthur Parent, mill employee, all of Drummondville, that a meeting of the said Board of Directors will be held at 190 St-Marcel St., Drummondville, on May 2, 1961, at eight o'clock p.m. for the purpose of electing a new Board of Directors and that the four present directors be present.

LÉO-PAUL LALIBERTÉ,
President pro tempore.

57277

Avis divers

(P.G. 13369-60)

The National Theatre School of Canada École Nationale de Théâtre du Canada

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 12 avril 1961, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de « The National Theatre School of Canada — École Nationale de Théâtre du Canada », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57278-o

(P.G. 13247-57)

Rabaska

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 12 avril 1961, approuvé les règlements généraux de « Rabaska », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57279-o

(P.G. 14463-59)

Gerard Investments Inc.

Règlement No Cinq

« 1o Que le nombre des directeurs soit et il est, par les présentes, diminué de quatre à trois, de

Miscellaneous notices

(A.G. 13369-60)

The National Theatre School of Canada École Nationale de Théâtre du Canada

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on April 12, 1961, approved by-law number 1 (general by-laws) of "The National Theatre School of Canada — École Nationale de Théâtre du Canada" and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57278

(A.G. 13247-57)

Rabaska

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on April 12, 1961, approved the general by-laws of « Rabaska » and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57279

(A.G. 14463-59)

Gerard Investments Inc.

By-law No. five

"1. The number of directors be and the same is hereby decreased from four to three so that the

manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de trois directeurs.

2o Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3o Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Montréal, 23 mars 1960.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,
R. J. SHADEED.

57280

(P.G. 16942-59)

L'Association des Administrateurs d'Hôpitaux de la Province de Québec

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 13 avril 1961, approuvé les règlements généraux de « L'Association des Administrateurs d'Hôpitaux de la Province de Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57281-o

(P.G. 16995-59)

L'Association des Gardes-Bébés de la Province de Québec

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant procureur général, l'honorable Secrétaire de la province, a le 12 avril 1961, approuvé le règlement No 1 (règlements généraux) de « L'Association des Gardes-Bébés de la Province de Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57282-o

(P.G. 16994-59)

L'Association des Gardes-Malades Auxiliaires de la Province de Québec

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 12 avril 1961, approuvé le règlement numéro I (règlements généraux) de « L'Association des Gardes-Malades Auxiliaires de la Province de Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57283-o

(P.G. 10894-61)

Domremy-Trois-Rivières

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 11 février 1961, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à quinze:

« *Article 15 Nombre* — Les affaires de la corporation seront administrées par un Conseil

board of directors of the company shall hereafter be composed of three directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Montreal, March 23, 1960.

Certified true copy.

R. J. SHADEED,
Secretary.

57280-o

(A.G. 16942-59)

L'Association des Administrateurs d'Hôpitaux de la Province de Québec

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on April 13, 1961, approved the by-laws of "L'Association des Administrateurs d'Hôpitaux de la Province de Québec", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57281

(A.G. 16995-59)

L'Association des Gardes-Bébés de la Province de Québec

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on April 12, 1961, approved by-law No 1 (general by-laws) of "L'Association des Gardes-Bébés de la Province de Québec", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57282

(A.G. 16994-59)

L'Association des Gardes-Malades Auxiliaires de la Province de Québec

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on April 12, 1961, approved by-law number I (General by-laws) of "L'Association des Gardes-Malades Auxiliaires de la Province de Québec" and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57283

(A.G. 10894-61)

Domremy-Trois-Rivières

Extract of general by-laws of the above mentioned corporation, as adopted at the general meeting held on February 11, 1961, concerning the increase in the number of the directors from three to fifteen:

"*Article 15 Number.*— The business of the corporation is to be administrated by an Adminis-

d'administration composé de quinze (15) membres . . .»

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
LUCIEN MORAND.

57284-o

Association Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïcs de Dolbeau

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 24 mars 1961, autorisé le changement de nom de « L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Dolbeau, Inc. », dont la constitution, sous le nom primitif de « Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 33 », a été autorisée le 17 mars 1945, et dont le siège social est situé à Dolbeau, en celui de « Association Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïcs de Dolbeau », et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57285-o

Chantiers Coopératifs de Notre-Dame du Rosaire

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Chantiers Coopératifs de Notre-Dame du Rosaire », en date du 19 mai 1960, dont le siège social est situé à Notre-Dame du-Rosaire, comté de Kénogami-Jonquière, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le trente juin 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57286-o

(P.G. 16278-59)

Quebec Wholesale Lumber Association, Inc. L'Association des Marchands de Bois en Gros du Québec, Inc.

Avis est par les présentes donné que, sur la recommandation de l'Assistant procureur général, les règlements généraux et l'amendement à la section I de l'article II desdits règlements généraux de « Quebec Wholesale Lumber Association, Inc.— L'Association des Marchands de Bois en Gros du Québec, Inc.", ont été approuvés le 30 mars 1961, par l'Honorable Secrétaire de la province, conformément aux dispositions de la section 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 4e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57287

(Sec. P. 766-34)

St-Maurice Boating Club

Avis est donné que, sur la recommendation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le six février 1961, approuvé les règlements généraux de « St-Maurice Boating Club », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le sept février 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57288

tration Council composed of fifteen (15) members . . ."

Certified true copy.

LUCIEN MORAND,
Secretary.

57284

Association Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïcs de Dolbeau

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 24, 1961, authorized the change of name of the "L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Dolbeau, Inc. », the incorporation of which, under the original name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 33", was authorized on March 17, 1945, and whose head office is situated at Dolbeau, into that of "Association Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïcs de Dolbeau", and such pursuant to the provisions of articles 7 and following of the Professional Syndicates Act, (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 4, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57285

Chantiers Coopératifs de Notre-Dame du Rosaire

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantiers Coopératifs de Notre-Dame du Rosaire", under date May 19, 1960, whereof the head office is at Notre-Dame-du-Rosaire, county of Kénogami-Jonquière and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57286

(A.G. 16278-59)

Quebec Wholesale Lumber Association, Inc. L'Association des Marchands de Bois en Gros du Québec, Inc.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the General by-laws and the amendment to section I of article II of the said general by laws of "Quebec Wholesale Lumber Association, Inc.— L'Association des Marchands de Bois en Gros du Québec, Inc.", were approved on March 30, 1961, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57287-o

(P. Sec. 766-34)

St-Maurice Boating Club

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on the sixth day of February, 1961, approved the general by-laws of "St-Maurice Boating Club", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the seventh day of February, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57288-o

(P.G. 1545-49)

Le Service Social de l'Enfance de Chicoutimi

Extrait du règlement No 1 (règlements généraux) de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté à l'assemblée générale des membres tenue le 10 mars 1949, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à cinq.

« Directeurs — 6.— Les affaires de la corporation sont administrées par un bureau de direction composé de cinq (5) membres . . . »

Chicoutimi, le 2 février 1961.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,

57289-o L. PARENT.

Stelco Employees' Credit Union (Eastern Works)

Avis est, par les présentes, donné qu'à l'assemblée générale annuelle des membres de « The Stelco Employees Credit Union, Notre Dame Works, Montreal », tenue le 14 février 1961, le nom dudit syndicat coopératif a été changé en celui de « Stelco Employees' Credit Union (Eastern Works) », conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (R.S.Q., 1941, chapitre 290).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57290 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10088-61)

Les Magasins Continental Ltée Continental Stores Ltd.

Règlement numéro 6

Le nombre des directeurs de la compagnie « Les Magasins Continental Ltée », est changé de huit (8) qu'il était auparavant à celui de neuf (9) et le règlement numéro 4 de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement No 6, adopté à une assemblée des directeurs tenue le 21ième jour de février 1961 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le même jour par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Certifiée à Chicoutimi, le 23 février 1961.

Le Secrétaire,

57313-o (*Signé*) ROSARIO DESBIENS.

(Sec. P. 30-61)

Coop de Chibougamau

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Coop de Chibougamau », en date du 12 mars 1961, dont le siège social est situé à Chibougamau, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57314-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 16839-59)

Hôtel Sherbrooke Inc.

Règlement spécial « A »

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement spécial « A » de « Hôtel Sherbrooke Inc. »:

(A.G. 1545-49)

Le Service Social de l'Enfance de Chicoutimi

Extract of by-law No. 1 (general by-laws) of the above-mentioned corporation, as adopted at the general meeting of its members held on March 10, 1949, concerning the increasing of the number of its directors from four to five:

"Directors — 6.— The business of the corporation will be managed by a board of directors composed of five (5) members . . ."

Chicoutimi, February 2, 1961.

Certified true copy.

L. PARENT,

57289 *Secretary.*

Stelco Employees' Credit Union (Eastern Works)

Notice is hereby given that, at the Annual General Meeting of the members of "The Stelco Employees Credit Union, Notre Dame Works, Montreal", held on February 14, 1961, the name of the said cooperative syndicate was changed to that of "Stelco Employees' Credit Union (Eastern Works)", pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act (R.S.Q. 1941, chapter 290).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57290-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 10088-61)

Continental Stores Ltd. Les Magasins Continental Ltée

By-law No. 6

The number of directors of the company "Continental Stores Ltd.", has been changed from eight (8) as it formerly was to nine (9), and by-law number 4 has been altered accordingly.

Certified copy of by-law No. 6 adopted at a meeting of the directors held on the 21st day of February, 1961, and approved at a special general meeting of the company held on the same day by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

Certified at Chicoutimi, on February 23, 1961.

(*Signed*) ROSARIO DESBIENS,

57313 *Secretary.*

(P. Sec. 30-61)

Coop de Chibougamau

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coop de Chibougamau", under date March 12, 1961, whereof the head office is at Chicougamau, county of Abitibi-East, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57314 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 16839-59)

Hôtel Sherbrooke Inc.

Special by-law "A"

Be it enacted and it is hereby enacted as special by-law "A" of "Hôtel Sherbrooke Inc.":

1o Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes augmenté de trois à cinq, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs;

2o Deux directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration;

3o Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée du règlement spécial « A » de « Hôtel Sherbrooke Inc. », dûment décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie tenue le 9e jour de septembre 1960, et subséquemment approuvé par le vote unanime de tous les actionnaires présents en personne ou représentés par procuration à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenues les 9e jour de septembre 1960.

Daté à Sherbrooke, ce 9e jour de septembre 1960.

Le Secrétaire,
57315 ROSARIO COUSINEAU.

1. That the number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to five, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors;

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors;

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified to be a true copy of special by-law "A" of "Hôtel Sherbrooke Inc.", duly enacted at a meeting of the board of directors of the company held on the 9th day of September 1960, and subsequently approved by the unanimous vote of all the shareholders of the company present in person or represented by proxy at a special general meeting of shareholders held on the 9th day of Septebmer, 1960.

Dated at Sherbrooke, this 9th day of September, 1960.

ROSARIO COUSINEAU,
57315-o *Secretary.*

(Sec. P. 734-23)

The Belmont Park Company, Limited

Règlement No. 46

(concernant l'augmentation du nombre des directeurs de cinq à sept).

« Les affaires de la compagnie seront gérées et administrées par un bureau composé de sept (7) directeurs, lesquels devront posséder en leur nom propre, et quitte de toute redevance, au moins une action du capital-actions de la compagnie. »

Certifié vraie copie du règlement numéro 46, tel qu'adopté par les directeurs le 21 janvier 1961, et approuvé par les actionnaires de la compagnie le 15 février 1961.

Le Secrétaire,
57316-o R.-J. DUCLOS.

(Prov. Sec. 734-23)

The Belmont Park Company, Limited

By-law No. 46

(concerning the increase in the number of the directors from five to seven).

"The affairs of the company shall be managed and administrated by a board composed of seven (7) directors, who shall own, in their own name, and clear of all debts, at least one share of the capital stock of the company."

Certified true copy of by-law number 46, as adopted by the directors on January 21, 1961, and approved by the shareholders of the company on February 15, 1961.

R.-J. DUCLOS,
57316 *Secretary.*

La Caisse Populaire de Buckingham

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Caisse Populaire de Buckingham", en date du 29 mars 1961, dont le siège social est situé à Buckingham, comté de Papineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétairat de la province.

Donn éau bureau du Sevrétaire de la province, le 11 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57317-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de Buckingham

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Buckingham", under date March 29, 1961, whereof the head office is at Buckingham, county of Papineau, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 11, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57317 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 38-61)

Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Barnabé Nord

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 29 mars 1961, émis un certificat constituant en corporation la « Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Barnabé Nord », dont le siège social est situé dans la paroisse de St-Barnabé Nord, comté de St-Maurice, dans le district judiciaire de Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions des articles 15 et suivants de la Loi concernant la Société Saint-

(Prov. Sec. 38-61)

Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Barnabé Nord

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 29, 1961, issued a certificate incorporating the "Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Barnabé Nord", whose head office is situated in the parish of St-Barnabé Nord", county of St-Maurice, in the juridical district of Trois-Rivières, and such, pursuant to the provisions of sections 15 and following concerning the "Société Saint-Jean-

Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapitre 161.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 4e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57318-o

(P.G. 11755-54)

Verchères Ore-Oil Corporation
(No Personal Liability)

Règlement No 31

« Attendu que le règlement No 23 passé le 30 septembre 1954 qui décrétait que:

Le nombre des directeurs de la compagnie soit porté de 3 à 5 soit rectifié par les nouveaux directeurs et actionnaires de la compagnie.

Sur proposition dûment faite et secondée, il est unanimement résolu que: « Le nombre des directeurs de la compagnie soit porté de 3 à 5 ». »

Copie certifiée le 21 janvier 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
RODOLPHE LAMIRANDE.

57319-o

(P.G. 11070-61)

Girard MacLean Limited
Girard MacLean Limitée

Règlement No III

concernant la modification du nombre des directeurs.

Le nombre des directeurs de la compagnie « Girard-MacLean Limited — Girard-MacLean Limitée », est changé de trois qu'il était auparavant à celui de cinq et le règlement numéro 3 de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement No III — dûment adopté à une assemblée des directeurs et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 14 février 1961.

Le Secrétaire,
JACQUES ANGERS.

57320-o

(P.G. 10798-60)

De-Lux Furniture Ltd.

Règlement No 3

concernant la modification du nombre des directeurs.

Le nombre des directeurs de la compagnie « De-Lux Furniture Ltd. », est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de quatre (4) et le bureau de direction de la compagnie sera composé à l'avenir de quatre (4) directeurs.

Quatre (4) directeurs constitueront un quorum à chaque assemblée du bureau de direction.

Tout règlement, résolution et procédure antérieure de la compagnie non conformes au présent règlement sont par les présentes amendés, modifiés et revisés.

Copie certifié du règlement No 3 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 20 février 1961 et approuvé à l'assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 20 février 1961 par les actionnaires détenant entre eux 100 pour cent (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
JEAN LEBLANC.

57334-o

(P.G. 13980-58)

St. Jude Realties Ltd.

Règlement No 20

« 1o Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté

Baptiste de la région des Trois-Rivières", 3-4 Elizabeth II, chapter 161.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57318

(A.G. 11755-54)

Verchères Ore-Oil Corporation
(No Personal Liability)

By-law No. 31

"Whereas by-law No. 23 passed on September 30, 1954 which decreed that:

The number of the directors of the company be carried from 3 to 5 be rectified by the new directors and shareholders of the company.

Upon the proposition duly made and seconded, it is unanimously resolved that: "The number of the directors of the company be carried from 3 to 5"."

Certified copy of January 21, 1961.

RODOLPHE LAMIRANDE,
Secretary-Treasurer.

57319

(A.G. 11070-61)

Girard MacLean Limited
Girard MacLean Limitée

By-law No. III

concerning the altering of the number of directors.

The number of directors of the company "Girard-MacLean Limited — Girard-MacLean Limitée", has been changed from three as it formerly was to five, and by-law number 3 of the company has been altered accordingly.

Certified copy of by-law No. III duly adopted at a meeting of the directors and approved at a special general meeting of the company held on February 14, 1961.

JACQUES ANGERS,
Secretary.

57320

(A.G. 10798-60)

De-Lux Furniture Ltd.

By-law No. 3

concerning the amendment in the number of directors.

The number of the directors of the company "De-Lux Furniture Ltd.", is changed from three (3) that it was heretofore to that of four (4) and the board of directors of the company shall be composed in future of four (4) directors.

Four (4) directors shall constitute a quorum at each meeting of the board of directors.

Any by-law, resolution and previous procedure of the company not in conformity with the present by-law are by these presents amended, modified and revised.

Certified copy of by-law No. 3 duly adopted at a meeting of the directors held on February 20, 1961, and approved at a special general meeting of the company held on February 20, 1961, by the shareholders holding among themselves 100 per cent (100%) of the shares represented at this meeting.

JEAN LEBLANC,
Secretary.

57334

(A.G. 13980-58)

St. Jude Realties Ltd.

By-law No. 20

"1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three

de trois (3) à quatre (4) de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

2o Trois (3) directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3o Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés, de manière à donner effet à ce règlement. »

Montréal, 4 avril 1961.
Vraie copie certifiée.

Le Vice-président,
57335 (*Signé*) Mme Louise S. Faucher.

Le Syndicat Coopératif des Éleveurs de Chinchillas de la Mauricie

Avis est, par les présentes, donné qu'à la suite d'une résolution passée le 11 septembre 1960, par l'assemblée des membres dûment convoqués du « Syndicat Coopératif des Éleveurs de Chinchillas de la Mauricie », cette société cessera définitivement toutes ses activités et aura cessé d'exister le premier juin 1961.

Yamachiche, comté de St-Maurice, P.Q.

Le Secrétaire,
57336-o André Champoux.

(P.G. 10119-59)

Cedarbrook Golf & Country Club Inc.

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Asisstant-procureur général, les règlements généraux I à XXIV inclusivement de « Cedarbrook Golf & Country Club Inc. » ont, le 17 avril 1961, été approuvés par l'Honorable Secrétaire de la province, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57351 Raymond Douville.

(P.G. 11136-61)

Laiterie Saint Alexandre Limitée
St. Alexander Dairy, Limited

Règlement No 4

augmentant le nombre des directeurs de cinq à onze

1o Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de 5 à 11, de sorte que le bureau de direction à l'avenir sera de 11 directeurs.

2. Cinq directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3o Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, non conformes à ce que ci-dessus, sont en conséquence amendés, modifiés et revisés de façon à donner effet au présent règlement.

Décrété ce 16 février 1961, à une assemblée des directeurs de « Laiterie Saint Alexandre Limitée — St. Alexander Dairy, Limited » et approuvé et ratifié à l'unanimité à une assemblée des actionnaires de la compagnie à laquelle tous les actionnaires étaient présents, et tenue le 16 février 1961.

La Secrétaire,
57352-o Juliette Mailloux.

Coopérative de Télévision de Cap-des-Rosiers.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troi-

(3) to four (4) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company, inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Montreal, April 4, 1961.
Certified true copy,

(*Signed*) Mme Louise S. Faucher,
57335-o *Vice-President.*

Le Syndicat Coopératif des Éleveurs de Chinchillas de la Mauricie

Notice is hereby given that following a resolution passed on September 11, 1960, by the meeting of the members duly convocated by the "Syndicat Coopératif des Éleveurs de Chinchillas de la Mauricie", this society shall definitely cease all its activities and shall cease to exist on June first, 1961.

Yamachiche, county of St-Maurice, P.Q.

André Champoux,
57336 *Secretary.*

(A.G. 10119-59)

Cedarbrook Golf & Country Club Inc.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the General By-laws I to XXIV inclusive of "Cedarbrook Golf & Country Club Inc." were approved on April 17, 1961, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

Raymond Douville,
57351-o *Assistant Secretary of the Province*

(A.G. 11136-61)

St. Alexander Dairy, Limited
Laiterie Saint Alexandre Limitée

By-Law No. 4

increasing the number of directors from five to eleven

1. The number of directors of the company is increased from 5 to 11, in order that the board of directors shall hereafter be of 11 directors.

2. Five directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith, are amended, modified and revised accordingly, to give effect to this by-law.

Enacted on February 16, 1961, at a meeting of the directors of "Laiterie Saint Alexandre Limitée — St. Alexander Dairy, Limited" and unanimously approved and ratified at a meeting of the shareholders of the company at which all the shareholders were present, and held on February 16, 1961.

Juliette Mailloux,
57352 *Secretary.*

Coopérative de Télévision de Cap-des-Rosiers

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the

sième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Coopérative de Télévision de Cap-des-Rosiers », en date du 14 mars 1961, dont le siège social est situé à Cap-des-Rosiers, comté de Gaspé, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57353-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11571-60)

Gilson Investments Limited
Les Placements Gilson Limitée

Un règlement qui augmente le nombre des directeurs de trois à dix:

« Le nombre des directeurs de la compagnie sera de dix. »

Signé à Montréal, ce 29e jour de juillet 1960.

Le Secrétaire,
57354 P. ST-PIERRE.

third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative de Télévision de Cap-des-Rosiers", under date March 14, 1961, whereof the head office is at Cap-des-Rosiers, county of Gaspé, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 5, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57353 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11571-60)

Gilson Investments Limited
Les Placements Gilson Limitée

By-law increasing the number of directors from three to ten:

"The number of the directors of the company will be ten."

Signed at Montreal, this 29th day of July, 1960.

P. ST-PIERRE,
57354-o *Secretary.*

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 13 avril 1961.

Aujourd'hui à onze heures de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

34 Loi concernant la Régie des alcools du Québec.

112 Loi concernant Montreal Milk Producers Co-operative des Producteurs de lait de Montréal.

157 Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

164 Loi modifiant la charte de la ville de Candiac.

228 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.

231 Loi relative à la succession de dame Élodie Deschambault.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »
57359-o

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 13th of April, 1961.

This day, at eleven o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

34 An Act respecting the Quebec Liquor Board.

112 An Act respecting Montreal Milk Producers Co-operative des Producteurs de lait de Montréal.

157 An Act respecting the city of Cap-de-la-Madeleine.

164 An Act to amend the charter of the town of Candiac.

228 An Act to amend the charter of the city of Quebec.

231 An Act respecting the estate of Dame Elodie Deschambault.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."
57359-o

Chartes — Abandon de

Cie de Téléphone de St-Donat Ltée

Prenez avis que la « Cie de Téléphone de St-Donat Ltée », demandera au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte.

Joliette, le 12 avril, 1961.

Le Procureur de la compagnie,
57291-o MAURICE TELLIER, C.R.

Charters — Surrender of

Cie de Téléphone de St-Donat Ltée

Take notice that the "Cie de Téléphone de St-Donat Ltée", will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Joliette, April 12, 1961.

MAURICE TELLIER, Q.C.,
57291 *Attorney for the company.*

Moon Realty Corp.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Moon Realty Corp. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 13e jour d'avril 1961.

Le Président,
S. S. FELS.

57292

Prime Realties Inc.

« Avis est donné que la compagnie « Prime Realties Inc. », s'adressera au Procureur général de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte. »

Montréal, 11 avril 1961.

Le Procureur de « Prime Realties Inc. »,
LOUIS GLAZER, C.R.

57357

Vipond Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Vipond Ltd. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 12e jour d'avril 1961.

Le Secrétaire,
T. J. MOONEY.

57358

Moon Realty Corp.

Notice is hereby given that "Moon Realty Corp.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of April, 1961.

S. S. FELS,
President.

57292-o

Prime Realties Inc.

"Take notice that the "Prime Realties Inc.", will petition the Attorney General of the Province of Quebec for permission to abandon its charter."

Montreal, April 11, 1961.

LOUIS GLAZER, Q.C.,
Attorney for "Prime Realties Inc.".

57357-o

Vipond Ltd.

Notice is hereby given that "Vipond Ltd.", a corporation constituted under Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of April, 1961.

T. J. MOONEY,
Secretary.

57358-o

Commission du Salaire Minimum

Avis

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 22 de la Loi du Salaire Minimum (S.R.Q. 1941, chapitre 164), que les ordonnances suivantes, renouvelant les ordonnances No 3, 1957, édictant les congés annuels payés; No 4, 1960, ordonnance générale; No 39, 1960, relative aux exploitations forestières; No 40, 1960, régissant les hôtels, restaurants, hôtels, restaurants, hôpitaux et exploitations foncières et No 41, 1960, concernant les corporations municipales et les corporations scolaires, adoptées par la Commission du Salaire Minimum en date du 16 mars 1961, ont été approuvées par l'arrêté en conseil numéro 958 du 11 avril 1961.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 avril 1961.

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164 et amendements),

Ordonne et décrète, par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit, savoir:

1. *Ordonnances maintenues en vigueur:* Les ordonnances ci-après mentionnées sont maintenues en vigueur jusqu'au 1er mai 1962:

Minimum Wage Commission

Notice

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of section 22 of the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1941, chapter 164), that the following ordinances, renewing ordinances No. 3, 1957, enacting annual vacations with pay; No. 4, 1960, General Ordinance; No. 39, 1960, relating to Forest Operations; No. 40, 1960, relating to hotels, resutaurants, hospitals and real estate undertakings and No. 41, 1960, relating to Municipal and School Corporations, adopted by the Minimum Wage Commission on March 16, 1961, have been approved by Order in Council No. 958 of April 11, 1961.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 22, 1961.

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, chapter 164 and amendments),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal the following, to wit:

1. *Ordinances maintained in force:* The following Ordinances are maintained in force until May 1st, 1962:

Ordonnance numéro 3, 1957: L'ordonnance numéro 3, 1957 édictant les congés annuels payés, adoptée le 12 décembre 1956, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 10 janvier 1957 par arrêté en conseil portant le numéro 34 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 19 janvier 1957 et telle que subséquemment amendée par ordonnances d'amendements.

Ordonnance numéro 4, 1960: L'ordonnance numéro 4, 1960, ordonnance générale applicable aux employeurs et aux salariés non autrement régis, a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 24 février 1960, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 318 du 9 mars 1960 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 mars 1960 et telle que subséquemment amendée par ordonnances d'amendements.

Ordonnance numéro 39, 1960: L'ordonnance numéro 39, 1960 relative aux exploitations forestières a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 24 février 1960, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 318 du 9 mars 1960 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 mars 1960 et telle que subséquemment amendée par ordonnances d'amendements.

Ordonnance numéro 40, 1960: L'ordonnance numéro 40, 1960 régissant les hôtels, restaurants, hôpitaux et exploitations foncières a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 24 février 1960, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 318 du 9 mars 1960 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 mars 1960 et telle que subséquemment amendée par ordonnances d'amendements.

Ordonnance numéro 41, 1960: L'ordonnance numéro 41, 1960 concernant les corporations municipales et les corporations scolaires, adoptée par la Commission du salaire minimum le 24 février 1960, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 318 du 9 mars 1960 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 mars 1960 et telle que subséquemment amendée par ordonnances d'amendements.

2. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

FAITE ET SIGNÉE en la cité de Québec, ce seizième jour du mois de mars mil neuf cent soixante et un.

Commission du salaire minimum,

Le Président,
(*Signé*) MARC TRUDEL, M.D.

Le Secrétaire général,
(*Signé*) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

(Sceau)
Copie conforme.
Le Secrétaire général,
PHILIPPE ROUSSEAU, C.R. 57355-o

Avis

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 22 de la Loi du Salaire Minimum (S.R.Q., 1941, chapitre 164), que l'ordonnance suivante, modifiant l'ordonnance numéro 39, 1960, adoptée par la Commission du Salaire Minimum en date du 16 mars 1961, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 959 du 11 avril 1961.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 avril 1961.

Ordinance No. 3, 1957: The Ordinance No. 3, 1957, enacting annual vacations with pay adopted on December 12, 1956, approved by the Lieutenant-Governor in Council on January 10, 1957, by order in council No. 34, and published in the *Quebec Official Gazette* of January 19, 1957 and as subsequently amended by ordinances of amendments.

Ordinance No. 4, 1960: General Ordinance No. 4, 1960 applying to employers and employees not otherwise governed, has been adopted by the Minimum Wage Commission on February 24, 1960, approved by Order in Council No. 318 of March 9, 1960 and published in the *Quebec Official Gazette* of March 19, 1960 and as subsequently amended by ordinances of amendments.

Ordinance No. 39, 1960: Ordinance No. 39, 1960 relating to Forest Operations has been adopted by the Minimum Wage Commission on February 24, 1960, approved by Order in Council No. 318 of March 9, 1960 and published in the *Quebec Official Gazette* of March 19, 1960 and as subsequently amended by ordinances of amendments.

Ordinance No. 40, 1960: Ordinance No. 40, 1960 relating to hotels, restaurants, hospitals and real estate undertakings has been adopted by the Minimum Wage Commission on February 24, 1960, approved by Order in Council No. 318 of March 9, 1960 and published in the *Quebec Official Gazette* of March 19, 1960 and as subsequently amended by ordinances of amendments.

Ordinance No. 41, 1960: Ordinance No. 41, 1960 relating to Municipal Corporations and School Corporations, has been adopted by the Minimum Wage Commission on February 24, 1960, approved by Order in Council No. 318 of March 9, 1960 and published in the *Quebec Official Gazette* of March 19, 1960 and as subsequently amended by ordinances of amendments.

2. *Coming into force:* The present Ordinance of renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

SIGNED AND DATED in the city of Quebec, this sixteenth day of the month of March, in the year one thousand nine hundred and sixty one.

Minimum Wage Commission,

(*Signed*) MARC TRUDEL, M.D.,
President.

(*Signed*) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
Secretary General.

(Seal)
True copy.
PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
General Secretary. 57355-o

Notice

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of section 22 of the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1941, chapter 164), that the following ordinance, amending the ordinance number 39, 1960, adopted by the Minimum Wage Commission on March 16, 1961, has been approved, by Order in Council number 959 of April 11 1961.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 22, 1961.

Ordonnance d'amendement à l'ordonnance numéro 39, 1960
Opérations forestières

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, chapitre 164 et amendements):

Ordonne et décrète, par la présente ordonnance d'amendement, ce qui suit, savoir:

1. L'ordonnance No 39, 1960, adoptée par la Commission du salaire minimum le 24 février 1960, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 318 du 9 mars 1960, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 mars 1960 et subséquemment amendée est de nouveau amendée comme suit:

a) Le paragraphe « *h* » de l'article 6 est abrogé.

b) L'article 6*a*, qui se lira comme suit, est ajouté à la suite de l'article 6:

6*a*. *Salariés couverts par un contrat collectif de travail:* Les salariés couverts par un contrat collectif de travail en vertu de la Loi des relations ouvrières, pourvu que les salaires et les conditions de travail dans ledit contrat soient généralement meilleurs que ceux de l'ordonnance, ne sont pas régis par les parties deux et trois de la présente ordonnance quant à ce qui concerne la surveillance de la Commission.

2. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

FAITE ET SIGNÉE en la cité de Québec, ce seizième jour du mois de mars mil neuf cent soixante et un.

Commission du salaire minimum.

Le Président,
(*Signé*) MARC TRUDEL, M.D.

Le Secrétaire général,
(*Signé*) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

(Sceau)
Copie conforme.
Le Secrétaire général,
PHILIPPE ROUSSEAU, C.R. 57356-o

Ordinance of amendment to Ordinance number 39, 1960
Forest Operations

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, chapter 164 and amendments):

Orders and decrees by the present Ordinance of amendment the following, to wit:

1. Ordinance No. 39, 1960, adopted by the Minimum Wage Commission February 24, 1960, approved by Order in Council number 318 of March 9, 1960, published in the *Quebec Official Gazette* of March 19, 1960 and subsequently amended, is again amended as follows:

a) Subsection "*h*" of section 6 is abrogated.

b) Section 6*a*, which shall read as follows, is added after section 6:

6*a*. *Employees covered by a Collective Labour Agreement:* Employees covered by a Collective Labour Agreement under the provisions of the Labour Relations Act, provided the wages and working conditions in the said agreement are genrally better than those set out in this Ordinance, are not governed by parts two and three of the present Ordinance with regard to the supervision of the Commission.

2. *Coming into force:* The present Ordinance of amendment shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

SIGNED AND DATED in the city of Quebec, this sixteenth day of the month of March, in the year one thousand nine hundred and sixty one.

Minimum wage commission.

(*Signed*) MARC TRUDEL, M.D.,
President.

(*Signed*) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
General Secretary.

(Seal)
True copy.
PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
General Secretary. 57356-o

Compagnies autorisées à faire des affaires

(Sec. P. 15-61)

Conniston Construction Company Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que « Conniston Construction Company Ltd. », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de la province de la Colombie britannique a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 1210, édifice de la Banque Royale, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Jacques Tétrault, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57274 RAYMOND DOUVILLE.

Companies Licensed to do Business

(P. Sec. 15-61)

Conniston Construction Company Ltd.

Notice is hereby given that "Conniston Construction Company Ltd.", an extra-provincial company incorporated under the Companies Act of the Province of British Columbia, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Room 1210, Royal Bank Building, in the city and judicial district of Montreal.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Jacques Tétrault, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57274-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 12-61)

National Rejectors, Inc.

Avis est, par les présentes, donné que « National Rejectors, Inc. », compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de la Loi des corporations générales et de commerce de l'État du Missouri, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est à Chambre 300-455 ouest, rue Craig, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. W. H. Laidley, de l'adresse ci-haut donnée.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57274 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 12-61)

National Rejectors, Inc.

Notice is hereby given that "National Rejectors, Inc.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the General and Business Corporation Law of the State of Missouri, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Room 300-455 Craig Street West, in the city and judicial district of Montreal.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W. H. Laidley, of the above-given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57274-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 11-61)

Placement Mondiale, Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Placement Mondiale, Inc. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de la république de Panama a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à suite 1800-1255 rue University, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Frank Waring, à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57274 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 11-61)

Placement Mondiale, Inc.

Notice is hereby given that "Placement Mondiale, Inc.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Laws of the Republic of Panama, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Suite 1800-1255 University Street, in the city and judicial district of Montreal.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Frank Waring, of the above-given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57274-o *Assistant Secretary of the Province.*

Compagnies dissoutes

(P.G. 15369-60)

Charbonneau & Lamothe Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Charbonneau & Lamothe Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 1er octobre 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 avril 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 avril 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

Companies Dissolved

(A.G. 15369-60)

Charbonneau & Lamothe Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Charbonneau & Lamothe Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 1, 1951.

Notice is also given that from and after April 17, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, on April 18, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15686-60)

Finnie-Perrins, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Finnie-Perrins, Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27 juillet 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 avril 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 avril 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 15686-60)

Finnie-Perrins, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Finnie-Perrins, Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 27, 1927.

Notice is also given that from and after April 17, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, on April 18, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15698-60)

Mutual Import Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Mutual Import Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 9 janvier 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 avril 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 avril 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 15698-60)

Mutual Import Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mutual Import Co. Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 9, 1953.

Notice is also given that from and after April 17, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, on April 18, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12234-60)

O'Connell Lodge Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « O'Connell Lodge Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 3 juillet 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 avril 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 avril 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(A.G. 12234-60)

O'Connell Lodge Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "O'Connell Lodge Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 3, 1947.

Notice is also given that from and after April 17, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, on April 18, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 13492-60)

Paquin Gold Mines, Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Paquin Gold Mines, Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 6 mai 1942.

(A.G. 13492-60)

Paquin Gold Mines, Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Paquin Gold Mines, Limited" (No Personal Liability), incorporated under said Quebec Mining Companies Act, by letters patent dated May 6, 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du 14 avril 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 avril 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

(P.G. 15685-50)

Regent Shoe Supplies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la resposabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Regent Shoe Supplies Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17 octobre 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 avril 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 avril 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57274-o P. FRENETTE.

Notice is also given that from and after April 14, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, on April 18, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15685-60)

Regent Shoe Supplies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Regent Shoe Supplies Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters Patent dated October 17, 1952.

Notice is also given that from and after April 17, 1961, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, on April 18, 1961.

P. FRENETTE,

57274 *Assistant Deputy Attorney General.*

Curatelle publique

Louis Desnoyers

Canada, Province de Québec, district de Québec succession vacante de Desnoyers, Louis, en son vivant de la cité de Québec, dit district.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 27 avril 1960 par un juge de la cour supérieure siégeant à Québec dans le district de Québec, que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI. c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

680, rue Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal 2. 57323-o

Public Curatorship

Louis Desnoyers

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, vacant estate of Desnoyers, Louis in his lifetime of the city of Quebec, said district,

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on April 27, 1960, by a judge of the Superior Court sitting at Quebec, in the district of Quebec, that he is, under the authority of the Public curatorship act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR.

680 St. Catherine St. West,
Montreal 2. 57323

Département de l'Agriculture
Industrie laitière

Région du Bas-St-Laurent

Ordonnance No 37-56-F

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du mercredi, le 12 avril, 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1o L'ordonnance No 37-56-A du 11 juin 1958, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 14 juin 1958, est annulée.

Department of Agriculture
Dairy Industry

Region of Lower St. Lawrence

Order No. 37-56-F

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, April 12, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 37-56-A of June 11, 1958, published in the *Quebec Official Gazette* of June 14, 1958, is cancelled.

2o L'article 4 de l'ordonnance No 37-56, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 15 décembre 1956, est remplacé par le suivant:

« 4o Toutefois il est loisible au marchand de lait de convenir avec ses producteurs-fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Commission, d'un prix minimum pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature. Ce marchand de lait devra payer à ses producteurs-fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature plus une quantité équivalent à au moins 2% du lait ainsi utilisé, et au prix déterminé dans le contrat dûment approuvé par la Commission, le reste du lait reçu.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

a) la quantité totale du lait reçu;

b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature »;

c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;

d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;

e) le prix payé pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature ».

3o La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 avril 1961.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
J.-A. CHARTRAND, *commissaire*,
ALFRED COOKMAN, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.
57333-o

2. Section 4 of Order No. 37-56, published in the *Quebec Official Gazette* of December 15, 1956, is replaced by the following:

"4. Yet, the milk dealer may agree with his producers-suppliers, by written contract approved by the Commission, as to a minimum price for milk used for other purposes than fluid milk consumption. This milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price fixed in article 3 of the present Order, the milk used for consumption in its natural state plus a quantity equal to at least 2% of the milk thus used, and at the price established by contract duly approved by the Commission, the balance of the milk received.

This milk dealer shall supply to the Dairy Industry Commission on or prior to the 15, of each month, with a report in the form as prescribed by the said Commission, showing for the preceeding month:

a) total quantity of milk received;

b) quantity of milk used for consumption in its natural state;

c) quantity of milk used for other purposes;

d) quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;

e) price paid for milk used for other purposes than fluid milk consumption.

3. The present Order shall come into force on April 15, 1961.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
J.-A. CHARTRAND, *Commissioner*,
ALFRED COOKMAN, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.
57333-o

Département de l'Instruction publique

No 525-61.

Côte-des-Perron

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Côte-des-Perron, dans le comté de Laval, à la municipalité scolaire de la ville de Ste-Rose, dans le même comté.

Québec, le 6 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57221-15-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 421-61.

Paroisse de St-Joseph

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Joseph, dans le comté de Beauce, en partie à la municipalité scolaire du village de St-Joseph, dans le même comté et en partie à la municipalité de l'Enfant-Jésus, dans le même comté, de la façon suivante, savoir:

1o La partie devant être annexée à la municipalité scolaire du village de St-Joseph comprend tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux compris entre le périmètre extérieur et le périmètre intérieur, ci-après décrit, à savoir:

Department of Education

No. 525-61.

Côte-des-Perron

Application is made to annex, for Catholic tax-payers only, the present territory of the school municipality of Côte-des-Perron, in the county of Laval, to the school municipality of the town of Ste-Rose, in the same county.

Quebec, April 6, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57221-15-2 *Superintendent of Education*.

No. 421-61.

Parish of St-Joseph

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-Joseph, in the county of Beauce, partly to the school municipality of the village of St-Joseph, in the same county and partly to the municipality of l'Enfant-Jésus, in the same county, in the following matter, to wit:

1. The part to be annexed to the school municipality of the village of St-Joseph comprises all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, railway rights-of-way, rivers, water courses or parts thereof comprised between the exterior perimeter and the interior perimeter, hereinafter described, to wit:

Périmètre extérieur:

Partant d'un point sur la ligne séparative des Seigneuries de Saint-Joseph et de Rigaud-Vaudreuil marquant le coin sud du lot 384 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph; de là, successivement, la ligne sud-ouest des lots 384, 383, 382, 381, 380, 379, 378, 377, 376, 376*a*, 375*a*, 375, 374*b*, 374*a*, 374, 373, 372, 371, 370 et 369; la ligne sud-est des lots 248, 249, 313, 314, et 315; la ligne sud-ouest du lot 315; l'axe du chemin limitant au sud-est, les lots 308, 307, 306, 305 et 304*a*; la ligne sud-ouest des lots 304*a*, 304*b*, 301 et 275; la ligne nord-ouest des lots 275, 274, 273, 272, 271, 270, 269 et 268; la ligne sud-ouest des lots 128, 127, 126, 125 et 124; partie de la ligne nord-ouest du lot 124; la ligne sud-ouest et partie de la ligne nord-ouest du lot 120; la ligne sud-ouest des lots 119, 114, 109, 108, 104 et 103, les lignes nord-ouest et nord-est du lot 103 et la ligne nord-ouest du lot 105, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière Chaudière; ledit axe de ladite rivière en allant vers le nord-ouest jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 94; ledit prolongement et ladite ligne; la ligne sud-ouest des lots 94 et 96; la ligne sud-est du lot 90*a*; la ligne sud-est, la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 90*b*; la ligne nord-ouest du lot 90*a*; partie de la ligne nord-ouest du lot 90; la ligne sud-ouest des lots 87, 86*a*, 86, 85, 82, 81, 76, 75, 73, 72, 67, 66, 63, 60, 53, 51 et 50; la ligne ouest des lots 40, 43, 42, 39, 38, 36, 35 et 34; la ligne nord-ouest du lot 34 prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière Chaudière; ladit axe de ladite rivière en allant vers le sud jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 717; ladite ligne nord-ouest du lot 717 et partie de la ligne est dudit lot; la ligne nord-ouest du lot 715; une ligne brisée limitant vers l'ouest des lots 814, 811, 810, 809, 808, 805, 803, 802, 799, 798, 797 et 796; la ligne nord-ouest des lots 796 et 796*a*; la ligne nord-est des lots 800*a*, 800, 801, 804, 806, 807*a*, 812, 813, 816*a*, 816, 817 et 820; partie de la ligne nord-ouest du lot 1110 et la ligne nord-ouest des lots 1109 et 1108; l'axe d'un chemin limitant au nord-est le lot 1108; l'axe d'un chemin limitant au nord-ouest partie du lot 978 en allant vers le nord-est; l'axe d'un chemin limitant au nord-est les lots 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986 et 987; la ligne nord-ouest du lot 1072 prolongée à travers le lot 1086 et la ligne nord-ouest du lot 1267; la ligne nord-est du lot 1267 et partie de la ligne nord-est du lot 1268; puis, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Édouard-de-Frampton, la ligne nord-ouest du lot 98; la ligne nord-est des lots 98, 100, 102, 104, 106, 107, 109, 112, 113, 114, 116, 118, 120, 124, 125, 128, 130, 133, 135, 137, 138 et 140; la ligne séparative des cantons de Frampton et de Cranbourne en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot 5 du cadastre officiel du canton de Cranbourne; puis en référence au cadastre officiel dudit canton, ladite ligne nord-est du lot 5; partie de la ligne nord-est du lot 149; la ligne nord-est et la ligne sud-est du lot 149; partie de la ligne sud-est du lot 151 jusqu'à la ligne sud-ouest de la partie des lots 150 et 151 appartenant à Léandre Cloutier; ladite ligne sud-ouest de ladite partie desdits lots; partie de la ligne nord-ouest du lot 150; la ligne sud-ouest du lot 4; la ligne séparative des cantons de Frampton et de Cranbourne en allant vers le sud-ouest; puis de nouveau en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Josepn, l'axe d'un chemin limitant vers le nord les lots 1293, 1294, 1295 et 1296; l'axe d'un chemin limitant vers le nord-est les lots 1297, 1298, 1299, 1299*b*, 1300*b*, les lots de 1300 à 1313 inclu-

Exterior perimeter:

Starting from a point on the dividing line of the Seigniories of Saint-Joseph and of Rigaud-Vaudreuil marking the south corner of lot 384 of the official cadaster for the parish of Saint-Joseph; thence, successively, the southwest line of lots 384, 383, 382, 381, 380, 379, 378, 377, 376, 376*a*, 375*a*, 375, 374*b*, 374*a*, 374, 373, 372, 371, 370 and 369; the southeast line of lots 248, 249, 313, 314 and 315; the southwest line of lot 315; the axis of the road limiting on the southeast lots 308, 307, 306, 305 and 304*a*; the southwest line of lots 304*a*, 304*b*, 301 and 275; the northwest line of lots 275, 274, 273, 272, 271, 270, 269 and 268; the southwest line of lots 128, 127, 126, 125 and 124; part of the northwest line of lot 124; the southwest line and part of the northwest line of lot 120; the southwest line of lots 119, 114, 109, 108, 104 and 103, the northwest and northeast lines of lot 103 and the northwest line of lot 105, the latter prolongated to the axis of the Chaudière River; the said axis of the said rive going towards the northwest to the prolongation of the southeast line of lot 94; the said prolongation and the said line; the southwest line of lots 94 and 96; the southeast line of lot 90*a*; the southeast line, the southwest line and the northwest line of lot 90*b*; the northwest line of lot 90*a*; part of the northwest line of lot 90; the southwest line of lots 87, 86*a*, 86, 85, 82, 81, 76, 75, 73, 72, 67, 66, 63, 60, 53, 51 and 50; the west line of lots 40, 43, 42, 39, 38, 36, 35 and 34; the northwest line of lot 34 prolongated to the axis of the Chaudière River; the said axis of the said river going towards the south to the prolongation of the northwest line of lot 717; on the northwest line of lot 717 and part of east line of the said lot; the northwest line of lot 715; a broken line limiting on the west lots 814, 811, 810, 809, 808, 805, 803, 802, 799, 798, 797 and 796; the northwest line of lots 796 and 796*a*; the northeast line of lots 800*a*, 800, 801, 804, 806, 807*a*, 812, 813, 816*a*, 816, 817 and 820; part of the northwest line of lot 1110 and the northwest line of lots 1109 and 1108; the axis of the road limiting on the northeast lot 1108; the axis of a road limiting on the northwest part of lot 978 going towards the northeast; the axis of a road limiting on the northeast lots 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986 and 987; the northwest line of lot 1072 prolongated across lot 1086 and the northwest line of lot 1267; the northeast line of lot 1267 and part of the northeast line of lot 1268; then, with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Édouard-de-Frampton, the northwest line of lot 98; the northeast line of lots 98, 100, 102, 104, 106, 107, 109, 112, 113, 114, 116, 118, 120, 124, 125, 128, 130, 133, 135, 137, 138 and 140; the dividing line of the townships of Frampton and of Cranbourne going towards the southwest to the northeast line of lot 5 of the official cadaster of the township of Cranbourne; then with reference to the official cadaster of the said township, the said northeast line of lot 5; part of the northeast line of lot 149; the northeast line and the southeast line of lot 149; part of the southeast line of lot 151 to the southwest line of part of lots 150 and 151 belonging to Léandre Cloutier; the said southwest line of the said part of the said lots, part of the northwest line of lot 150; the southwest line of lot 4; the dividing line of the townships of Frampton and of Cranbourne going towards the southwest; then, again with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Joseph, the axis of a road limiting on the north lots 1293, 1294, 1295 and 1296; the axis of a road limiting on the northeast lots 1297,

sivement; la ligne sud-est du lot 1313; la ligne nord-est des lots 1038, 1037, 1036, 1036*a*, 1035 et 1034; et enfin la ligne séparative des Seigneuries de Saint-Joseph et de Rigaud-Vaudreuil limitant au sud-est les lots 1034, 1033, 925, 415*a*, 414, 418, 207*a*, 207, 208, 209 et 384 jusqu'au point de départ.

Périmètre intérieur:

Partant du point d'intersection de la rive droite de la Rivière Chaudière avec la ligne sud-est du lot 643 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph; de là, successivement, en référence au susdit cadastre officiel, ladite ligne sud-est du lot 643 sur une longue de douze (12) arpents; une ligne droite traversant les lots 642, 641, 631, 632, 633, 634, 605, 590, 540, 531, 530 et interssectant la route entre les lots 530 et 527 à une distance de douze (12) arpents de la rive droite de la Rivière Chaudière mesurée dans ladite route et continuant à travers les lots 527, 525, 523 et 521: la ligne nord-ouest du lot 519 en allant vers le sud-ouest et son prolongement jusqu'à l'axe de la Rivière Chaudière; ledit axe de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 643 et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ.

2o La partie devant être annexée à la municipalité scolaire de l'Enfant-Jésus comprend en référence au cadastre officiel de ladite paroisse de St-Joseph, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du coin ouest du lot 23; de là, successivement, en référence au susdit cadastre officiel, la ligne nord-ouest du lot 23 et partie de la ligne est dudit lot; la ligne nord-ouest du lot 25 prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière Chaudière; ledit axe de la Rivière Chaudière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 756; ledit prolongement et ladite ligne; la ligne nord-ouest du lot 758 et de nouveau la ligne nord-ouest du lot 756 et la ligne nord-est du lot 759; la ligne est des lots 759, 750, 749, 748, 733, 725, 726*a*, 725*b* et 724; la ligne sud-est et partie de la ligne ouest du lot 724; la ligne sud-est des lots 723, 719 et 718, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière Chaudière; ledit axe de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 32; ledit prolongement, ladite ligne et la ligne sud-est du lot 33 et enfin la ligne ouest des lots 33, 30, 29, 23 et la ligne sud-ouest dudit lot 23 jusqu'au point de départ.

Québec, le 6 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57222-15-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 157-60.

Décarie

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Décarie, dans le comté de Labelle, en celui de Ste-Anne-du-Lac, dans le même comté.

Québec, le 7 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57237-15-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 423-61.

Paroisse de Rigaud

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de

1298, 1299, 1299*b*, 1300*b*, lots of 1300 to 1313 inclusively; the southeast line of lot 1313; the northeast line of lots 1038, 1037, 1036, 1036*a*, 1035 and 1034; and finally the dividing line of the Seigniories of Saint-Joseph and of Rigaud-Vaudreuil limiting on the southeast lots 1034, 1033, 925, 415*a*, 414, 418, 207*a*, 207, 208, 209 and 384 to the starting point.

Interior perimeter:

Starting from the point of intersection of the right bank of the Chaudière River, with the southeast line of lot 643 of the official cadaster of the parish of Saint-Joseph; thence, successively, with reference to the above said official cadaster, the said southeast line of lot 643 on a length of twelve (12) arpents; a straight line crossing lots 642, 641, 631, 632, 633, 634, 605, 590, 540, 531, 530 and intersecting the road between lots 530 and 527 for a distance of twelve (12) arpents on the right bank of the Chaudière River measured in the said road and continuing across lots 527, 525, 523 and 521; the northwest line of lot 519 going towards the southwest and its prolongation to the axis of the Chaudière River; the said axis of the said river descending its course to the prolongation of the southeast line of lot 643 and finally the latter prolongation to the starting point.

2. The part to be annexed to the school municipality of l'Enfant Jésus comprises, with reference to the official cadaster of the said parish of St Joseph the lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, railway rights of way, rivers, water courses or parts thereof enclosed within the following limits, to wit: starting from the west corner of lot 23; thence, successively, with reference to the said official cadaster, the northwest line of lot 23 and part of the east line of the said lot; the northwest line of lot 25 prolongated to the axis of the Chaudière River; the said axis of the Chaudière ascending its course to the prolongation of the northwest line of lot 756; the said prolongation and the said line; the northwest line of lot 758 and again the northwest line of lot 756 and the northeast line of lot 759; the east line of lots 759, 750, 749, 748, 733, 725, 726*a*, 725*b* and 724; the southeast line and part of the west line of lot 724; the southeast line of lots 723, 719 and 718, the latter prolongated to the axis of the Chaudière River; the said axis of the said river in the decsent of its course to the prolongation of the southeast line of lot 32; the said prolongation, the said line and the southeast line of lot 33 and finally the west line of lots 33, 30, 29, 23 and the southwest line of the said lot 23 to the starting point.

Quebec, April 6, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57222-15-2 *Superintendent of Education.*

No. 157-60.

Décarie

Application is made to change the name of the school municipality of Décarie, in the county of Labelle into that of Ste-Anne-du-Lac, same county.

Quebec, April 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57237-15-2 *Superintendent of Education.*

No. 423-61.

Parish of Rigaud

Application is made to annex the present the school municipality of the parish of Rigaud, in

Rigaud, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, à la municipalité scolaire du village de Rigaud, dans le même comté.

Québec, le 7 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57238-15-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 537-61.

St-Antoine-de-Padoue

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Antoine-de-Padoue, dans le comté d'Abitibi-Est, en celui de Rochebaucourt, dans le même comté.

Québec, le 7 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57239-15-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 321-53.

Ste-Thérèse-Ouest (Cath.)

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de Ste-Thérèse-Ouest, dans le comté de Terrebonne, les lots 198 et 199 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse, pour les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de la ville de Ste-Thérèse, dans le comté de Terrebonne.

Québec, le 7 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57240-15-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 984-60.

Cité de Jonquière Diss.
Cité de Kénogami Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71 B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, la fusion des territoires actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de la cité de Jonquière et des syndics d'écoles pour la municipalité de la Cité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami et l'érection de ces mêmes territoires en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, sous le nom de la municipalité scolaire protestante de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami."

Québec, le 12 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57325-16-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1331-60.

Village de St-Charles

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire du village de St-Charles, dans le comté de Joliette, à la municipalité scolaire de la Ville de Joliette, dans le même comté.

Québec, le 12 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

37326-16-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1782-60.

Gentilly

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Gentilly, dans le comté de Nicolet, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de Gentilly, dans le comté de Nicolet.

the county of Vaudreuil-Soulanges, to the school municipality of the village of Rigaud, in the same county.

Quebec, April 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57238-15-2 *Superintendent of Education.*

No. 537-61.

St-Antoine-de-Padoue

Application is made to change the name of the school municipality of St-Antoine-de-Padoue, in the county of Abitibi-East into that of Rochebaucourt, same county.

Quebec, April 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57239-15-2 *Superintendent of Education.*

No. 321-53.

Ste-Thérèse-West (Cath.)

Application is made to detach from the Catholic school municipality of Ste-Thérèse-West, in the county of Terrebonne, lots 198 and 199 on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Thérèse, to annex them, for the Catholic ratepayers only, to the Catholic school municipality of the town of Ste-Thérèse, in the county of Terrebonne.

Quebec, April 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57240-15-2 *Superintendent of Education.*

No. 984-60.

City of Jonquière Diss.
City of Kénogami Diss.

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B, chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the fusion of the territories presently under the jurisdiction of the school trustess for the municipality of the city of Jonquière and of the school trustees for the municipality of the city of Kenogami, in the county of Jonquière-Kenogami, and the erection of these same territories into a separate school municipality, for Protestant tax-payers only, under the name of "The Protestant school municipality of Kenogami, in the county of Jonquière-Kenogami."

Quebec, April 12, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57325-16-2 *Superintendent of Education.*

No. 1331-60.

Village of St-Charles

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the village of St-Charles, in the county of Joliette, to the school municipality of the town of Joliette, in the same county.

Quebec, April 12, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57326-16-2 *Superintendent of Education.*

No. 1782-60.

Gentilly

Application is made to detach from the school municipality of Gentilly, in the county of Nicolet, the territory hereunder described, to annex it to the school municipality of the village of Gentilly, in the county of Nicolet.

Les lots ou parties de lots suivants, tous du cadastre officiel de la paroisse de St-Édouard-de-Gentilly, dans le comté de Nicolet.

Toute l'extrémité nord-ouest du lot No. 37 située à une distance de douze (12) arpents au nord-ouest du chemin public. Les lots Nos 38, 39, 40, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53 et 56. Le lot No 54, à distraire cette partie du lot No. 54, bornée au sud-est par un chemin public et au sud ouest par une partie du lot No 55, mesurant six (6) perches de largeur par une profondeur moyenne de cinq (5) arpents et sept (7) perches.

Le lot No 55, à distraire à son extrémité sud-est, sur toute sa largeur, cette partie du lot No. 55, borné au sud-est par un chemin public, ayant une profondeur moyenne de trois (3) arpents, sept (7) perches.

Le lot No 57, à distraire cette partie du lot bornée au sud-est par un chemin public et au nord-est par une partie du lot No 55, mesurant neuf (9) perches de largeur par une profondeur moyenne de un (1) arpent et trois (3) perches.

Le tout borné au nord-est par une partie du lot No. 36, au sud-est par le résidu du lot No. 37, les lots Nos 41 et 44 et une partie des lots Nos 54, 55 et 57 et un chemin public, au sud-ouest par le lot No 58, au nord-ouest par le fleuve St-Laurent, contenant en superficie, six cent quatre-vingt seize point deux (696.2) arpents carrés.

Québec, le 12 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57327-15-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 638-61.

Barnston Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Barnston, dans le comté de Stanstead, aux municipalités scolaires d'Ayers' Cliff, de Coaticook et de Beebe-Rock Island-Stanstead, de la façon suivante, savoir:

1o La partie devant être annexée à la municipalité scolaire d'Ayers' Cluff comprend les lots 1 à 9 des rangs I à V inclusivement du canton Barnston;

2o La partie devant être annexée à la nouvelle municipalité scolaire protestante de Coaticook comprend les lots 10 à 28 inclusivement des rangs I à XI inclusivement du canton Barnston;

3o La partie devant être annexée à la municipalité scolaire de Bee be-Rock Island-Stanstead comprend les lots 1 à 19 inclusivement des rangs VI à XI inclusivement du canton Barnston.

Cette annexion étant décrétée, la municipalité scolaire de Barnston cessera d'exister pour les contribuables protestants.

Québec, le 11 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57346-16-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 216-55.

Dorion et Ile-Cadieux

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dipssitions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuel de la municipalité scolaire protestante de Dorion & Ile-Cadieux, dans le comté de Vaudreuil-

The following lots or parts of lots, all from the official cadaster of the parish of St-Édouard-de-Gentilly, in the county of Nicolet.

All the northwest extremity of lot No. 37 situated at a distance of 12 arpents to the northwest of the public road. Lots Nos. 38, 39, 40, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53 and 56. Lot No. 54, to withdraw this part of lot No. 54, bounded on the southeast by a public road and on the southwest by a part of lot No. 55, measuring six (6) rods in width by an average depth of five (5) arpents and seven (7) rods.

Lot No. 55, to withdraw from its southeast extremity, on all its width, this part of lot No. 55, bounded on the southeast by a public road, having an average depth of three (3) arpents, seven (7) rods.

Lot No. 57, to withdraw this part of the lot bounded on the southeast by a public road and on the northeast by a part of lot No. 55, measuring nine (9) rods in width by an average depth of one (1) arpent and three (3) rods.

The whole bounded on the northeast by part of lot No. 36, on the southeast by the residue of lot No. 37, lots Nos. 41 and 44 and part of lots Nos. 54, 55 and 57 and a public road, on the southwest by lot No. 58, on the northwest by the St. Lawrence river, containing in area, six hundred and ninety-six point two (696.2) square arpents.

Quebec, April 12, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57327-15-2 *Superintendent of Education.*

No. 638-61.

Barnston Diss.

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisiors of section 71 B of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for Protestant tax-payers only, of the territory presently under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Barnston, in the county of Starstead, to the school municipalities of Ayers' Cliff, Coaticook and of Beebe-Rock Island-Stanstead, in the following way, to wit:

1. The part to be annexed to the school municipality of Ayers' Cliff comprises the lots 1 to 9 on ranges I to V inclusively in the township of Barnston;

2. The part to be annexed to the new Protestant school municipality of Coaticook comprises the lots 10 to 28 inclusively on ranges I to XI inclusively in the township of Barnston;

3. The part to be annexed to the school municipality of Beebe-Rock Island-Stanstead comprisse the lots 1 to 9 inclusively on ranges VI to XI inclusively in the township of Barnston.

This annexation having been enacted, the school municipality of Barnston, will cease to exist for Protestant tax-payers.

Quebec, April 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57346-16-2 *Superintendent of Education.*

No. 216-55.

Dorion and Ile-Cadieux

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for Protestant tax-payers only, of the present territory of the Protestant school municipality of Dorion & Ile-Cadieux, in the county of Vaudreuil-Soulanges, to the Pro-

Soulanges, à la municipalité scolaire protestante de L'Isle-Perront, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges.

Québec, le 11 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57347-16-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 636-61.

Ville d'Iberville Diss.
Cité de St-Jean Diss.
L'Acadie Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, la fusion des territoires actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de la Ville d'Iberville, dans le comté d'Iberville, de la cité de St-Jean, dans le comté de St-Jean et de l'Acadie, dans le comté de St-Jean et l'érection de ces mêmes territoires en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, sous le nom de « La municipalité scolaire protestante de la Cité de St-Jean, dans le comté de St-Jean ».

Québec, le 11 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57348-16-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 637-61.

Ile-Bizard Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de l'Ile-Bizard, dans le comté de Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire protestante de Pointe-Claire & Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier.

Québec, le 11 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57349-16-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 346-52.

Wakefield-Nord
Farrellton (Prot.)

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuel des municipalités scolaires de Wakefield-Nord et Farrellton (Prot.), dans le comté de Gatineau, à la municipalité scolaire protestante de La Pesche, dans le comté de Gatineau.

Québec, le 11 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57350-16-2-o O.-J. DESAULNIERS.

testant school municipality of L'Isle-Perrot, in the county of Vaudreuil-Soulanges.

Quebec, April 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

57347-16-2

No. 636-61.

Town of Iberville Diss.
City of St. John's Diss.
L'Acadie Diss.

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the fusion of the territories presently under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of the town of Iberville, in the county of Iberville, of the city of St. John's, in the county of St. John and of L'Acadie in the county of St. John and the erection of these same territories into a separate school municipality for Protestant tax-payers only, under the name of "The Protestant school municipality of the city of St. John's, in the county of St. John".

Quebec, April 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

57348-16-2

No. 637-61.

Ile-Bizard Diss.

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for Protestant tax-payers only, of the territory presently under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Ile-Bizard, in the county of Jacques-Cartier, to the Protestant school municipality of Pointe-Claire & Beaconsfield, in the county of Jacques-Cartier.

Quebec, April 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

57349-16-2

No. 346-52.

Wakefield-North
Farrellton (Prot.)

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for Protestant tax-payers only, of the present territory of the school municipalities of Wakefield-North and of Farrellton (Prot.), in the county of Gatineau, to the Protestant school municipality of La Pesche, in the county of Gatineau.

Quebec, April 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

57350-16-2

Département des Terres et Forêts

Avis

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hilaire, municipalité de Otterburn Park, division d'enregistrement de Rouville.

Department of Land and Forest

Notice

Official cadastre of the parish of St-Hilaire, municipality of Otterburn Park, registration division of Rouville.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 130-803 est annulée en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 avril 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57276-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Notice is hereby given that the remaining part of lot 130-803 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 13, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57276-o *Deputy Minister.*

Cadastre officiel de la paroisse de Longue-Pointe, municipalité de ville d'Anjou, division d'enregiatrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 430-180 et une partie du lot 429-1404 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 avril 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57276-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Official Cadastre of the parish of Longue-Pointe, municipality of town of Anjou, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 430-180 and a part of lot 429-1404 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 6, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57276-o *Deputy Minister.*

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, municipalité de la cité de St-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 126-3 est annulé en vertu de l'article 2174A.

Québec, le 7 avril 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57276-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Official cadastre of the parish of St-Laurent, municipality of the city of St-Laurent, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 126-3 is cancelled in virtue of article 2174A.

Quebec, April 7, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57276-o *Deputy Minister.*

Cadastre officiel de la paroisse de St-Paul l'Ermite municipalité de la ville de Charlemagne, division d'enregistrement de L'Assomption.

Avis est par la présente donné que les lots 28-64, 28-363, 38-364, 28-366 à 28-413 et une partie des lots 28-336 et 28-365 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 avril 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57276-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Official cadastre of the parish of St-Paul l'Ermite, municipality of the town of Charlemagne, registration division of L'Assomption.

Notice is hereby given that lots 28-64, 28-363, 28-364, 28-366 to 28-413 and a part of lots 28-336 and 28-365 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 7, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57276-o *Deputy Minister.*

Département du Travail

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements et chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret numéro 390 du 14 avril 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil, numéro 930 du 6 avril 1961, section « D », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1961 au 30 avril 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

Department of Labour

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Construction Industry, Quebec, established, 419 of April 18, 1957, and amendments, and entrusted with the administration of the decree number 390 of April 14, 1954, has been authorized by a by-law approved by Orders in Council number 930 of April 6, 1961, section "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy extends from May 1, 1961 to April 30, 1962; such levy is laid in the following manner:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Construction assujettis au décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements et tous les employeurs professionnels du Commerce et de l'Industrie du Bois Ouvré, assujettis au décret numéro 390 du 14 avril 1954 et amendements, doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par lesdits décrets, sauf les gérants, surintendants et employés de bureau.

b) Tous les salariés régis par lesdits décrets numéros 419 et 390 et leurs amendements, sauf les gérants, surintendants et les employés de bureau, sont tenus de verser au Comité Paritaire une cotisation équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Construction régis par ledit décret numéro 419 et ses amendements et tous les employeurs professionnels du Commerce et de l'Industrie du Bois Ouvré régis par ledit décret numéro 390 et amendements, doivent percevoir pour le Comité Paritaire, les cotisations imposées aux salariés, à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ceux-ci.

Les employeurs professionnels régis par lesdits décrets doivent transmettre au Comité Paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ce rapport doit être transmis au Comité Paritaire au plus tard le 10 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible.

Conséquemment, les cotisations de mai sont payables le 10 de juin et ainsi de suite de mois en mois.

L'employeur professionnel peut, à titre de compensation pour percevoir et transmettre ces sommes, déduire 2% du total des rapports mensuels de cotisation transmis au Comité dans le délai ci-haut mentionné.

Pour les fins des articles 1 et 2 du présent règlement (cotisation et mode de perception) toute personne à laquelle est confié du travail à forfait ou à la pièce est un salarié si elle ne fournit les matériaux. Celui qui lui confie tel travail est pour les mêmes fins son employeur et aussi l'employeur de tous les autres ouvriers embauchés par elle.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la loi de la convention collective, le Comité Paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières du Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec relativement à l'administration desdits décrets, pour la période comprise entre le 1er mai 1961 et le 30 avril 1962.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1961 et le 30 avril 1962

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$100,000.00
Salariés	100,000.00
	$200,000.00

a) All professional employers of the construction industry governed by the decree number 419 of April 18, 1957, as amended, and all professional employers of the woodworking trade and industry, subject to the decree number 390 of April 14, 1954, as amended, shall pay to the Parity Committee a sum equal to ½ of 1% of the wages, bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decrees excepting managers, superintendents and office employees.

b) All employees governed by the decree numbers 419 and 390, as amended, excepting managers, superintendents and office employees shall pay to the Parity Committee an assessment equal to ½ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. *Mode of collection*

All professional employers of the construction industry governed by the said decree number 419 as amended, and all professional employers of the woodworking trade and industry, subject to the decree number 390, as amended, shall collect for the Parity Committee the assessments owed by employees, form the wages payable to them.

The professional employers governed by the said decrees shall forward to the Parity Committee a monthly report, together with their own assessments and the sums collected from the employees; such report shall be sent to the Parity Committee no later than the 10th day of the month following that for which it is exigible.

For instance, the assessments for the month of May are payable on June 10, and so on, from month to month.

As a compensation for levying and forwarding the assessments, the professional employer may deduct 2% from the monthly assessments, as per the reports transmitted to the Comittee within the period above mentioned.

For the purposes of articles 1 and 2 of the present by-law (Levy and Mode of collection) every person to whom job or piece work is given shall be considered as an employee when such person does not supply the materials. The one giving the work shall, for the same purposes, be considered as that person's employer and as the employer of all other workers hired by the said person.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec for the administration of the said decrees, for the period between May 1, 1961 and April 30 1962.

JOINT COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY, QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1961 and April 30, 1962.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$100,000.00
Employees	100,000.00
	$200,000.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire et personnel de bureau	$ 26,260.00
Inspecteurs (7)	35,620.00
Vérificateurs (3)	15,600.00
Dépenses de bureau	4,500.00
Dépenses d'inspection	12,000.00
Jetons de présence	3,400.00
Frais de déplacements	13,000.00
Bureaux d'examinateurs	10,000.00
Frais légaux	3,000.00
Entretien, chauffage de la bâtisse	3,800.00
Taxes municipales	3,900.00
Fonds de pension	3,200.00
Sécurité de retraite (Jos Dorion)	1,872.00
Divers, imprévus	5,800.00
Publication d'avis — journaux	2,400.00
Audition de livres	400.00
Subvention, Commission d'apprentissage	90,000.00
	$234,752.00
Note: L'excéednt des déboursés sur les recettes au montant de ... sera comblé à même la réserve de fonds du Comité.	34,752.00
	$200,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 avril 1961. 57275-o

Disbursements:

Salaries:	
Secretary and office employees	$ 26,260.00
Inspectors (7)	35,620.00
Auditors (3)	15,600.00
Office expenses	4,500.00
Inspection	12,000.00
Attendance fees	3,400.00
Travelling expenses	13,000.00
Board of Examiners	10,000.00
Legal fees	3,000.00
Maintenance, heating of Building	3,800.00
Municipal taxes	3,900.00
Pension fund	3,200.00
Security fund (Jos. Dorion)	1,872.00
Miscellaneous and unforeseen	5,800.00
Publishing	2,400.00
Audition	400.00
Subvention to Apprenticeship Commission	90,000.00
	$234,752.00
Note: The excess of disbrusements over the receipts amounting to will be covered by the reserve fund of the Committee.	34,752.00
	$200,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 22, 1961. 57275-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de la Construction de Rimouski, établi en exécution du décret No 802 du 8 juillet 1953, a été autorisé par l'arrêté en conseil No 930 du 6 avril 1961, section "E", à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret de la façon suivante:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1961 au 30 avril 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 802 et amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 802 et amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiquées tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, capter 163 and amendments), that the Construction Joint Committee of Rimouski, formed under decree No. 802 of July 8, 1953, has been authorized by Order in Council 930 of April 6, 1961, section "E" to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, as follows:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1, 1961 to April 30, 1962; it is laid as follows:

a) Professional employers governed by the said decree, No. 802 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for employees governed by the said decree.

b) Employees governed by the said decree, No. 802 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. Professional employers shall complete and sign their report, and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de la Construction de Rimouski, pour la période comprise entre le 1er mai 1961 et le 30 avril 1962.

COMITÉ CONJOINT DE LA CONSTRUCTION DE RIMOUSKI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1961 et le 30 avril 1962.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$10,190.00
Salariés	10,190.00
Honoraires d'examens	400.00
Amendes et retenues sur réclamations	150.00
Intérêts et bonis sur dépôts	70.00
	$21,000.00

Déboursés:

Salaires des employés	$ 9,000.00
Frais de déplacements — administration	4,000.00
Jetons de présence et frais de déplacements des membres	3,500.00
Service des examinateurs	400.00
Papeterie et approvisionnement de bureau	500.00
Entretien du mobilier et divers	200.00
Loyer	780.00
Taxes municipales	20.00
Assurances générales	100.00
Assurance groupe	300.00
Vérification	200.00
Frais de voyage	2,000.00
	$21,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 avril 1961. 57275-o

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the report shall be sent together with assessments of professional employers and the sums payable to the Parity Committee by their employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid under the present by-law is payable every month by the professional employer and the employee, without notice from the committee.

Should a professional employer refuse to give the necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Construction Joint Committee of Rimouski for the period between May 1, 1961 and April 30, 1962.

CONSTRUCTION JOINT COMMITTEE OF RIMOUSKI

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1961 and April 30, 1962.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$10,190.00
Employees	10,190.00
Examination fees	400.00
Fines and deductions from claims	150.00
Interest and bonus on deposits	70.00
	$21,000.00

Disbursements:

Salaries of employees	$ 9,000.00
Travelling expenses — administration	4,000.00
Meeting expenses and members' travelling expenses	3,500.00
Services of examiners	400.00
Stationery and office equipment	500.00
Equipment maintenance and miscellaneous	200.00
Rent	780.00
Municipal taxes	20.00
Insurance	100.00
Group insurance	300.00
Audition	200.00
Travelling expenses	2,000.00
	$21,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 22, 1961. 57275-o

Avis de modification

Industrie de la construction — Trois-Rivières

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 256, du 5 mars 1953, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1o L'article II sera remplacé par le suivant:

« II. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières. »

2. L'article IV sera remplacé par le suivant:

« IV. *Taux minima de salaires: a)* Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

Notice of amendment

Construction Industry — Trois-Rivières

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree No. 256 of March 5, 1953, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. Article II will be replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières."

2. Article IV will be replaced by the following:

"IV. *Minimum rates of wages: a)* The minimum rates of wages shall be as follows for the trades hereafter mentioned:

« *Métiers — Trades:*

	Taux horaires / Hourly rates
Briqueteur, plâtrier et maçon — Bricklayer, mason, plasterer:	
Compagnon senior — Senior journeyman	$ 2.10
Compagnon junior — Junior journeyman	1.75
Blanchisseur à la chaux — Whitewasher	1.65
Brasseur de célanite — Celanite mixer	1.65
Couleur de blanc — Plaster pourer	1.65
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner:	
Compagnon senior — Senior journeyman	1.90
Compagnon junior — Junior journeyman	1.75
Chauffeur de bouilloires — Boiler fireman	1.75
Chauffeur de camion — Truck driver	1.65
Conducteur de chevaux — Horse driver	1.60
Électricien — Electrician:	
Entrepreneur (Services personnels) — Contractor (Personal services)	3.10
Compagnon senior — Senior journeyman	1.90
Compagnon junior — Junior journeyman	1.75
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.80
Foreur — Drill operator	1.70
Forgeron — Blacksmith	1.85
Faiseur de mortier — Mortar maker	1.65
Gréeur — Rigger	1.70
Jointoyeur — Joint pointer	1.80
Journalier — Labourer	1.55
Machiniste — Machinist	1.85
Mécanicien (Millwright) — Millwright	1.85
Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman	1.80
Peintre, vitrier — Painter, glazier:	
Compagnon senior — Senior journeyman	1.80
Compagnon junior — Junior journeyman	1.70
Peintre, fer structural — Structural iron painter	2.00
Peintre (machine à asperger) — Sprayerman	1.95
Polisseur de terrazzo (machine à l'eau) — Terrezzo polisher (wet)	1.70
Polisseur de terrazzo (machine à sec) — Terrazzo polisher (dry)	1.75
Porteur d'oiseau — Hod carrier	1.65
Poseur d'acier d'armature de béton — Concrete reinforcing steel erector	1.70
Poseur de blocs de siment — Cement blocks layer	1.80
Poseur de lattes — Lather	1.75
Poseur de marbre — Marbre setter	2.00
Poseur de mosaïque — Mosaic layer	2.00
Poseur de papier-peint — Paper hanger	1.80
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	1.80
Poseur de tuile — Tile layer	1.90
Poseur de vitrolite — Vitrolite layer	1.90
Poseur de portes et de févêtres métalliques — Metal door and window erector:	
Compagnon senior — Senior journeyman	1.90
Compagnon junior — Junior journeyman	1.75
Préposé au compresseur — Compressor operator	1.80
Préposé aux pelles méacniques (travail d'excavation) — Shovel operator (excavating)	1.85
Préposé au bélier mécanique, tracteur et niveleuse — Bulldozer tractor and garder operator	1.85

« *Métiers — Trades:*	*Taux horaires Hourly rates*
Préposé aux grues, monte-charge, ascenseur à vapeur — Crane, elevator operator (steam)	$ 1.90
Préposé aux grues, monte-charge, ascenseur (à gazoline et à l'électricité) — Crane, elevator operator (gazoline, electricity)	1.70
Préposé au malaxeur (à vapeur) — Mixer operator (steam)	1.80
Préposé au malaxeur (gazoline ou électricité) — Mixer operator (gazoline or electricity)	1.70
Préposé aux pilotis — Pile driver operator	1.65
	par semaine per week
Gardien de nuit — Night watchman	66.60
Gardien de nuit: employé également comme chauffeur dans un ouvrage nécessitant un certificat de 4ième classe — Night watchman: employed also as fireman, work requiring fourth-class clertificate	77.60

Note: Tous les taux de salaire des métiers mentionnés dans le présent article seront augmentés de $0.05 l'heure à compter du 1er mai 1962 et d'un autre $0.05 l'heure à compter du 1er mai 1963, sauf dans le cas des gardiens de nuit, dont le taux hebdomadaire sera augmenté de $2.40 par semaine à compter du 1er mai 1962 et de $2.40 à compter du 1er mai 1963. »

3° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

« VIII. *Vacances payées:* Tous les ouvriers de la construction ont droit à deux semaines de vacances payées. En conséquence, chaque ouvrier a droit à 4% de son salaire hebdomadaire qui lui sera payé par son employeur en plus de son salaire hebdomadaire. »

4° Les paragraphes « *a* », « *b* », « *c* », « *d* » et « *e* » de l'article IX seront remplacés par les suivants:

« *Métiers — Trades:*	*Taux horaires Hourly rates*
a) Briqueteur, plâtrier et maçon — Bricklayer, plasterer, mason:	
Première année — First year	$ 1.20
Deuxième année — Second year	1.35
Troisième année — Third year	1.55
Dans ces métiers, aucun employeur ne peut employer pous d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de trois (3) — In these trades, no employer may have more than one (1) apprentice to each three (3) journeymen or fraction thereof.	
b) Charpentier-menuisier et poseur de portes et fenêtres métalliques — Carpenter-joiner and metal door and window erector:	
Première année — First year	1.10
Deuxième année — Second year	1.25
Troisième année — Third year	1.40
Dans ces métiers, aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de trois (3) — In these trades no employer may have more than one (1) apprentice to each (3) journeymen or fraction thereof.	
c) Mécanicien (Millwright), machiniste, forgeron, poseur de marbre, terrazzo, tuile, vitrolite, mosaïque, finisseur de ciment, jointoyer, poseur de blocs de ciment, peintre fer structural — Millwright, machinist, blacksmith, marble, terrazzo, tile, vitrolite and mosaic layer, cement finisher, joint pointer, cement blocks layer, structural steel plainter:	
Première année — First year	1.10
Deuxième année — Second year	1.20
Troisième année — Third year	1.35
Dans ces métiers, aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de trois (3) — In these trades, no employer may have more than one (1) apprentice to three (3) journeymen or fraction thereof.	
d) Électricien — Electrician:	
Première année — First year	0.90
Deuxième année — Second year	1.00
Troisième année — Third year	1.05
Quatrième année — Fourth year	1.25
Il n'y a qu'un (1) apprenti pour chaque compagnon électricien — There shall be but one (1) apprentice for an electrician journeyman.	
e) Peintre, vitrier, poseur de papier peint, blanchisseur à la chaux — Painter, glazier, paper hanger, white-washer:	
Première année — First year	0.90
Deuxième année — Second year	1.00
Troisième année — Third year	1.25
Dans ces métiers, aucun employeur ne peut employer plus d'un apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de trois (3) — In these trades, no employer may have more than one apprentice to each three (3) journeymen or fraction thereof.	

Note: All wage rates mentioned in this article shall be increased by $0.05 per hour from May 1, 1962 and by another $0.05 from May 1, 1963, except as regards night watchmen whose weekly wages shall be inceased by $2.40 per week from May 1, 1962 and by $2.40 from May 1, 1963."

3. Article VIII will be replaced by the following:

"VIII. *Vacation with pay:* All construction workers are entitled to two weeks of vacation with pay. Therefore, every worker is entitled to 4% of his weekly wages to be paid to him by his employer in excess of his weekly wages."

4. Paragraphs "*a*", "*b*", "*c*", "*d*" and "*e*" of article IX will be replaced by the following:

Note: Tous les taux de salaire mentionnés dans le présent article seront majorés de $0.05 l'heure à compter du 1er mai 1962 et d'un autre $0.05 l'heure à compter du 1er mai 1963. »

5° L'article X-A sera remplacé par le suivant:

« X-A. *Poseurs de tuile d'asphalte, tuile de caoutchouc, tuile de plastique, poseurs de prélart, polisseurs de planchers, poseurs de tapis et poseurs de stores vénitiens et draperies avec agencements:*

a) Salaires:	*Taux horaires*
Poseur de tuile d'asphalte	$1.75
Poseur de tuile de caoutchouc	1.75
Poseur de tuile de plastique	1.75
Poseur de prélart	1.75
Polisseur de planchers	1.75
Poseur de tapis	1.75
Poseur de stores vénitiens et draperies avec agencements	1.75

Les employés exécutant des travaux non compris dans leur métier ne subiront pas de rabais de salaire. De plus, le temps de déplacement fait pendant la durée du travail doit être payé par l'employeur, exception faite pour le retour du travail à l'heure des repas.

b) Apprentis: L'apprentissage comporte une durée de deux (2) ans et les salaires doivent être les suivants:

	Taux horaires
1ère année	$1.05
2ème année	1.40

Le nombre d'apprentis ne doit pas dépasser un (1) par compagnon. »

6° Les articles XI, XI-A, XII et XIII seront remplacés par le suivant:

« XI. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er mars 1964. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le premier mars de l'année 1964 ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 avril 1961. 57275-o

Note: All wage rates mentioned in this article shall be increased by $0.05 per hour from May 1, 1962 and by another $0.05 per hour from May 1, 1963."

5. Article X-A will be replaced by the following:

"X-A. *Asphalt tile, rubber tile, plastic tile, carpet and linoleum, layers, floor polishers, layers of carpets venitian blind and curtain (with fixtures) hangers:*

a) Wages:	*Hourly rates*
Asphalt tile layer	$1.75
Rubber tile layer	1.75
Plastic tile layer	1.75
Limoleum layer	1.75
Floor polisher	1.75
Carpet layer	1.75
Venitian blind and curtain (with fixtures) hangar	1.75

Employees doing work not comprised in the operations of their trade shall continue to receive the same wages. Also, travelling time, when occuring during working hours, shall be paid by the employer excepting the return from work at meal time.

b) Apprentices: Apprenticeship shall consist of a period of two (2) years and wages shall be as follows:

	Hourly rates
1st year	$1.05
2nd year	1.40

There shall be but one (1) apprentice to each journeyman."

6. Articles XI, XI-A, XII and XIII will be replaced by the following:

"XI. *Duration of the decree:* The present decree shall remain in force until March 1, 1964. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to March 1 of the year 1964 or of any subsequent year.

Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisons contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour, will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 22, 1961. 57275-o

Ministère des Finances
Assurances

The Maccabees

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « The Maccabees », société de secours mutuels, constituée en corporation par

Department of Finance
Insurance

The Maccabees

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas "The Maccabees", a mutual benefit society, organized under the laws of the State

les lois de l'État du Michigan, États-Unis d'Amérique, a été convertie en une compagnie mutuelle d'assurance-vie connue sous le nom de « Maccabees Mutual Life Insurance Company »;

En conséquence, avis est, par les présentes, donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « The Maccabees », société de secours mutuels, sont annulés à compter du 12 avril 1961.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 17 avril 1961.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
57368-16-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY.

of Michigan, United States of America, has been transformed into a mutual life insurance company known as "Maccabees Mutual Life Insurance Company";

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "The Maccabees", a mutual benefit society, are cancelled as from the 12th of April, 1961.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 17th of April, 1961.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY,
57368-16-2-o *Superintendent of Insurance.*

Maccabees Mutual Life Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Maccabees Mutual Life Insurance Company », enregistrée sous le numéro 628 a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2780 qui l'autorise, à compter du 11 avril 1961, à effectuer dans la province les contrats d'assurance suivants: Vie; Accident et Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Détroit, Michigan, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Joseph S. Kaplan, suite 300, 1454, rue de la Montagne, Montréal 25, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 17 avril 1961.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
57368-16-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY.

Maccabees Mutual Life Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Maccabees Mutual Life Insurance Company", registered under number 628, has obtained the license and certificate of registry number 2780 authorizing it, as from the 11th of April, 1961, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident and Sickness.

The head office of the company is situate at Detroit, Michigan, United States of America.

The company has appointed Mr. Joseph S. Kaplan, suite 300, 1454 Mountain Street, Montreal 25, its attorney in the province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 17th of April, 1961.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY,
57368-16-2-o *Superintendent of Insurance.*

Nominations

Avis est donné qu'il a plu a lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 115, en date du 13 janvier 1961, MM. Édouard-D. Angers, J.-Beaudoin Handfield, tous deux de Montréal, Rodrigue Farley, de Hull, et Joseph Marineau, de Montmagny, tous quatre avocats et membres du Barreau de la province, conseils en loi de la Reine.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 13 janvier 1961.

M. Rosaire Roux, d'Amos: régistrateur de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, à compter de la date de son assermentation.

Québec, le 10 février 1961.

M. Lucien Descent, agent spécial à la Sûreté Provinciale, district de Montréal: commissaire « *per dedimus potestatem* ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57274-o RAYMOND DOUVILLE.

Appointments

Notice is give, that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by order in council number 115, dated January 13, 1961, MM. Édouard-D. Angers, J.-Beaudoin Handfield, both of Montreal, Rodrigue Farley, of Hull, and Joseph Marineau of Montmagny, all four advocates and members of the Bar of the Province, Queen's Counsel.

Notice is give, that the Lieutenant-Governor in Council to make, by Commissions under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Quebec, January 13, 1961.

M. Rosaire Roux, of Amos: Registrar of the Registry Division of Aibitibi, at Amos, on and from the date of his swearing in.

Quebec, February 10, 1961.

M. Lucien Descent, special agent of the Provincial Police, district of Montreal: Commissioner "*per dedimus potestatem*".

Given at the office of the Secretary of the Province, April 18, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57274 *Assistant Secretary of the Province.*

Office des marchés agricoles du Québec

Les Producteurs de Lait de la Région de Hull

Avis de suspension de l'application d'un plan conjoint

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de l'article 24 de la Loi des marchés agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37 et amendements), l'application du plan conjoint des Producteurs de Lait de la Région de Hull, sanctionnée le 25 juin 1960, par sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de cette date, est suspendue.

Montréal, ce 12 avril 1961.

Le Président par intérim,
ABEL MARION.
Le Secrétaire,
57360-o LÉONARD ROY.

Quebec Agricultural Marketing Board

The Hull Region Milk Producers

Notice of suspension of application to a joint plan

Notice is hereby given that under section 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37 and amendments), the application to a joint plan of The Hull Region Milk Producers sanctioned on June 25, 1960, by its publication in the *Quebec Official Gazette*, on that date, is suspended.

Montreal, April 12, 1961.

ABEL MARION,
President pro tempore.
LÉONARD ROY,
57360 *Secretary.*

Sièges sociaux

A. Desrosiers Ltée

Avis est donné que la compagnie « A. Desrosiers Ltée », consitutuée en corporation par lettres patentes, en date du 30 décembre 1960, et ayant son bureau principal dans la Ville de Yamaska-Ouest, a établi son bureau à Yamaska-Ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Yamaska-Ouest, ce 7 février 1961.

Le Président,
57293-o AURÈLE DESROSIERS.

Agences du St-Laurent Ltée St. Lawrence Agencies Ltd

Avis est donné que la compagnie « Agences du St-Laurent Ltée — St. Lawrence Agencies Ltd », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24ième jour de janvier 1961, et ayant son bureau principal dans la cité de Longueuil a établi son bureau au numéro 181, de la rue d'Ile de France.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 20e jour de mars 1961.

Les Procureurs de la compagnie,
57294-o LEMIEUX & LECHASSEUR.

Les Agences Pharmaceutiques Métropolitaines Inc. Pharmaceutical Metropolitan Agencies Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Agences Pharmaceutiques Métropolitaines Inc.— Pharmaceutical Metropolitan Agencies Inc. », a été constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnjes de Québec en date du 21 février 1961 et a établi son bureau principal dans la cité de Montréal, au numéro 1232 de la rue St-Timothée.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10 mars 1961.

Le Président,
57295-o JACQUES LEDUC.

Head Offices

A. Desrosiers Ltée

Notice is given that the company "A. Desrosiers Ltée", incorporated by letters patent dated December 30, 1960, and having its head office in the town of Yamaska-West, has established its office at Yamaska-West.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Yamaska-West, February 7, 1961.

AURÈLE DESROSIERS,
57293 *President.*

St. Lawrence Agencies Ltd Agences du St-Laurent Ltée

Notice is given that the company "Agences du St-Laurent Ltée — St. Lawrence Agencies Ltd", incorporated by letters patent dated the 24th day of January, 1961, and having its head office in the city of Longueuil has established its office at number 181, from Ile de France Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 20th day of March, 1961.

LEMIEUX & LECHASSEUR,
57294 *Attorneys for the company.*

Pharmaceutical Metropolitan Agencies Inc. Les Agences Pharmaceutiques Métropolitaines Inc.

Notice is given that the company "Les Agences Pharmaceutiques Métropolitaines Inc.— Pharmaceutical Metropolitan Agencies Inc." was incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act dated February 21, 1961 and has established its head office in the city of Montreal, at number 1232 St-Timothée Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, March 10, 1961.

JACQUES LEDUC,
57295 *President.*

Archambault de Ste-Rose Ltée

La compagnie « Archambault de Ste-Rose Ltée », a été constituée par lettres patentes en vertu de la première partie du chapitre 276, S.R.Q. 1941, le 7 février 1961. Sa principale place d'affaires dans la province de Québec est au 134 Boulevard Ste-Rose, Ste-Rose, comté de Laval, P.Q.

En foi de quoi cette déclaration en double est faite et signée par moi, Marcel Archambault, gérant de ladite compagnie.

Donnée à Ste-Rose, ce 10e jour de mars 1961.

Le Gérant,
57296-o MARCEL ARCHAMBAULT.

Archambault de Ste-Rose Ltée

The company "Archambault de Ste-Rose Ltée", was incorporated by letters patent under Part I of chapter 276, R.S.Q., 1941, on February 7, 1961. Its principal place of business in the Province of Quebec is at 134 Ste-Rose Boulevard, Ste-Rose, county of Laval, P.Q.

In testimony of which this declaration is made in duplicate and signed by me, Marcel Archambault, manager of the said company.

Given at Ste-Rose, this 10th day of March, 1961.

MARCEL ARCHAMBAULT,
57296 *Manager.*

Ben Transport Ltée

Avis est donné que la compagnie « Ben Transport Ltée », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du vingtième jour de novembre mil neuf cent cinquante-huit et ayant son bureau principal dans le district de Chicoutimi, a établi son bureau à l'entrée du Blvd Talbot, à Chicoutimi.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Chicoutimi, ce quatrième jour de mars, mil neuf cent soixante.

Le Président,
57297-o GEORGES-ÉMILE GIRARD.

Ben Transport Ltée

Notice is given that the company "Ben Transport Ltée", incorporated by letters patent of the province of Quebec, dated the twentieth day of November, one thousand nine hundred and fifty-eight, and having its head office in the district of Chicoutimi, has established its office at the end of Talbot Blvd., in Chicoutimi.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given in Chicoutimi, this fourth day of March, one thousand nine hundred and sixty.

GEORGES-ÉMILE GIRARD,
57297 *President.*

Bowling Papineau Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bowling Papineau Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 janvier 1961 et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau au numéro 9,515, rue Papineau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 31ième jour de janvier 1961.

(Sceau) *Le Président,*
57298-o RÉAL ST-GERMAIN.

Bowling Papineau Inc.

Notice is hereby given that "Bowling Papineau Inc.", company incorporated by letters patent on the 18th day of January, 1961, and having its head office in the city of Montreal, has established its offices at 9,515, Papineau Street.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 31st day of January, 1961.

(Seal) RÉAL ST-GERMAIN,
57298-o *President.*

A. & G. Fabrics Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « A. & G. Fabrics Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le dix-huitième jour de janvier 1961, a établi son bureau à 754-762 rue St-Paul, en la cité de Montréal.

Daté en la cité de Montréal, P.Q., ce 25e jour de janvier 1961.

Le Président,
57299 E. W. MOCKRIDGE.

A. & G. Fabrics Ltd.

Notice is hereby given that "A. & G. Fabrics Ltd.", incorporated in the Province of Quebec by letters patent granted under Part I of the Quebec Companies Act, on the eighteenth day of January, 1961, has established its office at 754-762 St. Paul Street, in the city of Montreal.

Dated at the city of Montreal, P.Q., this 25th day of January, 1961.

E. W. MOCKRIDGE,
57299-o *President.*

Les Placements de Lévis Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements de Lévis Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 janvier 1961, et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Lévis, a établi ce bureau au no 44, avenue Bégin.

À compter du présent avis, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Lévis, le 17 février 1961.

Le Président de la compagnie,
57300-o PAUL SIMARD.

Levis Investment Inc.

Notice is hereby given that the company "Levis Investment Inc.", incorporated by letters patent dated January the 27th 1961 and having its head office in the city of Lévis, has established this said office at No. 44 Bégin Ave.

From and after the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Given at Levis, this 17th of February, 1961.

PAUL SIMARD,
57300-o *President of the company.*

Normand Doucet Inc.

Avis est donné que la compagnie « Normand Doucet Inc. », constituée en corporation par lettres patentes selon la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du premier jour de février 1961, et ayant son bureau principal dans la ville de Victoriaville, district d'Arthabaska, a établi son bureau au numéro 16, de la rue Laurier, à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Victoriaville, ce trente et unième jour de mars 1961.

(Sceau) *Le Président,*
57301-o NORMAND DOUCET.

Normand Doucet Inc.

Notice is given that the company "Normand Doucet Inc.", incorporated by letters patent according to Part I of the Quebec Companies Act under date the first day of February, 1961, and having its head office in the town of Victoriaville, district of Arthabaska, has established its office at number 16 Laurier St., in Victoriaville, in the district of Arthabaska.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Victoriaville, this thirty-first day of March, 1961.

(Seal) NORMAND DOUCET,
57301 *President.*

(P.G. 16409-59)

Pescara Fruit Market Inc.

Règlement concernant le changement du siège social

Avis est par la présente donné qu'à compter du 1er janvier 1961, la principale place d'affaires et le bureau chef de la compagnie « Pescara Fruit Market Inc. » (dûment constituée en corporation le 21 novembre 1959) seront déménagés de 6658 rue Papineau à 3760 rue Dickens, Ville St-Michel, Montréal, P.Q.

Montréal, le 2 janvier 1961.

Certifié vraie copie,

Pour: Pescara Fruit Market Inc.,
57302-o LOUIS LACOURSE.

(A.G. 16409-59)

Pescara Fruit Market Inc.

By-law concerning the change of head office

Notice is hereby given that from and after the 1st day of January, 1961, the principal place of business and the head office of the company "Pescara Fruit Market Inc.", (duly incorporated on November 21, 1959) shall be moved from 6658 Papineau Street to 3760 Dickens Street, Ville St. Michel, Montreal, P.Q.

Montreal, January 2, 1961.

Certified true copy.

LOUIS LACOURSE,
57302 For: Pescara Fruit Market Inc.

La Société des Correcteurs d'Épreuves de Langue Française

Avis est donné que « La Société des Correcteurs d'Épreuves de Langue Française », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 10 janvier 1961, et ayant son bureau principal dans Montréal a établi son bureau au numéro 3540, rue Jeanne-Mance.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Société comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28ème jour de mars 1961.

Le Président,
57303-o FERNAND BOUCHER.

La Société des Correcteurs d'Épreuves de Langue Française

Notice is given that "La Société des Correcteurs d'Épreuves de Langue Française", incorporated under Part III of the Quebec Companies Act, dated January 10, 1961, and having its head office in Montreal, has established its office at number 3540, Jeanne-Mance Street.

From and after the date of the present notice, the said notice is considered by the "Société" as being its head office.

Given at Montreal, this 28th day of March, 1961.

FERNAND BOUCHER,
57303 *President.*

Roland Thibault Inc.

Avis est donné que la compagnie « Roland Thibault Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10ième jour de janvier 1961 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 321, de la rue St-Paul, à Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 16e jour de janvier 1961.

57304-o ROLAND THIBAULT.

Roland Thibault Inc.

Notice is given that the company "Roland Thibault Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of January, 1961, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 321 St. Paul St., in Quebec.

From and after the date of the present notice, the head office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 16th day of January, 1961.

57304 ROLAND THIBAULT.

Vermont Housing Corp.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Vermont Housing Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 6 novembre 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 4,765 avenue Maplewood.

Vermont Housing Corp.

Notice is hereby given that "Vermont Housing Corp.", incorporated under the Quebec Companies Act by letters patent dated November 6th, 1959, and having its head office in the city of Montreal in the Province of Quebec, has established its office at 4,765 Maplewood Avenue.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, 9 novembre 1959.

Le Président,
57305 C. G. MEEK.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal as of November 9, 1959.

C. G. MEEK,
57305-o *President.*

(P.G. 13344-58)

Les Immeubles Joncas Inc.

Règlement No 4

concernant le changement du bureau principal.

Le bureau principal de la compagnie « Les Immeubles Joncas Inc. », est transporté du No 350 de la rue St-Roch, dans la cité de Québec, où il était auparavant, au No 2,510, Chemin Ste-Foy, dans la cité de Ste-Foy.

Copie certifiée du règlement No 4 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 1er février 1961 et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 15 février 1961, par actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
57310-o RAYMOND LAPOINTE.

(A.G. 13344-58)

Les Immeubles Joncas Inc.

By-law No 4

concerning change of head office.

The head office of the company "Les Immeubles Joncas Inc.", is transferred from No. 350 St-Roch Street, in the city of Quebec, where it was heretofore, to No. 2,510, Ste-Foy Road, in the city of Ste-Foy.

Certified copy of by-law No. 4 duly adopted at a meeting of the directors held on February 1, 1961, and approved unanimously at a special general meeting of the company held on February 15, 1961, by shareholders holding amongst themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

RAYMOND LAPOINTE,
57310 *Secretary.*

Laboratoires Franca Inc.
Franca Laboratories Inc.

Avis est donné que la compagnie « Laboratoires Franca Inc.— Franca Laboratories Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 décembre 1960, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal a établi son bureau principal au numéro 4,669, de la rue Charleroi.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 13e jour de mars 1961.

Les Procureurs de la compagnie,
57311-o LEMIEUX & LECHASSEUR.

Franca Laboratories Inc.
Laboratoires Franca Inc.

Notice is given that the company "Laboratoires Franca Inc.— Franca Laboratories Inc.", incorporated by letters patent under date December 23, 1960, and having its head office in the city of Montreal has established its head office at number 4,669 Charleroi St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 13th day of March, 1961.

LEMIEUX & LECHASSEUR,
57311 *Attorneys for the company.*

(P.G. 15077-60)

Roger Leblanc (Hélicoptère — Aviation) Ltée

Règlement XVII

Attendu que la compagnie a cessé de faire affaires à St-Jérôme et que dorénavant ses opérations seront plutôt exploitées dans la région de Québec; et

Attendu qu'il serait opportun en conséquence de changer l'adresse du bureau principal de la compagnie;

Il est par les présentes décrété comme règlement de la compagnie comme suit:

Le bureau principal de la compagnie « Roger Leblanc (Hélicoptère — Aviation) Ltée », est transporté de 962 rue Deschambault, St-Jérôme, où il était auparavant, à 494 rue Fontenay, Ste-Foy, Québec.

Certifiée une vraie copie du règlement adopté par les directeurs de « Roger Leblanc (Hélicoptère — Aviation) Ltée », a une assemblée régulièrement convoquée et tenue le 8 février 1961 et approuvée à l'unanimité à une assemblée spéciale générale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée à cette fin, à laquelle assemblée tous les actionnaires de la compagnie étaient présents en personne ou par procuration.

Le Secrétaire,
57312-o JACQUES LEBLANC.

(A.G. 15077-60)

Roger Leblanc (Hélicoptère — Aviation) Ltée

By-law XVII

Whereas the company has ceased to carry on business in St-Jérôme and that hereinafter its operations will be carried on mostly in the Quebec region; and

WHEREAS it has been deemed necessary, to change the adress of the company's head office accordingly;

WHAT follows has hereby been decreed as a company by-law:

The head office of the company "Roger Leblanc (Hélicoptère — Aviation) Ltée", has been moved from 962 Deschambault St., St-Jérôme, where it formerly was, to 494 Fontenay St., Ste-Foy, Quebec.

Certified true copy of the by-law adopted by the directors of "Roger Leblanc (Hélicoptère — Aviation) Ltée", at a meeting convoked in the regular manner and held on February 8, 1961, and unanimously approved at a special general meeting of the shareholders of the company duly convoked for this purpose, at which meeting all the shareholders of the company were present in person or in proxy.

JACQUES LEBLANC,
57312 *Secretary.*

Taos Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Taos Limited », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 3 octobre 1960, a établi son siège social à 4,206 ouest, rue Ste-Catherine, Westmount, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 7e jour d'avril 1961.

Le Président,
PAUL SORENSEN.

57321

Taos Limited

Notice is hereby given that "Taos Limited", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on October 3, 1960, has established its head office at 4,206 St. Catherine Street West, Westmount, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 7th day of April, 1961.

PAUL SORENSEN,
President.

57321-o

La Congrégation de Les Filles de la Providence

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « La Congrégation de Les Filles de la Providence », constituée en corporation en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12e jour de septembre 1960, et ayant son siège social en la cité de Jacques-Cartier, en ladite province, a établi son bureau à 845 chemin Tiffin, cité de Jacques-Cartier, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 14e jour d'avril 1961.

Les Procureurs,
CHARRON & MERCIER.

57322-o

La Congrégation de Les Filles de la Providence

Notice is hereby given that "La Congrégation de Les Filles de la Providence" incorporated under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act on the 12th day of September 1960, and having its head office in the city of Jacques-Cartier, in the said Province, has established its office at 845 Tiffin Road, city of Jacques-Cartier, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the corporation as being its head office.

Dated at Montreal, this 14th day of April, 1961.

CHARRON & MERCIER,
Attorneys.

57322-o

Tait Realties Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Tait Realties Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 27e jour de janvier 1960, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 3190 avenue Van Horne, Montréal, Qué.

Daté à Montréal, ce 25e jour de mars 1961.

(Sceau)
Le Secrétaire-trésorier,
MARY TAIT.

57337

Tait Realties Inc.

Notice is hereby given that "Tait Realties Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 27th day of January, 1960, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 3190 Van Horne Avenue, Montreal, Que.

Dated at Montreal, this 25th day of March, 1961.

(Seal)
MARY TAIT,
Secretary-Treasurer.

57337-o

La Médicale, Compagnie d'Assurances Générales

Prenez avis qu'à compter du 10 février 1961, « La Médicale, Compagnie d'Assurances Générales » a transporté son siège social de 675, avenue Marguerite Bourgeoys, à 100, Place d'Youville, Québec, P.Q.

Québec, le 17 avril 1961.

Le Secrétaire,
(S) MARCEL HAINAULT.

57338-o

La Médicale, Compagnie d'Assurances Générales

Take notice that from and after February 10, 1961, "La Médicale, Compagnie d'Assurances Générales" has moved its head office from 675 Marguerite Bourgeois avenue, to 100 Place d'Youville, Quebec, P.Q.

Quebec, April 17, 1961.

(S) MARCEL HAINAULT,
Secretary.

57338

Montreal Industrial Realties Inc.

Avis est par les présentes donné que « Montreal Industrial Realties Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 27e jour de novembre 1959, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à Suite 1,000, 1,255 rue University, Montréal, Qué.

Daté à Montréal, ce 18e jour d'avril 1961.

(Sceau)
Le Secrétaire,
SAMUEL CHAIT.

57361

Montreal Industrial Realties Inc.

Notice is hereby given that "Montreal Industriel Realties Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 27th day of November, 1959, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at Suite 1,000, 1,255 University Street, Montreal, Que.

Dated at Montreal, this 18th day of April, 1961.

(Seal)
SAMUEL CHAIT,
Secretary.

57361-o

Plastic Converters Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Plastic Converters Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 12e jour de mai 1960, et ayant son siège social dans le district de Montréal, a établi un bureau à 2,310 rue Holt, cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 17e jour de mai 1960.

Le Secrétaire,
JOSEPH FOGEL.

57362

Plastic Converters Ltd.

Notice is hereby given that "Plastic Converters Ltd.", incorporated by letters patent on the 12th day of May, 1960, and having its head office in the district of Montreal, has established an office at 2,310 Holt Street, city of Montreal.

Dated at Montreal, this 17th day of May, 1960.

JOSEPH FOGEL,
Secretary.

57362-o

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Aylmer
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Robert Proulx, secrétaire-trésorier, École St-Paul, 14 Chemin Eardley, Aylmer, comté de Gatineau, jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 11 mai 1961, pour l'achat de $26,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité d'Aylmer, comté de Gatineau, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1966 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 30 mars 1951 — emprunt de renouvellement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $26,000 — 5 ans

Année	*Capital*
1er juin 1962	$4,000
1er juin 1963	5,000
1er juin 1964	5,000
1er juin 1965	6,000
1er juin 1966	6,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Aylmer, comté de Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Ottawa et à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 11 mai 1961, à 8 heures du soir, en l'École St-Paul, 14 Chemin Eardley, Aylmer, comté de Gatineau.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Aylmer, (Comté de Gatineau), ce 17 avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT PROULX.

Adresse postale:
École St-Paul, 14 Chemin Eardley,
Aylmer, (Gatineau), P.Q., C.M. 729.
Téléphone: MU-4-4167.

57339-o

Tenders

The school commissioners for the municipality of Aylmer
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Robert Proulx, secretary-treasurer, St. Paul's School, 14 Eardley Road, Aylmer, county of Gatineau, until 8:00 o'clock p.m., Thursday, May 11, 1961, for the purchase of an issue of $26,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Aylmer, county of Gatineau, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1966 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated March 30, 1951 — Loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $26,000 — 5 years

Year	*Capital*
June 1, 1962	$4,000
June 1, 1963	5,000
June 1, 1964	5,000
June 1, 1965	6,000
June 1, 1966	6,000

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Aylmer, county of Gatineau.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the head office of the said bank at Ottawa and Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, May 11, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at St. Paul's School, 14 Eardley Road, Aylmer, county of Gatineau.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Aylmer, (County of Gatineau), April 17, 1961.

ROBERT PROULX,
Secretary-Treasurer.

Postal address:
St. Paul's School, 14 Eardley Road,
Aylmer, (Gatineau), P.Q., C.M. 729.
Telephone: MU-4-4167.

57339

Cité du Cap-de-la-Madeleine
Comté de Champlain

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Arthur Beaudin, greffier, Hôtel de Ville, 375 rue Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 8 mai 1961, pour l'achat de $273,000 d'obligations de la cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos 362 — $50,000, travaux de pavages; 364 — $50,000, construction de trottoirs; 365 — $45,000, travaux d'aqueduc et d'égouts; 366 — $23,000, forage d'un puits artésien; 369 — $94,000, travaux d'égouts et d'aqueduc, travaux de voirie, etc.; et résolution du 11 mai 1959 — $11,000, travaux d'aqueduc et d'égouts, et construction de trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $273,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1962	$10,500
1er juin 1963	10,500
1er juin 1964	11,000
1er juin 1965	11,500
1er juin 1966	13,000
1er juin 1967	13,500
1er juin 1968	13,500
1er juin 1969	14,500
1er juin 1970	15,000
1er juin 1971	16,000
1er juin 1972	15,500
1er juin 1973	16,000
1er juin 1974	16,500
1er juin 1975	17,000
1er juin 1976	17,500
1er juin 1977	11,500
1er juin 1978	12,500
1er juin 1979	12,500
1er juin 1980	12,500
1er juin 1981	12,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair au Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 mai 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 375 rue Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

City of Cap-de-la-Madeleine
County of Champlain

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Arthur Beaudin, city clerk, City Hall, 375 Notre-Dame St., Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, until 8:00 o'clock p.m., Monday May 8, 1961, for the purchase of an issue of $273,000 of bonds for the city of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos: 362 — $50,000, paving; 364 — $50,000, construction of sidewalks; 365 — $45,000 — Work on aqueduct and sewers; 366 — $23,000, digging of an artesian well; 369 — $94,000, work on sewers and aqueduct, roadwork, etc., and resolution of May 11, 1959 — $11,000, work on aqueduct and sewers and construction of sidewalks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 19 1.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $273,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1962	$10,500
June 1, 1963	10,500
June 1, 1964	11,000
June 1, 1965	11,500
June 1, 1966	13,000
June 1, 1967	13,500
June 1, 1968	13,500
June 1, 1969	14,500
June 1, 1970	15,000
June 1, 1971	16,000
June 1, 1972	15,500
June 1, 1973	16,000
June 1, 1974	16,500
June 1, 1975	17,000
June 1, 1976	17,500
June 1, 1977	11,500
June 1, 1978	12,500
June 1, 1979	12,500
June 1, 1980	12,500
June 1, 1981	12,500

Please note that tenders are called for twenty year terms only and that tenders for short term bonds shall not be considered.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, May 8, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 375 Notre-Dame St., Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine, (Comté de Champlain), ce 17 avril 1961.

Le Greffier,
ARTHUR BEAUDIN.

Adresse postale : Case postale 220,
Hôtel de Ville, 375 rue Notre-Dame,
Cap-de-la-Madeleine, (Champlain), P.Q.
Téléphone: TER-4-3993. 57340-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Port-Cartier

Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Odina Arteau, secrétaire-trésorier, Port-Cartier, comté de Saguenay, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 9 mai 1961, pour l'achat de $298,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Port-Cartier, comté de Saguenay, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions d'emprunt en date du 13 février 1961: $63,000 — construction de résidence pour le personnel enseignant; et en date du 5 novembre 1959, telle que modifiée: $235,500 — construction d'une école mixte de 12 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fiat à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $298,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1962	x$ 3,000
1er juin 1963	x 3,000
1er juin 1964	x 22,500
1er juin 1965	x 23,500
1er juin 1966	x 25,500
1er juin 1967	9,500
1er juin 1968	10,000
1er juin 1969	10,500
1er juin 1970	11,500
1er juin 1971	12,000
1er juin 1972	13,000
1er juin 1973	13,500
1er juin 1974	14,000
1er juin 1975	15,500
1er juin 1976	16,000
1er juin 1977	17,000
1er juin 1978	18,000
1er juin 1979	19,000
1er juin 1980	20,000
1er juin 1981	21,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $85,925, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements annuels de $17,185 chacun, de 1962 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Port-Cartier, comté de Saguenay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine, (County of Champlain), April 17, 1961.

ARTHUR BEAUDIN,
City clerk.

Postal address: Postal Case 220,
City Hall, 375 Notre-Dame St.,
Cap-de-la-Madeleine, (Champlain), P.Q.
Telephone: TER-4-3993. 57340

The school commissioners for the municipality of Port-Cartier

County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Odina Arteau, secretary-treasurer, Port-Cartier, county of Saguenay, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, May 9, 1961, for the purchase of an issue of $298,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of Port-Cartier, county of Saguenay, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6 % per annum payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolutions dated February 13, 1961: $63,000 — construction of a residence for the teaching staff; and dated November 5, 1959, as modified: $235,500 — construction of a 12 class coeducational school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $298,500 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1962	x$ 3,000
June 1, 1963	x 3,000
June 1, 1964	x 22,500
June 1, 1965	x 23,500
June 1, 1966	x 25,500
June 1, 1967	9,500
June 1, 1968	10,000
June 1, 1969	10,500
June 1, 1970	11,500
June 1, 1971	12,000
June 1, 1972	13,000
June 1, 1973	13,500
June 1, 1974	14,000
June 1, 1975	15,500
June 1, 1976	16,000
June 1, 1977	17,000
June 1, 1978	18,000
June 1, 1979	19,000
June 1, 1980	20,000
June 1, 1981	21,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $85,925 granted by the Provincial Government and payable in five annual instalments of $17,185 each, from 1962 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Port-Cartier, county of Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 9 mai 1961, à 8 heures du soir, en la salle paroissiale, Port Cartier, comté de Saguenay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Port-Cartier, (Comté de Saguenay), ce 17 avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ODINA ARTEAU.

Adresse postale: Case postale 387,
Port-Cartier, (Saguenay), P.Q.
Téléphone: WI 6-2343. 57341-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jean
Comté de Saint-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Guay, secrétaire-trésorier, 185 rue Mercier, Saint-Jean, comté de Saint-Jean, jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 8 mai 1961, pour l'achat de $840,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 18 janvier 1961, telle que modifiée — Construction d'une école pour élèves de langue anglaise.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $840,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er juin 1962	x	$ 74,500
1er juin 1963	x	79,000
1er juin 1964	x	84,000
1er juin 1965	x	89,000
1er juin 1966	x	94,000
1er juin 1967	x	100,000
1er juin 1968		15,000
1er juin 1969		16,000
1er juin 1970		17,000
1er juin 1971		18,000
1er juin 1972		19,000
1er juin 1973		20,500
1er juin 1974		21,500
1er juin 1975		23,000
1er juin 1976		24,500
1er juin 1977		25,500
1er juin 1978		27,500
1er juin 1979		29,000
1er juin 1980		30,500
1er juin 1981		32,500

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, May 9, 1961, at 8:00 o'clock, p.m., at the parish hall, Port-Cartier, county of Saguenay.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Port-Cartier, (County of Saguenay), April 17, 1961.

ODINA ARTEAU,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O. Box 387,
Port-Cartier, (Saguenay), P.Q.
Telephone: WI 6-2343. 57341

The school commissioners for the municipality of the city of St. John's
County of St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Guay, secretary-treasurer, 185 Mercier street, St. John's, county of St. John, until 7:30 o'clock p.m., Monday, May 8, 1961, for the purchase of an issue of $840,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the city of St. John's, county of St. John, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan procedure dated January 18, 1961, as modified — Construction of a school for English speaking students.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $840,000 — 20 years

Year		*Capital*
June 1, 1962	x	$ 74,500
June 1, 1963	x	79,000
June 1, 1964	x	84,000
June 1, 1965	x	89,000
June 1, 1966	x	94,000
June 1, 1967	x	100,000
June 1, 1968		15,000
June 1, 1969		16,000
June 1, 1970		17,000
June 1, 1971		18,000
June 1, 1972		19,000
June 1, 1973		20,500
June 1, 1974		21,500
June 1, 1975		23,000
June 1, 1976		24,500
June 1, 1977		25,500
June 1, 1978		27,500
June 1, 1979		29,000
June 1, 1980		30,500
June 1, 1981		32,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $543,830, accordé par le gouvernement provincial et payable en six versements dont le premier de $90,638.35 et les cinq autres de $90,638.33 chacun, de 1962 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Jean, comté de Saint-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont, le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 8 mai 1961, à 7 heures 30 du soir, à 185 rue Mercier, Saint-Jean, comté de Saint-Jean.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jean, (Comté de Saint-Jean), ce 17 avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND GUAY.

185 rue Mercier,
Saint-Jean, (Comté de Saint-Jean), P.Q.
Téléphone: FI 6-4427. 57342-o

Les commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Les Écores
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné S. E. Hansen, secrétaire-trésorier, 3000 boulevard Concorde, à Duvernay, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 8 mai 1961, pour l'achat de $116,000 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Les Écores, comté de Laval, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1981, inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieure à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt, tel que modifiée: $116,000 — 1er mars 1961 — agrandissement de l'école élémentaire et achat de terrain.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $116,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1962	x$20,500
1er juin 1963	x 21,500
1er juin 1964	2,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $543,830 granted by the Provincial Government and payable in six instalments of which the first of $90,638.35 and the five others of $90,638.33 each, from 1962 to 1967 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. John's, county of St. John.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, May 8, 1961, at 7:30 o'clock p.m., at 185 Mercier street, St. John's, county of St. John.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. John's, (County of St. John), April 17, 1961.

ROLAND GUAY,
Secretary-Treasurer.

185 Mercier street,
St. John's, (County of St. John), P.Q.
Telephone: FI 6-4427. 57342

The Protestant school commissioners for the municipality of Les Écores
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned S. E. Hansen, Secretary-Treasurer, 3000 Concorde Boulevard, at Duvernay, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m., on Monday, May 8, 1961, for the purchase of an issue of $116,000 of bonds of the protestant school commissioners for the municipality of Les Écores, county of Laval, dated June 1, 1961 and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1981, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution, as modified: $116,000 — March 1, 1961 — extension to the elementary school and purchase of land.

For adjudication purposes only, the interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $116,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1962	x$20,500
June 1, 1963	x 21,500
June 1, 1964	2,500

1er juin 1965	$ 2,500
1er juin 1966	2,500
1er juin 1967	3,000
1er juin 1968	3,000
1er juin 1969	3,000
1er juin 1970	3,500
1er juin 1971	3,500
1er juin 1972	4,000
1er juin 1973	4,000
1er juin 1974	4,500
1er juin 1975	4,500
1er juin 1976	5,000
1er juin 1977	5,000
1er juin 1978	5,500
1er juin 1979	5,500
1er juin 1980	6,000
1er juin 1981	6,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $41,310 accordé par le Gouvernement provincial, et payable en deux versements de $20,655 chacun, en 1962 et 1963, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comprendre qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Laurent (Norgate).

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 8 mai 1961, à 8.00 heures du soir, à 3000 boulevard Concorde, à Duvernay.

Les commissaires d'école se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Les Écores, (Comté de Laval), le 18 avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
S. E. HANSEN.

3000, boulevard Concorde,
Duvernay, (Laval), P.Q.
Téléphone: MU 1-4885. 57363

June 1, 1965	$ 2,500
June 1, 1966	2,500
June 1, 1967	3,000
June 1, 1968	3,000
June 1, 1969	3,000
June 1, 1970	3,500
June 1, 1971	3,500
June 1, 1972	4,000
June 1, 1973	4,000
June 1, 1974	4,500
June 1, 1975	4,500
June 1, 1976	5,000
June 1, 1977	5,000
June 1, 1978	5,500
June 1, 1979	5,500
June 1, 1980	6,000
June 1, 1981	6,500

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $41,310, granted by the Provincial Government and payable in two instalments of $20,655 each, in 1962 and 1963, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Laurent (Norgate).

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemed by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, May 8, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at 3000 Concorde Boulevard, at Duvernay.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Les Écores, (County of Laval), April 18, 1961.

S. E. HANSEN,
Secretary-Treasurer.

3000 Concorde Boulevard,
Duvernay, (Laval), P.Q.
Telephone: MU 1-4885. 57363-o

Village de McMasterville
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-B.-A Lanctôt, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 90 rue St-Laurent, à Beloeil, comté de Verchères, et jusqu'à 8 heures, au collège St-Joseph, à McMasterville, comté de Verchères, mardi, le 9 mai 1961, pour l'achat de $56,000 d'obligations du village de McMasterville, comté de Verchères, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'in-

Village of McMasterville
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-B.-A. Lanctôt, secretary-treasurer, until 7:30 o'clock, p.m., at 90 St-Laurent street, at Beloeil, county of Verchères, and until 8:00 o'clock, at St-Joseph college, at McMasterville, county of Verchères, Tuesday, May 9, 1961, for the purchase of an issue of $56,000 of bonds for the village of McMasterville, county of Verchères, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the

térêt peut être il même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 102, tel que modifié par le règlement No 104: $56,000 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $56,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1962	$1,000
1er juin 1963	1,000
1er juin 1964	1,000
1er juin 1965	1,000
1er juin 1966	1,000
1er juin 1967	1,000
1er juin 1968	1,000
1er juin 1969	1,000
1er juin 1970	1,000
1er juin 1971	1,000
1er juin 1972	1,500
1er juin 1973	1,500
1er juin 1974	1,500
1er juin 1975	1,500
1er juin 1976	1,500
1er juin 1977	1,500
1er juin 1978	2,000
1er juin 1979	2,000
1er juin 1980	2,000
1er juin 1971	31,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à McMasterville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 mai 1961 à 8 heures du soir, au collège St-Joseph, à McMasterville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

McMasterville, (Comté de Verchères), ce 18 avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-B.-A. LANCTÔT.

Adresse postale: 90, rue St-Laurent,
Beloeil, (Verchères), P.Q.
Téléphone: FOR. 7-4583. 57364-o

Municipalité de Ste-Anne-de-Portneuf
Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Jules Ouellet, secrétaire-trésorier, Ste-Anne-de-Portneuf, comté de Saguenay, jusqu'à 7 heures du soir, mardi, le 9 mai 1961, pour l'achat de $185,000 d'obligations de la municipalité de Ste-Anne-de-Portneuf, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1981 inclusivement, avec intérêt à un

whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 102, as modified by by-law No. 104: $56,000 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $56,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1962	$1,000
June 1, 1963	1,000
June 1, 1964	1,000
June 1, 1965	1,000
June 1, 1966	1,000
June 1, 1967	1,000
June 1, 1968	1,000
June 1, 1969	1,000
June 1, 1970	1,000
June 1, 1971	1,000
June 1, 1972	1,500
June 1, 1973	1,500
June 1, 1974	1,500
June 1, 1975	1,500
June 1, 1976	1,500
June 1, 1977	1,500
June 1, 1978	2,000
June 1, 1979	2,000
June 1, 1980	2,000
June 1, 1981	31,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at McMasterville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 9, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at St-Joseph College, McMasterville.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

McMasterville, (County of Verchères), April 18, 1961.

J.-B.-A LANCTÔT,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 90, St-Laurent street,
Beloeil, (Verchères), P.Q.
Telephone: FOR 7-4583. 57364

Municipality of Ste-Anne-de-Portneuf
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned. Jules Ouellet, secretary-treasurer, Ste-Anne-de-Portneuf, county of Saguenay, until 7:00 o'clock p.m. on Tuesday, May 9, 1961, for the purchase of an issue of $185,000 of bonds for the municipality of Ste-Anne-de-Portneuf, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than

taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt, tel que modifié: No 15 — $185,000 sur le règlement au total de $215,000 — aqueduc et prévention contre les incendies.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $185,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1962	$ 2,000
1er juin 1963	2,500
1er juin 1964	2,500
1er juin 1965	2,500
1er juin 1966	3,000
1er juin 1967	3,000
1er juin 1968	3,500
1er juin 1969	3,500
1er juin 1970	4,000
1er juin 1971	4,000
1er juin 1972	4,000
1er juin 1973	4,000
1er juin 1974	4,500
1er juin 1975	5,000
1er juin 1976	5,000
1er juin 1977	5,500
1er juin 1978	6,000
1er juin 1979	6,500
1er juin 1980	7,000
1er juin 1981	107,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des titres à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hauterive.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue mardi, le 9 mai 1961, à 7 heures du soir, en la salle du collège.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-de-Portneuf, (Comté de Saguenay), ce 18 avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES OUELLET.

Ste-Anne-de-Portneuf,
(Saguenay), P.Q.
Téléphone: 56.

57365-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Bruno
Comté de Lac St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jos.-Louis Tremblay, secrétaire-trésorier, St-Bruno, comté de Lac St-Jean, jusqu'à 7.30 heures, p.m., lundi, le 8 mai 1961, pour

5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law, as modified: No. 15 — $185,000 on by-law which was of a total amount of $215,000 — aqueduct and fire prevention.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $185,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1962	$ 2,000
June 1, 1963	2,500
June 1, 1964	2,500
June 1, 1965	2,500
June 1, 1966	3,000
June 1, 1967	3,000
June 1, 1968	3,500
June 1, 1969	3,500
June 1, 1970	4,000
June 1, 1971	4,000
June 1, 1972	4,000
June 1, 1973	4,000
June 1, 1974	4,500
June 1, 1975	5,000
June 1, 1976	5,000
June 1, 1977	5,500
June 1, 1978	6,000
June 1, 1979	6,500
June 1, 1980	7,000
June 1, 1981	107,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short term and fifteen-year short term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hauterive.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the municipal council to be held on Tuesday, May 9, 1961, at 7:00 o'clock p.m., in the college auditorium.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-de-Portneuf, (County of Saguenay), April 18, 1961.

JULES OUELLET,
Secretary-Treasurer.

Ste-Anne-de-Portneuf,
(Saguenay), P.Q.
Telephone: 56.

57365

The school commissioners for the municipality of St-Bruno
County of Lake St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jos.-Louis Tremblay, secretary-treasurer, St-Bruno, county of Lake St. John, until 7:30 o'clock p.m., on Monday, May 8, 1961, for the purchase of an issue of

l'achat de $285,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Bruno, comté de Lac St-Jean, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt, telle que modifiée: 2 mars 1961 — $285,000 — construction d'une école de garçons et autres dépenses.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $285,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er juin 1962	x	$33,000
1er juin 1963	x	35,000
1er juin 1964	x	37,000
1er juin 1965	x	39,000
1er juin 1966	x	41,000
1er juin 1967		4,000
1er juin 1968		5,000
1er juin 1969		5,000
1er juin 1970		5,000
1er juin 1971		5,000
1er juin 1972		6,000
1er juin 1973		6,000
1er juin 1974		6,000
1er juin 1975		7,000
1er juin 1976		7,000
1er juin 1977		8,000
1er juin 1978		8,000
1er juin 1979		9,000
1er juin 1980		9,000
1er juin 1981		10,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $196,795.80 accordé par le Gouvernement provincial et payable en cinq versements de $39,359.16 chacun, de 1962 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 8 mai 1961 à 7.30 heures du soir, en la salle publique.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Bruno, (Comté de Lac St-Jean), ce 18 avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JOS.-LOUIS TREMBLAY.

St-Bruno, (Lac St-Jean), P.Q.
Téléphone: 263.

57366-o

$285,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Bruno, county of Lake St. John, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution, as modified: March 2, 1961 — $285,000 — construction of a boys' school and other expenses.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $285,000 — 20 years

Year		*Capital*
June 1, 1962	x	$33,000
June 1, 1963	x	35,000
June 1, 1964	x	37,000
June 1, 1965	x	39,000
June 1, 1966	x	41,000
June 1, 1967		4,000
June 1, 1968		5,000
June 1, 1969		5,000
June 1, 1970		5,000
June 1, 1971		5,000
June 1, 1972		6,000
June 1, 1973		6,000
June 1, 1974		6,000
June 1, 1975		7,000
June 1, 1976		7,000
June 1, 1977		8,000
June 1, 1978		8,000
June 1, 1979		9,000
June 1, 1980		9,000
June 1, 1981		10,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total mount of $196,795.80 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $39,359.16 each, from 1962 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Alma.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, May 8, 1961, at 7:30 o'clock p.m., in the public auditorium.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Bruno, (County of Lake St. John), April 18, 1961.

JOS.-LOUIS TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

St-Bruno, (Lake St. John), P.Q.
Téléphone: 263.

57366

Ville de St-Elzéar
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Giroux, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1351 Boulevard des Laurentides, St-Elzéar, comté de Laval, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 8 mai 1961, pour l'achat de $385,000 d'obligations de la ville de St-Elzéar, comté de Laval, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: — 99 — 2ème et dernière tranche de $78,000 sur un montant total de $115,000, acquisition d'aqueduc; 141 — $13,400, construction d'égouts; 143 — $47,000, construction d'égouts; 144 — $2,500, travaux d'égouts; 145 — $3,300, travaux d'égouts; 146 — $1,800, travaux d'égouts; 147 — $4,900, travaux d'égouts; 148 — $4,100, travaux d'égouts; 149 — $5,000, travaux d'égouts; 150 — $3,800, travaux d'égouts; 151 — $2,000, travaux d'égouts; 152 — $5,900, travaux d'aqueduc; 153 — $6,200, travaux d'aqueduc; 154 — $23,700, travaux d'aqueduc; 155 — $5,700, travaux d'égouts; 156 — $13,300, travaux d'aqueduc; 157 — $60,000, travaux d'égouts; 158 — $28,000, travaux d'égouts; 159 — $10,000, travaux d'égouts; 160 — $11,000, travaux d'égouts; 161 — $12,400, travaux d'égouts; 162 — $16,000, travaux d'égouts; et 165 — $27,200, travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $385,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1962	$ 8,500
1er juin 1963	11,000
1er juin 1964	11,500
1er juin 1965	11,500
1er juin 1966	11,500
1er juin 1967	13,500
1er juin 1968	14,000
1er juin 1969	14,000
1er juin 1970	14,500
1er juin 1971	15,000
1er juin 1972	16,000
1er juin 1973	16,500
1er juin 1974	17,500
1er juin 1975	18,500
1er juin 1976	19,000
1er juin 1977	19,500
1er juin 1978	20,500
1er juin 1979	22,000
1er juin 1980	22,000
1er juin 1981	88,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pont-Viau, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la

Town of St-Elzéar
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Giroux, secretary-treasurer, Town Hall, 1351 des Laurentides Blvd, St-Elzéar, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m., on Monday, May 8, 1961, for the purchase of an issue of $385,000 of bonds for the town of St-Elzéar, county of Laval, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws No. 99 — 2nd and last instalment of $78,000 on a total amount of $115,000, purchasing of aqueducts; 141 — $13,400 — construction of sewers; 143 — $47,000 — construction of sewers; 144 — $2,500 — work on sewers; 145 — $3,300, work on sewers; 146 — $1,800 — work on sewers; 147 — $4,900 — work on sewers; 148 — $4,100 — work on sewers; 149 — $5,000 — work on sewers; 150 — $3,800 — work on sewers; 151 — $2,000 — work on sewers; 152 — $5,900 — work on aqueduct; 153 — $6,200 — work on aqueduct; 154 — $23,700 — work on aqueduct; 155 — $5,700 — work on sewers; 156 — $13,300 — work on aqueduct; 157 — $60,000 — work on sewers; 158 — $28,000 — work on sewers; 159 — $10,000 — work on sewers; 160 — $11,000 — work on sewers; 161 — $12,400 — work on sewers; 162 — $16,000 — work on sewers; and 165 — $27,200 — work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $385,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1962	$ 8,500
June 1, 1963	11,000
June 1, 1964	11,500
June 1, 1965	11,500
June 1, 1966	11,500
June 1, 1967	13,500
June 1, 1968	14,000
June 1, 1969	14,000
June 1, 1970	14,500
June 1, 1971	15,000
June 1, 1972	16,000
June 1, 1973	16,500
June 1, 1974	17,500
June 1, 1975	18,500
June 1, 1976	19,000
June 1, 1977	19,500
June 1, 1978	20,500
June 1, 1979	22,000
June 1, 1980	22,000
June 1, 1981	88,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year, short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pont-Viau, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head

procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 mai 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 1351 Boulevard des Laurentides, St-Elzéar, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Elzéar, (Comté de Laval), ce 17 avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND GIROUX.

Hôtel de Ville,
1351 Boulevard des Laurentides,
St-Elzéar, (Laval), P.Q.
Téléphone: NO 9-7119. 57367-o

office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 8, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 1351 des Laurentides Blvd, St-Elzéar, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Elzéar, (County of Laval), April 17, 1961.

FERNAND GIROUX,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
1351 des Laurentides Blvd,
St-Elzéar, (Laval), P.Q.
Telephone: NO 9-7119. 57367

Vente d'effets non-réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1960, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Express Company » a divers endroits de la province de Québec seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, à 128 rue King est, Toronto, Ontario, à ONZE heures du matin, le QUATRIÈME jour de MAI 1961, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Toronto, Ont., le 23 mars 1961.

Le Surintendant général,
57014-12-6-o F.-A. DOYLE.

Sale of Unclaimed Goods

Notice is hereby given that all goods received previous to the 1st day of May 1960, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company" at different points in the Province of Quebec will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the FOURTH day of MAY 1961, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Toronto, Ont., March 23, 1961.

F.-A. DOYLE,
57014-12-6-o *General Superintendent.*

Ventes — Loi de faillite

Claude Lacasse

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 285/1960, « en faillite » dans l'affaire de Claude Lacasse, marchand, 508 St-André, App. 2, Pont-Viau, Qué.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que l'immeuble suivant: savoir:

Désignation: « Un emplacement situé sur la rue St-André, ville de Pont-Viau, et composé comme suit:

1o Une partie du lot No 21 de la subdivision officielle du lot No un de la subdivision du lot originaire No 34 (Ptie 34-1-21) aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul, de la contenance de 35 pieds de largeur en front sur la rue St-André, 35 pieds de largeur en arrière dans la ligne sud-ouest, 46 pieds et 9 dixièmes de pied dans la ligne nord-ouest et 46 pieds et 9 dixièmes de pied en profondeur dans la ligne sud-est et borné comme suit: en front au nord-est par la rue St-André, d'un côté au sud-est, par la partie ci-après décrite du lot 31-1-21 dit cadastre, de l'autre côté au nord-ouest par une partie du lot 34-1-22, appartenant

Sales — Bankruptcy Act

Claude Lacasse

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 285/1960, "Sitting in Bankruptcy" in the matter of Claude Lacasse, merchant, 508 St-André, Apt. 2, Pont-Viau, Que.

Notice of sale

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: "An emplacement situated on St-André Street, town of Pont-Viau, and composed as follows:

1. A part of lot No. 21 of the official subdivision of lot No. one of the subdivision of the original lot No. 34 (Pt. 34-1-21) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent de Paul, containing 35 feet in width in frontage on St-André Street, 35 feet in width in rear in the south-west line, 46 feet and 9 tenths of a foot in the northwest line and 46 and 9 tenths of a foot in depth in the south-east line and bounded as follows: in front on the northeast by St-André St., on one side on the southeast, by the part hereinafter described of lot 31-1-21 said cadaster, on the other side on the northwest by a part of lot 34-1-22, belonging

au débiteur et en arrière au sud-ouest par le résidu dudit lot 31-1-21.

2o Une partie du lot No 20 de la subdivision du lot No un de la subdivision du lot originaire No 34 (34-1-20) du susdit cadastre de la contenance de 10 pieds de largeur sur une profondeur de 46 pieds et 9 dixièmes de pied, mesure anglaise et borné comme suit: en front au nord-est par la rue St-André, d'un côté au nord-ouest par la partie ci-dessus décrite du lot 31-1-21 de l'autre côté au sud-ouest par une partie du lot 34-1-20 et en arrière au sud-ouest par une autre partie du lot No 34-1-20. Avec la bâtisse y érigée. Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble. »

Sera vendu à l'enchère publique à la porte de l'église paroissiale de St-Louis, Pont-Viau, P.Q., le DIX-SEPT MAI 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure le 28 février 1961 et suivant les dispositions des articles 55 et suivant la loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la loi. Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, ce 3 avril 1961.

Le Syndic,
FERNAND E. LEBLANC.

Bureau:
Fernand E. Leblanc, C.A., Syndic,
418, rue St-Sulpice,
Montréal, Qué. (VI 2-2703-4-5).
57173-14-2-o

Ovila Lacasse

Province de Québec, district No 4, St-François-Bedford, Cour Supérieure, No 2748, (en matière de faillite) dans l'affaire de la faillite de Ovila Lacasse — Moulin à scie, manufacturier de portes & chassis, Roxton Pond. Qué. failli et Lucien Montfils C.A., de Granby, Qué. syndic.

Avis de vente

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure (en matière de faillite) district St-François & Bedford, rendu en date du vingt et un février 1961, l'immeuble ci-après désigné sera vendu, à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale du village de Roxton Pond, MARDI, le SEIZE MAI 1961, à ONZE heures du matin.

« Certains terrains connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Ste-Pudentienne sous les numéros neuf et sept-D (Nos. 9 et 7-D) avec un manufacture et moulin à scie, deux maisons en bois à deux étages, une grange et autres constructions y érigées, y compris toute la machinerie et l'outillage complet servant à l'exploitation de la manufacture et du moulin à scie.

À distraire cependant desdits lots de terre:

Une lisière de terrain mesurant environ quatre-vingts pieds en longueur sur environ douze pieds de largeur, faisant partie du lot numéro neuf, vendue à the Stanley Tool Co. of Canada Ltd. par Adélard Monty, en vertu d'une vente passée

to the debtor and in rear on the southwest by the residue of the said lot 31-1-21.

2. A part of lot No. 20 of the subdivision of lot No. one of the subdivision of the original lot No. 34 (Pt. 34-1-20) of the above said cadaster of the area of 10 feet in width by a depth of 46 feet and 9 tenths of a foot, English measure and bounded as follows: in front, on the northeast by St-André Street, on one side, on the northwest by that part above described of lot 31-1-21 on the other side on the southwest by a part of lot 34-1-20 and in rear on the southwest by another part of lot No. 34-1-20. With the building thereon erected. Also as the whole is to be found presently with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent, attached to the said immoveable."

Shall be sold by public auction at the door of the parochial church of St. Louis, Pont-Viau, P.Q., on MAY SEVENTEENTH, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Superior Court at Montreal, on February 28, 1961, and according to the provisions of articles 55 and the following of the bankruptcy act 1949, in order that said sale shall have the effect of a Sheriff's Sale in the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay a Government Tax of 2½% in accordance with the law. For further information and the list of charges application should be made to the undersigned.

Montreal, April 3, 1961.

FERNAND E. LEBLANC,
Trustee.

Office:
Fernand E. Leblanc, C.A., Trustee,
418, St. Sulpice Street,
Montreal, Que. (VI 2-2703-4-5).
57173-14-2-o

Ovila Lacasse

Province of Quebec, district No. 4, St. François Bedford, Superior Court, No. 2748, (In bankruptcy), in the matter of Ovila Lacasse, Saw Mill, Manufacturer of Doors and Sashes, Roxton Pond. Que., bankrupt, and Lucien Montfils C.A., Granby, Que. trustee.

Notice of sale

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court in bankruptcy, district of St. François & Bedford, rendered under date of February 21, 1961, will be sold by public auction, at the door of the parochial church of Roxton Pond, on TUESDAY, MAY SIXTEEN 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveables thereinafter designed:

Certain lots of land known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the village of Ste-Pudentienne under the numbers nine and seven-D (No. 9 and 7-D), with a factory and a saw mill, two two-story wooden houses, a barn and other buildings thereon constructed, with all the machinery and complete tool set serving for the exploitation of the factory and the saw mill therein comprised.

To be withdrawn, however, from the said lots of land are:

A strip of land measuring approximately eighty feet in length by approximately twelve feet in width, forming a part of lot number nine, sold to "The Stanley Tool Co. of Canada Ltd." by Adélard Monty, according to a deed of sale

le 1e avril 1924 devant Me Z. I. Delorme, notaire, dont copie a été enregistrée à Shefford sous le numéro 87550;

Un morceau de terrain de forme triangulaire pris à même les lots numéros sept-D et neuf et renfermé dans les bornes suivantes:

Commençant au coin sud-est du lot numéro sept-D sur le chemin de Roxton Pond à Milton, et allant vers le sud-ouest, dans la ligne entre les lots numéro 7 et 7-D, sur une distance d'environ cent trente-sept pieds, de là, retournant vers le nord-est jusqu'audit chemin de Roxton Pond à Milton, me distance d'environ cent trente-neuf pieds, de là, en tournant vers le sud-est et allant jusqu'au point de départ, une distance d'environ vingt-sept pieds. Lequel morceau de terrain plus spécialement décrit dans un acte de vente par Dame Anna B. Monty à The Stanley Tool Co. of Canada Ltd. passé le 26 septembre 1940 devant le notaire Victor Monty et renregistré à Shefford sous le numéro 105296-B-111. »

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
LUCIEN MONTFILS, C.A.

317, rue Racine,
Granby, Qué.

57220-15-2-o

drawn up on April 14, 1924 before Z. I. Delorme, notary, a copy of which was registered at Shefford under the number 87550;

A piece of land, triangular in shape, taken together with the lots number seven-D and nine and enclosed within the following boundaries:

Starting at the south-east corner of lot number seven-D on the road between Roxton Pond and Milton, and going in a south-westerly direction, on a line between the lots number 7 and 7-D, to a distance of approximately one hundred and thirty-seven feet; thence, returning towards the north-east as far as the said road between Roxton Pont and Milton, a distance of approximately one hundred and thirty-nine feet; thence, turning towards the southeast and going towards the point of departure, to a distance of appriximately twenty-seven feet. Which parcel of land is described, in detail, in the deed of sale which was sold by Dame Anna B. Monty to "The Stanley Tool Co. of Canada Ltd.", drawn up on September 26, 1940 before the notary Victor Monty and registered at Shefford under the number 105296-B-111."

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

For conditions of sale and other informations, please apply to the undersigned.

LUCIEN MONTFILS, C.A.,
Trustee.

317 Racine St.,
Granby, Que.

57220-15-2-o

Frédérick P. Gervais

Canada, province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure (En matière de faillite), No 835. In re: Frédérick P. Gervais, cultivateur, exploitant particulièrement une ferme de tabac à cigarettes, de la paroisse de St-Thomas, district de Joliette, débiteur-failli.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1961, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de St-Thomas, comté de Joliette, distri t de Joliette, P.Q., seront vendus, par encan public, au plus haut et dernier enchérisseur, avec effet du décret, les immeubles suivants, c'dés par le débiteur-failli; savoir:

a) Un lot de terre, connu et désigné sous le numéro cent soixante-douze (172), aux plan et livre de renvoi officiels, de la paroisse de St-Thomas, contenant environ trois arpents de largeur et vingt arpents de profondeur, plus ou moins;

b) Un lot de terre, de forme irrégulière, connu et désigné sous le numéro cent soixante-dix-neuf (179), aux plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant environ soixante et un arpents en superficie;

c) Un lot de terre, de forme irrégulière, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent quatre-vingt (P. 180), auxdits plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant une superficie d'environ un demi arpent, et borné comme suit: à un bout, par le chemin public, à l'autre bout, par un petit ruisseau, d'un côté par le lot No 181 et de l'autre côté par la partie restante dudit lot No 180, appartenant à Jean Marie Auger, ou représentants;

d) Un lot de terre, de forme irrégulière, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-un (181), auxdits plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant une superficie d'environ cinq arpents;

Frédérick P. Gervais

Canada, Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court (In bankruptcy matters), No. 835. In re: Frédérick P. Gervais, farmer, operating particularily a cigarettes tobacco farm, of the parish of St-Thomas, district of Joliette, bankrupt debtor.

Notice is hereby given that TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of MAY, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of St-Thomas, county of Joliette, district of Joliette, P.Q., will be sold by public auction, to the highest and last bidder, as a Sheriff's sale, the following immoveables assigned by the bankrupt debtor; to wit:

a) A lot of land, known and designated under number one hundred and seventy-two (172), on the official plan and in the book of reference, of the parish of St-Thomas, containing approximately three arpents in width and twenty arpents in depth, more or less;

b) A lot of land, of irregular form, known and designated under number one hundred and seventy-nine (179), on the official plan and in the book of reference aforesaid, containing approximately sixty-one arpents in area;

c) A lot of land, of irregular form, known and designated as being part of lot number one hundred and eighty (P. 180), on the said official plan and in the said book of reference aforesaid, containing an area of approximately one half arpent, and bounded as follows: on one end by the public road, at the other end by a small brook, on one side by lot No. 181 and on the other side by the remaining part of said lot No. 180, belonging to Jean Marie Auger or representatives;

d) A lot of land, of irregular form, known and designated under number one hundred and eighty-one (181), on the said official plan and in the said book of reference aforesaid, containing an area of approximately five arpents;

e) Un lot de terre, connu et désigné sous le numéro deux cent six (206), auxdits plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant environ trois arpents de largeur et trente arpents de profondeur, plus ou moins;

f) Un lot de terre, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quatre cent cinquante-quatre (P. 454), auxdits plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant une superficie d'environ deux arpents et demi, plus ou moins, et borné comme suit: à un bout par une autre partie dudit lot No 454, appartenant à Joseph Lafond ou représentants, à l'autre bout par une autre partie dudit lot No 454, appartenant à Hildaige Masse, d'un côté à un petit ruisseau et de l'autre côté, à une autre partie dudit lot No 454 appartenant à Théodore Garceau, duquel il est séparé par une clôture.

Avec toutes les bâtisses y érigées. »

L'acquéreur devra prendre les immeubles dans l'état où ils sont présentement, sans aucune garantie, sauf celle des faits personnels du syndic.

Il sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, sur chaque offre ou enchère, un dépôt représentant 10% de ladite offre ou enchère.

Cette vente faite d'après les articles 55 et suivants de la Loi de faillite équivaut à une vente faite par le shérif.

Joliette, le 14 avril 1961.

Le Syndic-autorisé,
PAUL JOLICOEUR.

197 St-Charles Borromée Nord,
Joliette, P.Q. 57307-16-2-o

e) A lot of land, known and designated under number two hundred and six (206), on the said official plan and in the said book of reference aforesaid, containing approximately three arpents in width and thirty arpents in depth, more or less;

f) A lot of land, known and designated as being part of lot number four hundred and fifty-four (P. 454), on the said official plan and in the said book of reference aforesaid, containing an area of approximately two and one half arpents, more or less, and bounded as follows: on one end by an other part of the said lot No. 454, belonging to Joseph Lafond or representatives, on the other end by an other part of the said lot No. 454, belonging to Hildaige Masse, on one side by a small brook, and on the other side by an other part of the said lot No. 454 belonging to Théodore Garceau, from which it is separated by a fence.

With buildings thereon erected."

The purchaser must take the immoveables in the state they are presently, without any guarantee, save those given by the trustee.

It will be requested from each bidder, on any offer or bid, a deposit representing 10% of the said offer or bid.

This sale made in accordance with articles 55 and following of the Bankruptcy Act is equivalent to a Sheriff's sale.

Joliette, April 14, 1961.

PAUL JOLICOEUR,
Authorized Trustee.

197 North, St-Charles Borromée,
Joliette, P.Q. 57307-16-2

Vente par licitation

Substitution Skelly

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 521 176, Léon-Jacques Renaud, gentilhomme, des cité et district de Montréal; Dame Huguette Renaud, épouse de Gaétan Lamarche, chauffeur, et ce dernier pour assister et autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous deux des cité et district de Montréal; Dame Denise Renaud, épouse de Jacques Simon, horticulteur, et ce dernier pour assister et autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous 2 de Paris, France; Dame Marguerite Barré, épouse de l'honorable Docteur Gaspard Fauteux, et ce dernier pour assister et autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous 2 des cité et district de Montréal; Huet Massue, statisticien, des cité et district de Montréal; Dame Jacqueline Masue, épouse de Marcel Legault, et ce dernier pour assister et autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous deux de 2821 de Beaujeu, dans les cité et district de Montréal; Claude Massue, gentilhomme, des cité et district de Montréal, demandeurs *vs* Jacques Lesage, de St-Sauveur des Monts, district de Terrebonne; Marie Irène Skelly, épouse de Bernard H. Geiger, et ce dernier pour assister et autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous deux de 4469 Mayfair, Dearborn, Michigan; Wilfred John Skelly, de 9437 North Lawn Avenue, Détroit; Marion R. Skelly, épouse de Edward G. Werwinsky, et ce dernier pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, tous deux de 6436 Cadet St., Détroit; Mary Jane Skelly, épouse de Earl A. Williams, et ce dernier pour assister et autoriser

Sale by Licitation

Substitution Skelly

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 521 176. Léon-Jacques Renaud, gentleman, of the city and district of Montreal; Dame Huguette Renaud, of the city and district of Montreal, wife of Gaétan Lamarche, driver, and the said Gaétan Lamarche, of the same place, both personally and for the purposes of authorizing his said wife to these presents insofar as same may be necessary; Dame Denise Renaud, of Paris, France, wive of Jacques Simon, horticulturist, and the said Jacques Simon, of the same place, both personally and for the purposes of authorizing his said wife to these presents insofar as same may be necessary; Dame Marguerite Barré, of the city and district of Montreal, wife of the Honourable Dr. Gsapard Fauteux, and the said Gaspard Fauteux, of the same place, both personally and for the purposes of authorizing his said wife to these presents insofar as same may be necessary; Huet Massue, statistician, of the city and district of Montreal; Dame Jacqueline Massue, of 2821 de Beaujeu, in the city and district of Montreal, wife of Marcel Legault, and the said Marcel Legault, of the same place, both personally and for the purposes of authorizing his said wife to these presents insofar as same may be necessary; Claude Massue, gentleman, of the city and district of Montréal, plaintiffs, *vs* Jacques Lesage, of St-Sauveur des Monts, district of Terrebonne; Marie Irène Skelly of 4469 Mayfair, Dearborn, Michigan, wife of Bernard H. Geiger, and the said Bernard H. Geiger, of the same place, both personally and

sadite épouse aux fins des présentes, tous deux de 6080 rue Braden, Détroit; James Marvin Skelly, de 4642 rue McKinely, Dearborn; Paul Joseph Skelly, de 658 rue Capital, Lincoln Park; Gérard William Skelly, de 5666 rue Rogers, Détroit; Betty Jane Skelly, épouse de W. Wilmot, et ce dernier pour assister et autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous deux de 14442 rue Ardmore, Détroit; Shirley Marie Skelly, épouse de P. Witkowski, et ce dernier pour assister et autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous deux de 26259 rue Dunning, Inkster; Wilford Joseph Skelly, de 2522 Ave. Lawndale, Détroit; ces treize derniers tous de l'État du Michigan, l'un des États-Unis, défendeurs, et Georges Robicaud, comptable, de 1517 rue Barré, Ville St-Laurent, en sa qualité de curateur en la substitution de feu James Skelly; Isidore Coupal, des cité et district de Montréal, en sa qualité de régistrateur du bureau d'enregistrement de Montréal; l'honorable Bernard Bissonnette l'un des juges de la Cour du banc de la Reine, des cité et district de Montréal, et Me C.-E. Bruchési, en sa qualité de curateur public et d'administrateur de la succession de feu Dame Emelia Richer de Laflèche, veuve de feu Joseph Wilfrid Skelly, des cité et district de Montréal, mis-en-causes.

Vente par licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant dans et pour les district de Montréal, rendu le 16 mars 1961, la licitation des immeubles ci-après décrits a été ordonnée:

1) Cet emplacement ayant front sur la rue Bonsecours, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot originaire numéro cinquante-deux (52) aux Plan et Livre de Renvoi officiels du Quartier-Est.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, incluant celle portant les numéros civiques 401, 403, 405 et 407 de ladite rue Bonsecours;

2) Cet emplacement ayant front sur la rue Pontiac, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro quarante-sept du lot originaire numéro cent soixante-deux (162 Ptie 47) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, mesurant dix-neuf pieds de largeur par une profondeur de trente-six pieds et quatre pouces, mesure anglaise et plus ou moins, borné: en front par la rue Pontiac; d'un côté au sud-est par la subdivision numéro quarante-six dudit lot originaire; en arrière et de l'autre côté au nord-ouest, par le résidu de ladite subdivision numéro quarante-sept.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, incluant celle portant les numéros civiques 4780 et 4782 (auparavant 128 et 130) de ladite rue Pontiac. »

3) Cet emplacement ayant front sur la rue Mousseau, en la cité de Montréal, mesurant vingt-six pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-six pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et composé comme suit:

for the purposes of authorizing his said wife to these presents insofar as same may be necessary; Wilfred John Skelly, of 9437 North Lawn Avenue, Detroit; Marion R. Skelly, of 6080 Braden, Detroit, wife of Edward G. Werwinsky, and the said Edward G. Werwinsky of the same place, both personally and for the purposes of authorizing his said wife to these presents insofar as same may be necessary; James Marvin Skelly, of 4642 McKinely St., Dearborn; Paul Joseph Skelly, of 658 Capital St., Lincoln Park; Gérard William Skelly, of 5666 Rogers St., Detroit; Betty Jane Skelly, of 14442 Ardmore St., Detroit, wife of W. Wilmot, and the said W. Wilmot, of the same place, both personally and for the purposes of authorizing his said wife to these presents insofar as same may be necessary; Shirley Marie Skelly, of 26259 Dunning St., Inkster, wife of P. Witkowski, and the said P. Witkowski, of the same place, both personally and for the purposes of authorizing his said wife to these presents insofar as same may be necessary; Wilford Joseph Skelly, of 2522 Lawndale Ave., Detroit; these last thirteen all of the State of Michigan, one of the United States of America, defendants, and Georges Robichaud, accountant, of 1517 Barré St., town of St. Laurent, in his capacity of curator to the substitution of the late James Skelly; Isidore Coupal, of the city and district of Montreal in his capacity of registrar of the registry office of Montreal; the Honourable Justice Bernard Bissonnette judge of the Court of Queen's Bench, of the city and district of Montreal, and Me C. E. Bruchesi, in his capacity of Public curator, to the estate of and administrator of the estate of the late Dame Emelia Richer de Laflèche, widow of the late Joseph Wilfrid Skelly, of the city and district of Montreal, mis-en-causes.

Sale by licitation

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting in and for the district of Montreal, rendered on the 16th day of March 1961, the licitation of the immoveables hereinafter described has been ordered:

1) An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Bonsecours St., known and designated as being original lot fifty-two (52) on the official plan and book of the Eastern quarter;

With all the buildings erected thereon, including the house bearing civic numbers 401, 403, 405 and 407 of the said Bonsecours St.;

2) An emplacement fronting on Pontiac St., in the city of Montreal, known and designated as being part of subdivision number fourty-seven of the original lot number one hundred and sixty-two (162 Pt. 47) on the official plan and book of reference of the "Village de la Côte St. Louis" measuring nineteen feet in width by thirty-six feet and four inches in depth, English measure and more or less, bounded as follows: in front, by the said Pontiac St.; on the south-eastern side, by subdivision number fourty-six of the said original lot; at the rear and on the north-westsern side, by the residual of said lot subdivision number fourty-seven.

With all the buildings erected thereon, including the house bearing civic numbers 4780 and 4782 (formerly 128 and 130) of the said Pontiac St.".

3) An emplacement fronting on Mousseau St., in the city of Montreal, measuring twenty-six feet in width by a depth of eighty-six feet, English measure and more or less, and formed as follows:

a) de la subdivision numéro trois cent quarante-deux du lot originaire numéro quatre cent (400-342) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-six pieds.

b) de la partie nord-ouest de la subdivision numéro trois cent quarante-et-un du lot originaire numéro quatre cent (400, ptie N.O. 341) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant un pied de largeur par une profondeur de quatre-vingt-six pieds, mesure anglaise et plus ou moins, bornée: au nord-est par ladite rue Mousseau; au sud-est par le résidu de ladite subdivision numéro trois cent quarante-et-un; au sud-ouest par une ruelle; et au nord-ouest, par la subdivision numéro trois cent quarante-deux dudit lot originaire.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, incluant celle portant les numéros civiques 3220 et 3222 de ladite rue Mousseau;

Avec et sujet à une servitude de droit de vue existant tant sur et en faveur dudit emplacement que sur et en faveur du résidu de ladite subdivision numéro trois cent quarante-et-un, tel qu'établie par acte de vente consentie par R. Nantel à Gilbert Dubé, passé devant Rosario Lavallée, notaire, le 6 mai 1958, enregistré audit bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 1335326. »

Lesdits immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés séparément, au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZE MAI 1961, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, Salle d'audience 31 au Palais de Justice à Montréal, ou à telle autre chambre à laquelle les parties pourront être référées, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier ou liste des charges déposé au bureau du Protonotaire, au Palais de Justice, Cour Supérieure district de Montréal, et toute opposition aux fins de distraire de ladite licitation devra être déposée au Bureau du Protonotaire de cette Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; à défaut par les parties intéressées de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses de le faire;

Un dépôt doit être fait par chaque enchérisseur, de la façon suivante: $2,000 sur le lot numéro 52 du Quartier-Est, avec bâtisses portant les numéros civiques 401 à 407 de la rue Bonsecours; $1,000 sur le lot 162, ptie 47 du village de la Côte St-Louis, avec bâtisses portant les numéros civiques 4780 et 4782 de la rue Pontiac, et $3,000 sur les lots 400-342 et 400 ptie N.O. 341 du cadastre de Longue-Pointe, avec bâtisses portant les numéros civiques 3320 et 3322 de la rue Mousseau.

Montréal, le 4 avril 1961.

Les Procureurs des demandeurs,
BERNARD BOURDON, C.R.
PAUL TRÉPANIER, C.R.

620 Cathcart, suite 1000, Montréal.
Téléphone UNiversity 6-3077. 57236-15-2-o

a) of lot subdivision number three hundred and fourty-two of the original lot number four hundred (400-342) on the official plan and book or reference of the parish of Longue-Pointe, measuring twenty-five feet in width by a depth of eighty-six feet.

b) of the north-western part of subdivision number three hundred and fourty-one of original lot number four hundred (400, Pt. 341, N.W.) on the above plan and book of reference, measuring one foot in width, by a depth of eighty-six feet, English measure and more or less, bounded as follows: on the north-eastern side, by the said Mousseau St.; on the south-eastern side, by the residual of said subdivision number three hundred and fourty-one; on the south-western side, by a lane; and on the north-western side, by subdivision number three hundred and fourty-two of said original lot.

With all the buildings erected thereon, including the one bearing civic numbers 3220 and 3222 of the said Mousseau St.;

With and subject to a servitude of right of view, already existing on and in favour of the said emplacement, as well as on and in favour of the residual of the said subdivision number three hundred and fourty-one, as established by a deed of sale by R. Nantel in favour of Gilbert Dubé, passed before Rosario Lavallée, notary, on the 6th day of May, 1958, registered at the said Registry Office of Montreal, under number 13335326."

The said immoveables hereinabove described shall be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on MAY SIXTEENTH, 1961, at TEN THIRTY o'clock in the morning, in Court Room number 31, at the Court House in Montreal, or at any other Room to which the parties may be referred to subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal; and that any opposition in order to withdraw to the said licitation must be filed in office of the Prothonotary of said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A deposit must be made by each bidder, as follows: $2,000 on lot 52 of the Eastern Quarter, with buildings bearing Civic numbers 401 to 407 of Bonsecours St.; $1,000 on lot 162, Pt. 47 of the "Village de la Côte St-Louis", with buildings bearing Civic numbers 4780 and 4782 of Pontiac St., and $3,000 on lots 400-342 and 400 N.W. Pt. 341 of the cadastre of Longue Pointe, with buildings bearing civic numbers 3320 and 3322 of Mouseau St.

Montreal, April 4, 1961.

BERNARD BOURDON, Q.C.,
PAUL TRÉPANIER, Q.C.,
Attorneys for plaintiffs.

620 Cathcart, suite 1000, Montreal.
Telephone UNiversity 6-3077. 57236-15-2-o

Vente pour taxes

Municipalité de Comté No 3 de Gaspé

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné Louis-Philippe Langelier, secrétaire-

Sale for Taxes

Municipality of County No. 3 of Gaspé

Public notice is hereby given by the undersigned, Louis-Philippe Langelier, secretary-trea-

trésorier de la municipalité de Comté No 3 de Gaspé, que les immeubles ci-dessous mentionnés et décrits seront vendus par enchère publique au Palais de Justice de Ste-Anne-des-Monts, à DIX heures de l'avant-midi, JEUDI, le QUINZE JUIN prochain, à moins que les taxes, frais et autres charges auxquelles lesdits immeubles sont tenus et affectés ne soient plutôt payés avec les frais encourus.

surer of the municipality of County No. 3 in Gaspé, that the immoveables hereinafter mentioned and described will be sold by public auction at the Court House of Ste-Anne-des-Monts, at TEN o'clock in the forenoon, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of JUNE next, unless the taxes, costs and other charges by which said immoveables are bound and affected have been paid, with costs incurred before the sale.

Corporation municipale de Ste-Anne-des-Monts — Municipal corporation of Ste-Anne-des-Monts

Propriétaire — Owner	Numéro cadastral — Cadastral number	Rang — Range	Nom du cadastre — Name of cadaster	Taxes munic. — Municic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Succ.-Est. Arthur Parent	25-E et-and 24-A6	1	Fief Ste-Anne des Monts N. D.	$ 117.52	$ 203.68	$ 321.20
Avec bâtisses.			With buildings.			
Thomas Fournier	42-A-6	1	Fief Ste-Anne des Monts N.D.	52.44	160.65	213.09
Avec bâtisses.			With buildings.			
Joachim Simard	42-A-13	1	Fief Ste-Anne des Monts N.D.	65.76	88.95	154.71
Avec bâtisses.			With buildings.			
Gabriel Daraiche	38-C	1	Fief Ste-Anne des Monts N.D.	153.27	74.58	227.85
Maison construite.			A house built.			
Adrien Simard	12-A-2; 42-A-11; 42-C	O.-W. riv. Ste-Anne	Fief Ste-Anne des Monts N.D.			
Avec bâtisses.			With buildings.			

La partie du lot F appartenant audit Adrien Simard comprend les étendues de terrain ci-après décrites:

a) Une étendue de terrain ayant une largeur d'un arpent et quart et bornée comme suit: vers le nord par le lot E de Thomas Pelletier; vers l'est par la rivière Ste-Anne; vers le sud par la partie du lot F ci-après décrite et vers l'ouest par une autre partie du lot F de Conrad Dugas, ladite ligne ouest étant déterminée par une clôture à l'orée de la terre en culture.

b) Une étendue de terrain ayant une largeur d'un arpent et bornée comme suit: vers le nord-ouest par la partie du lot F ci-dessus décrite; vers le nord-est par une ligne passant à vingt-cinq pieds (25′) de l'écart de la rivière Ste-Anne, vers le sud-est et le sud-ouest par une autre partie du lot F d'Édouard D. Dugas.

c) Une lisière de terrain ayant une largeur de quatorze pieds (14′) par la profondeur s'étendant de la route Bellevue en courant vers le sud-est jusqu'à un rigolet et bornée comme suit: vers le nord-ouest par une autre partie du lot F de Conrad Dugas; vers le nord-est par un rigolet; au sud-est par une autre partie du lot F d'Édouard D. Dugas et au sud-ouest par la route Bellevue.

The part of lot F belonging to the said Adrien Simard comprises the areas of land hereinafter described.

a) An area of land having a width of one and one-quarter arpent and bounded as follows: on the north by the lot E belonging to Thomas Pelletier, on the east by the Ste-Anne River, on the south by the part of lot F hereinafter described and on the west by another part of lot F belonging to Conrad Dugas, the said west line being determined by a fence on the border of the farm.

b) An area of land having a width of one arpent, and bounded as follows: on the north-west by the part of lot F described above, on the northeast by a line passing within a distance of twenty-five feet (25′) of the bend in the Ste-Anne River, on the southeast and on the southwest be another part of lot F belonging to Édouard D. Dugas.

c) A strip of land measuring fourteen feet (14′) in width by the depth extending from the Bellevue high way and running in a southeasterly direction as far as a furrow-drain and bounded as follows: on the northwest by another part of lot F belonging to Conrad Dugas, on the northeast by a furrow-drain, on the southeast by another part of lot F belonging to Édouard D. Dugas and on the southwest by the Bellevue highway.

Charles-Eugène Pelletier (Hector)	P. de-of G-2-1	O.-W. riv. Ste-Anne	Canton-township Cap-Chat			
	24-A-7	1	Fief Ste-Anne des Monts N.D.	43.03	199.39	242.42
Maison construite.			A house built.			

La partie du lot G-2-1 appartenant audit Charles-Eugène Pelletier mesure cent soixante-dix pieds (170′) au nord, quatre-vingt-treize pieds (93′) à l'est, deux cent vingt-deux pieds (222′) au sud et cent trente-six pieds (136′) à l'ouest et est bornée comme suit: vers le nord par une autre partie du lot G-2-1 de Paul-Henri Pelletier; vers l'est par une autre partie du lot G-2-1 d'Hector Pelletier; vers le sud par le terrain de Roch Pelletier et vers l'ouest par la route Bellevue.

The part of lot G-2-1 belonging to the said Charles-Eugène Pelletier measures one hundred and seventy feet (170′) on the north, ninety-three feet (93′) on the east, two hundred and twenty-two feet (222′) on the south and one hundred and thirty-six feet (136′) on the west, and is bounded as follows: on the north by another part of lot G-2-1 belonging to Paul-Henri Pelletier, on the east by another part of lot G-2-1 belonging to Hector Pelletier, on the south by the land of Roch Pelletier, and on the west by the Bellevue highway.

Jean et-and Valmont Pouliot	10-A	Arrière-Rear P. Ste-Anne.	Canton-township Cap-Caht			
	5-A2 et-and 6-1	2	Canton-township Cap-Chat	17.10	19.80	36.90
Avec bâtisses.			With buildings.			

Corporation municipale de Ste-Anne-des-Monts (*suite*)—Municipal corporation of Ste-Anne-des-Monts (*continued*)

Propriétaire — Owner	Numéro cadastral — Cadastral number	Rang — Range	Nom du cadastre — Name of cadaster	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Léon et-and Jeanne Bouchard	P. de-of 2	1	Bloc-Block "A", Canton-township Tourelle	994.92	1,470.34	2,465.26

Avec bâtisses.

Cette partie du lot 2 appartenant à Léon et Jeanne Bouchard mesure cent soixante-six pieds (166′) au nord-ouest, soixante et un pieds (61′) au nord-est, cent soixante-douze pieds et huit dixièmes (172.8′) au sud-est et cent douze pieds et quatre dixièmes (112.4′) au sud-ouest et est bornée comme suit: au nord-ouest par le boulevard Perron; au nord-est par le lot 3, appartenant à Antonio Leclerc; au sud-est par une autre partie du lot 3 appartenant à Gérard Lepage et au sud-ouest par le lot 1 d'Adrien G. Pelletier.

With buildings.

The part of lot 2 belonging to Léon and Jeanne Bouchard measures one hundred and sixty-six feet (166′) on the north-west, sixty-one feet (61′) on the northeast, one hundred and seventy-two feet and eight-tenths of a foot (172.8′) on the southeast, and one hundred and twelve feet and fourtenths of a foot (112.4′) on the southwest, and is bounded as follows: on the northwest by Perron Blvd, on the northeast by the lot 3 belonging to Antonio Leclerc, on the southeast by another part of lot 3 belonging to Gérard Lepage and on the southwest by the lot 1 belonging to Adrien G. Pelletier.

Eugène Laflamme	23-A	1	Bloc-Block "A" Canton-township Tourelle	31.44	56.80	88.24

Maison construite.

A house built.

René Béchard	P. 35	1	Bloc-Block "A" Canton-township Tourelle	287.12	105.80	392.92

Maison de 18′ x 22′ à un étage et demi, annexée à la maison d'Alcidas Béchard.

A house measuring 18′ x 22′, having one and one-half floors, annexed to the house belonging to Alcidas Béchard.

Jean-Baptiste Deschênes	35	1	Bloc-Block "B", Canton-township Tourelle	160.96	538.11	699.07

Avec bâtisses, sauf et à distraire les bâtisses appartenant à Paul-E. Deschênes et Edgar Roy.

With buildings, save and to be withdrawn are the buildings belonging to Paul-E. Deschênes and Edgar Roy.

Camille Laflamme	P. de-of 24	1	Bloc-Block "A", Canton-township Tourelle	163.98	27.96	191.94

Avec bâtisses.

Cette partie du lot 24 mesure soixante-quinze pieds (75′) de largeur par une profondeur de cent pieds (100′) et est bornée comme suit: au nord par le Golfe St-Laurent; à l'est par une autre partie du lot 24 de Valmont Dugas; au sud et à l'ouest par une autre partie du lot 24 de Léonard G. Pelletier.

With buildings.

The part of lot 24 measures seventy-five feet (75′) in width by a depth of one hundred feet (100′), and is bounded as follows: on the north by the Gulf of St. Lawrence, on the east by another part of lot 24 belonging to Valmont Dugas, on the south and on the west by another part of lot 24 belonging to Léonard G. Pelletier.

Cyrille Levesque	2	4	Canton-township Tourelle	17.56	161.60	179.16
Hubert Collin (Maurice Kenney)	4-A et-and 4-B	3	Canton-township Tourelle	79.22	173.99	253.21

Avec bâtisses.

With buildings.

Joseph Michaud	9-A, P. 8-A et-and P. 8-B	2	Canton-township Tourelle			
	P. 7-A et-and P. 7-B	3	Canton-township Tourelle	86.57	198.78	285.35

Corporation scolaire de Ste-Anne-des-Monts village — School corporation of Ste-Anne-des-Monts village

Lionel Bouchard	P. 12	1	Bloc-Block "A" Catnon-township Tourelle	3.79	11.40	15.19

Cette partie du lot 12 mesure cent cinquante-neuf pieds (159′) et cent vingt pieds (120′) au nord-ouest, quarante-cinq pieds (45′) et trois cent trente-cinq pieds (335′) au nord-est, deux cent quatre-vingt-sept pieds (287′) au sud-est et trois cent vingt pieds (320′) au sud-ouest, le tout plus ou moins, et est bornée comme suit: au nord-ouest partie par le terrain de Gabriel Lafontaine, partie par une rue et partie par le terrain de Philippe Althot Sr, au nord-est par cette partie du lot 12 du directeur, loi sur les terres destinées aux anciens combattants, et occupée par Roger Vallée; au sud-est par une autre partie du lot 12 de François Chrétien et au sud-ouest par le lot 11 appartenant pour partie à François Chrétien.

The part of lot 12 measures one hundred and fifty-nine feet (159′) and one hundred and twenty feet (120′) on the northwest, forty-five feet (45′) and three hundred and thirty-five feet (335′) on the northeast, two hundred and eighty-seven feet (287′) on the southeast and three hundred and twenty feet (320′) on the southwest, the whole more or less, and is bounded as follows: on the northwest, in part by the land of Gabriel Lafontaine, in part by a street and in part by the land of Philippe Althot Sr., on the northeast by the part of lot 12 belonging to the Director, Veterans' Land Act, and occupied by Roger Vallée, on the southeast by another part of lot 12 belonging to François Chrétien and on the southwest by the lot 11 belonging in part to François Chrétien.

Corporation scolaire de Ste-Anne-des-Monts village — School corporation of Ste-Anne-des-Monts village
(*suite*) (*continued*)

Propriétaire — Owner	Numéro cadastral — Cadastral number	Rang — Range	Nom du cadastre — Name of cadaster	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Succ.-Est. Raoul Pelletier	25-G	1	Fief Ste-Anne des Monts N.D.	352.08	235.84	587.92
Avec bâtisses.			With buildings.			
René Pelletier	24-A-7	1	Fief Ste-Anne des Monts N.D.	273.98	313.40	587.38
Avec bâtisses, à distraire la maison de Charles-Eug. Pelletier.			With buildings; to be withdrawn is the house of Charles-Eug. Pelletier.			
Romain Synnett	P. 25-A-15	1	Fief Ste-Anne des Monts N.D.	122.68	83.64	206.32
Avec bâtisses. Cette partie du lot 25-A-15, mesure de est à ouest une largeur de cinquante pieds (50') par une profondeur de nord au sud de quatre-vingt-treize pieds (93'), plus ou moins, mesure anglaise, et est bornée comme suit: au nord-ouest et au nord-est par une autre partie du lot 25-A-15 de Joseph Gendron; au sud-est par une rue et au sud-ouest par une ruelle.			With buildings. The part of lot 25-A-15 which measures, from east to west, fifty feet (50') in width by a depth, from north to south, of ninety-three feet (93'), more or less, English measures and is bounded as follows: on the northwest and on the northeast by another part of lot 25-A-15 belonging to Joseph Gendron, on the southeast by a street and on the southwest by a lane.			
Ethelbert Levesque	P. de-of 14	1	Bloc-Block "A", Canton-township Tourelle	99.66	267.77	367.43
Avec bâtisses. Cette partie du lot 14 mesure cent pieds de largeur par une profondeur de cent pieds et est bornée comme suit: au nord-ouest par le boulevard Perron; au nord-est par le lot 15 de Michel Lafontaine, au sud-est par une autre partie du lot 14 d'Hubert Collin et au sud-ouest par cette partie du lot 14 d'André-Albert Levesque.			With buildings. The part of lot 14 which measures one hundred feet in width by a depth of one hundred feet and is bounded as follows: on the northwest by Perron Blvd., on the northeast by lot 15 belonging to Michel Lafontaine, on the southeast by another part of lot 14 belonging to Hubert Collin and on the southwest by the part of lot 14 belonging to André-Albert Levesque.			

Corporation municipale du village de Marsoui — Municipal corporation of the village of Marsoui

Geard Marin	P. 7-C-15	1	Duchesnay	$28.00	$57.78	$85.78
Bâtisses construites.			Buildings constructed.			

Corporation scolaire de St-Maxime-du-Mont-Louis — School corporation of St-Maxime-du-Mont-Louis

Isidore Bernier	272-2		Fief St-Maxime du Mont-Louis		$92.70	$92.70
Albert Robinson (Herménégilde)	233-1 et-and 233-3		Fief St-Maxime du Mont-Louis		78.80	78.80
Albert Mineault	234-3		Fief St-Maxime du Mont-Louis		160.25	160.25

Donné à Ste-Anne-des-Monts, ce quinze avril mil neuf cent soixante et un.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS-PHILIPPE LANGELIER.

57345-16-2-o

Given at Ste-Anne-des-Monts, on April fifteenth, one thousand nine hundred and sixty-one.

LOUIS-PHILIPPE LANGELIER,
Secretary-Treasurer.

57345-16-2

Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 15240. { MARCEL JEAN comptable agréé & Françoise Serré épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Jean tous deux des cité et district de Montréal, demandeur

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 15240. { MARCEL JEAN chartered accountant & Françoise Serré, wife contractually separate as to property of the said Marcel Jean, both of the city and district of Montreal, plain-

vs ARTHUR MORIN, cultivateur de St-Rosaire d'Arthabaska, défendeur.

Une terre située en la paroisse de St-Rosaire, comté d'Arthabaska, dans le troisième rang du canton de Stanfold, contenant deux cents arpents en superficie laquelle terre est connue et désignée au cadastre officiel du canton de Stanfold, dividion d'enregistrement d'Arthabaska comme étant la partie sud des lots numéros vingt-cinq (P. S. No 25) vingt-six-B (P. S. No. 26-B) et vingt-six C (P. S. No. 26-C) dudit troisième rang, ladite terre ayant dix arpents de front sur la Grande-Ligne et vingt arpents de profondeur sur le travers des lots et est bornée à l'ouest par la Grande Ligne divisant le canton de Stanfold du canton de Bulstrode, au sud par les terrains de Alphonse Houle et Édouard Larivière, à l'est par Rosaire Guillemette et au nord par Paul Valois et Armand Guillemette, alors que cet immeuble comprend également une cabane à sucre.

Tel et ainsi que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes, et à la charge des taxes de toutes sortes affectant ledit immeuble tant pour le passé que pour l'avenir.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Rosaire d'Arthabaska, SAMEDI le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI 1961 à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée de l'Est.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 14 avril 1961. 57328-16-2-o

tiff, *vs* ARTHUR MORIN, farmer of St-Rosaire d'Arthabaska, defendant.

A farm situated in the parish of St-Rosaire, county of Arthabaska, on the third range of the township of Stanfold, having an area of two hundred arpents, which farm is known and designated in the official cadaster of the township of Stanfold, registry division of Arthabaska, as being the south part of lots number twenty-five (S. P. No. 25), twenty-six-B (S. P. No. 26-B), and twenty-six-C (S. P. No. 26-C) on said third range, the said farm measuring ten arpents in front on the Grande-Ligne, and twenty arpents in depth, along the width of the lots, and is bounded on the west by the Grande-Ligne dividing the township of Stanfold from the township of Bulstrode, on the south by the land of Alphonse Houle and Édouard Larivière, on the east by that of Rosaire Guillemette and on the north by the land belonging to Paul Valois and Armand Guillemette; said immoveable is also comprised of a sugaring camp.

As the whole is presently to be found, with all the servitudes, active and passive, apparent or unapparent, and subject to all kinds of taxes, in the past as well as in the future, which may effect said immoveable.

To be sold at the door of the parochial church of St-Rosaire d'Arthabaska, on SATURDAY, the TWENTY-SEVENTH day of MAY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon, eastern daylight saving time.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, April 14, 1961. 57328-16-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, No 5307. { INTERPROVINCIAL BUILDINGS CREDITS LTD., corps politique légalement incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la province de Québec, en les cité et district de Montréal, demanderesse *vs* ROLLAND VIAU, domicilié et résidant à Ste-Martine, district de Beauharnois, défendeur.

À savoir: « Un certain emplacement situé en la paroisse de Ste-Martine, comté de Châteauguay, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Ste-Martine, comme étant le lot No. 2 de la subdivision officielle du lot originaire No. 329, avec droit de passage à pied et en voiture à perpétuité sur le lot No 9, de la subdivision officielle dudit lot No 329, pour permettre à l'acquéreur de communiquer du terrain présentement décrit au chemin public, aux charges ordinaires d'entretien de ce dit chemin de passage, conjointement avec toutes autres personnes à qui le vendeur du défendeur pourra accorder un semblable droit de passage.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes à la charge de l'immeuble, et avec toutes les bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Martine, dans le district de Beauharnois, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST POIRIER.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield, P.Q.,
ce 17 avril 1961. 57343-16-2-o

[Première insertion: le 22 avril 1961.]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, No. 5307. { INTERPROVINCIAL BUILDINGS CREDITS LTD., body politic legally incorporated, having its principal place of business in the province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ROLLAND VIAU, domiciled and residing at Ste. Martine, district of Beauharnois, defendant.

To wit: "A certain emplacement located in the parish of Ste. Martine, county of Châteauguay, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Ste. Martine, as being lot No. 2 of the official subdivision of the original lot No. 329, with right of way on foot or in vehicle at perpetuity on lot No. 9, of the official subdivision of said lot No. 329, to allow the purchaser to communicate from the lot presently described to the public road, subject to the usual maintenance charges of this said roadway, together with all other persons to whom the seller for the defendant might grant a similar right of way.

As the whole is to be found with all the servitudes, active and passive, apparent and unapparent attached to the immoveable, and with all buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Ste. Martine, in the district of Beauharnois, the TWENTY-FIFTH day of MAY, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, P.Q.,
April 17, 1961. 57343-16-2

[First insertion: April 22, 1961.]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 521-245. { OSCAR CASAVANT industriel, domicilié à St-Césaire dans le district de St-Hyacinthe, demandeur; *vs* BERNARD CARRIÈRES, domicilié à Chambly, dans le district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement situé dans le village de Sutton et connu et désigné comme étant le lot subdivisé no quatre (4) du lot original sept cent quatre-vingt-deux (782-4) et le lot subdivisé No quatre (4) du lot original No sept cent quatre-vingt-trois (783-4) du cadastre officiel du canton de Sutton, avec bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-André de Sutton, dans le district de Bedford, le VINGT-QUATRIÈME jour de MAI, 1961 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, 13 avril 1961.

Le Député-Shérif,
ANTONIN BOURASSA.
57309-16-2-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 521-245. { OSCAR CASAVANT, industrialist, domiciled at St-Césaire in the district of St-Hyacinthe, plaintiff; *vs* BERNARD CARRIÈRES, domiciled at Chambly, in the district of Montreal, defendant.

"An emplacement situated in the village of Sutton, and known and designated as being the subdivided lot number four (4) of the original lot seven hundred and eighty-two (782-4) and the subdivided lot number four (4) of the original lot No. seven hundred and eighty-three (783-4) in the official cadaster of the township of Sutton, with the buildings thereon erected.".

To be sold at the door of the parochial church of St-André de Sutton, in the district of Bedford, the TWENTY-FOURTH day of MAY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, April 13, 1961.

ANTONIN BOURASSA,
Deputy-Sheriff.
57309-16-2

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour Supérieure, No 6627. { P. A. NADEAU, garagiste de St-Godefroi, comté et district de Bonaventure, Province de Québec, demandeur, *vs* EDGAR HUARD, journalier de St-Godefroi, comté et district de Bonaventure, Province de Québec, défendeur.

Description

« Un certain immeuble situé dans le troisième rang du canton de Hope mesurant un acre de largeur sur vingt-cinq acres (1 x 25) de profondeur étant le lot portant le numéro de cadastre six cent cinquante-cinq (655) dudit canton étant borné comme suit: au sud par le deuxième rang; à l'est par Félix Caissy; à l'ouest par Xavier LeCourtois et au nord par le quatrième rang. »

« Un certain autre morceau de terrain situé dans le deuxième rang du canton de Hope, mesurant un acre de largeur sur la profondeur du lot soit vingt-cinq (1 x 25) acres étant connu et désigné comme partie du lot numéro quatre cent quarante-neuf (449) du cadastre et partie moitié-nord du lot numéro quatre cent cinquante (450 ptie moitié-nord) dudit cadastre borné en front par la partie sud des lots numéros quatre cent quarante-neuf et quatre cent cinquante (449 et 450) ou Godfroi Thériault, en arrière par le troisième rang, à l'est par Charles Chatterton et à l'ouest par Jos. Roussy. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Godefroi, comté et district de Bonaventure, le SEPTIÈME jour de JUIN, mil neuf cent soixante et un (7 juin 1961) à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif,
New Carlisle, 11 avril 1961.

F. J. LEGRESLEY.
57306-16-2-o

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec
District of Bonaventure

Superior Court, No 6627. { P. A. NADEAU, garage man, of St-Godefroi, county and district of Bonaventure, Province of Quebec, plaintiff, *vs* EDGAR HUARD, labourer, of St-Godefroi, county and district of Bonaventure, Province of Quebec, defendant.

Description

"A certain piece of land situated in the third range of the township of Hope measuring one acre in width by twenty-five acres in depth (1 x 25) being lot cadastral number six hundred and fifty-five (655) of the said township being bounded as follows: towards the south by the second range, towards the east by Félix Caissy, towards the west by Xavier LeCourtois and towards the north by the fourth range."

"A certain piece of land situated in the second range of the township of Hope, measuring one acre in width by the depth of the lot being twenty-five acres (1 x 25) being known and designated as part of lot number four hundred and forty-nine (449) of the official cadastre and half part of the north side of lot number four hundred and fifty (450 half-part north) of said cadastre being bounded in front by the south part of lots four hundred and forty-nine and four hundred and fifty (449 and 450) or Godefroi Thériault, in the rear by the third range towards the east by Charles Chatterton and towards the west by Jos. Roussy."

To be sold at the parochial church door of St-Godefroi, county and district of Bonaventure, on the SEVENTH day of JUNE one thousand nine hundred and sixty-one (June 7, 1961) at TEN o'clock in the forenoon.

F. J. LEGRESLEY,
Sheriff' Office, *Sheriff.*
New Carlisle, April 11, 1961.
57306-16-2-o

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 15-505. HOUSEHOLD FINANCE CORPORATION OF CANADA, corps politique et incorporé, ayant une place d'affaires à Sorel, district de Richelieu, demanderesse, *contre* MARIE REINE MOREAU, domiciliée à St-Ignace de Loyola, comté de Berthier, district de Joliette, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

« Une terre située en la paroisse de St-Cléophas, comté de Joliette, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Félix de Valois, comme faisant partie des lots numéros six cent trente-neuf et six cent quarante et un (P-639-P641) de la contenance d'environ trois arpents de largeur sur une profondeur de dix arpents sans garantie de mesure précises le tout plus ou moins étant au profit ou à la perte de l'acquéreur, c'est-à-dire toute l'étendue de terrain renfermée dans les bornes suivantes:

D'un bout ou vers le sud-est par le chemin public du deuxième rang de Brandon; en profondeur ou vers le nord-ouest par le terrain de Marcel Ducharme ou représentants; d'un côté ou vers le sud-ouest par le terrain d'Albert Coutu; et de l'autre côté, par le terrain dudit Marcel Ducharme, ou représentant. La ligne de séparation entre le terrain faisant l'objet de cette présente vente et le terrain dudit Marcel Ducharme à compter de la rivière Bayonne, côté nord-est passera au centre de la Rivière Bayonne. Avec une maison et dépendances dessus érigées. »

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Cléophas, district de Joliette, le JEUDI, VINGT-CINQUIÈME jour du mois de MAI 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ROLAND PERRAULT.

Bureau du Shérif,
Joliette, 17 avril 1961.
57369-16-2-o

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Richelieu

Superior Court, No. 15-505. HOUSEHOLD FINANCE CORPORATION OF CANADA, body politic and corporate, having a business office at Sorel, judicial district of Richelieu, plaintiff, *versus* MARIE REINE MOREAU, domiciled at St-Ignace de Loyola, county of Berthier, district of Joliette, defendant.

As belonging to the defendant:

"A farm situated in the parish of St-Cléophas, county of Joliette, known and designated in the official plan and book of reference for the parish of St-Félix de Valois, as being a part of lots number six hundred and thirty-nine and six hundred and forty-one (P. 639-P. 641), measuring, approximately three arpents in width by a depth of ten arpents, without any guarantee of exact measure, the whole more or less, adding to the profit or loss of the purchaser, that is, the entire area enclosed within the following boundaries:

From one end, or on the south-east by the public road of the second range of Brandon; in depth or on the north-west by the land of Marcel Ducharme or representatives; on one side or on the south-west by the land of Albert Coutu; and on the other side by the land of the said Marcel Ducharme or representative. The separation line between the land which is the object of the present sale and the land of the said Marcel Ducharme, from the Bayonne River, the north east side of which line will pass through the center of the Bayonne River. With a house and dependencies erected thereon."

To be sold at the door of the parochial church of St-Cléophas, district of Joliette, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of MAY, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, April 17, 1961.
57369-16-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Rimouski, No 22,953. E. J. PREVOST MOTORS LTD, demandeur, *vs* ERNEST GAGNON, défendeur.

Un terrain ou emplacement mesurant 100 pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, borné au sud-est par le chemin public, au sud-ouest par le terrain de Joseph Héroux ou ses représentants Alphonse Ouellet et Alphée Casistat, au nord-ouest par Auguste Kennedy ou sa représentante Dame Vve Zéphirin Ouellet; connu comme faisant partie du lot numéro trente-huit-D (38-D Ptie) du cadastre officiel du canton Packington, dans le premier rang, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances; tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives pouvant exister, le terrain ci-dessus étant le deuxième emplacement à partir du lac long en allant vers le nord-est. — Sauf à distraire la lisière de terrain telle que vendue au Ministère de la Voirie du Québec, suivant titre dûment enregistré.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Rimouski, No. 22,953. E. J. PREVOST MOTORS LTD, plaintiff, vs ERNEST GAGNON, defendant.

A lot of land or emplacement measuring 100 feet in width by one hundred feet in depth, bounded on the southeast by the public road, on the southwest by the lot of land belonging to Joseph Héroux or his representatives Alphonse Ouellet and Alphée Casistat, on the northwest by Auguste Kennedy or his representative Dame Zéphirin Ouellet, widow; known as being part of lot number thirty-eight-D (P. 38-D) of the official cadaster of the township of Packington, in the first range, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies; as the whole is to be found, with the servitudes active and passive which may exist, the above lot of land being the second emplacement from the Long Lake going toward the northeast. — Save to withdraw a strip of land as sold to the Department of Roads of Quebec, as per deed duly registered.

Pour être vendu à la porte de l'église de Les Étroits, comté de Témiscouata, le PREMIER (1) jour de JUIN 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, le 17 avril 1961. 57344-16-2-o
[Première insertion: le 22 avril 1961]

To be sold at the church door of Les Étroits, county of Témiscouata, the FIRST (1) day of JUNE, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, April 17, 1961. 57344-16-2
[First insertion: April 22, 1961]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 456348. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, demanderesse *vs* NAZAIRE CANUEL, défendeur.

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-sept et quatre-vingt-huit de la subdivision du lot numéro trois cent seize (316-87-88) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Ainsi que la propriété érigée sur lesdits lots portant le numéro civique 1,847 de la rue Marquette, en la cité de Jacques-Cartier, district de Montréal.

Pour être vendus, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le QUATRIÈME jour de MAI 1961, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 27 mars 1961. 57088-13-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 528 542. PIERRE FORGET, demandeur, *vs* HENRY FLSWORTH STRUBLE, défendeur et AUGUSTE DUFRESNE *et al.*, es-qualité, mis-en-cause.

Comme appartenant audit défendeur.

« Ce certain emplacement ayant front sur la Sixième Avenue en la ville de Laval-Ouest, comté de Laval, composé des lots de subdivision numéros trois cent soixante-treize et trois cent soixante-quatorze du lot originaire numéro cent quatre-vingt huit (188-373 374) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose. Chacun desdits lots mesurant vingt pieds (20′) de largeur sur une profondeur de cent pieds (100′). Mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 25 de ladite Sixième Avenue.

Comme le tout subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, servitudes actives et passives, s'y rattachant sans exception ou réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laval-Ouest, comté de Laval, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de MAI 1961, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 18 avril 1961. 57370-16-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 97,335. ROCH FORTIN, navigateur, domicilié à Lauzon, comté de Lévis, district

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 456348. THE MONTREAL SAVINGS BANK CITY AND DISTRICT, plaintiff, *vs* NAZAIRE CANUEL, defendant.

The lots of land known and designated under the numbers eighty-seven and eighty-eight of the subdivision of lot number three hundred and sixteen (316-87-88) in the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil.

As well as the building erected on said lots bearing civic number 1,847 Marquette St., in the city of Jacques-Cartier, district of Montreal.

To be sold at the registry office for the county of Chambly, in Longueuil, on the FOURTH day of MAY, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March, 27, 1961. 57088-13-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 528 542. PIERRE FORGET, plaintiff *vs* HENRY ELSWORTH STRUBLE, defendant and AUGUSTE DUFRESNE *et al.*, es-quality, mis-en-cause.

As belonging to the said defendant:

"That certain emplacement fronting on Sixth Avenue in the town of Laval-West and the county of Laval, composed of subdivision lots numbers three hundred and seventy three and three hundred and seventy four of the original lot number one hundred and eighty-eight (188 373-374) on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Rose. Each of the said lots measuring twenty feet (20′) in width by a depth of one hundred feet (100′) English measure and more or less, with buildings thereon erected bearing civic number 25 of said Sixth Avenue.

As the whole now subsists, with all its rights, members and appurtenances, active and passive servitudes thereto relating without exception or reserve of any kind."

To be sold at the parochial church door of the parish of Laval-West, county of Laval, on the TWENTY-FIFTH day of the month of MAY, 1961, at ELEVEN o'clock in the morning.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 18, 1961. 57370-16-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 97,335. ROCH FORTIN, navigator, domiciled at Lauzon, county of Lévis, district

de Québec, P.Q., *contre* DAME MARIE-ANNA AVOINE, veuve de Napoléon Fortin et autrefois domiciliée à 2, rue De Gaulle à Lauzon, dans le comté de Lévis, et présentement d'adresse inconnue.

« Une propriété portant le numéro civique 2 de la rue De Gaulle, en la ville de Lauzon, connue et désignée comme étant le lot numéro cent cinquante-quatre des subdivisions du lot originaire numéro cent soixante et un (454 de 161) du cadastre officiel pour la partie est du village de Lauzon, dans le comté de Lévis, le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Lauzon, comté de Lévis, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Dr. J. R. GOBEIL.

Bureau du Shérif,
Québec, le 13 avril 1961. 57308-16-2-o

[Première insertion: 22 avril 1961]
[Deuxième insertion: 13 mai 1961]

of Quebec, P.Q., *against* DAME MARIE-ANNA AVOINE, widow of Napoléon Fortin and heretofore domiciled at 2, De Gaulle Street, at Lauzon, in the county of Lévis, and presently of unknown address.

"A property bearing civic number 2 De Gaulle Street, in the town of Lauzon, known and designated as being lot number four hundred and fifty-four of the subdivisions of the original lot one hundred and sixty-one (454 of 161) of the official cadaster for the east part of the village of Lauzon, in the county of Lévis, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, without exception nor reserve."

To be sold at the church door of Lauzon, county of Lévis, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, April 13, 1961. 57308-16-2

[First insertion: April 22, 1961]
[Second insertion: May 13, 1961]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, Matane, No 13,326. ROSAIRE BÉRUBÉ, industriel, domicilié à St-Luc, district de Rimouski, demandeur; *vs* EUGÈNE LADRY, demeurant à St-Nil, district de Rimouski, défendeur.

Les droits de préemption, les défrichements, les améliorations et les impenses sur les lots Nos quatorze et quinze (14 et 15) nord-ouest, rang 13 Canton St-Denis, paroisse de St-Nil, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tous les droits que le défendeur a ou peut avoir sur lesdits lots.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Nil, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI, 1961, à DEUX heures et DEMIE, de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 17 avril 1961. 57329-16-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, Matane, No. 13,326. ROSAIRE BÉRUBÉ, industrialist, domiciled at St. Luc, district of Rimouski, plaintiff; *vs* EUGÈNE LADRY, residing at St. Nil, district of Rimouski, defendant.

Preemption rights, clearing, improvements and upkeep on lots No. fourteen and fifteen (14 and 15) northwest, range 13, St. Denis township, parish of St. Nil, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, all the rights that the defendant has or may have on said lots.

To be sold at the parochial church door of St. Nil, on the TWENTY-FIFTH day of MAY, 1961, at TWO o'clock and THIRTY in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, April 17, 1961. 57329-16-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 24,822. ADRIEN DUMONT, commerçant, domicilié à St-Octave de l'Avenir, district de Gaspé; demandeur *vs* LUCIEN SIROIS domicilié à l'endroit appelé à Cap-Chat, district de Gaspé et Rimouski, défendeur.

Le lot numéro cinquante-quatre-B-quatre (54-B-4), du rang un (1) canton Cap-Chat, au cadastre officiel de la paroisse de Cap-Chat, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 17 avril 1961. 57330-16-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 24,822. ADRIEN DUMONT, dealer, domiciled at St. Octave de l'Avenir, district of Gaspé, plaintiff; *vs* LUCIEN SIROIS domiciled at the place called Cap-Chat, district of Gaspé and Rimouski, defendant.

Lot number fifty-four-B-four (54-B-4) of range one (1), township of Cap-Chat, on the official cadastre of the parish of Cap-Chat, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Norbert de Cap-Chat, on the TWENTY-SIXTH day of MAY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, April 17, 1961. 57330-16-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 24,749. { ANTOINE BÉRUBÉ, cultivateur, domicilié à St-Luc, et ADRIEN BÉRUBÉ, industriel, domicilié à Matane, district de Rimouski, demandeurs *vs* STANISLAS OUELLET, cultivateur, domicilié à St-Nil, district de Rimouski, défendeur.

Les lots numéro vingt et vingt-et-un (20 et 21), rang 12 et 13, canton Tessier, paroisse de St-Nil, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Nil, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 17 avril 1961. 57331-16-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 24,749. { ANTOINE BÉRUBÉ, farmer, domiciled at St. Luc, and ADRIEN BÉRUBÉ industrialist, domiciled at Matane, district of Rimouski, plaintiffs *vs* STANISLAS OUELLET, farmer, domiciled at St. Nil, district of Rimouski, defendant.

Lots number twenty and twenty-one (20 and 21) range 12, and 13 township of Tessier, parish of St. Nil, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Nil, on the TWENTY-FIFTH day of MAY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, April 17, 1961. 57331-16-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski et Gaspé

Cour de Magistrat, Matane, No 12,933. { GUY B. MARTEL, domicilié à Ruisseau-Gagnon, comté de Matane, district de Rimouski, demandeur, *vs* HECTOR PELLETIER, demeurant à l'endroit appelé Cap-Chat, district de Gaspé et Rimouski, défendeur.

Le lot numéro soixante-trois-E (63-E), du rang un (1), canton Cap-Chat, au cadastre officiel de la paroisse de Cap-Chat, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI 1961, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 17 avril 1961. 57332-16-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Gaspé

Magistrate's Court, Matane, No. 12,933. { GUY B. MARTEL, domiciled at Ruisseau-Gagnon, county of Matane, district of Rimouski, plaintiff, *vs* HECTOR PELLETIER, residing at the place called Cap-Chat, district of Gaspé and Rimouski, defendant.

Lot number sixty-three-E (63-E), range one (1), Cap-Chat township, on the official cadastre of the parish of Cap-Chat, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Norbert de Cap-Chat, on the TWENTY-SIXTH day of MAY, 1961, at TWO o'clock and THIRTY in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, April 17, 1961. 57332-16-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour de Magistrat, No. 65,212. { VICTOR PETIT, épicier domicilié à 946 rue Galt Ouest, en la cité de Sherbrooke, district de St-François, demandeur, *vs* un certain M. (RAOUL) GAGNON, domicilié à 940 rue Galt Ouest, en la cité de Sherbrooke, district de St-François, défendeur.

« La subdivision 15a du lot 153, rang 8, sur les plan et livre de renvois officiels du canton d'Ascot. »

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, à Sherbrooke, MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, le 17 avril 1961. 57371-16-2-o
[Première insertion: le 22 avril 1961]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis

Magistrate's Court, No. 65,212. { VICTOR PETIT, grocer domiciled at 946 Galt West street, in the city of Sherbrooke, district of St-Francis, plaintiff, *vs* a certain Mr (RAOUL) GAGNON, domiciled at 940 Galt West street, in the city of Sherbrooke, district of St-Francis, defendant.

"Subdivision 15a of lot 153, range 8, upon the official plan and book of reference of the township of Ascot."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of MAY 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, April 17, 1961. 57371-16-2-o
[First insertion: April 22, 1961.]

INDEX No 16

Arrêtés en Conseil — ***Orders in Council***

930-A – Construction, Québec (Erratum) 1934
930-B – Barbier-coiffeur, région de St-Jean et d'Iberville 1929
930-B – Barber, hairdressing, region of St-Jean and Iberville 1929
963 – Certaines modifications aux règlements de la Loi des écoles professionnelles privées 1929
963 – Certain amendments to the regulations of the Private Vocational Schools Act 1929

Assemblées *Meetings*

Association Domremy de Drummondville Inc. ... 1935
Compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières (La) ... 1935
Alma & Jonquières Railway Company (The) ... 1935

Avis divers *Miscellaneous Notices*

Association Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïcs de Dolbeau (*Nom changé – Name changed*) ... 1937
Association des Administrateurs d'Hôpitaux de la Province de Québec (L') – (*Règl. –By-laws*) 1936
Association des Gardes-Bébés de la Province de Québec (L') – (*Règl.– By-laws*) ... 1936
Association des Gardes-Malades Auxiliaires de la Province de Québec (L') – (*Règl.– By-laws*). 1936
Association des Marchands de Bois en Gros du Québec Inc. (L') – (*Règl.*) ... 1937
Belmont Park Company, Limited (The) – (*Dir.*) ... 1939
Caisse Populaire de Buckingham (La) – (*Fond.– Found.*) ... 1939
Cedarbrook Golf & Country Club Inc. (*Règl.– By-laws*) ... 1941
Chantier Coopératifs de Notre-Dame du Rosaire (*Fond.– Found.*) ... 1937
Continental Stores Ltd (*Dir.*) ... 1938
Coop de Chibougamau (*Fond.– Found.*) ... 1938
Coopérative de Télévision de Cap-des-Rosiers (*Fond.– Found.*) ... 1941
De-Lux Furniture Ltd. (*Dir.*) ... 1940
Domremy-Trois-Rivières (*Dir.*) ... 1936
École Nationale de Théâtre du Canada (*Règl.*) ... 1935
Gerard Investments Inc. (*Dir.*) ... 1935
Gilson Investments Limited (*Dir.*) ... 1942
Girard-MacLean Limited (*Dir.*) ... 1940
Girard-MacLean Limitée (*Dir.*) ... 1940
Hôtel Sherbrooke Inc. (*Dir.*) ... 1933
Laiterie Saint Alexandre Limitée (*Dir.*) ... 1941
Magasins Continental Ltée (Les) – (*Dir.*) ... 1938
National Theatre School of Canada (The) – (*By-laws*) ... 1935
Placements Gilson Limitée (Les) – (*Dir.*) ... 1942
Quebec Wholesale Lumber Association, Inc. (*By-laws*) ... 1937
Rabaska (*Règl.– By-laws*) ... 1935
St. Alexander Dairy, Limited (*Dir.*) ... 1941
St. Jude Realties Ltd. (*Dir.*) ... 1940
St. Maurice Boating Club (*Règl.– By-laws*) ... 1937
Service Social de l'Enfance de Chicoutimi (*Dir.*) ... 1938
Société Saint Jean Baptiste Locale de St-Barnabé Nord (*Inc.*) ... 1939
Stelco Employees' Credit Union (East rn Wor's) (*Nom changé – Name changed*) ... 1938
Syndicat Coopératif des Éleveurs de Chinchillas de la Mauricie (*Ext. term.*) ... 1941
Verchères Ore-Oil Corporation (*Dir.*) ... 1940

Bills *Bills*

Sanctionnés – Sanctioned ... 1942

Chartes *Charters*
Abandon de *Surrender of*

Cie de Téléphone de St-Donat Ltée ... 1942
Moon Realty Corp. ... 1943
Prime Realties Inc. ... 1943
Vipond Ltd. ... 1943

Commission du Salaire Minimum *Minimum Wage Commission*

Ord. 3, 4, 39, 40, 41 ... 1943
Ord. 39 (*Mod.– Amend.*) ... 1944

Compagnies autorisées à faire des affaires *Companies Licensed to do Business*

Conniston Construction Company Ltd. 1945
National Rejectors, Inc. ... 1946
Placement Mondiale, Inc. ... 1946

Compagnies dissoutes *Companies Dissolved*

Charbonneau & Lamothe Limitée ... 1946
Finnie-Perrins, Limited ... 1947
Mutual Import Co. Ltd. ... 1947
O'Connell Lodge Ltd ... 1947
Paquin Gold Mines, Limited ... 1947
Regent Shoe Supplies Limited ... 1947

Curatelle publique *Public Curatorship*

Desnoyers, Louis, succ.-estate ... 1948

DÉPARTEMENTS *DEPARTMENTS*

Agriculture *Agriculture*
Industrie laitière *Dairy Industry*

Ord. 37-56-F (Région: Bas St-Lareunt – Lower St. Lawrence) ... 1948

Instruction publique *Education*
Municipalité scolaire de *Sdhool Municipality of*

Barston Diss. (*Dem.– Appl.*) ... 1953
Côte-des-Perron (*Dem.– Appl.*) ... 1949
Décarie (*Dem.– Appl.*) ... 1951
Dorion et – and Ile Cadieux (*Dem.– Appl.*) ... 1953
Iberville Diss., ville – town; St-Jean – St. John's Diss., cité – city, et – and L'Acadie Diss. (*Dem.– Appl.*) ... 1954
Ile-Bizard Diss. (*Dem.– Appl.*) ... 1954
Gentilly (*Dem.– Appl.*) ... 1952
Jonquière et – and Kénogami, cité – city, Diss. (*Dem.– Appl.*) ... 1952
Rigaud, paroisse – parish (*Dem.– Appl.*) 1951
St-Antoine-de-Padoue (*Dem.– Appl.*) .. 1952
St-Charles, village (*Dem.– Appl.*) ... 1952
Ste-Thérèse-Ouest – West (Cath.) (*Dem. – Appl.*) ... 1952
St-Joseph, paroisse – parish (*Dem.– Appl.*) ... 1949
Wakefield, Nord – North, et – and Farrellton (Prot.) (*Dem.– Appl.*) ... 1954

Terres et Forêts *Lands and Forest*
Service du Cadastre *Cadastral Branch*

Longue-Pointe, paroisse – parish. ... 1955
St-Hilaire, paroisse – parish. ... 1954

St-Laurent, paroisse – parish..... 1955
St-Paul l'Ermite, paroisse – parish..... 1955

Travail **Labour**

Industrie ou métiers de *Industry or Trades of*

Construction, Québec (*Prél.– Levy*).... 1955
Construction, Rimouski (*Prél.– Levy*).. 1957
Construction, Trois-Rivières (*Mod.– Amend.*)..... 1959

Lettres patentes **Letters Patent**

A 1 Auto Electric Limited..... 1832
Abe Sternthal Garage Ltd..... 1833
Agences P. Desjardins Inc. (Les)..... 1874
Agences Pharmaceutiques Métropolitaines Inc. (Les)..... 1874
Agencies (Osmond) Inc..... 1886
Ahuntsic Wash-House Ltd..... 1871
Airlines Food Ltd..... 1833
Alary (Albert) Limitée..... 1834
Alouette Lodge Inc..... 1848
Anglo-Colonial Exploration, Limited... 1835
Armandy Inc..... 1836
Asselin Home Builders Inc..... 1837
Association de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation, Unité 296 de Rimouski. 1837
Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Inc..... 1837
Association des Employés de Travaux Publics et de Maintenance de la Ville de Greenfield Park (L')..... 1869
Association des Propriétaires du Lac Swell..... 1838
Association des Syndics de la Province de Québec (L')..... 1870
Association Sportive de St-Grégoire Inc. (L')..... 1870
Association Sportive N.D.A. (St-Jean, Qué) Inc..... 1837
Au Lutin qui Bouffe Restaurant Inc... 1839
Balmo Ltd..... 1839
Barnvick Corporation..... 1839
BC Trading Corp..... 1840
Beaulieu (Jcs.) & Fils Inc..... 1864
Beaurivage Hosiery Limited..... 1840
Bel Air Travel Inc..... 1901
Belleau Auto Service Inc..... 1840
Bercovitch (L.) Central Meat Market Inc..... 1871
Bermac Sportswear Inc..... 1841
Bétons Richelieu Inc..... 1841
Bibliothèque de Montmagny, Inc. (La). 1865
Bibliothèque Publique de La Tuque Incorporée (La)..... 1865
Bigras Lions Club Inc..... 1841
Boivin Automobiles Ltée..... 1842
Book Center Inc..... 1843
Bowling Papineau Inc..... 1843
Bruneau & Frères Ltée..... 1843
Bruneau Brothers Ltd..... 1843
Cambridge Lithographing Inc..... 1844
Canadian Aero Service Quebec Limited. 1844
Canadian Coating Industries Limited.. 1844
Canadian Institute of Psychoanalysis.. 1845
Canadrex Inc..... 1845
Capitol Watch Bands Inc..... 1846
Cappy's Inc..... 1846
Carling Lake Club (The)..... 1897
Cazar Tower Erectors (Quebec) Ltd.... 1846
Cenbelga Holdings Inc..... 1847
Central Labrador Mines Limited..... 1847
Centre Diocésain Lacordaire de Québec Inc..... 1847
Cercle Notre-Dame-du-Sourire (Le)... 1872
Cercle Social des Moose d'Arvida Inc. (Le)..... 1872
Chabanel Wash-House Ltd..... 1871
Chantelle Inc..... 1848
Chalet Alouette Inc..... 1848
Charest Automobiles Inc..... 1848
Château Oil Company Ltd..... 1849
Children's Mountain Cottage (The)... 1897
Chiropractors of the Province of Quebec Association Inc..... 1837
Cie de Bois Laurent Limitée (La)..... 1866
Cie de Publication Claude Ltée (La)... 1667
Cie d'Huile Château Ltée (La)..... 1849
Cie (Ladomima) Ltée..... 1868
City Plumbing & Heating Co..... 1849
Claire Fabrics Inc..... 1849
Clairséjour Marie-Joseph..... 1850
Claude Publishing Co. Ltd..... 1867
Club Carrousel (Le)..... 1873
Club d'Aviation de Granby Inc..... 1850
Club Récréatif de Rivière des Prairies Inc..... 1850
Club Récréatif des Loisirs Acadiens de Beauharnois Inc..... 1851
Comité des Loisirs de la Paroisse St-Isidore Inc..... 1851
Comité des Loisirs Saint-Nom de Jésus Ltée..... 1851
Compagnie de Carcajou Ltée (La)..... 1867
Compagnie de Combustion Charlesbourg, Limitée (La)..... 1867
Compagnie de Construction Piat Ltée. 1852
Compagnie Nina Diaconesco Ltée..... 1852
Confiseurs du Québec Inc. (Les)..... 1874
Congregation Gate David of Bobov.... 1852
Construction (Anjou) Limitée..... 1836
Construction (B.L.R.)Inc..... 1842
Construction (Valin) Ltée..... 1900
Contracteurs Généraux du Lac St. Jean Ltée..... 1853
Cordonnerie L. Collin Limitée..... 1853
Couvoir Saint-Hyacinthe Inc..... 1853
Crédit Inter-Cité Incorporée..... 1854
Daigle (Robert) Inc..... 1891
Dali Shoes Inc..... 1854
De Champlain Shoes Inc..... 1855
Diane Ltd..... 1855
Distributeurs Grolin Inc. (Les)..... 1875
Dominion Steel Works Ltd..... 1855
Dondalis Inc..... 1856
Dorchester (1366) St. West Inc..... 1903
Dorchester Terrace Inc..... 1856
Dress (A. & R.) Co. Inc..... 1836
Eastern Business College Inc..... 1856
Elite Auto Leasing Ltd..... 1857
Enterprise (Philip) Co. Ltd..... 1888
Entreprises Capital Enterprises Inc. (Les)..... 1875
Entreprises de Charlevoix Inc. (Les).. 1875
Entreprises Duvatier Inc. (Les)..... 1876
Entreprises Gilles & Johanne Ltée (Les) 1876
Entreprises Leber Inc. (Les)..... 1876
Entreprises Vil-Na Inc..... 1857
Fabrics (A. & G.) Ltd..... 1833
Far East Pearls Inc..... 1857
Fashion Fabrics & Garments International Ltd..... 1858
Ferme Sorel Inc. (La)..... 1868
Filature Beaurivage Limitée..... 1840
Fitzjohn Investments Ltd..... 1858
Flamingo Boating Club Limited..... 1858
Flattery Fair Fashions Inc..... 1859
Forest Équipement Ltée..... 1859
Fredon Ltd..... 1859
Fur (W. & W.) Basters & Tapers Inc... 1903
General Welding & Repair Inc..... 1860
Gorman Pre-Cast Concrete Unit Products Ltd..... 1860
Granit Bussières Inc..... 1861
Grenier & Tardif Inc..... 1861

Grolin Distributors Inc. 1875
Guardian Electronics Limited 1861
Guay's Import Co. Ltd 1861
Hamel & Doré Inc. 1862
Haute Baie Auto Inc. 1862
Hôpital Power Inc. 1863
Hôpital West-End 1902
Hôtel Thibault, Incorporée 1863
Industries Linières du Québec Limitée (Les) 1877
Institut Canadien de Psychanalyse 1845
Inter-City Credit Incorporated 1854
Jaclau Inc. 1864
Jay Distributors Ltd 1864
Jelmini (Angelo) Inc. 1835
Kayle Realties Inc. 1865
Kiwanis Club of Lake Saint Louis, Pointe Claire, Inc. (The) 1899
Knapp (A. J.) Realty Ltd 1834
Lachance Nettoyeur Ltée 1866
Lachance Cleaner Ltd 1866
Lachute Cable Vision Inc. 1866
Lake St. John General Contractors Ltd. 1853
Laurentides-Nord Limitée 1870
Laurent Lumber Co. Ltd 1866
Lavoir Ahuntsic Ltée 1871
Lavoir Chabanel Ltée 1871
Leber Enterprises Inc. 1876
Legendre (Maurice) Inc. 1882
Lemoyne & Frère Automobile Ltée 1873
Liederman & Pinder Agencies Ltd. 1873
Ligue des Propriétaires Ville de Forestville Inc. 1879
Loisirs de St-Barthélemy (Berthier) (Les) 1877
Loisirs de St-Colomb de Sillery Inc. (Les) 1877
Loisirs de St-François-Xavier (Les) 1878
Lou Black's Living Room Inc. 1880
Machinery (Lar) Inc. 1869
Machinistes Associés Inc. (Les) 1878
Macpès Construction Ltée 1881
MacPherson Lumber Inc. 1881
Mahon, (Thomas J.) Limited 1899
Major International Trading Corp. 1882
Massicotte (Guy) Sports Inc. 1862
Maternelle au Gai Lutin Inc. (La) 1868
McGill-Burnside Holdings Ltd 1883
McGregor-Pine Estates Ltd 1883
Mel Carter Incorporated 1883
Monette (A.) Inc. 1834
Mont Clair Foods Ltd 1884
Nadeau & Fils Limitée 1884
National Radio & Electronics Supply Ltd. 1885
Nilo (1961) Ltée 1885
Norac Importing Co. Ltd 1885
Oeuvre des Terrains de Jeux de Ville Val St-Michel (L') 1880
O. T. J. de St-Louis de France (L') 1880
Pacific Fur Export-Import Co. 1886
Paquette & Fils Inc. 1886
Paradis (Marc) Ltée 1882
Parkside Place Association 1887
Perlux Precision Industries of Canada Ltd. 1887
Pharmaceutical Metropolitan Agencies Inc. 1874
Phyro Medical Laboratories Corp. 1888
Piat Construction Company Ltd 1852
Poluga Ltée 1888
Province of Quebec Trustee's Association 1870
Publications Argenteuil Ltée 1889
Quality Sportswear & Rainwear Inc. 1889
Quincaillerie André Marier Inc. 1890
Raymonde Fashions Inc. 1890
Reinglas (S.) Realties Inc. 1897
Restaurant (Bob & Chris.) Ltd 1842
Restaurant (Peg & Louise) Inc. 1887
Richelieu Ready-Mix Inc. 1841
Richmar Corp. 1890
Rivelis (M.) & Co. Ltd 1884
Romes Corporation Ltd. 1891
Roxboro-North Shoe Library Association 1892
St-Amand (Germain) Inc. 1860
St-Laurent Radiators & Welding Inc. 1892
St-Luc Auto Parts Inc. 1893
St-Martin Chinese Garden Inc. 1893
Ste-Rose Leasing Inc. 1892
Sally Hosiery Mills Ltd 1893
Salon Andrée-Juliette Inc. 1894
Savage (V. L.) & Company Inc. 1901
Schaefer (Anatole L.) Structural Steel Inc. 1835
Scheen (Robert) Limitée 1891
Service Aéronautique Canadien du Québec Limitée 1844
Service des Loisirs St-François-de-Sales de Laval 1894
Service des Loisirs St-Zotique 1894
ShickShock Enterprises Ltd 1895
Société d'Archéologie de Sherbrooke 1895
Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, Province de Notre-Dame de Lourdes (Les) 1878
Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, Province de Saint-Joseph (La) 1879
Solda Enterprises Inc. 1895
Sorel Farm Inc. 1868
Southern Business College Inc. 1896
Sovereign Records Inc. 1896
Speedimpex Ltd 1897
Sunal Transmission Company 1897
Taverne Municipale Inc. 1898
Therrien (Willie) Inc. 1902
Touchette & Rochon Inc. 1899
Town of Greenfield Park Public Works and Maintenance Employees Association 1869
Truchon (L. P.) Inc. 1881
T. V. & Motors Limited 1900
Vanha Inc. 1900
Voyages Bel-Air Inc. 1901
Vulcanisation St Pascal Inc. 1901
West-End Hospital 1902
Wonder-Wash Laundromat Inc. 1902

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Acme Plumbing & Heating Materials Ltd. 1904
Anchor Cement Floor & Construction Inc. 1904
Association des Industries Forestières du Québec, Limitée (L') 1951
Blaman Investments Inc. 1904
Boudreau & Ross Ltée 1905
Brown's Handling Services Corp. 1905
Canadian Alcolac Ltd 1905
Chambly Automobiles Inc. 1905
Compagnie de Transport St-Maurice (La) 1914
Construction (Perimo) Inc. 1912
Côte Vertu Development Corp. 1906
Denault Limitée 1906
Denault Limitée 1906
Domrémy-Montréal 1907
Fleur de Lis Inc. (La) 1909
Fonderie Gosselin Inc. 1907
Gosselin Foundry Inc. 1907
Greco Ltée 1907
Hilton Realty Co. 1908

Hôpital Général Lasalle & Lasalla General Hospital 1908
Hudson Hosiery (Rigaud) Limited 1908
Imperial Theatre Limited 1909
Industrial Materials Supply Company Ltd. 1909
Jasen (Henry) Limited 1908
Lafontaine Automobiles Inc. 1909
Latimer Motors Limited 1910
Miad Stone (Trois-Rivières) Ltée 1911
Milner Inc. 1912
Morin Incorporé 1912
Parizeau (Gérard) & Compagnie, Inc. 1907
Phénix Finance Inc. 1912
Placements du Vallon Inc. (Les) 1910
Porlier Transports Limitée 1913
Potier Frères Ltée 1913
Quebec Candy Bar Limited 1913
Quebec Forest Industries Association, Limited (The) 1915
Rialto Theatre Co. Ltd 1911
Rivershore Investments Ltd 1913
R.M.G. Ltée 1914
R.M.G. Ltd. 1914
Rousseau (Marc) Ltée 1911
St. Maurice Transport Company 1914
St. Sauveur du Lac Holdings Ltd. 1914
Service Social du Diocèse de Chicoutimi (Le) 1910
Sherdex Inc. 1915
Théâtre Rialto Limitée (Le) 1911
Top Furniture Ltd 1915
Vaillancourt (Maurice) Ltée 1911
Valley Shoe Company Incorporated (The) 1915
Young Israel of Laval 1916

Ministère des Finances — ***Department of Finance***

Assurances — ***Insurance***

Maccabees (The) 1961
Maccabees Mutual Life Insurance Company 1962

Nominations — ***Appointments***

Diverses 1962
Miscellaneous 1962

Office des marchés agricoles du Québec — ***Quebec Agricultural Marketing Board***

Avis de suspension de plan conjoint de mise en marché — ***Notice of suspension of joint marketing plan***

Hull Region Milk Producers (The) 1963
Producteurs de Lait de la Région de Hull (Les) 1963

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Agences du St-Laurent Ltée 1963
Agences Pharmaceutiques Métropolitaines Inc. (L') 1963
A. & G. Fabrics Ltd. 1964
Archambault de Ste-Rose Ltée. 1964
Ben Transport Ltée 1964
Bowling Papineau Inc. 1964
Congrégation de Les Filles de la Providence (La) 1967
Desrosiers (A.) Ltée 1963
Franca Laboratories Inc. 1966
Immeubles Joncas Inc. (Les) 1966
Laboratoires Franca Inc. 1966
Levis Investment Inc 1964
Médicale, Compagnie d'Assurances Générales (La) 1967
Montreal Industrial Realties Inc. 1967
Normand Doucet Inc. 1965
Pescara Fruit Market Inc. 1965
Pharmaceutical Metroplitan Agencies Inc. 1963
Placements de Lévis Inc. (Les) 1964
Plastic Converters Ltd 1968
Roger Leblanc (Hélicoptère-Aviation) Ltée 1966
Société des Correcteurs d'Épreuves de Langue Française (La) 1965
St-Lawrence Agencies Ltd. 1963
Tait Realties Inc. 1967
Taos Limited 1967
Thibault (Roland) Inc. 1965
Vermont Housing Corp. 1965

Soumissions — ***Tenders***

Aylmer, comm. scol.– school comm. 1968
Cap-de-la-Madeleine, cité – city 1969
Les Écores, comm. scol. prot.– prot. school comm. 1972
McMasterville, village 1973
Port-Cartier, comm. scol.– school comm. 1970
Ste-Anne-de-Portneuf, munic. 1974
St-Bruno, comm. scol.– school comm. .. 1975
St-Elzéar, ville – town 1977
Saint-Jean, comm. scol.– school comm. 1971

VENTES — ***SALES***

D'effets non-réclamés — ***Of Unclaimed Goods***

Canadian Pacific Express Company ... 1978

Loi de faillite — ***Bankruptcy Act***

Gervais, Frédérick P. 1980
Lacasse, Claude 1978
Lacasse, Ovila 1979

Licitation — ***Licitation***

Substitution Skelly 1981

Taxes — ***Taxes***

Duparquet, ville – town 1916
Gaspé No 3, comté – county 1983
Jacques-Cartier, cité – city 1919
Sainte-Foy, cité – city 1918

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Arthabaska — ***Arthabaska***

Jean *et al vs* Morin 1986

Beauharnois — ***Beauharnois***

Interprovincial Buildings Credits Ltd. *vs* Viau 1987

Bedford — ***Bedford***

Casavant *vs* Carrières 1988

Bonaventure — ***Bonaventure***

Nadeau *vs* Huard 1988

Joliette — ***Joliette***

Household Finance Corporation of Canada *vs* Moreau 1989

Kamouraska — ***Kamouraska***

Prevost (E. J.) Motors Ltd. *vs* Gagnon. 1989

Montréal *Montreal*

Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal (La) *vs* Canuel. 1990
Forget *vs* Struble..... 1990
Montreal Savings Bank City and District (The) *vs* Canuel..... 1990

Québec *Quebec*

Fortin *vs* Avoine..... 1990

Rimouski *Rimouski*

Bérubé *vs* Ladry..... 1991
Bérubé *et al vs* Ouellet..... 1992
Dumont *vs* Sirois..... 1991
Martel *vs* Pelletier..... 1992

Saint-François *Saint Francis*

Petit *vs* Gagnon..... 1992

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec